

COMPTE-RENDU
D'ACTIVITÉ
2016
AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE



■ Etablissement public du Ministère chargé
du développement durable



EDITORIAL

2016 : l'année de l'adaptation ...

En 2016, l'agence de l'eau a encore montré sa capacité à s'adapter aux nouveaux enjeux de notre environnement qu'ils soient institutionnel, économique et même planétaire.

Car c'est là que tout commence ... la planète a de plus en plus chaud et appelle à l'urgence climatique. L'agence de l'eau s'était déjà fortement investie sur cette thématique avec son **plan d'adaptation au changement climatique** adopté par le Comité de Bassin. Elle dispose ainsi d'un véritable outil qui intègre ce sujet dans l'ensemble des interventions. Cette dimension est également au cœur des travaux d'élaboration du 11ème programme 2019-2024.

2016 a donné un nouvel élan à nos politiques d'intervention avec la publication de **la loi du 8 août sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages**. Ce texte élargit nos missions à la biodiversité marine et terrestre. Dans ce cadre, en fin d'année, l'agence a lancé un appel à initiatives portant sur des projets de préservation des milieux et de communication. Cette opération a connu un vif succès et a montré à quel point les acteurs du bassin sont prêts à se mobiliser avec l'agence de l'eau pour préserver les richesses naturelles de notre bassin.

Cette politique dynamique **d'appels à projets** s'est également déployée dans d'autres domaines à enjeux forts, comme la réduction des fuites d'eau dans les réseaux d'eau potable, la gestion des eaux pluviales, la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, l'agriculture biologique, la solidarité internationale ...

Enfin, 2016 ce sont aussi des résultats encourageants pour la qualité de l'eau ! **Le tableau de bord 2016** de notre plan de gestion (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) a montré que l'état des milieux s'améliore malgré des critères d'évaluation toujours plus contraignants.

Grâce à nos actions que je vous propose de découvrir dans les pages qui suivent, l'eau retrouve peu à peu sa grandeur. Soyons fiers de ce que nous faisons pour elle au quotidien et ensemble poursuivons nos efforts.

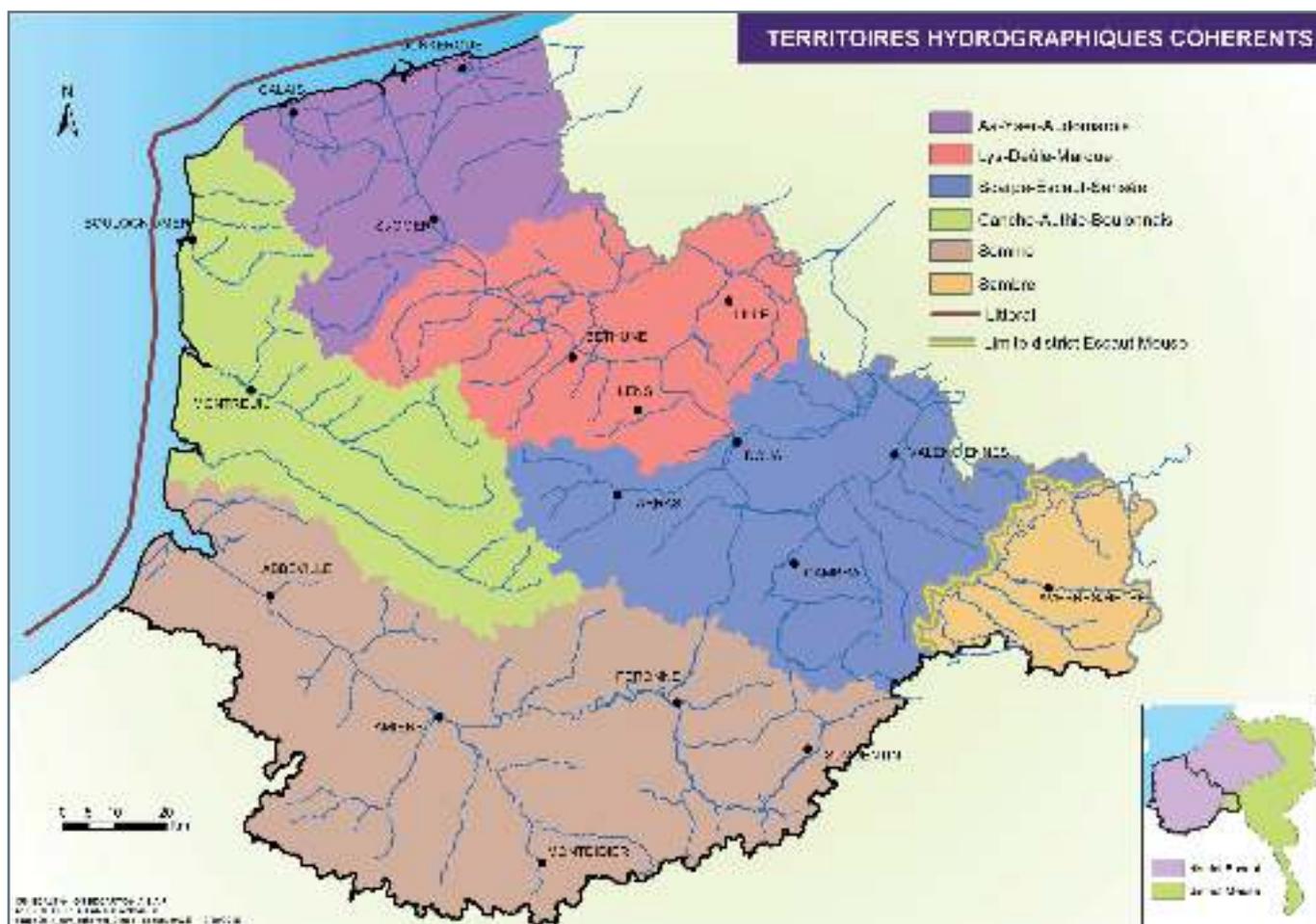


Bertrand GALTIER

Directeur Général
de l'Agence de l'eau
Artois-Picardie

- Le bassin
et ses instances 4
- La gouvernance de la
politique de l'eau 9
- Les politiques du grand
cycle de l'eau 16
- Les politiques du petit
cycle de l'eau 38
- Participation Agence
aux manifestations liées
à l'eau 75
- L'action internationale .. 76
- Le prix de l'eau 80
- Les redevances 83
- Les moyens
à disposition et leur
optimisation 102
- Glossaire 126
- Les 5 analyses
départementales..... 128

LE BASSIN ET SES INSTANCES



› L'Agence de l'eau Artois-Picardie

L'Agence de l'eau Artois-Picardie est un établissement public administratif du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer. Sa zone de compétence couvre l'intégralité des départements du Nord et du Pas de Calais, et partiellement celui de la Somme (96% des habitants), de l'Aisne (24% des habitants), et de l'Oise (4% des habitants), sur environ 20 000 km². L'Agence de l'eau participe à la mise en œuvre des politiques nationales relatives à l'eau, qui s'inscrivent elles-mêmes dans les objectifs de l'Union Européenne.



LE BASSIN ET SES INSTANCES

L'Agence de l'eau Artois-Picardie assure une mission d'intérêt général. Elle contribue à réduire les pollutions de l'eau de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques :

- ▶ grâce à des interventions financières (soutien à l'investissement ou au fonctionnement performant),
- ▶ par la construction et le développement de stratégies et d'outils de planification,
- ▶ par la production et l'exploitation de données sur l'eau pour la connaissance, la gestion et l'évaluation.

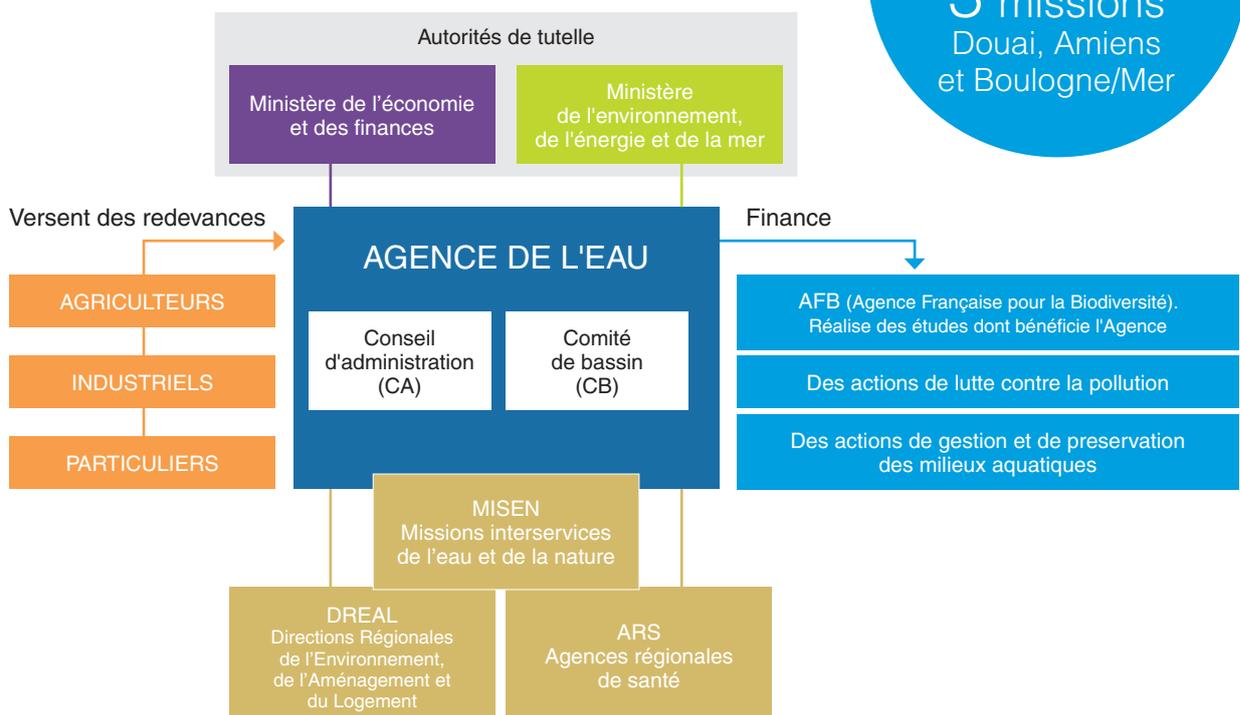
L'Agence assure également des missions de concertation, de coopération institutionnelle et internationale, d'information et d'éducation du citoyen pour soutenir les politiques de l'eau.

De plus, avec la promulgation le 8 août 2016 de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, la possibilité est ouverte aux agences d'élargir leurs compétences vers la biodiversité mais ne l'impose pas. Ce sera au choix des Conseil d'Administration lors de la validation par exemple des XIème programme.

Pour atteindre ces résultats en vue d'une gestion durable de l'eau, l'Agence de l'eau dispose d'instruments économiques (redevances et aides financières) :

- ▶ Les redevances sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (consommateurs, acteurs économiques) en application du principe de prévention et de réparation des dommages à l'environnement. Le plafond global et l'assiette des redevances est fixé par la loi.
- ▶ Les redevances perçues sont utilisées pour apporter des aides financières (subventions, avances) aux personnes publiques ou privées (collectivités, acteurs économiques, associations...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Les priorités d'intervention et les montants des dépenses de l'Agence de l'eau sont définis par un programme pluriannuel d'intervention.

L'Agence de l'eau Artois-Picardie s'appuie sur le travail de 165 collaborateurs. Son siège est situé à Douai (Nord), elle dispose de 3 missions territoriales, dont 2 décentralisées sont localisées à Boulogne-sur-Mer et à Amiens.



LE BASSIN ET SES INSTANCES

› Le fonctionnement institutionnel en 2016

COMITÉ DE BASSIN

(80 membres)

- 1 Président
- 3 Vice-Présidents

32 collectivités

- 17 communes ou groupements de communes
- 12 départements
- 3 régions

32 usagers

- 9 représentants des industriels (dont 1 portuaire)
- 5 représentants des agriculteurs (dont 1 agrobio)
- 1 distributeur d'eau
- 1 producteur d'électricité
- 2 personnes qualifiées
- 2 milieux socio-professionnels
- 1 pêche maritime
- 1 batellerie
- 1 tourisme
- 4 associations agréées de protection de la nature (dont 1 dans le domaine littoral)
- 3 associations agréées de défense des consommateurs
- 2 associations agréées de pêche et protection des milieux aquatiques

16 représentants de l'Etat

- Donne un avis conforme sur le Programme d'Intervention et les redevances de l'Agence de l'eau
- Planifie des actions de la gestion de l'eau du bassin hydrographique dans le cadre des SDAGE et du Programme de Mesures
- Donne un avis sur les réglementations et projets ayant un effet ou en lien direct avec l'eau et les milieux aquatiques

Président : M. FLAJOLET

Commission Permanente du Milieu Naturel
Aquatique et de la Planification
Président : M. VERNIER puis M. LENGLET

Commission Permanente de l'Action
Internationale et du Développement Durable
Président : M. HAUSSOULIER

Commission Permanente Eau & Agriculture
Président : M. COTEL

Commission Inondation
Président : M. CORDET puis M. LALANDE

Commissions Territoriales

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(35 membres)

- 1 Président (nommé par décret)
- 2 Vice-Présidents
- 22 administrateurs désignés par et parmi les membres du Comité de Bassin (11 collectivités - 11 usagers)
- 11 représentants de l'Etat
- 1 représentant du personnel
- Détermine et administre la mise en oeuvre du Programme d'Intervention de l'Agence de l'eau

Président : M. CORDET puis M. LALANDE
Préfet Coordonnateur de Bassin

Commission Permanente Programme
Président : M. RAOULT

Commission Permanente des Interventions
Président : M. LEMAY



Conseil d'administration du 26 octobre 2016

› Le fonctionnement institutionnel en 2016

Quelques décisions du Comité de Bassin en 2016

7 juillet (Douai)

- ▶ *Elections en vue de pourvoir 8 sièges vacants parmi lesquels:*
 - 2 au Conseil d'Administration,
 - 3 à la Commission Permanente du Milieu Naturel Aquatique et de la Planification,
 - 1 à la Commission Permanente Eau et Agriculture,
 - 1 à la Commission Territoriale Escaut Avesnois,
 - 1 à la Mission d'appui technique du bassin Artois-Picardie (GEMAPI)
- ▶ *Avis favorable au projet de révision de la délimitation des zones vulnérables aux nitrates*

9 décembre (Douai)

- ▶ *Election au sein de la Commission Inondation*
- ▶ *Adoption du tableau de bord du SDAGE*

Quelques débats du Comité de Bassin en 2016

7 juillet (Douai)

- ▶ *Plan d'adaptation au changement climatique*
- ▶ *Loi sur la biodiversité : conséquences et perspectives dans le bassin Artois-Picardie*

9 Décembre (Douai)

- ▶ *Le territoire des Wateringues : exemple de mise en œuvre de la GEMAPI*
- ▶ *Les Stratégies Locales de Gestion du Risque Inondation (SLGRI)*
- ▶ *La Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)*



Comité de bassin

LE BASSIN ET SES INSTANCES

Quelques décisions du Conseil d'Administration en 2016

26 février

- ▶ *Approbation du compte financier 2015*
- ▶ *Bilan du contrat d'objectifs 2015*
- ▶ *Bilan 2015 du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière*
- ▶ *Lancement de l'appel à projets 2016 pour la réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable*
- ▶ *Approbation d'une protection sociale complémentaire avec participation financière de l'Agence à destination des personnels contractuels*
- ▶ *Approbation de la participation de l'Agence aux PAPI « Lys » et « Bresle Somme-Authie / Littoral Picard »*

17 juin

- ▶ *Approbation de l'adaptation des zonages de redevances et d'intervention liée aux fusions de communes*
- ▶ *Approbation du compte rendu d'activité 2015 et du tableau annexe des cibles (indicateurs de programme)*
- ▶ *Approbation de la révision des cibles et indicateurs du contrat d'objectifs*
- ▶ *Lancement de l'appel à projets 2016 concernant la coopération décentralisée*

14 octobre

- ▶ *Lancement des initiatives en faveur de la biodiversité*
- ▶ *Adoption du budget rectificatif n°1 de l'exercice 2016*
- ▶ *Evolution des règles d'attribution des avances pour les collectivités*

25 novembre

- ▶ *Election d'un membre à la commission permanente des interventions, et d'un membre à la commission permanente programme*
- ▶ *Adoption du Budget initial 2017*
- ▶ *Approbation des conventions cadre de coopération entre l'Agence l'eau et le CEREMA, et entre l'Agence de l'eau et le BRGM*
- ▶ *Plan d'adaptation au changement climatique*
- ▶ *Financement de la réhabilitation des réseaux sous maîtrise d'ouvrage des bailleurs*
- ▶ *Evolution de la charte phytosanitaire*



Conseil d'Administration du 14 octobre 2016



Conseil d'Administration du 25 novembre 2016

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

L'ACTION CONCERTÉE AVEC LES SERVICES DE L'ÉTAT

› L'Agence, acteur impliqué aux côtés des services de l'Etat dans le bassin

Les services de l'Agence apportent de manière permanente leur contribution aux différents travaux menés par les services de l'Etat dans la déclinaison des politiques publiques pour l'eau et la protection des milieux aquatiques. Mettant à disposition son expertise, ses bases de données et ses outils de modélisation de l'état des eaux et des rivières, les services de l'Agence contribuent, par leur présence, leur connaissance du terrain et des principaux acteurs concernés, à déterminer et conforter les décisions opérationnelles de l'Etat dans le bassin.

Le Secrétariat Technique de Bassin (DREAL de bassin, Agence, Agence Française de la Biodiversité (AFB)) y joue un rôle clé dans la coordination des différents services concernés dans le domaine de l'eau.

› La déclinaison du Programme De Mesures : le Plan d'Actions Opérationnel Territorialisé (PAOT)

Sous l'autorité du Préfet dans chaque département, un pôle de compétence dénommé Mission InterServices de l'Eau et de la Nature (MISEN) assure la coordination des interventions de l'Etat pour décliner le Programme de Mesures (PdM) associé au SDAGE. Le PAOT doit permettre une bonne coordination des acteurs, en identifiant le « qui fait quoi », notamment :

- ▶ d'identifier les pilotes de chaque action, c'est-à-dire le service de la MISEN responsable de faire aboutir l'action, coordonner les interventions des acteurs et chargé d'en faire le suivi.
- ▶ d'identifier les maîtres d'ouvrages des actions auxquels le pilote de l'action s'adressera.

Le PAOT est adopté en comité stratégique de MISEN par le Préfet du département.

Lors du travail de déclinaison du PDM en PAOT :

- ▶ le Secrétariat Technique de Bassin (STB) - composé en Artois-Picardie de l'Agence de l'eau, de la Dreal délégation de bassin, et de l'AFB- est garant de la coordination générale de la mise en œuvre du PDM, en conformité avec les orientations définies

au niveau national. De plus, il assure la mise à disposition des informations nécessaires aux MISEN pour qu'elles s'approprient le PDM et le déclinent localement en bonne cohérence avec les autres documents de planification (SAGE, SCOT, PLU, ...)

- ▶ les DREAL déclinent la politique générale définie en STB et assurent la cohérence à l'échelle régionale en INTER-MISEN, répartissent le travail entre les départements pour les masses d'eau interdépartementales (le cas échéant en accord avec la DREAL voisine), vérifient l'adéquation des PAOT avec les enjeux et les priorités du SDAGE et du PdM ; la DREAL en tant que délégation de bassin assure également une cohérence à l'échelle du Bassin
- ▶ les DDT-M animent les réunions de MISEN par unité hydrographique, associant si nécessaire les principaux maîtres d'ouvrages du territoire pour sélectionner les actions prioritaires et leur échéance prévisionnelle de réalisation.

› Les comités et groupes de travail Etat avec participation de l'Agence

Dans les différentes thématiques liées au domaine de l'eau, et de manière institutionnelle, les services de l'Agence participent aux réunions qui concernent tout ou partie du bassin. A titre non exhaustif :

- ▶ La Commission Internationale de l'Escaut, dans le cadre du district Européen Escaut
- ▶ Le Comité de pilotage Zones Humides
- ▶ Le groupe de coordination hydromorphologie avec la DREAL de Bassin
- ▶ Le groupe de travail barrages avec les DDTM du bassin
- ▶ Le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour les établissements classés
- ▶ Le Service d'Assistance Technique à la Gestion des Epanchages (SATEGE) pour chaque département
- ▶ Le schéma eau potable dans certains départements
- ▶ La préparation du 5^{ème} programme d'action agricole zones vulnérables.

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

TABLEAU DE BORD DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le SDAGE est l'outil français de mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de l'eau. Il définit pour une période de 6 ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre pour le bassin Artois-Picardie. Il prend en compte les directives relatives au milieu marin et aux inondations mais également le changement climatique.

L'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 prévoit un dispositif de suivi destiné à évaluer tous les 3 ans la bonne mise en œuvre du SDAGE.

Une quarantaine de personnes appartenant à 8 organismes ont contribué à l'édition 2016 du tableau de bord du SDAGE porté par l'agence de l'eau et la DREAL de bassin. Cette édition est particulière puisqu'elle vaut bilan du SDAGE 2010-2015 et état initial du SDAGE 2016-2021. L'édition 2016 a été profondément remaniée tant sur le fond que sur la forme. Sur le fond, elle a été allégée avec un total de 38 indicateurs dont 20 nationaux (parmi lesquels 3 nouveaux) et 18 propres au bassin. Sur la forme, la structure du document est calée sur les 5 enjeux qui structurent le SDAGE, et des pictogrammes partagés avec le bassin Seine-Normandie permettent de suivre les indicateurs liés aux orientations et dispositions du SDAGE communes à celles des directives inondation et stratégie marine, ainsi qu'au changement climatique.

Le tableau de bord édition 2016 a été présenté en Commission Permanente du Milieu Naturel Aquatique et de la Planification le 18 novembre 2016 et adopté par le Comité de bassin le 9 décembre 2016.

Quelques chiffres clés témoignent de l'ampleur des progrès réalisés sur la durée du SDAGE 2010-2015, avec un taux de réalisation du programme prévisionnel de mesures sur le bassin de 97% :

- ▶ 86% des captages grenelle ont un programme d'action validé (le double du bilan 2013);
- ▶ 100% des 28 agglomérations d'assainissement supérieures à 2 000 EH non-conformes aux échéances 1998, 2000 et 2005 de la Directive ERU sont aujourd'hui aux normes;
- ▶ la continuité écologique a été restaurée sur 1/3 des 255 ouvrages sur cours d'eau en Liste 2 en 2013 avec le soutien de l'Agence de l'eau, dont 75% par arasement;
- ▶ 216 chartes « zéro phytos » d'entretien des espaces verts signées;
- ▶ 8800 kg de micropolluants ont été éliminés dans les rejets industriels depuis 2013 avec le soutien de l'Agence de l'eau;
- ▶ 81% des sites de baignade du bassin sont conformes aux exigences du SDAGE;
- ▶ 97% des 2,6 milliards d'euros du programme prévisionnel de mesures ont été engagés;
- ▶ d'après les règles d'évaluation du premier cycle 2010-2015, **29% des masses d'eau « cours d'eau » sont en bon état** (données 2012-2013), **pour un objectif de 50% de bon état en 2015**. La stabilité de cette progression sera à vérifier avec les données acquises les années suivantes.

Les actions engagées jusqu'à présent ont permis dans un premier temps d'améliorer l'état des cours d'eau les plus dégradés, avant de permettre à des masses d'eau en état moyen d'atteindre le bon état. D'après les nouvelles règles d'évaluation du bon état écologique **au deuxième cycle 2016-2021, 21% des masses d'eau « cours d'eau » sont en bon état au début du cycle** (données 2011-2013) **pour un objectif de 33% de bon état en 2021**.

Le tableau de bord montre également l'ampleur du chemin restant à parcourir pour atteindre ces objectifs du SDAGE 2016-2021, et donc la nécessité de poursuivre notre mobilisation collective.

Vous retrouverez toutes ces données sur le portail de l'eau du bassin :



<http://www.artois-picardie.eaufrance.fr>

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

LES SAGE, OUTILS TERRITORIAUX DE GOUVERNANCE

› Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

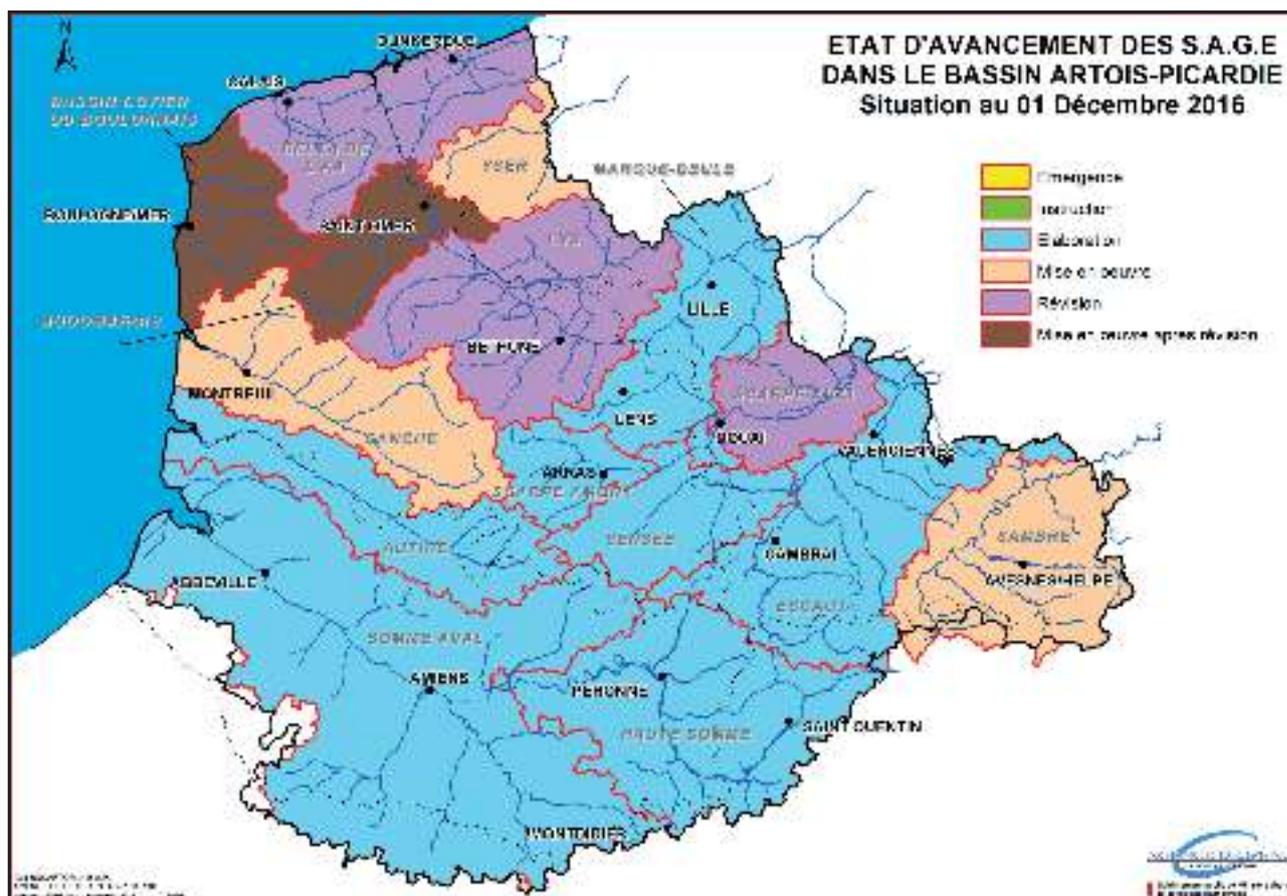
| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | - | - |
| Etudes | 0,344 | 0,172 |
| Autres : | 1,610 | 1,115 |
| Animation | 1,538 | 1,079 |
| Actions de communication | 0,009 | 0,005 |
| Autres interventions | 0,063 | 0,031 |
| TOTAL | 1,955 | 1,287 |

L'ACTION EN BREF

1,29 M€ d'aides Agence en 2016

La totalité du bassin est couverte par une démarche de SAGE

8 SAGE sur les 15 que compte le bassin Artois-Picardie sont désormais en phase de mise en œuvre



Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

A chaque élaboration ou révision du SDAGE, les SAGE peuvent eux-mêmes être révisés afin d'assurer leur compatibilité dans les 3 ans avec ce plan de gestion.

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

› Les événements marquants de l'année 2016

L'année 2016 a été marquée par l'organisation d'un séminaire national SAGE les 06 et 07 juin 2016 à Montpellier, sur le thème de la trame verte et bleue (TVB).

Cet événement avait pour objectif de contribuer au rapprochement des acteurs de la politique de l'eau et ceux de la politique TVB pour améliorer les synergies aux différentes échelles d'actions, l'idée étant que l'eau et la biodiversité puissent interagir efficacement dans le cadre des SAGE.

Ce séminaire a permis, entre autres, de mettre en exergue le rôle important du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Équité des Territoires (SRADDET) en tant qu'intégrateur des enjeux de l'eau et de l'échelle des bassins versants, cohérents avec la mise en œuvre de la nouvelle compétence GEMAPI.

Une réflexion s'est aussi engagée au sein des cellules d'animation des SAGE afin de classer les zones humides selon :

- ▶ *les zones où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires ;*
- ▶ *des zones dont la qualité sur le plan fonctionnel et de la biodiversité est remarquable et pour lesquelles des actions particulières de préservation doivent être menées ;*
- ▶ *les zones qui permettent le maintien et le développement d'une agriculture viable et économiquement intégrée dans les territoires et la préservation des zones humides et de leurs fonctionnalités.*



Séminaire national à Montpellier les 06 et 07/06/2016

› Etat d'avancement des SAGE du bassin Artois-Picardie

Le bassin Artois-Picardie, entièrement couvert par une démarche de SAGE, est composé de 15 SAGE parmi lesquels : **7 SAGE sont en phase d'élaboration** (Somme-Aval, Haute Somme, Escaut, Sensée, Scarpe Amont, Authie, Marque-Deûle), **8 SAGE sont en phase de mise en œuvre dont :**

- ▶ *3 sont en phase de 1ère mise en œuvre (Sambre, Canche, Yser),*
- ▶ *3 sont en révision (Scarpe Aval, Lys, Delta de l'Aa),*
- ▶ *2 en phase de 2ème mise en œuvre (Boulonnais, Audomarois).*

Suite à la mise en œuvre du SDAGE 2016-2021 au 1er janvier 2016, les équipes d'animation des SAGE en phase de mise en œuvre ont toutes entamé un travail afin de juger de l'opportunité de réviser leurs documents.

Pour les SAGE déjà en révision, le travail entamé les années précédentes s'est poursuivi en tenant compte des nouvelles prérogatives du SDAGE 2016-2021.

Pour les SAGE en phase d'élaboration, l'objectif a consisté à poursuivre le travail rédactionnel engagé précédemment. A noter néanmoins qu'au cours de l'année 2016, les SAGE Yser et Haute Somme ont procédé aux modifications nécessaires notamment sur les zones humides suite à leur passage en comité de bassin de décembre 2015. Le SAGE de l'Yser est actuellement dans l'attente de son arrêté préfectoral d'approbation finale.

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

Le SAGE Haute-Somme quant à lui finalise la synthèse des remarques issues de l'enquête publique le 1er décembre, en vue du passage en Commission Locale de l'Eau (CLE) et de l'arrêté d'approbation final.

Suite à la finalisation et validation par la CLE de l'ensemble de ses documents, le SAGE de la Sensée prépare désormais la consultation administrative.



Réunion de la CLE pour la construction du diagnostic du SAGE

| COB 2013-2018 | | | | | |
|--|----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de SAGE approuvés mis en oeuvre | | | | | |
| Cible | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 7 | 7 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 7 | 7 | 7 | 8 | | |

| COB 2013-2018 | | | | | |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre total de nouveaux contrats bassins versants Littoraux, contrats de baies, contrats de plages...) visant à la limitation de l'eutrophisation des eaux littorales et/ou à la bonne qualité microbiologique, et/ou à la préservation des milieux littoraux aidés chaque année par l'agence et montant des aides attribuées dans chacun des contrats. | | | | | |
| Nombre de nouveaux contrats aidés chaque année | | | | | |
| Cible | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Montant des aides attribuées dans le cadre des contrats aidés (En M€)

| Cible | | | | | |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Pas de cible, nouvel indicateur | | | 1,7 | 0,9 | 1,1 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 0,75 | 0,70 | 1,20 | 2,64 | | |

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

L'IMPLICATION DE LA JEUNESSE DANS LA POLITIQUE DE L'EAU

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux dans l'histoire de l'humanité : 1,8 milliards d'adolescents et de jeunes ont entre 10 et 24 ans aujourd'hui dans le monde, un chiffre qui évolue plus vite dans les pays les moins développés.

Cette jeunesse représente un véritable potentiel de progrès économique et social, et un atout important pour relever les défis du changement climatique et atteindre les objectifs mondiaux du Développement durable.

› Relever le défi de l'avenir de l'eau

Au cours des 40 dernières années, la politique française de l'eau a évolué pour passer d'une gestion centralisée et sectorielle à une gestion plus locale, intégrée et participative.

Aussi, l'Agence de l'Eau Artois Picardie et ses partenaires « jeunesse » à savoir **SIE/SEE (Solidarité Internationale Eau/Solidarité Eau Europe)**, **Goodplanet Belgium** et le Réseau « Ecoles écologiques bulgares », ont proposé aux jeunes de participer activement à la gestion de l'eau par la mise en place d'instances de concertation tels que :

- ▶ *le Parlement des jeunes pour l'eau du bassin Artois Picardie,*
- ▶ *le Parlement des jeunes de l'Escaut,*
- ▶ *le Parlement européen des jeunes pour l'eau,*
- ▶ *le Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau.*

L'objectif consiste à permettre aux jeunes de s'engager pour l'eau, de se réunir, de se croiser, de s'exprimer, de connaître les sujets et les enjeux de l'eau et de tisser des liens avec les acteurs de l'eau...afin d'être partie prenante de la politique de l'eau.

› Les temps forts de la politique jeunesse en 2016

- ▶ **Participation au 13ème Parlement européen des jeunes pour l'eau du 13 au 20 mars à Burier en Suisse (51 représentants de 17 pays) sur le thème de « La gestion des risques naturels liés à l'eau »**

La délégation du Parlement des jeunes pour l'eau du bassin Artois Picardie a remporté le premier prix pour la vidéo et le 2ème prix pour la qualité du poster présenté.

- ▶ **Séance plénière du Parlement des jeunes pour l'eau du bassin Artois Picardie et les élections du 30 mars 2016**

Président : Victor Macé (1ère ES – Lycée P. Duez, Cambrai)

Vice-Présidente : Wynona Genlot (1ère S – Lycée biotechnologique de Douai Wagnonville)

Vice-président : Benjamin Desprez (1ère année BTS GEMEAU- Lycée biotechnologique de Douai Wagnonville)

- ▶ **L'école écologique internationale « spéciale effet de jeunes pour les COP » sur le littoral dunkerquois du 3 au 7 avril 2016**

55 jeunes venant du Maroc, de Belgique, de Russie, de Bulgarie et de France ont travaillé sur le thème du changement climatique à partir d'exemples de leurs pays et du littoral dunkerquois.

- ▶ **L'école écologique franco-bulgare organisée sur le thème de « la biodiversité et du changement climatique » à Burgas en Bulgarie, du 22 au 26 août 2016**

Participation d'une délégation de 15 membres du Parlement des Jeunes de l'Eau.



L'école écologique à Dunkerque

LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU

- ▶ **Lancement du projet Domin'eau** avec un groupe d'élèves ingénieurs de l'Ecole des Mines de Douai pour l'année scolaire 2016/2017 sur le sujet des techniques alternatives en collaboration avec le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Valenciennes.
- ▶ **Séminaire « Stratégie du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau »** du 30 septembre au 1er octobre 2016, à l'Agence de l'eau de Douai.
- ▶ **Séance plénière du Parlement des jeunes pour l'Eau** du 5 octobre 2016
La séance s'est tenue à la Communauté d'agglomération de Boulogne sur mer sur le thème de « La biodiversité marine »
- ▶ **Signature d'un accord jeunesse « Escout Sebou »** en écho à la signature d'un accord de coopération institutionnelle avec l'agence hydraulique du bassin du Sebou dans le cadre de la COP 22 le 9 novembre 2016 à Marrakech.
- ▶ Participation de Victor Macé au **débat « les français et l'eau »** organisé le 6 décembre 2016 par le Centre d'Information pour l'eau à la Maison de la Radio à Paris.
- ▶ Organisation d'un **séminaire « information autour des actions du Parlement des jeunes pour l'Eau »** le 21 décembre à l'Agence de l'Eau de Douai.



Signature de l'accord jeunesse « Escout/Sébou »

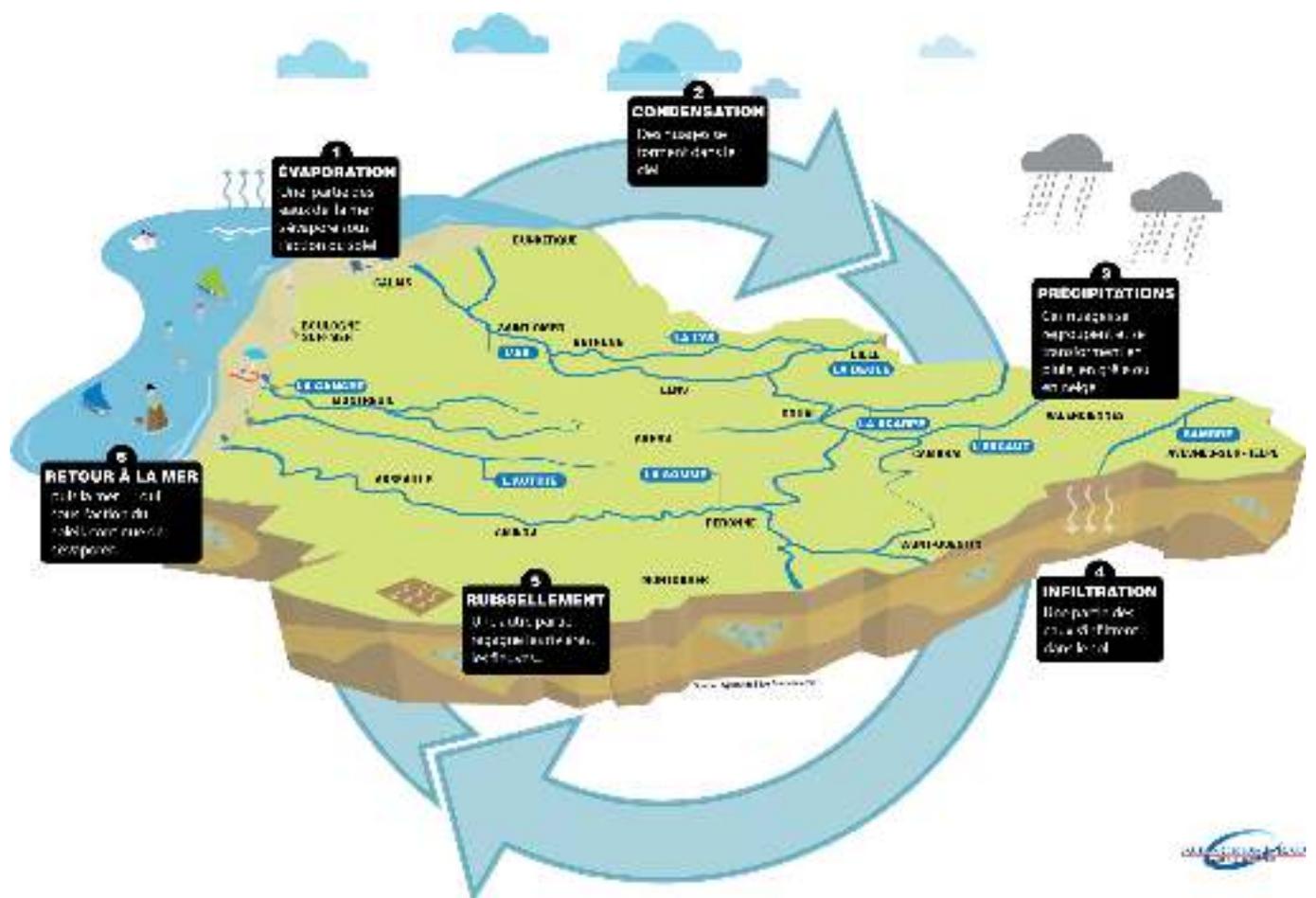


Débat « les français et l'eau » à la maison de la radio

LES PARTENARIATS PEDAGOGIQUES

| | Partenariats pédagogiques | | | |
|------------------------|---|------------|---|--------------|
| | nombre de projets validés en commission pédagogique départementale et financés par l'agence | | nombre d'écoles primaires avec lesquelles l'agence a développé un partenariat | |
| | Réalisations | Prévisions | Réalisations | Prévisions |
| en 2013 | 45 | 46 | 35 | 40 / an |
| en 2014 | 17 | 48 | 7 | 40 / an |
| en 2015 | 12 | 50 | 11 | 40 / an |
| en 2016 | 3 | 52 | 2 | 40 / an |
| en 2017 | | 54 | | 40 / an |
| en 2018 | | 56 | | 40 / an |
| TOTAL / Moyenne | 77 | 306 | 14/an | 40/an |

LES POLITIQUES DU GRAND CYCLE DE L'EAU



Protection de la ressource

Entretien et restauration
des zones humides

Entretien et Restauration des cours d'eau

Continuité écologique

Etudes générales

Protection des champs captants

Prévention des inondations

Connaissance environnementale

Lutte contre l'érosion

Préservation des
milieux aquatiques

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE

LA CONNAISSANCE DE LA QUALITE DES MASSES D'EAU

› Les autorisations de programme engagées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|----------------------|---------------------|---|
| | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
| Eaux souterraines | 0,135 | 0,135 |
| Eaux de surface | 0,989 | 0,970 |
| Eaux littorales | 0,853 | 0,421 |
| TOTAL | 1,978 | 1,526 |

L'ACTION EN BREF

1,53 M€ des décisions pour la connaissance environnementale

Réalisation de 2 campagnes de mesure

› La connaissance des eaux de surface

La Directive Cadre sur l'Eau fixe comme objectif l'atteinte ou le maintien du bon état des eaux. Afin d'établir l'état des masses d'eaux, les Agences de l'Eau établissent des modalités de suivi dans leur programme de surveillance et le mettent en œuvre au travers de marchés publics.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'est attachée en 2016 à appliquer ce programme, tout juste révisé fin 2015. Un document reprenant les changements opérés et présentant les nouveaux sites d'évaluation sera édité courant 2017.

L'année 2016 a été marquée par le renouvellement du marché relatif à la réalisation de prélèvements et d'analyses pour le suivi de la qualité physico-chimique et biologique des masses d'eau de surface continentales (cours d'eau, canaux et plans d'eau), et la qualité chimique des masses d'eau souterraines. Le montant total du marché sur la période 2017 à 2020 s'élève à 6,266 M€. L'ensemble des prestations demandées respecte les derniers textes en vigueur (directives, arrêtés ministériels, listes bassin, normes, guides et recommandations nationaux...).

D'autre part, l'Agence a réalisé les dernières évaluations de l'état des masses d'eau de surface et constitué une synthèse présentant un bilan complet et exhaustif sur le bassin : ce document, défini comme un « annuaire d'état », sera également très prochainement mis en ligne.

Les résultats encourageants liés à une évolution positive de la qualité des rivières ont d'ores et déjà fait l'objet de présentations, notamment dans l'édition du « contre-courant » de fin d'année.

Sur la dernière période disponible (2013 à 2015) et selon les règles du second cycle, 24% des masses d'eau sont identifiées comme étant en « bon état ». Elles sont essentiellement situées dans la Somme, l'Avesnois et le long du littoral du Pas-de-Calais. En s'intéressant de plus près à ces chiffres, on remarque que depuis 2007, 20% des masses d'eau du bassin ont gagné au moins une classe d'état.

La perception de l'état et du fonctionnement des milieux s'affine grâce au développement d'outils de surveillance, d'évaluation et d'interprétation de ces données.

En outre, une convention cadre avec le CEREMA a été signée : une première étude a été lancée sur la contamination chimique des sédiments du bassin. Ce bilan sera disponible fin 2017.

Enfin, suite à des opérations de prélèvements et d'analyses menées avec le laboratoire prestataire de l'Agence et le laboratoire national de référence AQUAREF (consortium regroupant l'INERIS, le LNE, l'IFREMER et l'IRSTEA), un plan d'assurance qualité a été établi et un guide de bonnes pratiques en matière d'échantillonnage a été défini. Cette étude a été restituée dans le cadre d'un séminaire, organisé par AQUAREF, en juillet 2016.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE

› La connaissance des eaux souterraines

Les eaux souterraines ont également fait l'objet d'un suivi réglementaire avec près de 80.000 résultats d'analyse reçus au cours de l'année 2016, sur environ 200 points de mesure que suit l'Agence.

Dans le cadre de la révision du dispositif de surveillance, une étude est en cours avec le BRGM. Elle consiste à établir un diagnostic des réseaux de mesures actuels et à identifier les éventuels points d'évolution. Cette étude lancée au premier semestre 2015 devrait aboutir à la proposition d'un réseau de points de suivis optimisé. Cette démarche est essentielle pour améliorer la connaissance des eaux souterraines, optimiser leur gestion, et également rationaliser les dépenses liées à la surveillance.

La convention cadre avec le BRGM a d'autre part été renouvelée, afin d'établir un partenariat fort dans le cadre de l'amélioration de la connaissance de l'état de la ressource en eau.

› La connaissance des eaux littorales et marines

L'Agence contribue également à la connaissance de l'état et du fonctionnement des milieux côtiers et estuariens au travers de différentes actions :

- ▶ Le **programme de surveillance DCE** qui porte sur la connaissance des eaux côtières dans la limite de 1 mile des côtes et des eaux de transition (baie de Somme, et ports de Dunkerque, Calais, et Boulogne sur mer). Cette surveillance est établie dans le cadre d'une convention avec l'Ifremer. Les protocoles de surveillance de quelques éléments de qualité ont été modifiés pour tenir compte du retour d'expérience (cas des invertébrés et des macro algues notamment), et un changement de maître d'ouvrage a été acté pour le suivi des macro algues (Museum National d'Histoire Naturelle en lieu et place d'Ifremer) en 2017. La montée en puissance du programme de surveillance lié à la Directive Stratégie Marine portera le domaine d'intervention au-delà de cette bande côtière, et intégrera de nouveaux éléments de qualité dont certains pourront être financés par l'agence.
- ▶ Un **partenariat avec l'Ifremer, l'Université de Lille I, l'Université du littoral Côte d'Opale et le CNRS** a permis l'élaboration d'une nouvelle méthode de traitement des données adaptées à l'analyse des séries chronologiques haute fréquence. Cette étude a permis de déboucher sur un outil de calcul ergonomique qui sera utilisable directement par l'Agence.

› Les campagnes de mesures menées par les stations de mesures automatiques

L'Agence dispose depuis 1975 de deux stations mobiles pour la réalisation de mesures en continu sur les cours d'eau. Ces stations de mesures sont utilisées afin d'établir des diagnostics en mettant en évidence des variations de pollutions liées à des phénomènes naturels, urbains et/ou industriels.

En 2016, ces stations ont été déployées au cours de 2 campagnes :

- ▶ Sur la **Selle/Escaut** (mars à août 2016) : une première campagne avait été menée en 2015. Le rapport de présentation montrait par temps sec l'impact sur la qualité de la rivière lié à l'agglomération du Cateau-Cambresis et à certains affluents traversant des bassins versants agricoles. Cette étude 2016 s'est inscrite dans un cadre plus global, en s'intéressant à l'ensemble de la masse d'eau, avec pour objectif de mieux identifier les sources de pollution et leurs impacts. Un protocole d'étude de la relation pression-impact en lien avec les services de l'agence et des partenaires universitaires a ainsi été défini. Les résultats seront publiés courant 2017. Une journée avec le Conseil Scientifique des Hauts de France a été organisée à l'occasion le 20/05/2016, avec pour thème la mesure en continu.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE

- ▶ Sur la **Slack** (octobre à décembre 2016) : ce cours d'eau est caractérisé par une activité agricole prédominante et la présence du bassin carrier. A l'exception du pôle urbain constitué par les communes de Marquise et Rinxent, l'habitat est essentiellement à caractère rural. La campagne de mesures avait pour objectif d'établir un bilan de la qualité des eaux sur l'ensemble du bassin versant, d'identifier les sources de pollution, et de quantifier les impacts des agglomérations de Rinxent et de Marquise. Des prélèvements avaient été menés au préalable en 2015 afin de sectoriser les sources de pollution. Toutes ces données ont permis d'alerter les élus lors d'une journée de restitution organisée le 15/12/2016 : des problèmes d'érosion et de ruissellement sur l'ensemble bassin versant ont en effet été mis en évidence, ainsi que des impacts liés à l'assainissement non collectif. Ces résultats serviront à l'établissement d'un diagnostic des pressions polluantes sur les cours d'eau du bassin versant de la Slack et permettra au futur Comité de Pilotage « Qualité des 3 cours d'eau » animé par la Commission Locale de l'Eau d'orienter les actions et travaux prioritaires en vue d'atteindre le bon état écologique.

En complément, deux campagnes de mesures ponctuelles ont été organisées sur le Wimereux et la Canche en période estivale, afin d'établir le profil de contamination bactériologique de l'amont vers l'aval de ces cours d'eau ainsi que l'incidence éventuelle sur la qualité des plages. Les rapports seront prochainement édités.



Les stations de mesure de l'Agence

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - CONNAISSANCE ENVIRONNEMENTALE

L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DES COURS D'EAU

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|--------------------------|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 7,894 | 3,462 |
| Etudes | 0,915 | 0,428 |
| Autres | 0,582 | 0,374 |
| Animation | 0,488 | 0,344 |
| Financement d'emplois | 0,096 | 0,031 |
| Action de communication* | - 0,002 | 0,000 |
| TOTAL | 9,391 | 4,264 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde de certains dossiers

L'ACTION EN BREF

2 995 Km de cours d'eau entretenus

97 Km de cours d'eau restaurés

› Les interventions 2016

En 2016, l'Agence a poursuivi son accompagnement technique et financier des maîtres d'ouvrages engagés dans des opérations pluriannuelles de restauration et d'entretien écologique des cours d'eau. Cela s'est traduit par la poursuite des travaux identifiés dans les Plans Pluri-Annuels de Restauration et d'Entretien Ecologique, engagés depuis le 9ème programme d'interventions. La dynamique engagée dans la Somme s'est notamment poursuivie en 2016, avec le renouvellement des Programmes d'Aménagement et d'Entretien Ecologique, visés au Plan Somme 2 2015-2020.

Le fleuve Somme est également couvert par ces opérations, au même titre que ses affluents. Le Conseil Départemental de la Somme, après avoir réalisé son plan de gestion sur la Somme canalisée dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée de l'AMEVA, s'est engagé à sa mise en œuvre opérationnelle en 2016. Les travaux de restauration écologique ont notamment porté sur l'éradication d'une espèce végétale envahissante, le myriophylle en épis. L'USAN a également obtenu sur plusieurs cours d'eau en gestion, les autorisations administratives nécessaires à la mise en œuvre effective de travaux de restauration et d'entretien écologique. Ces travaux ont été rendus d'autant plus nécessaires et ont été d'autant plus utiles, que ce territoire a subi particulièrement les inondations de juin – juillet 2016 (voir p 32).

Cet accompagnement technique et financier de l'Agence auprès des maîtres d'ouvrages instauré dès le 9ème programme, porte donc ses fruits avec une dynamique engagée par les maîtres d'ouvrages. Cela se traduit par des résultats concrets, le linéaire hydrographique concerné par des travaux d'entretien pérenne en 2016, atteint près de 3 000 Km de cours d'eau, ce qui est une première.

COB 2013-2018

Habitat : linéaire des cours d'eau restaurés

Linéaires de cours d'eau restaurés en vue de la préservation des habitats des espaces naturels ayant bénéficié d'une aide de l'Agence de l'eau engagée dans l'année (en km)

Cible (en %)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| 70 | 80 | 90 | 110 | 120 | 130 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------|------------|-----------|-----------|------|------|
| 136 | 465 | 40 | 97 | | |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

Travaux de restauration sur le bassin versant de la Canche

Le SYMCEA s'est engagé dans la démarche des plans pluri-annuels de restauration et d'entretien écologique de la Ternoise dès 2007. Il bénéficie désormais d'une programmation pluri-annuelle en matière de travaux de restauration et d'entretien écologique sur l'ensemble de son bassin versant : la Planquette, la Créquoise, l'Embryenne et le bras de Brosne, la Canche et petits affluents, la Course et affluents.

Ces plans de gestion, engagés en 2010, ont été accompagnés techniquement et financièrement par l'Agence.

Le SYMCEA procède donc, en application de ces plans pluriannuels de restauration et d'entretien écologique, à la réalisation de programmes annuels de travaux. En dehors des linéaires concernés par l'entretien courant (320 km, soit l'ensemble du linéaire de cours d'eau des communautés de communes qui lui ont transféré la compétence en 2016), des travaux de restauration écologique sur l'ensemble du bassin versant de la Canche et de ses affluents ont été menés, pour un linéaire cumulé de 6,4 km de cours d'eau.

Les travaux prévus sont les suivants :

- ▶ *abattage de peupliers,*
- ▶ *plantations d'arbres,*
- ▶ *travaux de restauration des berges en technique végétale,*
- ▶ *plantation d'hélophytes,*
- ▶ *mise en défens des berges (protections rapprochées, abreuvoirs)*
- ▶ *recharge granulométrique.*

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

Travaux de restauration dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de gestion écologique de la Hem et de ses affluents

La Fédération du Pas-de-Calais pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique a engagé en 2016 une seconde tranche de travaux en 2016 sur l'Alquines après avoir mené en 2015 une première tranche de restauration écologique sur le Loquin, 2 affluents de la Hem. La Fédération intervient en appui du SYMVAHEM, sur son territoire de compétences, en ciblant plus particulièrement des affluents à haute valeur patrimoniale.

Les opérations conduites ont permis:

- ▶ *la mise en défens des berges par la pose de clôtures ou, selon la configuration des berges, la réalisation de descentes aménagées et l'installation d'abreuvoirs,*
- ▶ *l'aménagement ou l'effacement de seuils (près de 21 ouvrages rendus franchissables sur ce bassin versant),*
- ▶ *l'abattage d'arbres et la restauration de la ripisylve.*

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LA RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|---|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 2,337 | 1,704 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | <i>0,416</i> | <i>0,416</i> |
| Etudes | 1,532 | 0,941 |
| Animation territoriale dédiée | 0,300 | 0,211 |
| TOTAL | 4,169 | 2,856 |

L'ACTION EN BREF

**48 ouvrages rendus franchissables
dont 18 classés liste 2**

› Les interventions 2016

COB 2013-2018

Continuité écologique totale

Nombre d'ouvrages du bassin aidés dans l'année par l'Agence de l'eau en vue d'assurer la continuité écologique

Cible (en %)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 10 | 12 | 17 | 17 | 22 | 22 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|------|------|
| 34 | 62 | 17 | 48 | | |

COB 2013-2018

Continuité écologique obstacles de la liste 2

Nombre d'obstacles liste 2 aidés

Cible (en %)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 10 | 10 | 15 | 15 | 20 | 20 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|------|------|
| 21 | 24 | 11 | 18 | | |

› Le renouvellement de l'animation territoriale

La politique d'animation territoriale, grâce à la sensibilisation qu'elle permet auprès des propriétaires privés d'ouvrages, joue un rôle fondamental en matière de rétablissement de la continuité écologique. Pour cette raison, l'Agence a renouvelé en 2016 :

- ▶ l'animation dédiée à la restauration écologique des bassins versants de l'Helpe Mineure et Majeure pour la période 2016-2018,
- ▶ l'animation dédiée à la restauration écologique des bassins versants des cours d'eau du Boulonnais

Dans l'Avesnois, cet accompagnement se traduit par l'engagement opérationnel par le SMAECE Avesnois des travaux de rétablissement de la continuité écologique sur 5 ouvrages de l'Helpe mineure. Le SYMSAGE Boulonnais a engagé pour sa part la maîtrise d'œuvre complète des travaux de rétablissement de la continuité écologique pour l'ensemble des ouvrages privés concernés par le classement L. 214-17 CE liste 2 de son territoire.

Actuellement, l'ensemble des bassins hydrographiques concernés par ce classement bénéficie d'une animation territoriale dédiée, soit 8 postes accompagnés directement par l'Agence.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

➤ Travaux de restauration de la continuité écologique

L'animation territoriale sur le bassin versant de la Hem (portée en maîtrise d'ouvrage par le Parc Naturel Régional Caps et Marais d'Opale au bénéfice du SYMVAHEM), soutenue par l'Agence, s'est traduite par l'élaboration et la réalisation d'un plan pluriannuel de restauration et d'entretien écologique sur la rivière Hem et ses affluents pour la période 2014-2023. En parallèle et compte-tenu des échéances liées au classement liste 2 du L. 214-17 code de l'environnement, le SYMVAHEM a porté la maîtrise d'ouvrage des études visant le rétablissement de la continuité écologique, afin que les ouvrages faisant obstacle à la continuité écologique et sédimentaire soient mis en conformité au plus tard en février 2018.

Une première phase de travaux, décidée en 2016 par le SYMVAHEM, porte sur la **restauration de la continuité écologique sur 5 ouvrages hydrauliques pour un montant de 1 M€ de travaux.**

Les travaux comprennent principalement :

- ▶ *la remise de la rivière dans son lit d'origine, la restauration écologique et le remblaiement du bief existant, au droit de l'ouvrage de la Minoterie de Recques/Hem (62),*
- ▶ *l'effacement du seuil du moulin et la renaturation du bief sur le moulin bleu à Recques/Hem (62),*
- ▶ *l'aménagement d'un bras de contournement à Zouafques (62) en rive droite, au droit de l'ouvrage,*
- ▶ *l'aménagement du bras de contournement de barrage de la pisciculture du Hamel à Clerques (62) en rive droite,*
- ▶ *la création d'un nouveau tracé au droit du moulin Vandroy à Tournehem/Hem (62).*

Dès l'hiver 2016-2017, les premiers nids de poissons « grands migrants » (truites de mer ou de saumons) ont pu être observés à l'amont des deux ouvrages aménagés à Recques/Hem, ce qui traduit l'efficacité des travaux engagés. Le point de blocage, en terme de front de colonisation, demeure le barrage de Tournehem sur Hem, qui devrait faire l'objet de travaux en 2017.



Effacement du seuil du moulin bleu à Recques sur Hem (62)



Aménagement d'un bras de contournement à Zouafques (62)

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LE CURAGE DES SEDIMENTS TOXIQUES

› Les participations financières accordées en 2016

L'ACTION EN BREF

2 dossiers financés par l'Agence en
2016

3 000 m³ de sédiments pollués
traités

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|------------------------|--|
| Travaux | 0,833 | 0,194 |
| Etudes | 0,019 | 0,015 |
| TOTAL | 0,852 | 0,209 |

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

Travaux de gestion des sédiments pollués sur la Calonnette, affluent de la Clarence

La Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Noeux et environs envisage de procéder au curage de la Calonnette sur environ 2 km entre Labeuvrière et Chocques. Ce projet conduira à l'extraction de 3 000 m³ de sédiments qui s'avèrent être fortement pollués en raison du passé industriel du secteur, nécessitant de ce fait une déshydratation dans une unité mobile avant d'être exportés dans des bennes étanches vers un centre de stockage adapté.

L'Agence a décidé d'accorder une participation financière totale de 0,292 M€, afin d'une part de compenser les surcoûts induits par le traitement des sédiments pollués, et d'autre part de financer des travaux de restauration écologique qui comprendront notamment :

- ▶ le débroussaillage, l'égavage et le dégagement du cours d'eau
- ▶ le reprofilage des berges en pente douce et leur confortement par des techniques végétales
- ▶ la gestion des espèces exotiques envahissantes.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LES ZONES HUMIDES

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 4,458 | 1,897 |
| Etudes | 1,140 | 0,353 |
| Autres | 3,605 | 1,567 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | 3,297 | 1,414 |
| <i>Animation</i> | 0,288 | 0,149 |
| <i>Action de communication</i> | 0,021 | 0,003 |
| TOTAL | 9,204 | 3,818 |

L'ACTION EN BREF

- 4 483 ha entretenus
- 462 ha restaurés
- 716 ha étudiés
- 239 ha acquis par une personne publique

› Les interventions 2016 sur les zones humides

La préservation par la gestion des sites

Afin de protéger et de gérer durablement les zones humides, l'Agence apporte son soutien financier aux opérations :

- ▶ d'étude pour mieux connaître ces milieux et définir la gestion à mettre en place,
- ▶ d'entretien écologique en vue de la conservation voire du développement de la biodiversité aquatique,
- ▶ de restauration des habitats en vue du rétablissement des rôles fonctionnels des zones humides,
- ▶ d'aménagement pour la sensibilisation de la population et l'accueil dirigé sur les sites ouverts au public.

38 opérations aidées en 2016 ont permis :

- ▶ d'étudier 716 ha de zones humides pour la réalisation des plans de gestion,
- ▶ d'entretenir 4 483 ha de zones humides à travers les programmes pluriannuels d'entretien, notamment ceux portés en maîtrise d'ouvrage par les Conservatoires d'Espaces Naturels du bassin (Nord-Pas-de-Calais et Picardie),
- ▶ de restaurer 462 ha.

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

Le marais de Tirancourt (37ha) est une zone humide située en lit majeur du fleuve Somme sur les communes de La Chaussée – Tirancourt et d'Ailly-sur-Somme. Propriété du département de la Somme, ce marais a été retenu pour mettre en œuvre des actions de restauration de frayères à brochet, dans la continuité d'un travail antérieur de diagnostic réalisé conjointement par la Fédération de Pêche de la Somme et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie. Ce projet vise à valoriser cette zone humide d'un point de vue hydraulique et biologique en restaurant :

- ▶ des habitats favorables à la reproduction du brochet,
- ▶ des milieux tourbeux humides.

Des suivis floristiques et faunistiques seront assurés par la Fédération de Pêche de la Somme et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie pour évaluer l'impact écologique des travaux.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

La préservation par l'acquisition foncière

Au-delà des opérations de gestion entreprises sur les zones humides, l'Agence apporte également son soutien financier pour la réalisation d'acquisitions foncières de zones humides.

En 2016, elle a ainsi apporté 1,414 M€ de participations financières pour une dizaine de dossiers représentant une surface acquise de 239 Ha. Pour rappel, l'objectif fixé en 2016 sur cette politique de protection par l'acquisition foncière pour notre bassin, par rapport aux surfaces cibles de la loi Grenelle portant Engagement National pour l'Environnement (2010), était de 130 ha.

En 2016, ces opérations d'acquisition ont essentiellement été menées par le Conservatoire du Littoral. L'acquisition au sein de la Cuvette de Clairmarais, territoire d'exception, est à noter. Le projet porte sur un ensemble immobilier de 112 ha dont les deux tiers correspondent à des prairies humides à forte valeur patrimoniale. Cette acquisition permettra l'élaboration d'un projet inscrit durablement dans le territoire (Réserve Naturelle Nationale des étangs du Romelaëre à proximité) et construit avec les acteurs locaux, avec un objectif ambitieux de valorisation agricole porté avec la profession (SAFER et chambre régionale d'agriculture notamment). Cette acquisition a été facilitée par l'animation territoriale du Conservatoire, d'une durée de 3 ans, financée par l'Agence de l'Eau, dans le cadre de l'appel à projet dédié « Intervention foncière en faveur des zones humides en vue d'une valorisation agricole ».

| Prévisions | ZH en ha | | | | | | Somme hors études |
|--------------|----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------------|---|---------------------|-------------------|
| | nombre d'ha existant | nombre d'ha restaurés | nombre d'ha entretenus | nombre d'ha entretenus + restaurés | nombre d'ha acquis par une pers. publique | nombre d'ha étudiés | |
| 2013 | 60 000 | 160 | 1 200 | 1 360 | 100 | 200 | 1 460 |
| 2014 | 60 000 | 180 | 1 500 | 1 680 | 110 | 200 | 1 790 |
| 2015 | 60 000 | 380 | 3 700 | 4 080 | 120 | 300 | 4 200 |
| 2016 | 60 000 | 370 | 3 700 | 4 070 | 130 | 300 | 4 200 |
| 2017 | 60 000 | 360 | 3 700 | 4 060 | 140 | 300 | 4 200 |
| 2018 | 60 000 | 350 | 3 700 | 4 050 | 150 | 200 | 4 200 |
| Total | 60 000 | 1 800 | 17 500 | 19 300 | 750 | 1 500 | 20 050 |

| Réalizations | ZH en ha | | | | | | Somme hors études |
|--------------|----------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------------|---|---------------------|-------------------|
| | nombre d'ha existant | nombre d'ha restaurés | nombre d'ha entretenus | nombre d'ha entretenus + restaurés | nombre d'ha acquis par une pers. publique | nombre d'ha étudiés | |
| 2013 | 60 000 | 486,20 | 3 743,00 | 4 229,20 | 124,40 | 3 473,00 | 4 353,6 |
| 2014 | 60 000 | 103,69 | 3 997,37 | 4 101,06 | 126,24 | 355,44 | 4 227,3 |
| 2015 | 60 000 | 225,08 | 4 386,96 | 4 612,04 | 126,93 | 781,80 | 4 739,0 |
| 2016 | 60 000 | 461,68 | 4 482,72 | 4 944,40 | 238,53 | 715,70 | 5 182,9 |
| 2017 | | | | | | | |
| 2018 | | | | | | | |
| Total | | 1 277 | 16 610 | 17 887 | 616 | 5 326 | 18 503 |



LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

Inauguration de l'étang de la Galoperie

Le 9 septembre 2016, les travaux de renaturation de l'étang de la Galoperie ont été inaugurés et l'activité de la pêche en Float-Tube proposée sur une partie du site a été officiellement lancée.

Situé dans le bassin versant de l'Oise amont, ce site s'étend sur plus de 50 hectares dont 7 hectares occupés par un plan d'eau. Le site de la Galoperie, enclavé dans la forêt du Bois de la Haie d'Anor, possède un cadre naturel exceptionnel d'une grande diversité de milieux (zone humide, boisements anciens et prairies) propice au développement d'habitats naturels, de plantes et d'animaux. Le Conservatoire d'Espaces Naturels du Nord et du Pas-de-Calais, avec l'aide financière de l'agence de l'eau s'est porté dans un premier temps acquéreur du site, a défini ensuite les travaux de gestion à engager en partenariat avec les acteurs du territoire. L'inauguration a porté sur une première tranche de travaux de restauration et sur l'adaptation des usages et de l'accueil du public aux enjeux écologiques du site.



Inauguration de l'étang de la Galoperie le 9 septembre 2016

Loi Biodiversité

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a été adoptée le 20 juillet 2016 (journal officiel du 9 août 2016). Cette loi vise une implication des Agences de l'Eau plus forte dans ce domaine, y compris la prise en compte de la biodiversité terrestre et marine.

Dans ce cadre, l'Agence de l'Eau a lancé les « Initiatives pour la Biodiversité » afin de faire émerger auprès d'un maximum d'acteurs, de nombreux projets pour la préservation de la Biodiversité.

Un lancement officiel a été organisé le 25 novembre 2016 à Douai. Cet événement a permis de réunir 200 personnes : services de l'Etat, collectivités, associations de protection de la nature, usagers de la biodiversité, ce qui constitue un véritable succès pour cette première. Les porteurs de projets avaient jusqu'au 31 janvier 2017 pour déposer leur projet.



Les initiatives pour la biodiversité le 25 novembre 2016 à Douai

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LE SCHEMA PLURIANNUEL DE STRATEGIE IMMOBILIERE (SPSI) : LES TERRAINS NON BATIS

Le parc immobilier de terrains non bâtis de l'Agence se répartit en 9 sites dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais pour un total de 551 hectares.

Les parcelles correspondantes sont de différentes natures :

- ▶ 465 ha de terres agricoles (terres, prairies, cressonnières, élevage d'écrevisses) ;
- ▶ 60 ha de boisement ;
- ▶ 10 ha de zones humides en anciennes cressonnières ;
- ▶ 16 ha autres (berges de cours d'eau, frayères...).

Pour des raisons historiques, les terres agricoles font l'objet de différents types de contrats locatifs directement avec les exploitants (baux ruraux et baux ruraux à clauses environnementales) ou via la SAFER (baux emphytéotiques et conventions de mise à disposition) qui les attribue également à des exploitants.

L'objectif est que l'intégralité de ces contrats deviennent à terme des baux ruraux à clauses environnementales : cette transformation est mise en œuvre lorsque les contrats en vigueur arrivent à échéance, ce qui demandera encore plusieurs années.

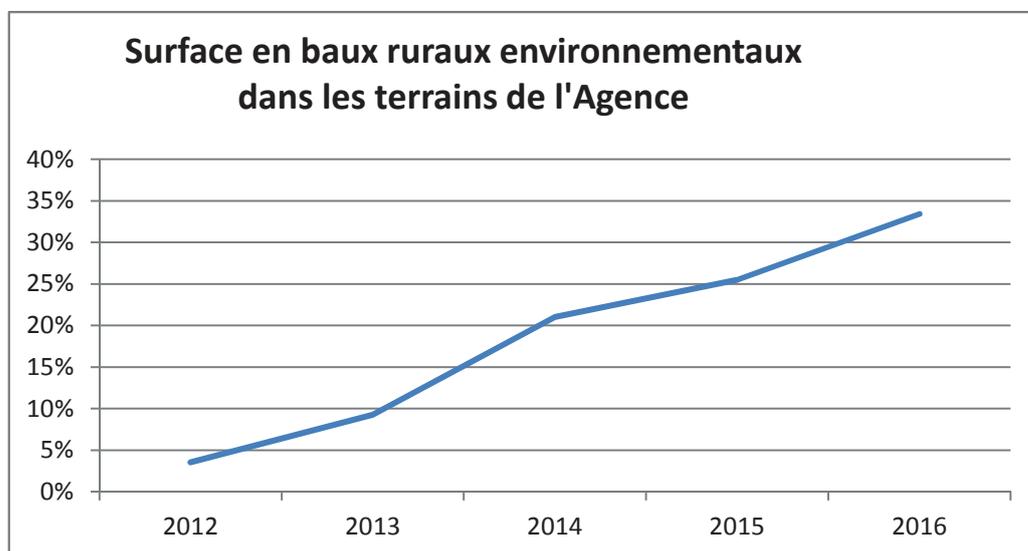
L'ACTION EN BREF

A fin 2016, les surfaces qui font l'objet d'une activité agricole couvrent 465 hectares, dont un tiers (155 hectares) géré via 79 baux ruraux environnementaux.

Au titre de la seule année 2016, 29 nouveaux baux ruraux environnementaux ont été signés pour une surface de 37 hectares.



Pâturage sur la boucle de la Lys : propriété Agence exploitée via un bail environnemental



LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LA MAITRISE D'OUVRAGE DIRECTE AGENCE

Le classement de plusieurs cours d'eau du bassin en liste 2 au titre de l'article L214-17 du Code de l'environnement, a pour effet de fixer des objectifs de restauration de la continuité écologique et sédimentaire. Il nécessite l'aménagement d'ici à février 2018 de certains ouvrages.

Afin de respecter cette échéance, l'Agence, au-delà des soutiens financiers qu'elle apporte aux maîtres d'ouvrage publics, est également, depuis quelques années, sollicitée pour assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de certaines opérations relatives à des ouvrages dont le propriétaire est privé.

En 2016, les maîtrises d'ouvrage dédiées au sein du bassin ont avancé de manière importante avec 48 ouvrages rendus franchissables, dont 18 ouvrages classés en liste 2.

Les travaux se sont par ailleurs traduits par des avancées significatives en terme de taux d'étagement et de front de colonisation des populations de poissons migrateurs (comme en attestent les éléments techniques et financiers fournis pour Artois – Picardie dans le cadre de l'étude dédiée du CGEDD en mai 2016 ou les travaux conduits dans le cadre du COGEPOMI).

D'autre part, le Conseil d'Administration du 17 juin 2016 a accepté le principe d'un mandat de maîtrise d'ouvrage de l'Agence sur 4 obstacles infranchissables en propriété ou en usage de l'Etat dans le département de la Somme. La consultation en vue du recrutement du bureau d'études en charge de la conception des aménagements et du suivi des travaux a été lancée.

Enfin, dans la continuité de l'Engagement déjà pris en 2014 pour l'Usine Saint-Michel à Amiens et après la décision de la ville d'Amiens de prendre en propriété le bâtiment, un maître d'œuvre a été retenu en fin d'année 2016, avec le souhait d'engager le programme de travaux dans les plus brefs délais, sous réserve d'une délibération favorable de nos instances pour en porter la maîtrise d'ouvrage.

› L'effacement de barrages sur la Canche et ses affluents

L'Agence a poursuivi en 2016 ses travaux en maîtrise d'ouvrage directe sur le bassin versant de la Canche engagés en 2010, avec la réception d'une nouvelle tranche d'aménagement de 5 ouvrages sur les affluents de la Canche (Baillons, Course et Créquoise).

Pour 31 ouvrages, la Commission Permanente des Interventions du 23 septembre 2016 a validé le principe de poursuivre les études et travaux de rétablissement de la continuité écologique sur ce bassin versant en délégation des propriétaires privés concernés. Dans le même temps, le conseil communautaire du SYMCEA a validé le principe de prendre à sa charge les ouvrages restant à aménager, soit 17 ouvrages. A l'issue de ces travaux, pas moins de 152 ouvrages classés liste 2 auront été rendus franchissables, rendant ainsi accessible le linéaire entier de la Canche et de ses affluents ainsi que les nombreux ruisseaux pépinières. Il est toutefois rappelé que 12 ouvrages sont sous une action de police de l'eau en l'absence de toute démarche ou volonté de leur propriétaire pour mettre en conformité leur barrage.



Travaux d'effacement du barrage d'Enquin-sur-Baillons (62)

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LA LUTTE CONTRE L'ÉROSION

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|-------------------------|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 1,715 | 1,017 |
| Études | 0,388 | 0,342 |
| Animation | 0,415 | 0,241 |
| Acquisitions foncières* | -0,032 | -0,009 |
| TOTAL | 2,486 | 1,592 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde de certains dossiers

L'ACTION EN BREF

35 487 mètres de fascines implantées

63 450 mètres linéaires de haies plantées

7 700 m³ de capacités supplémentaires de stockage créés (ouvrages hydrauliques structurants).

› Les interventions 2016

L'implication des collectivités est grandissante dans la lutte contre les ruissellements consécutifs à l'érosion des sols agricoles. Cette dernière problématique occupe dorénavant une place importante dans les stratégies de préservation des biens et des personnes mais également des milieux aquatiques, que portent en compétence les collectivités concernées. La prise en compte des impacts de ces coulées de boue sur le réseau pluvial des communes est d'autant plus au cœur des réflexions en 2016 que les événements catastrophiques de juin – juillet 2016 ont souvent eu pour cause des ruissellements sur des sols agricoles.

La lutte contre l'érosion repose sur 4 types d'actions complémentaires :

- ▶ Une approche parcellaire agronomique visant la gestion de l'eau à la parcelle et des pratiques culturales (sens de labour, rotation des cultures...) qui tiennent compte de l'aléa,
- ▶ La mise en place préventive d'éléments filtrants de type haies, fascine, talus ou bandes enherbées,
- ▶ La présence d'ouvrages de régulation de type « fossés », et si nécessaire,
- ▶ Des travaux plus structurants et curatifs de création d'ouvrages de stockage, du type « bassin de rétention », « digue de plein champ », « creuses », « noues... »...

Toutes ces opérations s'inscrivent dans une approche globale que portent les EPCI et les Syndicats Mixtes de bassin versant dédiés, en lien étroit avec la gestion des milieux aquatiques et notamment avec les démarches de prévention des inondations. Les travaux de lutte contre l'érosion des sols complètent souvent les programmes d'actions identifiées dans les Plan d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI).

En termes de maîtrise d'ouvrage opérationnelle, les travaux engagés en 2016 sur l'ensemble du bassin sont l'aboutissement des actions initiées les années précédentes, via une animation territoriale dédiée, mais également par le biais des études de conception, des démarches de négociation foncière avec les propriétaires et exploitants agricoles, et à l'issue des procédures administratives (déclaration d'intérêt général, enquêtes publiques...). La réflexion s'articule également de manière globale autant sur la gestion de l'eau en provenance du bassin versant « rural » que de la gestion des écoulements des eaux pluviales en agglomération, avec l'émergence des outils intégrés en terme d'urbanisme de Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales, dans la Somme notamment.



Haie jouant double fonction : lutte contre l'érosion et corridor biologique

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

Des investissements importants en hydraulique douce ont donc été engagés en 2016 dans le Pas-de-Calais et la Somme. La démarche consécutive de gestion pérenne avec un diagnostic précis défini dans le cadre du plan de gestion et d'entretien des ouvrages se développe chez la plupart des maîtres d'ouvrage. Sur cette base et à titre illustratif, la Communauté de Communes du Montreuillois a engagé en 2016 les travaux de restauration et d'entretien de ses ouvrages précédemment créés dans le territoire communautaire.



Association d'un ouvrage de régulation (talus) et d'un aménagement d'hydraulique douce (fascine) sur la Communauté de Communes du Montreuillois

L'animation territoriale dédiée

L'animation territoriale au sein des chambres consulaires (SOMEA, Chambre Régionale d'Agriculture Nord-Pas-de-Calais) et des collectivités territoriales (SMBS, SYMCEA, SYMSAGEL, CPIE Authie et Avesnois, USAN, CAVM, SMAGE Aa, SYMVAHEM...) joue un rôle primordial pour la coordination de ces actions, l'accompagnement technique des dossiers et le travail de sensibilisation auprès des acteurs de terrain. L'ingénierie dédiée permet de sensibiliser les collectivités territoriales et les usages du monde rural, sur la nécessité d'implanter mais aussi d'entretenir des aménagements de lutte contre le ruissellement. C'est pourquoi, l'Agence a consacré 0,241M€ pour le renouvellement de 13 postes d'animateurs sur la période 2016-2018.

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

Le projet QASPER sur le bassin versant de la Canche

Engagé en 2015 par l'Ecole des Mines, le projet QUASPER (Quantification, Analyse et Suivi des Processus Erosifs sur le bassin de la Canche) est entré dans sa phase opérationnelle. Le projet porte notamment sur l'instrumentation d'un bassin versant pilote sur la Planquette, affluent de la Canche. L'action s'est traduite en 2016 par l'installation à l'exutoire d'un petit bassin versant agricole, d'appareils de mesures en continu des flux de matières érodées.

Parallèlement, les modalités du transfert solide sont évaluées à l'échelle du grand bassin de la Canche, avec l'appui des données collectées sur la station de mesures d'Attin. Le travail permettra l'élaboration d'un modèle de transport permettant d'appréhender les sources d'apport et les temps de transfert des sédiments. Tout ce travail fait appel à une très large collaboration des acteurs sur le bassin versant et une implication forte du SYMCEA. Les premiers résultats aboutissent à des flux estimés de Mars à Décembre 2016 de l'ordre de 6 tonnes de terres perdues sur les 54 Ha an de ce petit thalweg. Ils témoignent de cette pression « érosion » sur les milieux aquatiques, particulièrement importante sur le bassin Artois Picardie.



Canal venturi équipé à l'exutoire de talweg



LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

› Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|-------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,473 | 0,786 |
| Etudes | 7,350 | 1,119 |
| Action de communication | 0,055 | 0,010 |
| Acquisitions foncières | 0,493 | 0,111 |
| TOTAL | 10,371 | 2,026 |

L'ACTION EN BREF

8 zones d'expansion de crues (ZEC) réalisées

3 PAPI supplémentaires approuvés en 2016

12 057 km² couverts par des PAPI à fin 2016, soit 60% du bassin Artois-Picardie

› La dynamique au sein des PAPI

L'agence a poursuivi en 2016 l'accompagnement des collectivités engagées dans la démarche des Plans d'Actions et de Prévention contre les Inondations (PAPI). Pour rappel, les PAPI répondent à un cahier des charges national en vue de traiter le risque « inondation » de manière globale, au travers d'actions combinant la gestion de l'aléa (réhabilitation des zones d'expansion des crues, ralentissement dynamique, ouvrages de protection...) et la réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires. Un nouveau cahier des charges est par ailleurs en cours de consultation au niveau national, en vue d'une mise en œuvre au 1er janvier 2018.

Au cours de l'année 2016, 2 PAPI d'intention ont été clôturés, le programme d'études ayant été mené à son terme. Il s'agit des PAPI d'intention « Estuaires Bresle – Somme – Authie / Littoral Picard » et « Delta de l'Aa ».

Dans la continuité de ces PAPI d'intention, des PAPI complets c'est-à-dire des PAPI de travaux sont proposés.

Au titre de l'année 2016, le PAPI complet « Estuaires Bresle – Somme – Authie / Littoral Picard » a été présenté au Conseil d'Administration et signé par le Directeur Général, officiellement le 7 septembre 2016.

Pour le PAPI complet « Delta de l'Aa », il a été approuvé au niveau national et sa présentation devant les instances de l'Agence aura lieu en 2017. En 2016, 2 PAPI d'intention, le PAPI « Boulonnais » et le PAPI « Lys », ont été signés après une approbation en 2015.

Enfin et de manière complémentaire, une réflexion est engagée sur le sujet de la gestion du trait de côte et de la submersion marine. Elle a été abordée avec les administrateurs, à la demande du Président du Conseil d'Administration, lors de la commission « programme » du 13 mai 2016. Un exemple concret a été présenté lors du Comité de Bassin du 9 décembre 2016, avec le témoignage de 2 structures opérationnelles, la Communauté Urbaine de Dunkerque et l'Institution Interdépartementale des Wateringues. Celles-ci disposent de la compétence GEMAPI par anticipation et des ressources associées à la taxe GEMAPI, pour mener les travaux d'investissement et de fonctionnement sur les ouvrages de prévention des inondations continentales et de submersion marine.



Signature du PAPI Boulonnais le 5 février 2016 à Boulogne-sur-mer

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS



➤ Les travaux réalisés au titre des PAPI

Dans la déclinaison des opérations au titre des PAPI en cours :

- ▶ le PAPI du Boulonnais a engagé des études d'élaboration intégrant des modélisations hydrauliques et des analyse coûts / bénéfiques, ainsi que des actions pédagogiques et de communication, pour 0,044 M€ d'aides,
- ▶ le PAPI de la Canche a engagé des actions pédagogiques et de communication, pour 0,003 M€ d'aides,
- ▶ le PAPI de la Lys a engagé une analyse coûts / bénéfiques multicritères, ainsi que une étude juridique de préfiguration à la GEMAPI et une étude sur les désordres hydraulique d'un bief de canal, pour 0,094 M€ d'aides,
- ▶ le PAPI Audomarois a engagé l'acquisition foncière de 22,7ha pour la création de 5 Zones d'Expansion de Crues (ZEC)

Dans le même temps que le PAPI d'intention de la Lys et en préfiguration des actions qui seront intégrées au PAPI complet en 2017, l'Union Syndicale d'Aménagement Hydraulique du Nord (USAN) et la Communauté d'Agglomération Artois-Comm ont engagé des études préalables et des missions de maitrise d'œuvre en vue de la création de 10 ZEC, pour un montant global de presque 0,040 M€ d'aides.

| | Nombre d'ouvrages de ralentissement dynamique | | Surfaces acquises ou faisant l'objet d'une servitude d'usage couvertes par des ZEC (ha) | | Nombre de PAPI et assimilés dont la convention a été signée dans l'année | | Surface en km ² couverte par les PAPI et assimilés... | | | |
|--------------|---|------------|---|------------|--|------------|--|--------------|---|--------|
| | Réalisations | Prévisions | Réalisations | Prévisions | Réalisations | Prévisions | ... dont la convention a été signée dans l'année | | ... dont la convention a été signée depuis le début du X ^{ème} Programme | |
| 2013 | 5 | 2 | 6,51 | 2 | 1 | 1 | 662 | 662 | 662 | 662 |
| 2014 | 10 | 3 | 10,20 | 3 | 0 | 2 | 0 | 1 589 | 662 | 1 324 |
| 2015 | 25 | 2 | 2,93 | 2 | 4 | 2 | 8 548 | 2 090 | 9 210 | 10 534 |
| 2016 | 8 | 2 | 37,73 | 2 | 3 | | 2 847 | | 12 057 | |
| 2017 | | 2 | | 2 | | | | | | |
| 2018 | | 2 | | 2 | | | | | | |
| TOTAL | 48 | 13 | 57,37 | 13 | 8 | 5 | 12 057 | 4 341 | | |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

› Les événements particuliers liés à l'année 2016 – aides exceptionnelles « inondations de mai et juin 2016 »

Le Bassin Artois-Picardie, tout comme au niveau national, a connu aux mois de mai et juin des événements pluvieux exceptionnels ayant entraîné des coulées de boues violentes et des débordements importants des cours d'eau.

Au regard des dégâts importants, le Conseil d'Administration de l'Agence a décidé que des aides exceptionnelles pourraient être versées aux maître d'ouvrages dans le domaine de l'assainissement, de l'eau potable et des milieux naturels pour des travaux urgents liés à des défaillances accidentelles des ouvrages ou de dégradations morphologiques des cours d'eau.

Parmi les territoires très impactés et donc bénéficiaires de ce dispositif, on peut notamment citer Artois Comm ou la Communauté de Communes Bocage Hallue.



Commune de Pas-en-Artois (62), le 7 juin 2016

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

L'EXEMPLE CONCRET D'UNE ACTION AIDÉE EN 2016

L'hétérogénéité et le caractère partiel des données acquises en matière de suivi du littoral a incité le Réseau d'Observation du Littoral Normand et Picard (ROLNP) et le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM) à engager une stratégie de suivi à l'échelle du littoral Manche Est / Mer du Nord.

Celle-ci se décline sous la forme de campagne de mesures de données régulières et homogènes à l'échelle d'une cellule hydro-sédimentaire, ainsi qu'à organiser leur acquisition, leur validation scientifique et leur bancarisation/diffusion.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie, signataire de la stratégie, accompagne dans ce cadre une campagne de levés topobathymétriques (2016-2018), afin de constituer le volet maritime du produit Litto3D (référentiel géographique topobathymétrique continu terre-mer), et une campagne de levé topographique terrestre du littoral (2019-2021).

Une aide de 0,500 M€ pour un montant d'opération de plus de 5 M€ est apporté pour les 6 années du projet.

Les objectifs associés à l'acquisition et à la valorisation de ces données sont multiples:

- ▶ *constituer un modèle numérique de terrain de la bande littorale nécessaire lors des modélisations des aléas liés aux risques littoraux (érosion du trait de côte, submersion marine), en particulier dans le cadre des démarches engagées au titre des PAPI;*
- ▶ *alimenter le volet "surveillance des changements hydrographiques" du programme de surveillance du Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM);*
- ▶ *améliorer la connaissance des problématiques locales de comblement des estuaires (baies de Somme, Authie, Canche et Slack notamment), en accompagnement des démarche du type "Contrat de Baie" (exemple de la Canche), et des projets de développement des ports (Calais 2000, Grand Port Maritime de Dunkerque...);*
- ▶ *permettre la caractérisation des habitats et des écosystèmes marins et littoraux.*

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

LA PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|---|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 0,259 | 0,085 |
| Etudes | 0,385 | 0,264 |
| Autres : | 1,351 | 0,870 |
| <i>Acquisition foncière</i> | 0,309 | 0,137 |
| <i>Aide à la rédaction et au suivi des procédures</i> | 0,097 | 0,097 |
| <i>Animation</i> | 0,683 | 0,471 |
| <i>Procédure de périmètre de protection</i> | 0,262 | 0,164 |
| TOTAL | 1,995 | 1,219 |

L'ACTION EN BREF

4 forages aménagés

4,76 Ha acquis

1,06 Ha reboisés

Parmi les opérations financées par l'Agence en 2016 figurent notamment :

- ▶ 4 opérations concernant des travaux prescrits dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique, tels que la mise en place d'un réseau de surveillance piézométrique sur les champs captants ou encore l'installation de clôtures...
- ▶ 3 opérations concernant la révision ou la mise en place de périmètres de protection des captages
- ▶ 2 opérations d'acquisitions foncières portant sur une superficie de 4,76 Ha
- ▶ 1 opération de boisement couvrant une superficie de 1,06 Ha.

EXEMPLE D'ACTION AIDEE EN 2016

La réalisation de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des captages de Wailly et d'Agny (62)

L'eau potable distribuée sur le territoire de la Communauté Urbaine d'Arras (CUA), soit en moyenne 16 500 m³/j, provient essentiellement des captages « Méaulens » à Arras. En effet, ils fournissent à eux seuls 72 % du volume produit.

Situés en ville, ces captages ont été déclarés improtégeables par l'hydrogéologue. A la suite de quoi, un Arrêté Préfectoral d'abandon de la procédure de protection a été pris en date du 24 novembre 2011. Celui-ci prescrit notamment la recherche de nouvelles ressources afin de réduire le prélèvement de « Méaulens », que ce soit par des interconnexions avec des réseaux de distribution externes ou par la mise en service de nouveaux captages sur le territoire de la CUA.

La Communauté Urbaine d'Arras a privilégié la recherche de ressources internes. Une étude a permis de déterminer plusieurs sites susceptibles de compenser en partie les prélèvements de « Méaulens » :

- ▶ Création d'un site de forage à La Citadelle d'Arras ;
- ▶ Création d'un forage à Wancourt ;
- ▶ Augmentation du prélèvement à Agny ;
- ▶ Création d'un forage à Wailly.

Dans ce cadre, les captages de Wailly et d'Agny ont bénéficié d'une participation financière de l'Agence de 0,036 M€ pour la réalisation de la procédure de déclaration d'utilité publique.

LE GRAND CYCLE DE L'EAU - PRÉSERVATION DES MILIEUX NATURELS

➤ Les opérations de protection des eaux souterraines en chiffres

La deuxième conférence environnementale de septembre 2013 a défini une liste de 1 000 captages « prioritaires », c'est-à-dire devant faire l'objet d'une action forte de protection. Parmi cette liste, 60 captages « prioritaires » sont situés sur le bassin Artois-Picardie. Ces 60 captages « prioritaires » se substituent à la liste de 109 points de prélèvements « Grenelle ».

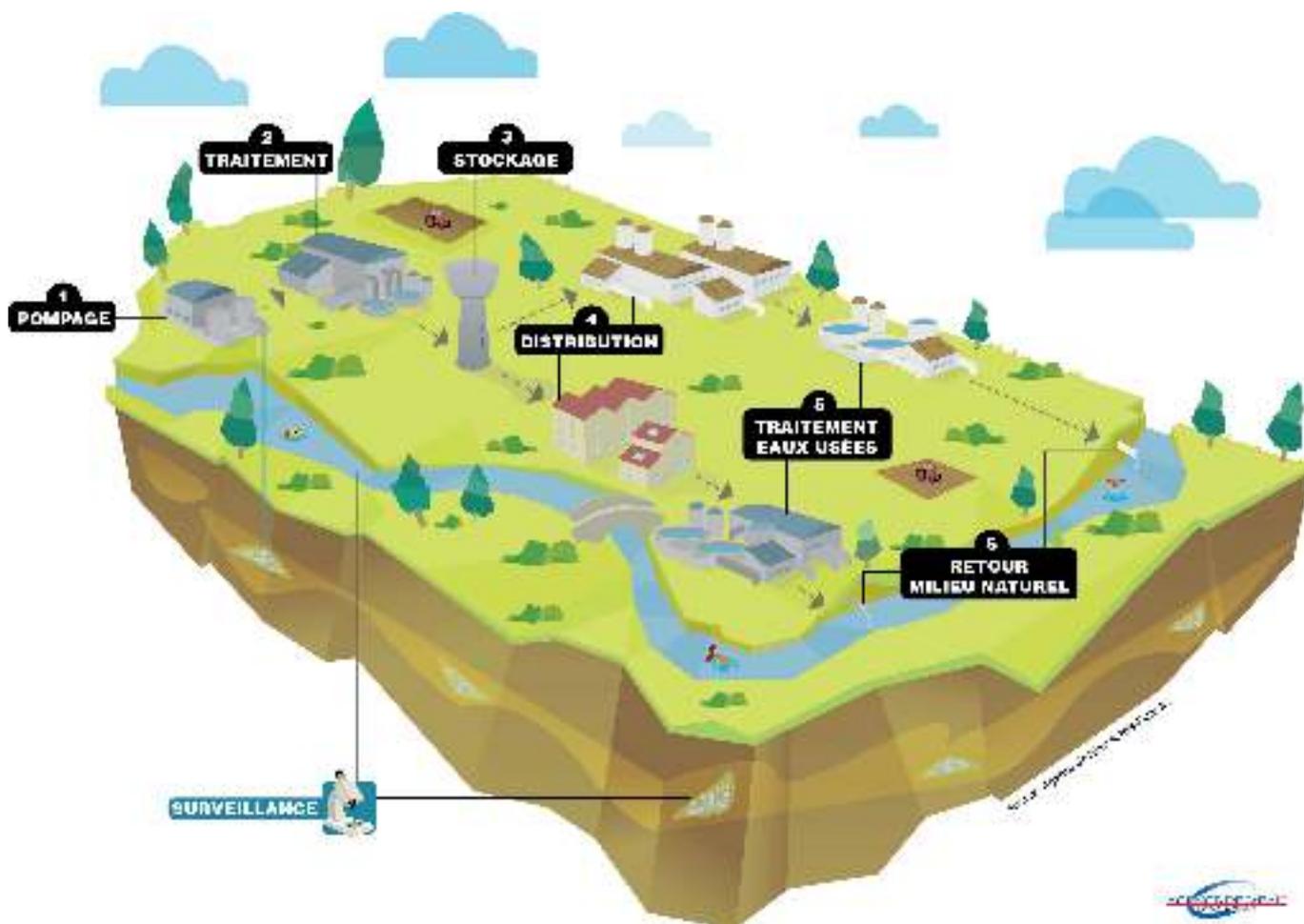
| COB 2013-2018 | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Captages prioritaires avec programme d'action | | | | | |
| Cible | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 49 | 52 | 60 | 68 | 72 | 80 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 45 | 45 | 56 | 57 | | |

| COB 2013-2018 | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Captages bénéficiant de mesures agro-environnementales (MAE) ou programme spécifique | | | | | |
| A noter : les cibles ont été revues pour les années 2016 à 2018 suite à l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 de la liste nationale des 1 000 captages (voir ci-dessus) | | | | | |
| Cible | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 62 | 66 | 70 | 52 | 56 | 60 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 62 | 62 | 66 | 53 | | |

| COB 2013-2018 | | | | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Protection des points de captage : les nouvelles procédures de DUP | | | | | |
| Cible révisée car certains captages sont improtégeables | | | | | |
| Cible | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 10 | 25 | 21 | 23 | 35 | 45 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 4 | 11 | 13 | 18 | | |

| | | En millions de mètres cubes | | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|--|--|--|
| | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Volumes prélevés en millions de m ³ : hors alimentation des canaux | | Données réelles déclarées au titre de l'année 2013 | Données réelles déclarées au titre de l'année 2014 | Données réelles déclarées au titre de l'année 2015 | Estimations déclarées au titre de l'année 2016 | Données réelles déclarées au titre de l'année 2016 | Données réelles déclarées au titre de l'année 2017 | Données réelles déclarées au titre de l'année 2018 |
| Eaux de surface | Collectivités et établissements raccordés | 26,37 | 23,07 | 21,67 | 19,36 | | | |
| | Agriculture | 0,83 | 0,38 | 0,79 | 0,82 | | | |
| | Autres usages économiques (hors refroidissement industriel) | 103,02 | 89,67 | 93,61 | 89,17 | | | |
| | Refroidissement industriel (hors raccordés) | 2,05 | 3,87 | 1,22 | 1,22 | | | |
| Eaux souterraines | Collectivités et établissements raccordés | 291,06 | 294,66 | 306,27 | 299,54 | | | |
| | Agriculture | 24,62 | 28,09 | 19,79 | 25,13 | | | |
| | Autres usages économiques (hors refroidissement industriel) | 76,49 | 76,21 | 96,20 | 101,71 | | | |
| | Refroidissement industriel (hors raccordés) | 0,16 | 0,11 | 0,01 | 0,01 | | | |
| Total | Collectivités et établissements raccordés | 317,43 | 317,73 | 327,94 | 318,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Agriculture | 25,45 | 28,47 | 20,58 | 25,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Autres usages économiques (hors refroidissement industriel) | 179,51 | 165,88 | 189,81 | 190,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Refroidissement industriel (hors raccordés) | 2,21 | 3,98 | 1,23 | 1,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | 524,60 | 516,06 | 539,56 | 536,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Volumes facturés en millions de m ³ : | | 2013 | 2014 | 2015 (estimation) | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Collectivités et établissements raccordés | | 178,00 | 178,00 | 177,00 | | | | |

LES POLITIQUES DU PETIT CYCLE DE L'EAU



Modernisation des réseaux de collecte

Amélioration des systèmes
d'assainissement

Assistance technique aux
collectivités

Solidarité urbain - rural

Gestion des eaux
pluviales

Aide au raccordement

Gestion quantitative de la ressource

Lutte contre les pollutions diffuses

Soutien aux technologies
propres

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - GESTION DE L'EAU POTABLE

LES OPERATIONS DE RECONQUETE DE LA QUALITE DE L'EAU

Une Opération de Reconquête de la QUalité des Eaux (ORQUE) vise à localiser et à identifier, à l'échelle d'un territoire, toutes les sources de pollutions dispersées dans les secteurs prioritaires pour l'enjeu eau potable.

Une fois celles-ci identifiées, un plan d'actions est mis en œuvre en concertation entre les différents acteurs de l'eau.

L'ACTION EN BREF

30 ORQUEs dans le bassin dont
21 sont au stade de la mise en
œuvre du plan d'action

5 renouvellements de postes
d'animateurs financés pour une
durée de 3 ans

EXEMPLE CONCRET D'UNE ACTION REALISEE DANS UNE ORQUE

Opération de reconquête de la qualité de l'eau d'Airon-Saint-Vaast

A l'occasion de l'appel à projets « Agriculture biologique » 2016, et afin de continuer à alimenter la dynamique agricole de l'Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau du captage prioritaire d'Airon-Saint-Vaast, le Service de Distribution d'Eau Potable de la ville de Berck-sur-Mer en partenariat avec la Chambre d'Agriculture interdépartementale du Nord - Pas-de-Calais et le Groupement des Agriculteurs Biologiques du Nord - Pas-de-Calais (GABNOR), a décidé de proposer un projet d'expérimentation.

En effet, le contexte agricole sur le Champ Captant d'Airon St-Vaast est original. Les sols sont majoritairement constitués de sables qui ont des caractéristiques particulières (faible rétention en eau, sols très filtrants, plus sensible à la levée d'adventices aux printemps ...), avec peu de références en agriculture biologique, mais qui se prêtent très bien à la culture de légumes industriels à haute valeur ajoutée.

L'objectif de cette expérimentation, qui doit porter sur 13,6 ha (dimension jugée nécessaire pour être représentative), est de pouvoir tester la mise en culture des productions locales, dans le respect d'itinéraires techniques biologiques, et de valoriser les résultats auprès des agriculteurs de la zone.

Une partie du financement correspond au suivi technique et à l'implication du producteur. Le reste correspond à l'animation mise en place avec une vingtaine d'agriculteurs du territoire.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - GESTION DE L'EAU POTABLE

L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

› Les participations financières accordées en 2016

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|--|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux | 16,583 | 5,764 |
| Achat de forages | 1,543 | 1,200 |
| Travaux d'interconnexion | 4,541 | 1,346 |
| Unités de traitement | 0,016 | 0,008 |
| Création de réservoirs de stockage | 0,640 | 0,256 |
| Travaux d'adduction | 2,681 | 0,829 |
| Pose compteurs sectoriels | 1,321 | 0,834 |
| Télésurveillance | 0,052 | 0,020 |
| Réhabilitations de réservoirs de stockage | 5,042 | 0,800 |
| Acquisition matériel de recherche de fuites | 0,174 | 0,071 |
| Autres travaux | 0,572 | 0,400 |
| Etudes | 3,601 | 1,475 |
| SATEP (cf. Paragraphe Assistance technique départementale) | 0,054 | 0,017 |
| Actions de communication | 0,116 | 0,020 |
| TOTAL | 20,353 | 7,276 |

L'ACTION EN BREF

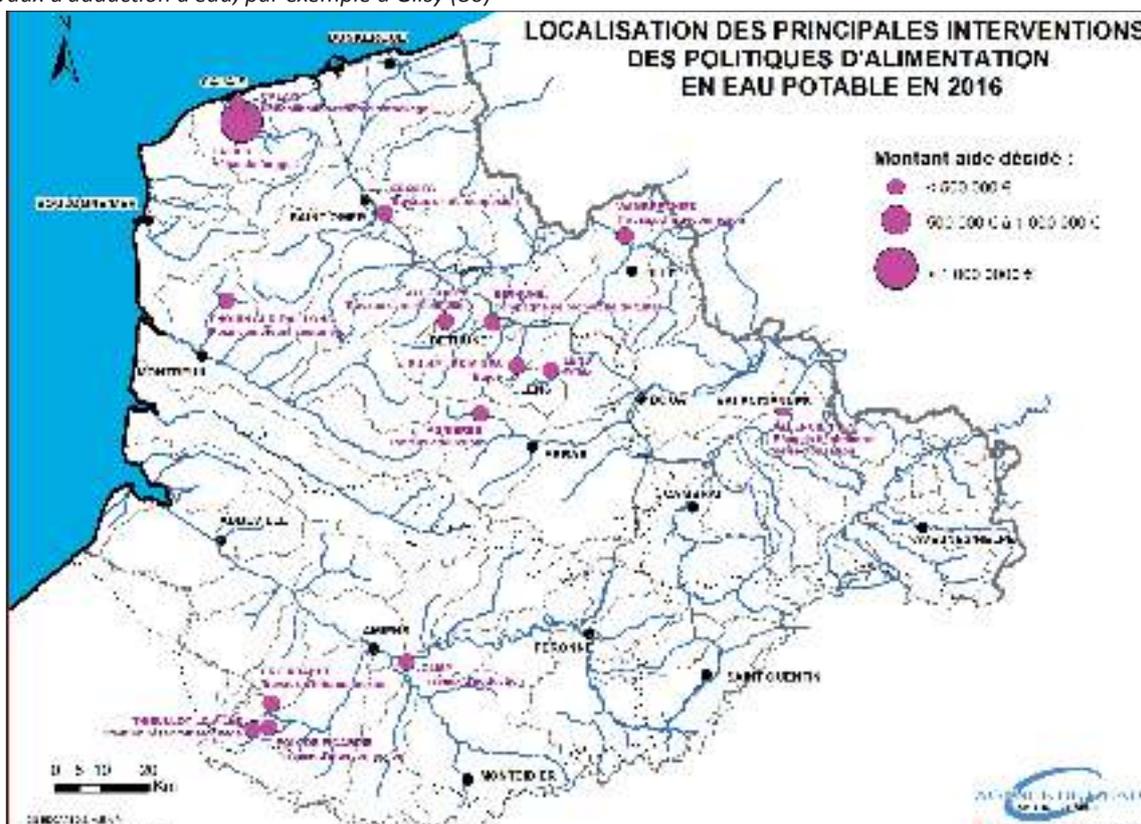
Les 138 dossiers décidés en 2016 se traduiront entre autres par :

- La réalisation de 75 études
- La pose de 26 km de réseaux (interconnexion et adduction)
- la réhabilitation de 25 réservoirs d'eau potable et la création de 2 nouveaux, totalisant une capacité de 16 975 m³
- La mise en conformité de l'eau potable distribuée pour 9 401 habitants supplémentaires

› Les interventions 2016

Les interventions 2016 de l'Agence en matière d'alimentation en eau potable ont été tournées essentiellement vers :

- ▶ les travaux d'interconnexion, avec entre autres l'interconnexion sur la commune de Wambrechies (59) qui permet la sécurisation quantitative de l'eau desservie auprès de 30 736 habitants.
- ▶ les travaux d'adduction d'eau, par exemple à Glisy (80)



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - GESTION DE L'EAU POTABLE

EXEMPLE DE DOSSIER AIDE EN 2016

Raccordement du réseau d'adduction d'Agnières au réseau d'adduction de la vallée de la Poix et construction d'un réservoir de tête sur la commune de Thieulloy-la-ville (80)

Les captages du secteur de la vallée de la Poix, au sud-ouest du département de la Somme, présentent des teneurs en molécules phytosanitaires dépassant localement le seuil réglementaire. De plus, l'organisation de la compétence eau était très morcelée avec plusieurs syndicats et communes seules non sécurisés.

En 2014, suite à l'élaboration d'un schéma directeur d'alimentation en eau, les collectivités des environs de Poix en Picardie se sont regroupées au sein d'une seule structure, le SIAEP des Vallées des Evoissons et de la Poix. Ce nouveau syndicat dessert 16 communes soit 5265 habitants.

Plusieurs phases de sécurisation des communes de ce syndicat sont prévues dont la première, objet de deux dossiers présentés en 2016, consiste à pallier à l'arrêt du captage d'Agnières, déclaré improtégeable du fait de la présence de triazines. Les travaux qui ont consisté en la pose d'une canalisation de raccordement de 5,2 Km et la construction d'un réservoir de tête de 500 m³ sur la commune de Thieulloy-la-ville (80) bénéficié d'une participation financière totale de l'Agence d'un montant de 0,510 M€.

➤ Appel à projets sur la lutte contre les fuites dans les réseaux d'eau potable

Afin d'aider et d'accompagner au mieux les collectivités dans l'atteinte des objectifs de performance minimale des réseaux d'eau potable, l'Agence de l'Eau Artois Picardie a lancé un appel à projets sur la réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable.

L'appel à projets a connu un fort succès avec un total de 117 dossiers déposés pour un total de 36 maitres d'ouvrages différents.

Le montant global de travaux réalisés est de plus de 36 millions d'euros pour près de 160 km de réseau d'eau potable remplacés et une économie d'eau estimée de 650 000 m³/an.

Le montant des participations financières accordées sur l'ensemble des dossiers s'élève à 14,25 millions d'euros.

Pour 2017, un nouvel appel à projets sur ce thème a été relancé, ouvert du 15 Novembre 2016 au 30 Avril 2017.



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

LE RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS DE COLLECTE (RRPC)

› Les participations financières accordées en 2016

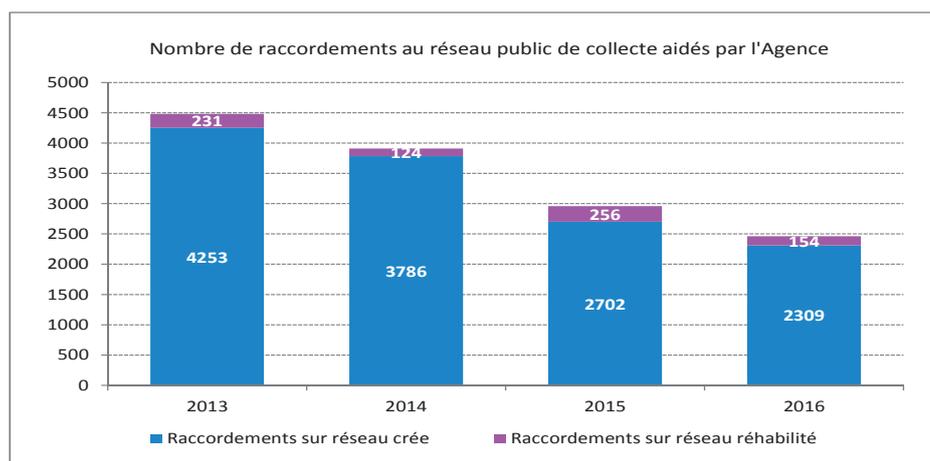
| Type d'interventions | Montant des travaux | Données en M€ |
|----------------------|---------------------|--|
| | | Montant des participations financières |
| Travaux | 6,136 | 2,767 |
| TOTAL | 6,136 | 2,767 |

L'ACTION EN BREF

146 conventions de partenariats signées à fin 2016

2 463 logements et 8 620 habitants nouvellement raccordés

› Les résultats



› Politiques d'incitation au Raccordement au Réseau Public de Collecte

Compte tenu d'une diminution régulière du nombre de raccordements depuis le début du X^{ème} Programme, l'Agence dans le but de redynamiser la politique RRPC, a validé lors du Conseil d'Administration du 17 juin 2016, une augmentation du taux d'aide au Raccordement au Réseau Public de Collecte pour, d'une part le rendre homogène avec la politique partenariale ANC, et d'autre part pour accorder une majoration d'aide dans certaines zones. Le taux de base est ainsi passé à 50% de subvention, avec une majoration de 10% dans les communes situées en zonage baignade ou captage prioritaire.

› Les réalisations dans le cadre du RRPC

COB 2013-2018

Logements raccordés au titre du X^{ème} Programme

Nombre de logements raccordés en cumul pluriannuel

Cible

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 5 000 | 9 000 | 13 000 | 17 000 | 21 000 | 25 000 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|--------------|---------------|---------------|------|------|
| 4 484 | 8 394 | 11 352 | 13 815 | | |

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

LES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

› Les participations financières accordées en 2016 (hors réseaux d'eaux pluviales)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 75,433 | 28,449 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | <i>39,035</i> | <i>14,834</i> |
| <i>Réseaux amélioration</i> | <i>29,445</i> | <i>10,411</i> |
| <i>Réseaux OTEU</i> | <i>6,277</i> | <i>2,918</i> |
| <i>Elimination eaux claires parasites</i> | <i>0,102</i> | <i>0,067</i> |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | <i>0,468</i> | <i>0,173</i> |
| <i>Branchements sous domaine public</i> | <i>0,107</i> | <i>0,047</i> |
| Etudes | 2,004 | 0,888 |
| Autres | 0,146 | 0,065 |
| TOTAL | 77,583 | 29,403 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 16,584 | 7,008 |
| <i>Travaux</i> | <i>15,780</i> | <i>6,606</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,804</i> | <i>0,402</i> |
| Priorité 2 : | 40,976 | 13,893 |
| <i>Travaux</i> | <i>40,135</i> | <i>13,566</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,841</i> | <i>0,327</i> |
| Priorité 3 : | 20,024 | 8,502 |
| <i>Travaux</i> | <i>19,664</i> | <i>8,343</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,360</i> | <i>0,159</i> |
| TOTAL | 77,583 | 29,403 |

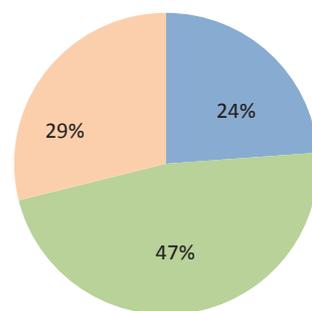
L'ACTION EN BREF

Amélioration de 8 626
branchements existants

Création de 5 315 branchements

Elimination de 2 783 m³/jour
d'eaux claires parasites

Répartition du montant des PF pour les réseaux d'assainissement (29,403 M€) par priorité



› Les réalisations en 2016

COB 2013-2018

Capacités de collecte et de transport créées/réhabilitées

Capacité en EH en cumul pluriannuel

Cible

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 80 000 | 160 000 | 245 000 | 330 000 | 415 000 | 500 000 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|----------------|----------------|----------------|------|------|
| 91 624 | 179 784 | 273 560 | 363 060 | | |



Mise en place d'un réseau d'assainissement

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

EXEMPLE D'UN DOSSIER AIDE EN 2016

Amélioration d'un ouvrage de transfert des eaux usées de temps de pluie sur la commune de Sin-le-Noble

L'agglomération d'assainissement de Sin-le-Noble est confrontée à des difficultés récurrentes de gestion de ses eaux de temps de pluie. Face à ce constat, la communauté d'agglomération du Douaisis a lancé une étude diagnostic de son réseau. Cette dernière a conclu notamment que le poste de refoulement "Croizat" avait une capacité insuffisante pour transiter les eaux usées de temps de pluie entraînant des déversements au droit des déversoirs d'orage en amont.

Pour remédier au problème constaté, l'Agence a décidé d'apporter 0,592 M€ à la Communauté d'agglomération du Douaisis pour l'engagement de 1,480 M€ de travaux qui comprendront notamment :

- ▶ *l'aménagement des déversoirs d'orage et des conduites alimentant le poste "Croizat" ;*
- ▶ *l'augmentation du volume de la bêche ;*
- ▶ *la fourniture et pose de pompes de transfert ;*
- ▶ *la modification de l'arrivée des eaux en station.*

Ces travaux permettront au poste de refoulement de passer de 850 m³/h à 4 300 m³/h.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

LES STATIONS D'EPURATION

Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 31,758 | 14,908 |
| <i>Amélioration de stations</i> | 4,591 | 2,000 |
| <i>Création de stations</i> | 12,841 | 6,434 |
| <i>Remplacement de stations</i> | 9,364 | 5,193 |
| <i>Traitement/stockage des boues</i> | 4,922 | 1,288 |
| <i>Mise en place autosurveillance*</i> | 0,039 | 0,006 |
| Etudes | 0,698 | 0,238 |
| Actions de communication | - | - |
| TOTAL | 32,456 | 15,146 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

L'ACTION EN BREF

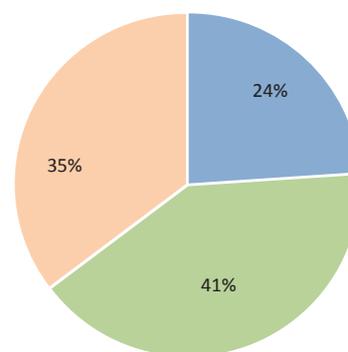
21 stations d'épurations créées, améliorées ou remplacées

Des capacités supplémentaires de stockage et de traitement des boues d'épuration de 23,1 tonnes de matières sèches / jour

La répartition des aides par priorité

- ▶ **P1** : Communes situées sur une masse d'eau à échéance 2021 dont le bon état physico-chimique n'est pas encore atteint, ainsi que les communes situées en zone de priorité baignade ou en zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires,
- ▶ **P2** : Communes situées sur une masse d'eau à échéance 2027 et dont le bon état physico-chimique n'est pas encore atteint et qui n'appartiennent ni à une zone de priorité baignade ni à une zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires,
- ▶ **P3** : Communes situées sur une masse d'eau dont le bon état physico-chimique est atteint, et qui n'appartiennent ni à une zone de priorité baignade ni à une zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires.

Répartition du montant des PF pour les stations d'épuration (15,146 M€) par priorité



■ Priorité 1 ■ Priorité 2 ■ Priorité 3

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 6,457 | 3,625 |
| <i>Travaux</i> | 6,162 | 3,513 |
| <i>Etudes</i> | 0,295 | 0,111 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 13,972 | 6,174 |
| <i>Travaux</i> | 13,814 | 6,130 |
| <i>Etudes</i> | 0,157 | 0,044 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 3 : | 12,028 | 5,347 |
| <i>Travaux</i> | 11,782 | 5,265 |
| <i>Etudes</i> | 0,246 | 0,082 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 32,456 | 15,146 |

COB 2013-2018

STEP

Capacités financées en création et en amélioration

Cible (en Eh, en cumul pluriannuel)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 45 000 | 65 000 | 165 000 | 195 000 | 225 000 | 250 000 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|----------------|----------------|----------------|------|------|
| 35 313 | 220 259 | 322 335 | 369 836 | | |

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

› La création, l'amélioration ou le remplacement des stations d'épuration

En 2016 l'Agence a soutenu financièrement les travaux relatifs à 21 ouvrages parmi lesquels :

- ▶ la création de 12 stations dont :
 - 6 de type filtre planté de roseaux,
 - 6 de type boues activées,
- ▶ le remplacement de 4 stations dont:
 - 3 de type boues activées,
 - 1 de type réacteur biologique par cultures fixées
- ▶ l'amélioration de 5 stations dont:
 - 1 de type filtre planté de roseaux,
 - 4 de type boues activées,

› Le traitement des stockages de boues

Les stations d'épuration produisent une quantité non négligeable de boues et autres sous-produits issus de l'épuration qu'il convient de traiter.

En 2016, l'Agence a apporté 1,288 M€ de participations financières pour l'aménagement de 3 unités de traitement/stockage des boues sur les communes de Helesmes (59), Neuville-en-Ferrain (59) et Amiens (80).

EXEMPLE DE DOSSIER AIDE EN 2016

Reconstruction d'une station d'épuration à Vignacourt (80)

La commune de Vignacourt (2 400 Habitants) est dotée d'une station d'épuration d'une capacité de 2 500 EH de type boues activées datant de 1978 et d'un réseau de type mixte à majorité séparatif.

L'étude diagnostic des réseaux d'assainissement réalisée en 2009-2010 a mis en évidence la vétusté de la station d'épuration et de fréquents déversements au niveau du milieu naturel par temps de pluie.

Après avoir dans un premier temps conduit des travaux de déconnexion des eaux pluviales, la collectivité souhaite désormais finaliser la mise à niveau de son système d'assainissement avec :

- ▶ La reconstruction d'une nouvelle station d'épuration (capacité 2 570 EH) de type boues activées faible charge avec traitement de l'azote et rejet dans les bassins d'infiltration existants,
- ▶ La création d'un bassin de stockage / restitution de 560 m³,
- ▶ La restructuration des déversoirs d'orage et la création d'un ouvrage de transfert terminal.

Ce programme d'investissements évalué à 1,429 M€ fera l'objet d'un financement de l'Agence de l'eau Artois-Picardie à hauteur de 0,857M€, versé pour moitié sous la forme de subvention et pour l'autre moitié sous la forme d'une avance sans intérêts remboursable sur 20 ans.



Station actuelle de Vignacourt

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

› Les indicateurs Eaux Résiduaires Urbaines (ERU)

2 indicateurs du contrat d'objectifs permettent de suivre l'état d'avancement du respect de la mise aux normes des STEP de plus de 2 000 Eh au titre de la directive ERU.

Le premier indicateur est un indicateur de résultat : il renseigne sur le nombre de STEP classées non conformes par les services de la police de l'eau à la fin de l'année N-1. Cet indicateur est incrémenté en prévision sur la base de la liste de non-conformité ERU nationale des STEP en vigueur au printemps 2013, et en réalisations sur l'extraction de l'outil ROSEAU.

COB 2013-2018

Nombre de stations de plus de 2000 EH **restant à mettre en conformité en fin d'année** au titre de la directive eaux résiduaires urbaines, sur base de la liste de non conformité ERU nationale en vigueur au printemps 2013, et tenant compte du délai de déclaration de conformité par les services de police de l'eau de l'Etat. (NB : Un an de décalage dans l'obtention de la donnée).

Cibles

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------------------------------|-------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Stations non-conformes prioritaires | 2 | 1 | 0 | | | |
| Stations nouvellement non-conformes | 6 | 4 | 3 | 2 | 1 | 1 |
| Échéance ERU 2013 | 6 | 5 | 5 | 4 | 2 | 1 |
| Échéance ERU 2017 | Bassin Artois-Picardie non concerné | | | | | |

Réalisations

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------------------------------|-------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Stations non-conformes prioritaires | 2 | 1 | 0 | 0 | | | |
| Stations nouvellement non-conformes | 5 | 6 | 3 | 3 | | | |
| Échéance ERU 2013 | 1 | 6 | 6 | 2 | | | |
| Échéance ERU 2017 | Bassin Artois-Picardie non concerné | | | | | | |

Au 31/12/2015, restent à mettre en conformité selon les Services de la police de l'eau :

- ▶ 0 station non conforme prioritaire
- ▶ 3 stations nouvellement non-conformes (Lille CU Armentières, Auchy Haisnes, Courcelles les lens)
- ▶ 2 stations à échéance ERU 2013 (Bourbourg, Jeumont)

Sur ces 5 stations déclarées non conformes par les services de police de l'eau à fin 2015 :

- ▶ 4 stations ont déjà été aidées par l'Agence et sont en attente d'être déclarées conformes,
- ▶ 1 station (Bourbourg), doit encore être aidée par l'Agence.

Le second indicateur est un indicateur de moyens : il renseigne sur le nombre de STEP restant à aider au 31/12 de l'année par l'Agence pour leur mise en conformité. Cet indicateur est incrémenté sur la base des réalisations de l'Agence en termes d'aide apportée aux maîtres d'ouvrages, indépendamment des délais de déclaration de conformité des STEP par les services de la police de l'eau de l'Etat. Les cibles sont établies sur la base de la liste de non-conformité ERU nationale des STEP en vigueur au printemps 2013, amendée des réalisations déjà effectuées par l'Agence.

COB 2013-2018

Nombre de STEP de plus de 2000 EH nouvellement non-conformes ou à échéance 2013 **restant au 31/12/N à aider par l'agence** à être en conformité, sur base de la liste de non conformité ERU nationale en vigueur au printemps 2013.

Cibles

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Stations non-conformes prioritaires restant à aider par l'Agence | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Stations nouvellement non-conformes restant à aider par l'Agence | 3 | 2 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Échéance ERU 2013 restant à aider par l'Agence | 5 | 4 | 2 | 1 | 0 | |
| Échéance ERU 2017 restant à aider par l'Agence | Bassin Artois-Picardie non concerné | | | | | |

Réalisations

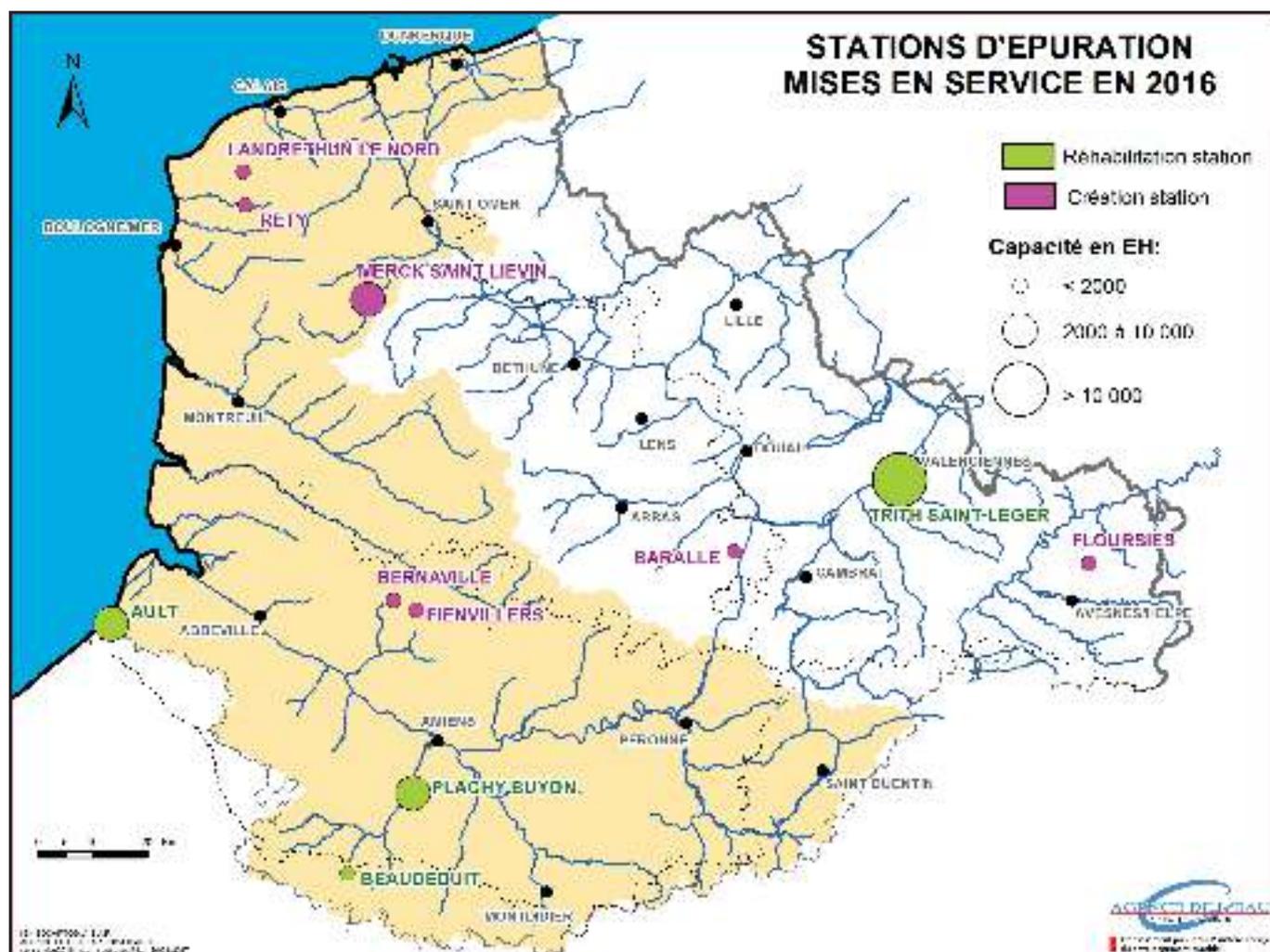
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Stations non conformes prioritaires restant à aider par l'Agence | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Stations nouvellement non conformes restant à aider par l'Agence | 3 | 3 | 3 | 3 | | |
| Échéance ERU 2013 restant à aider par l'Agence | 5 | 2 | 2 | 1 | | |
| Échéance ERU 2017 restant à aider par l'Agence | Bassin Artois-Picardie non concerné | | | | | |

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

Au 31/12/2016, restent à aider par l'Agence :

- ▶ 0 station non conforme prioritaire
- ▶ 3 stations nouvellement non conformes. (Auchy, Armentières et Courcelles les Lens). Dans la mesure où les travaux de mise en conformité concernent les réseaux et seront à financer sur plusieurs années, ces stations resteront dans le statut « stations nouvellement non-conformes restant à aider par l'Agence » jusqu'à la fin du Xème Programme. En 2014, Auchy et Armentières ont déjà été aidées par l'Agence, de même en 2015 Armentières et Courcelles les Lens ont été aidées et en 2016, Armentières a été aidée par l'Agence.
- ▶ 1 station à échéance ERU 2013 (Bourbourg) restant à aider par l'Agence.

› Les stations d'épuration mises en service en 2016



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

› Les inaugurations de STEP en 2016

Résultant des opérations aidées par l'Agence les années antérieures, ces inaugurations (8 au total) effectuées après la mise en eau des stations d'épuration, sont le fruit de la collaboration des différents acteurs de l'eau du bassin Artois-Picardie.



Inauguration STEP de Bohain-En-Vermandois (02) le 22 Septembre 2016

*Capacité : 9 100 EH
Aide agence : 2,84 M€*



Inauguration STEP du Ronsoy (80) le 22 Septembre 2016

*Capacité : 1 760 EH
Aide agence : 0,611 M€*



Inauguration STEP de Merck-Saint-Lievin (62) le 25 Octobre 2016

*Capacité : 2 300 EH
Aide agence : 0,756 M€*

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

L'AUTOSURVEILLANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

Un arrêté relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, a été publié le 21 juillet 2015. Il complète et précise l'ancien arrêté du 22 juin 2007.

Une date butoir était fixée au 31 décembre 2015 pour finaliser la mise en œuvre des dispositifs d'autosurveillance des réseaux d'assainissement ainsi que la production au format SANDRE V3.0 des données issue de cette surveillance. Cette échéance a été reprise par le groupe de travail « gestion du temps de pluie des systèmes d'assainissement » qui comprend la DREAL, les services de police de l'eau du bassin et l'Agence.

➤ Les stations d'épuration

L'autosurveillance des stations d'épuration supérieures ou égales à 2000 Eh s'est concentrée ces dernières années sur l'équipement des déversoirs en tête de station. Seules 8 stations sur les 253 du bassin restent à équiper pour ce point, les autres étant toutes équipées.

Les données d'autosurveillance des stations sont transmises au format SANDRE.

| | STEP > ou = à 2 000 EH à autosurveillance mise en œuvre (MAS signé ou en cours de finalisation) | |
|---------------------------|--|------------------|
| | Nombre de STEP | Nombre de EH |
| Point 0 : en 2012 | 246 | 6 211 870 |
| en 2013 | 239 | 5 974 950 |
| en 2014 | 241 | 6 067 300 |
| en 2015 | 245 | 6 087 470 |
| en 2016 | 247 | 6 564 601 |
| en 2017 | | |
| en 2018 | | |
| Objectif : en 2018 | totalité des STEP du bassin (253 à fin 2015) | 6 185 453 |

| | Système d'assainissement > ou = à 10 000 EH avec scénario SANDRE 3.0 | |
|---------------------------|---|-----------------------------------|
| | Nombre | Capacité de STEP correspondant |
| Point 0 : en 2012 | 0 | 0 |
| en 2013 | 1 | 10 000 |
| en 2014 | 13 | 2 348 700 |
| en 2015 | 37 | 3 343 400 |
| en 2016 | 75 | 3 787 940 |
| en 2017 | | |
| en 2018 | | |
| Objectif : en 2018 | 103 | 5 653 940 |



Préleveur en entrée de station

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

➤ Les réseaux d'assainissement

La mise en œuvre de l'autosurveillance réglementaire des réseaux d'assainissement se termine :

Tous les systèmes d'assainissement supérieurs à 10 000 Eh sont équipés depuis 2012, et il reste à fin 2016, à équiper 5 systèmes d'assainissement compris entre 2 000 et 10 000 Eh sur les 150 existants.

Le travail de codification au format SANDRE V3.0 et de mise à jour des manuels d'autosurveillance a permis de vérifier que de nombreux systèmes d'assainissement n'étaient pas concernés par la mise en œuvre de dispositifs de mesure.

| Agglomérations d'assainissement ≥ à 2 000 EH et < à 10 000 EH | | | | | | | | | | |
|---|--------|---------------------------------|---|---------------------------------|--|---------------------------------|---|---------------------------------|--|---------------------------------|
| | Total | | Ayant reçu une aide pour l'équipement de leurs stations en autosurveillance | | Ayant reçu une aide pour l'équipement de leurs réseaux en autosurveillance | | Ayant équipé leurs stations en autosurveillance : manuel d'autosurveillance signé ou en cours de finalisation | | Ayant équipé leurs réseaux en autosurveillance : manuel d'autosurveillance signé ou en cours de finalisation | |
| | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre (cumul) | Capacité de STEP correspondante | Nombre (cumul) | Capacité de STEP correspondante |
| Point 0 : en 2012 | 156 | 724 930 | | | | | 139 | 657 210 | 70 | 382 313 |
| en 2013 | 158 | 760 010 | 2 | 9 000 | 4 | 20 500 | 141 | 685 610 | 74 | 402 813 |
| en 2014 | 153 | 758 630 | 5 | 16 000 | 1 | 4 000 | 142 | 697 680 | 75 | 406 813 |
| en 2015 | 155 | 755 280 | 1 | 7 000 | 3 | 13 700 | 145 | 697 630 | 78 | 420 513 |
| en 2016 | 150 | 768 580 | 0 | 0 | 2 | 13 300 | 145 | 697 630 | 80 | 433 813 |
| en 2017 | | | | | | | | | | |
| en 2018 | | | | | | | | | | |
| Objectif : en 2018 | | | | | | | 150 | 768 580 | 150 | 768 580 |

| Agglomérations d'assainissement > ou = à 10 000 EH | | | | | | | | | | |
|--|--------|---------------------------------|---|---------------------------------|--|---------------------------------|---|---------------------------------|--|---------------------------------|
| | Total | | Ayant reçu une aide pour l'équipement de leurs stations en autosurveillance | | Ayant reçu une aide pour l'équipement de leurs réseaux en autosurveillance | | Ayant équipé leurs stations en autosurveillance : manuel d'autosurveillance signé ou en cours de finalisation | | Ayant équipé leurs réseaux en autosurveillance : manuel d'autosurveillance signé ou en cours de finalisation | |
| | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre | Capacité de STEP correspondante | Nombre (cumul) | Capacité de STEP correspondante | Nombre (cumul) | Capacité de STEP correspondante |
| Point 0 : en 2012 | 103 | 5 653 940 | | | | | 99 | 5 330 940 | 99 | 5 495 340 |
| en 2013 | 102 | 5 461 340 | 1 | 35 000 | 9 | 874 000 | 98 | 5 289 340 | 98 | 5 302 740 |
| en 2014 | 103 | 5 462 620 | 0 | 0 | 3 | 195 800 | 99 | 5 369 620 | 100 | 5 406 173 |
| en 2015 | 102 | 5 430 173 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 5 389 840 | 100 | 5 406 173 |
| en 2016 | 102 | 5 430 173 | 0 | 0 | 5 | 351 767 | 100 | 5 389 840 | 100 | 5 406 173 |
| en 2017 | | | | | | | | | | |
| en 2018 | | | | | | | | | | |
| Objectif : en 2018 | | | | | 102 | 5 430 173 | 102 | 5 430 173 | 102 | 5 430 173 |



Métrologie : Sonde de hauteur à ultrasons



Radars de vitesse en réseau

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

› Les participations financières accordées en 2016

| | | Données en M€ | |
|-----------------------|--|---------------------|--|
| Type d'interventions | | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| PAR TYPE D'OPERATIONS | LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 27,145 | 7,704 |
| | <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 9,433 | 2,843 |
| | <i>Bassins de pollution</i> | 16,424 | 4,375 |
| | <i>Etudes</i> | 1,343 | 0,476 |
| | <i>Actions de communication*</i> | - 0,056 | 0,010 |
| | LP 124 - Travaux réseaux eaux pluviales : | 1,121 | 0,661 |
| | <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,563 | 0,340 |
| | <i>Etudes</i> | 0,058 | 0,029 |
| | <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,500 | 0,292 |
| | TOTAL | 28,266 | 8,365 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

L'ACTION EN BREF

869 517 m² de surfaces imperméabilisées dé raccordés du réseau unitaire d'assainissement par les collectivités et les industriels raccordés

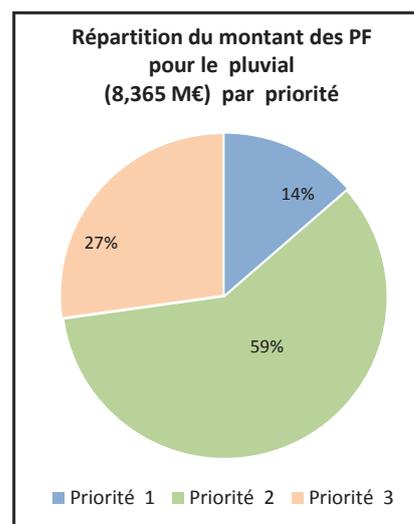
Création de 11 335 m³ de capacités supplémentaires de bassins de stockage restitution

› La répartition des aides par priorité

- ▶ P1 : Communes situées sur une masse d'eau à échéance 2021 dont le bon état physico-chimique n'est pas encore atteint, ainsi que les communes situées en zone de priorité baignade ou en zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires,
- ▶ P2 : Communes situées sur une masse d'eau à échéance 2027 et dont le bon état physico-chimique n'est pas encore atteint et qui n'appartiennent ni à une zone de priorité baignade ni à une zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires,
- ▶ P3 : Communes situées sur une masse d'eau dont le bon état physico-chimique est atteint, et qui n'appartiennent ni à une zone de priorité baignade ni à une zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires.

| | | Données en M€ | |
|----------------------|---------------------|---------------------|--|
| Type d'interventions | | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| PAR PRIORITE | Priorité 1 : | 2,356 | 1,136 |
| | <i>Travaux</i> | 1,863 | 0,889 |
| | <i>Etudes</i> | 0,493 | 0,246 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 2 : | 22,029 | 4,952 |
| | <i>Travaux</i> | 21,317 | 4,754 |
| | <i>Etudes</i> | 0,768 | 0,188 |
| | <i>Autres*</i> | -0,056 | 0,010 |
| | Priorité 3 : | 3,881 | 2,277 |
| | <i>Travaux</i> | 3,741 | 2,207 |
| <i>Etudes</i> | 0,140 | 0,070 | |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 | |
| TOTAL | 28,266 | 8,365 | |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

| | Surface en m² financée traitée en technique alternative ou en récupération d'eau de pluie (toitures) aux Collectivités | Surface en m² financée traitée en technique alternative ou en récupération d'eau de pluie (toitures) aux Industriels raccordés | Nombre de bassins de stockage-restitution financés aux Collectivités | | Capacité en m³ financée de bassins de stockage-restitution aux Collectivités |
|---|--|--|--|------------|--|
| | | | Réalisations | Prévisions | |
| Point 0 : financé par l'agence au titre du 9ème programme | 1 500 000 | | 46 | | 77 887 |
| en 2013 | 1 000 045 | 0 | 7 | 10 | 6 035 |
| en 2014 | 208 199 | 52 190 | 11 | 13 | 12 410 |
| en 2015 | 210 472 | 65 800 | 4 | 13 | 9 700 |
| en 2016 | 454 243 | 415 274 | 10 | 12 | 11 335 |
| en 2017 | | | | 12 | |
| en 2018 | | | | 10 | |
| TOTAL | 1 872 959 | 533 264 | 32 | 70 | 39 480 |
| Objectif: financé par l'agence au titre du Xème programme | 1 800 000 | | 70 | | 100 000 |



Chaussée réservoir avec enrobé poreux sur la partie voirie à Flers en Escrebieux (59)



Bassin d'infiltration des eaux pluviales – ZAC de la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq (59)



Noue en terre plein central – ZAC de Haute Picardie à Estrées Deniecourt (80)

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

EXEMPLE DE DOSSIER AIDE EN 2016

La création du bassin de pollution du Portel (62)

La commune du Portel, équipée d'un réseau d'assainissement de type principalement séparatif, est confrontée par temps de pluie à des surcharges hydrauliques sur son réseau et en entrée de station d'épuration. Cette situation conduit à des déversements fréquents dans le milieu.

La création de ce bassin de stockage restitution (BSR) de 715 m³ s'inscrit dans un projet d'amélioration globale de l'agglomération d'assainissement du Portel ainsi que de la qualité des eaux de baignade, comprenant en outre la déconnexion de surfaces actives, la réalisation de 2 autres BSR et l'augmentation des capacités de pompage de 2 postes de relèvement. Ces aménagements, prévus sur la base d'une modélisation hydraulique du bassin versant, devraient permettre une limitation à 20 déversements au milieu naturel par an pour chaque déversoir d'orage, comme le préconise l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015. Cette estimation est corroborée par les analyses des données issues des dispositifs d'autosurveillance.

L'Agence a donc décidé d'apporter son soutien technique et financier à la Commune de Le Portel pour ce 1er bassin, en lui apportant 0,448 M€ de participations financières pour la réalisation de 0,747 M€ de travaux, qui diminueront la pression polluante sur la masse d'eau continentale La Liane et de la masse d'eau côtière Slack-La Warenne, dont le bon état écologique est espéré pour 2021.

› Les interventions 2016

L'Agence est intervenue en 2016 dans le cadre de la politique de gestion des eaux pluviales, en apportant une aide financière à la réalisation :

- ▶ de 11 études (diagnostics, de zonages...),
- ▶ de travaux préventifs via le recours à des techniques permettant l'infiltration totale ou partielle des eaux de pluie (noues, enrobés poreux...), soit 32 dossiers permettant le déracordement de 869 517 m² de surfaces imperméabilisées, dont 454 243 m² pour les collectivités et 415 274 m² pour les industriels,
- ▶ de travaux curatifs via la réalisation de 10 bassins de stockage/restitution d'une capacité totale de 11 335 m³.

› La sensibilisation à la gestion intégrée des eaux pluviales

Afin de développer la prise en compte de la gestion des eaux pluviales lors de la réalisation de travaux d'aménagement urbains, l'Agence s'est engagée en 2016 dans différentes opérations de sensibilisation avec :

- ▶ la poursuite des formations SAGE avec l'organisation, en collaboration avec l'ADOPTA, d'une journée d'information le 18

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

L'ASSISTANCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE

› Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,721 | 0,521 |
| SATESE | 0,727 | 0,262 |
| SATEP | 0,054 | 0,017 |
| TOTAL | 1,502 | 0,800 |

› Activité 2016 des SATESE ET DES SATEP

L'assistance technique départementale apportée aux collectivités dans le domaine de l'assainissement, de la protection de la ressource, de la restauration et de l'entretien des milieux aquatiques est composée des SATESE et des SATEP.

Les SATESE sont en charge :

- ▶ de l'assistance au service d'assainissement collectif pour le diagnostic des ouvrages d'assainissement collectif, d'épuration des eaux usées et de traitement des boues, et du suivi régulier de ces ouvrages ;
- ▶ de la validation et de l'exploitation des résultats du diagnostic pour évaluer et assurer une meilleure performance des ouvrages ;
- ▶ de l'assistance pour l'élaboration de conventions de raccordement des établissements générant des pollutions d'origine non domestique aux réseaux.

Les SATEP sont en charge :

- ▶ de l'assistance à la définition des mesures de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable et à leur suivi ;
- ▶ de l'accompagnement sur la connaissance et l'amélioration des performances des réseaux afin de répondre aux exigences du décret 2012-97 du 27/01/2012.

Les communes pouvant bénéficier d'une assistance technique sont définies dans le décret n°2007-1868 du 26/12/2007. Il s'agit :

- ▶ des communes rurales dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,3 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 5 000 habitants.
- ▶ des groupements de communes rurales de moins de 15 000 habitants pour lesquels plus de la moitié de la population fait partie des communes rurales éligibles.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

L'évolution des intercommunalités liée à l'application de la loi NOTRe et l'incitation au regroupement des communes rurales laisse entrevoir à moyen terme une diminution des missions d'Assistance technique départementale. En effet, les regroupements introduisent une perte d'éligibilité du fait de la taille ou de la richesse de certaines collectivités.

A noter que le Conseil Départemental de la Somme a décidé en 2016 le renouvellement de la délégation à l'AMEVA pour 3 ans, des missions d'assistance technique.

| | SATESE | | SATEP | SATANC | Assistance technique aux industriels |
|-------------------------|--|----------------------------|---------------------------|------------------------|--------------------------------------|
| | Nombre de STEP concernées ayant conventionné | Capacités concernées en EH | Nombre de captages suivis | Nombre de SPANC suivis | Nombre d'établissements |
| 9ème Programme | 149 | 362 440 | | | 467 |
| en 2013 | 156 | 363 720 | 33 | 0 | 67 |
| en 2014 | 148 | 358 400 | 67 | 2 | 58 |
| en 2015 | 147 | 356 258 | 54 | 8 | 50 |
| en 2016 | 144 | 356 390 | 42 | 0 | 49 |
| en 2017 | | | | | |
| en 2018 | | | | | |
| TOTAL | | | | | 224 |
| Objectif Xème programme | | | | | 330 |

› L'activité des SATEGE en 2015

Les SATEGE (Services d'Assistance TEchnique à la Gestion des Epanrages) sont des pôles d'expertise et de conseil dans le domaine de l'agronomie et de l'environnement qui ont été créés, par décision ou agrément préfectoral, dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, afin de suivre la filière des épandages en agriculture des effluents urbains, industriels et agricoles.

Les SATEGE du Bassin, que l'Agence a aidé financièrement à hauteur de 0,548 M€ en 2015 et 0,521 M€ en 2016, comptaient 13 agents (pour un total de 9,8 ETP) à la fin de l'année 2015. Ces agents suivent

- ▶ 426 unités de production d'effluents urbains et industriels,
- ▶ plus de 277 000 ha (soit environ 15% des surfaces agricoles utiles du Bassin) susceptibles de recevoir des épandages d'effluents,
- ▶ plus de 5 900 agriculteurs-utilisateurs,
- ▶ une quarantaine de plates-formes de compostage.
- ▶ une vingtaine de méthaniseurs.

Dans le cadre usuel de leurs activités, les SATEGE ont en 2015 :

- ▶ mené un travail de fond relatif à la saisie des informations et à l'assistance technique aux acteurs de la filière (cette mission représente à elle seule un peu plus de 60 % du temps d'activité annuel des SATEGE)
- ▶ rédigé un bilan annuel départemental pour chacun des départements de la Somme, du Nord et du Pas de Calais.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

Au sein de ces 3 départements, les SATEGE ont également :

- ▶ émis 63 avis techniques relatifs aux plans d'épandage (y compris les dossiers d'importation) ;
- ▶ réalisé 411 analyses d'effluents organiques.

L'activité interne des SATEGE a été particulièrement marquée, ces trois dernières années, par la centralisation de données relatives aux épandages d'effluents organiques dans l'outil informatique SYCLOE (Système de Connaissance et de Localisation des Epandages), financé par l'Agence.

A la fin de l'année 2016 :

- ▶ la quasi-totalité des plans d'épandage et des épandages annuels réellement réalisés, des stations d'épuration urbaines étaient intégrés dans SYCLOE,
- ▶ 2/3 des plans d'épandage des industries et des épandages annuels réellement réalisés correspond étaient intégrés dans SYCLOE et l'autre 1/3 en cours d'intégration,
- ▶ Tous les plans d'épandage des effluents d'élevage soumis à autorisation et à enregistrement, postérieurs à l'année 2007, étaient intégrés et une partie des plans soumis à déclaration soit 498 plans d'épandage et 114 680 ha,
- ▶ les 1400 analyses d'effluents organiques réalisés par les SATEGE depuis 4 ans étaient également centralisées dans l'outil.

Tous les Services de l'Etat en charge du suivi des épandages ont été formés à l'utilisation de SYCLOE (soit 35 personnes en deux ans).

Les SATEGE s'attachent à présent à valoriser la donnée centralisée dans le cadre de leurs bilans départementaux des épandages, d'études ou de thèmes de réflexion (superposition d'épandage, protection de captage...).

| | Nombre d'unités urbaines et industrielles soumises à plan d'épandage et à un suivi annuel | Pourcentage d'unités urbaines et industrielles ayant transmis un message SANDRE pour intégration du plan d'épandage dans SYCLOE | Pourcentage de plans d'épandage d'unités urbaines et industrielles intégrés dans SYCLOE par les SATEGE | Nombre d'hectares compris dans les plans d'épandage intégrés dans SYCLOE | Pourcentage d'unités urbaines et industrielles ayant transmis un message SANDRE pour intégration du suivi annuel dans SYCLOE | Pourcentage de suivis annuels d'unités urbaines et industrielles intégrés dans SYCLOE par les SATEGE | Nombre d'hectares compris dans les suivis annuels intégrés dans SYCLOE | Nombre d'exploitations agricoles soumises à un plan d'épandage (données gérées par les DPPP) | Pourcentage de plans d'épandage agricoles intégrés dans SYCLOE | Nombre d'hectares compris dans les plans d'épandage agricoles intégrés dans SYCLOE |
|--------------------|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Point 0 : 31/12/11 | 311 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | NC | NC | 0 | 0 |
| Au 31/12/13 | 319 | 39,18% | 24,76% | 18 627 | 0% | 0% | 0 | 4 000 | 3,30% | 27 443 |
| Au 31/12/14 | 363 | 69,70% | 51,79% | 66 749 | 0% | 0% | 0 | 4 750 | 5,71% | 47 953 |
| Au 31/12/15 | 313 | 90,00% | 84,00% | 109 677 | 74% | 13% ⁽³⁾ | 1 678 | 4 620 | 7,50% | 64 548 |
| Au 31/12/16 | 303 | 97,70% | 92,70% | 189 635 | 94% | 81,6% ⁽⁴⁾ | 12 445 | 649 ⁽¹⁾ | 27,40% | 44 196 ⁽²⁾ |
| Au 31/12/17 | | | | | | | | | | |
| Au 31/12/18 | | | | | | | | | | |
| Objectif 31/12/18 | | 100% | 100% | | 100% | 100% | | | | |

(1) depuis 2016 les dossiers en ICPE soumis à déclaration ne sont plus obligés de transmettre la cartographie de leur plan d'épandage à l'Etat. Ils ne peuvent donc plus être intégrés dans SYCLOE de façon systématique. 649 Installations classées pour l'environnement d'Elevage ont un plan d'épandage soumis à Autorisation ou Enregistrement.

(2) fin 2016 114 680 ha de plan d'épandage. Elevage étaient intégrés dans SYCLOE dont 44 196 de plans d'épandage soumis à Autorisation ou enregistrement

(3) les messages SANDRE Bilan ayant été transmis en fin d'année, ils seront intégrés par les SATEGE dans SYCLOE en 2016

(4) les messages SANDRE Bilan ayant été transmis en fin d'année, ils seront intégrés par les SATEGE dans SYCLOE en 2017

A noter également qu'en 2015-2016, le SATEGE du Nord Pas de Calais, s'inspirant d'une action menée par le SATEGE de la Somme a réalisé un travail de fond sur les importations d'effluents organiques (estimation des gisements, rencontre de certaines coopératives, rédaction et diffusion de documents de sensibilisation...).

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

LA PRIME DE PERFORMANCE EPURATOIRE

L'Agence verse annuellement une aide à la performance épuratoire aux maîtres d'ouvrage publics des stations d'épuration. Cette aide est calculée proportionnellement aux quantités de pollution d'origine domestique dont le rejet au milieu naturel a été évité, et peut être modulée pour tenir compte du respect des prescriptions réglementaires et techniques.

Dans le cadre de la révision du Xème Programme, les modalités de versement de la prime de performance épuratoire ont été modifiées. En 2016, 3 versements ont été réalisés :

- ▶ Au titre de l'activité 2015, une avance sur primes en juin pour un montant total de 6 M€ et le solde des primes en décembre pour un montant total de 7,662 M€,
- ▶ Au titre de l'activité 2016, un acompte sur primes pour un montant total de 5,856 M€.

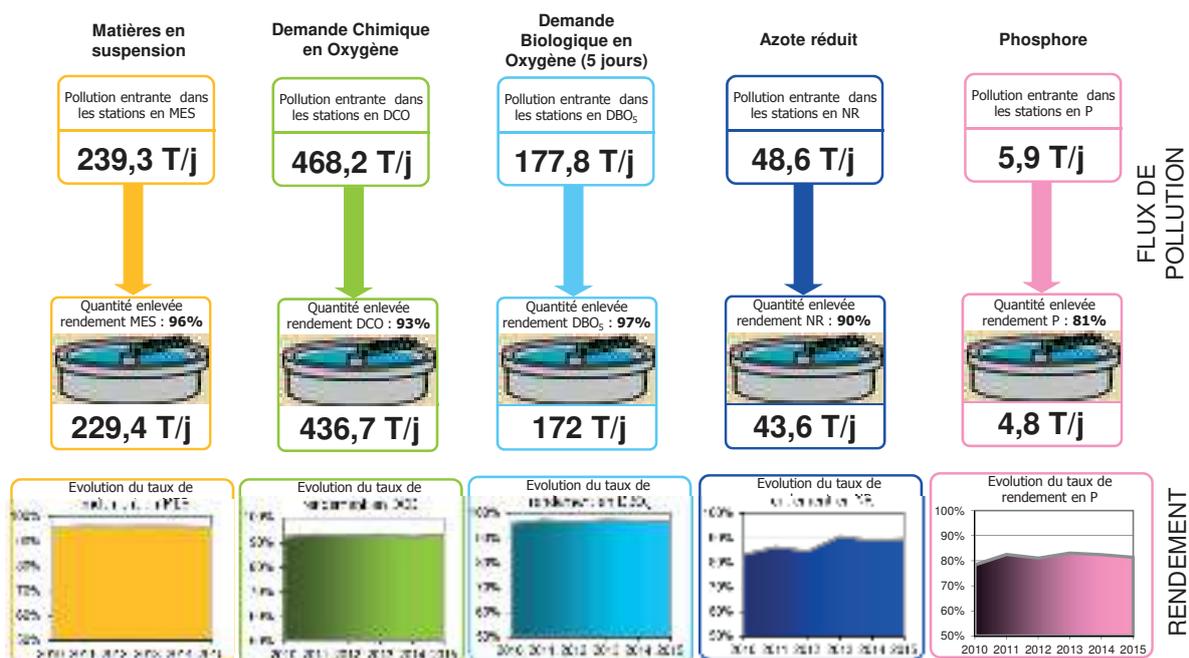
| Flux rejetés au milieu (En T/j) | 2014 | 2015 | Evolution 2014/2015 |
|---------------------------------|-------|-------|---------------------|
| MES | 8,50 | 9,90 | 16% |
| DCO | 34,72 | 31,50 | -9% |
| DBO ₅ | 5,77 | 5,80 | 1% |
| NR | 5,23 | 5,00 | -4% |
| P | 1,00 | 1,10 | 10% |

Les flux de pollution entrant sont en augmentation par rapport à l'année de fonctionnement 2014 sur l'ensemble des paramètres : MES (+4,3%), DCO (+2%), DBO₅ (+2,7%), azote réduit (+0,7%) et phosphore (+2%).

L'élimination du phosphore a été plus difficile en 2015 qu'en 2014 (81% pour l'année de fonctionnement 2015 contre 82% l'année précédente). Toutefois, la mise en place du traitement du phosphore dans le cadre des travaux d'amélioration des stations d'épuration, entrepris pour répondre aux exigences de la mise en œuvre de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines, continue sur le bassin Artois-Picardie.

Le taux de rendement pour le paramètre azote réduit a progressé en 2015 (90% pour l'année de fonctionnement 2015 contre 89% l'année précédente). La pluviométrie a été moins importante en 2015 qu'en 2014, permettant une élimination plus efficace, la pollution étant moins diluée par les eaux pluviales des collectivités équipées de réseaux unitaires.

Bilan des stations des collectivités territoriales au titre de l'année de fonctionnement 2015



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

› Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 7,977 | 3,419 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | 7,812 | 3,342 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | 0,165 | 0,076 |
| Etudes | 0,099 | 0,046 |
| TOTAL | 8,076 | 3,465 |

L'ACTION EN BREF

Aide à la conformité de 853 installations

110 collectivités ont signé une convention de partenariat avec l'Agence

› L'évolution des modalités d'aide liées à la politique ANC

A partir du second semestre 2016, l'Agence a fait évoluer les aides en faveur de la réhabilitation de l'Assainissement non Collectif (ANC) d'une part pour pallier au désengagement des conseils départementaux et d'autre part pour avoir des aides plus incitatives notamment dans les secteurs sensibles.

Ainsi le taux de base est une subvention de 50%, majorée de 10% dans les zones à enjeu environnemental (ZEE) et dans les zones à enjeu sanitaire (ZES).

Ces nouveaux taux d'aide permettent également d'avoir une cohérence sur l'ensemble de la région Hauts de France Nord pas de Calais-Picardie, couverte en partie par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.



Installation d'un dispositif d'Assainissement Non Collectif (ANC)

› Les réalisations dans le cadre de l'ANC

COB 2013-2018

Assainissement non collectif (ANC)

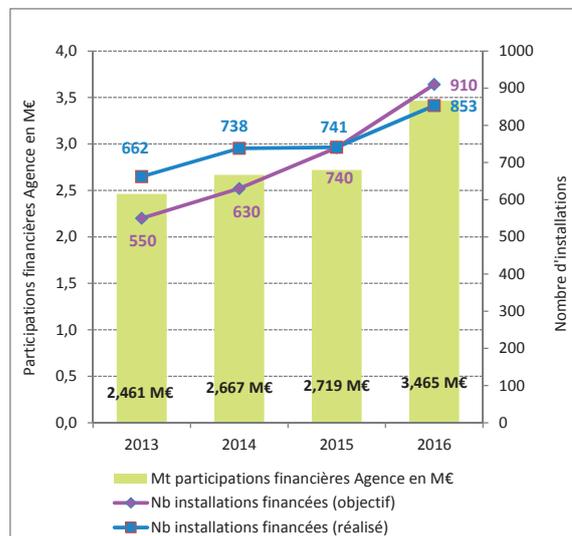
Nombre d'installations d'assainissement non collectif aidées par l'Agence de l'eau dans l'année à être réhabilitées

Cible

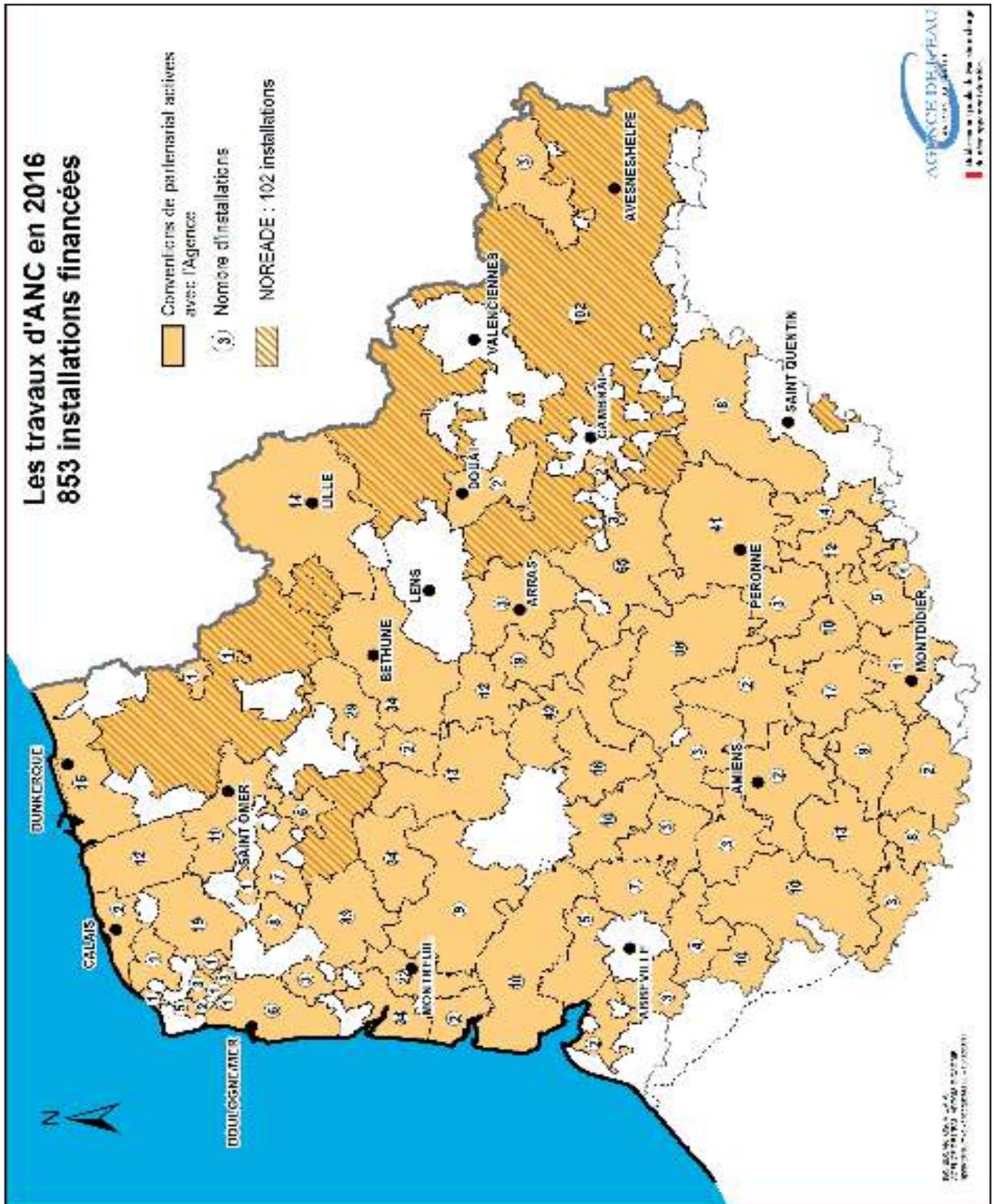
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|
| 550 | 630 | 740 | 910 | 1 080 | 1 090 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------|------------|------------|------------|------|------|
| 662 | 738 | 741 | 853 | | |



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LUTTE CONTRE LA POLLUTION DOMESTIQUE



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA SOLIDARITE URBAIN - RURAL

LA GESTION DE LA SOLIDARITE URBAIN - RURAL

➤ La mise en oeuvre de la solidarité urbain-rural sur le bassin

Depuis 2005, à la demande de l'Etat, les Agences de l'eau ont pris le relais du Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau (FNDAE) et apportent des financements complémentaires aux communes rurales dans les domaines de l'assainissement et de l'eau potable.

En 2016, 9,125 M€ d'aides spécifiques à destination des communes rurales ont été versées par l'Agence de l'eau Artois-Picardie. Ces aides, qui ont concerné 280 dossiers, ont été réparties comme suit :

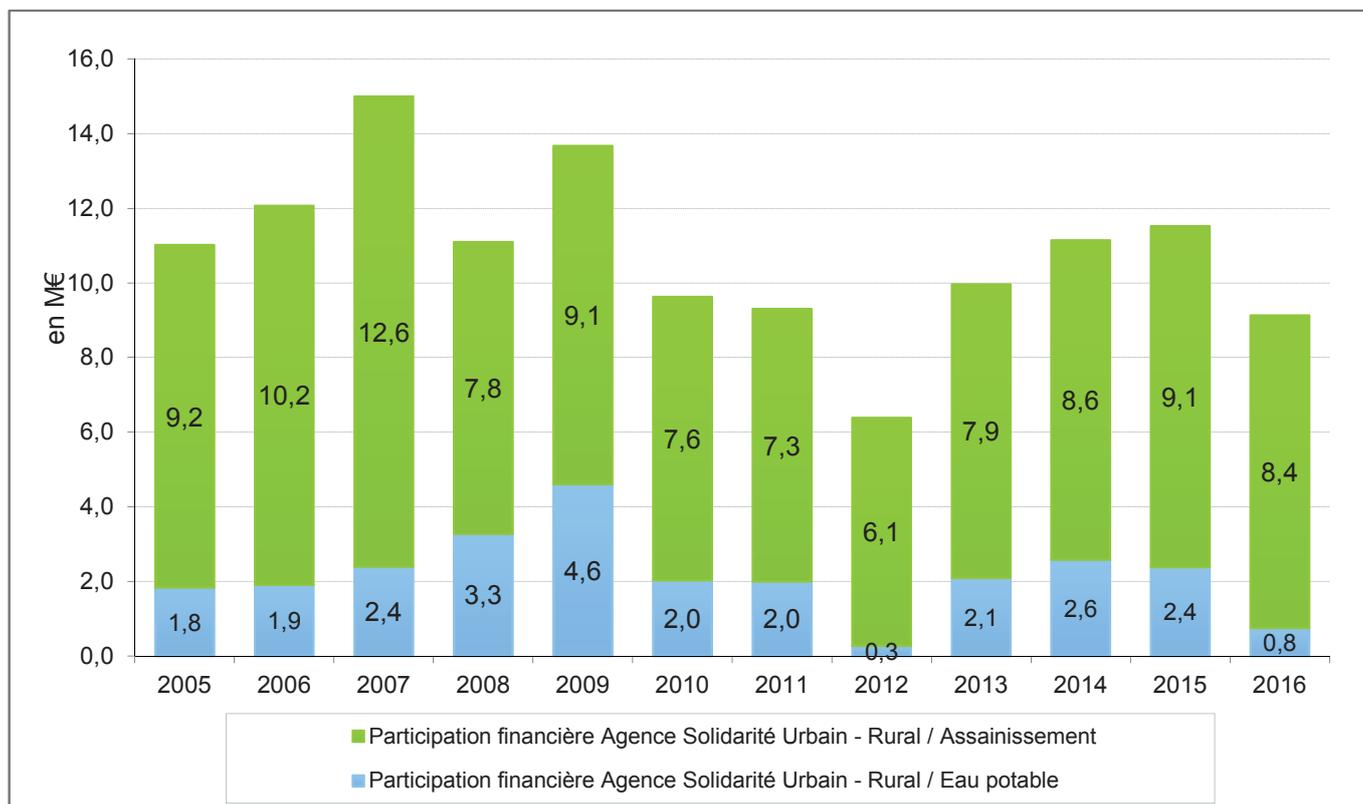
- ▶ 4,811 M€ pour des travaux sur les réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées,
- ▶ 3,558 M€ pour des installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées et des installations d'assainissement non collectif.
- ▶ 0,756 M€ pour des travaux liés au traitement ou à l'adduction de l'eau potable.

Depuis la reprise de ce dispositif, l'Agence de l'eau Artois-Picardie a engagé 129,899 M€ de subventions spécifiques à destination des communes rurales.

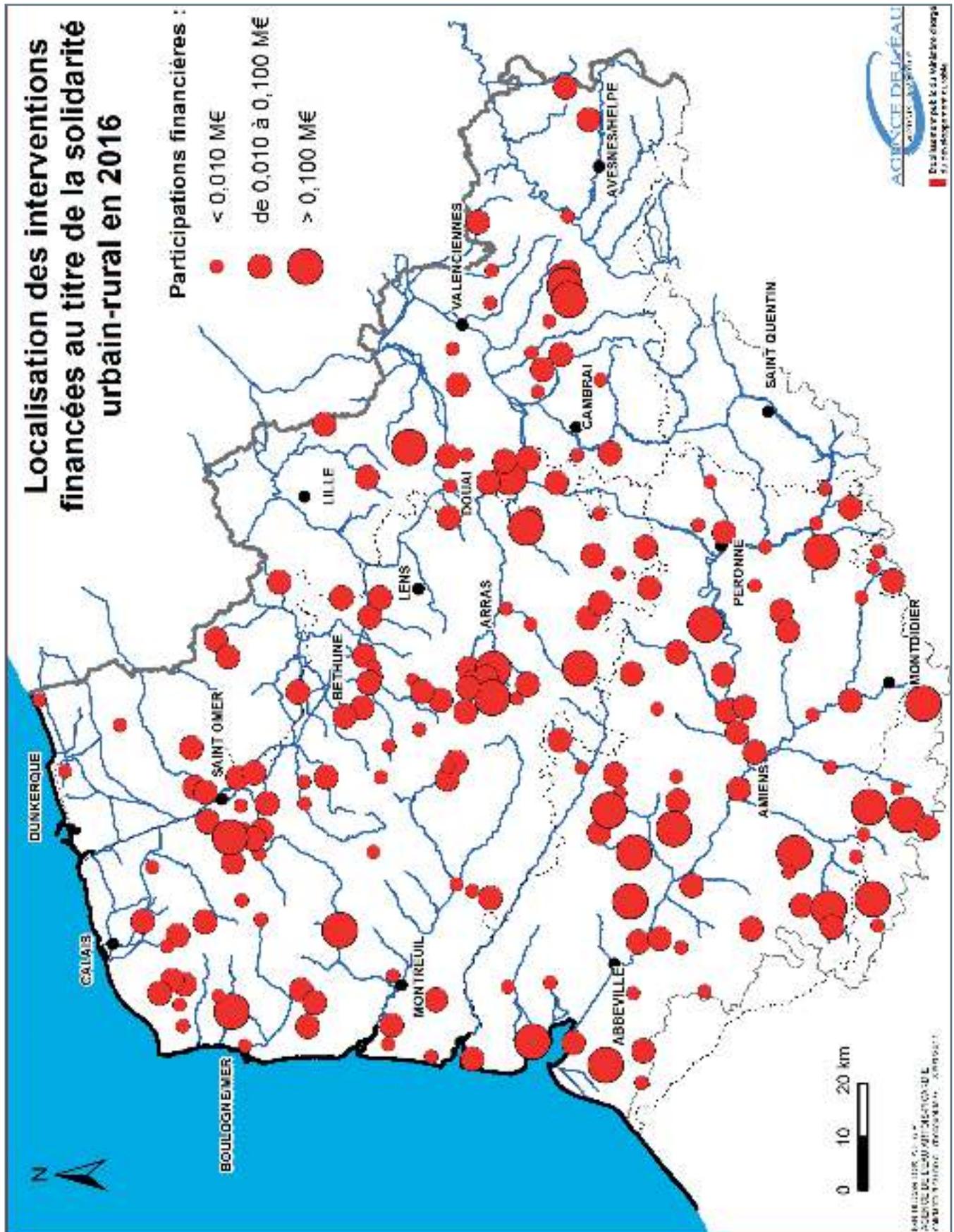
L'ACTION EN BREF

9,125 M€ consacrés à la solidarité urbain-rural

280 dossiers concernés



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA SOLIDARITE URBAIN - RURAL



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LES ECONOMIES D'EAU

LES ECONOMIES D'EAU

› Les participations financières accordées en 2016

L'ACTION EN BREF

739 m³ de cuves de récupération d'eau pluviale financés

| Type d'interventions | Données en M€ | |
|---|---------------------|--|
| | Montant des travaux | Montant des participations financières |
| Travaux : | 44,511 | 17,231 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | 3,835 | 1,435 |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | 36,844 | 13,698 |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | 0,205 | 0,086 |
| <i>Recherche de fuites et acquisition du matériel nécessaire** - LP 252</i> | 1,862 | 1,220 |
| <i>Recherche de fuites et acquisition du matériel nécessaire** - LP 252</i> | -0,010 | -0,005 |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | 1,775 | 0,798 |
| Etudes : | 1,618 | 1,092 |
| <i>Etudes - LP 210*</i> | -0,048 | -0,024 |
| <i>Etudes - LP 252</i> | 1,667 | 1,117 |
| TOTAL | 46,130 | 18,323 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde de certains dossiers

** Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

› La gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

Le décret du 27 janvier 2012 pris en application de la loi Grenelle 2 crée une obligation de performance minimum des réseaux d'eau potable pour inciter les collectivités à mettre en œuvre une gestion patrimoniale de leurs réseaux d'eau.

Aujourd'hui, la redevance prélèvement de l'agence de l'eau peut être doublée pour les collectivités qui n'ont pas satisfait à cette obligation.

La connaissance de l'état du patrimoine ainsi que son renouvellement sont ainsi devenus un enjeu majeur en amont des actions de recherche de fuites et de réparation des réseaux.

Aussi, afin d'aider et d'accompagner au mieux les collectivités dans l'atteinte de ces objectifs, la révision de programme à mi – parcours entrée en vigueur au 1er Janvier 2016 a introduit une majoration du taux d'aide de 50 à 70% sur les études et l'instrumentation des réseaux ainsi que de nouvelles aides sous forme d'avances remboursables sur les investissements visant à réparer les fuites.

› Appel à projets économies d'eau

L'appel à projets a connu un fort succès avec un total de 119 dossiers déposés (dont 70% sous format dématérialisé) pour un total de 36 maitres d'ouvrages différents et un montant global de travaux réalisés de plus de 46 millions d'euros représentant près de 160 km de réseau d'eau potable remplacé.

Si on rapporte ce chiffre aux 37 000 km de réseaux d'eau potable sur le bassin, cela représente près de 0,45% du linéaire.

Sur l'aspect ressources en eau, l'estimation du volume économisé annuellement s'élève à 780 000 m³ à mettre en perspective avec les 320 millions de m³ prélevés chaque année sur le bassin soit 0,24% du volume annuel.

Au total, le montant des participations financières sur l'ensemble des dossiers s'élève à 14,25 M€.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LES ECONOMIES D'EAU

Pour 2017, un nouvel appel à projets sur ce thème a été relancé, ouvert du 15 Novembre 2016 au 30 Avril 2017, avec une majoration du taux de subvention à 20% en complément des avances de 30 ou 50%.

En complément, pour promouvoir cette nouvelle politique et inciter les collectivités à s'engager dans la réalisation des travaux nécessaires à l'amélioration des performances, l'Agence de l'Eau Artois Picardie a lancé un appel à projets sur la réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable.

Cet appel à projets, ouvert du 15 Mars au 30 Juin 2016, a porté sur des travaux de remplacement ou de réhabilitation des canalisations du réseau de distribution d'eau potable, incluant le cas échéant les reprises de branchements.

› Les volumes économisés en 2016

| | | Année 2016 | |
|---|----------------------|--|-------|
| Améliorations des performances de réseaux | LP25 | Nombre d'études patrimoniales et diagnostics de réseau | 23 |
| | | Nombre de poses de compteur | 168 |
| | | Nombre d'études de recherche de fuites | 15 |
| Opérations d'économies d'eau | Collectivités (LP21) | Nombre d'opérations | 5 |
| | | Capacité en m ³ des bassins de réemploi d'eau | 739 |
| | Industrie (LP13) | Nombre d'opérations | 11 |
| | | Volume d'eau potable économisé (m ³ /jour) | 1 031 |

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE

Les participations financières accordées en 2016 par type d'interventions

| | | Données en M€ | |
|-----------------------|---|--|---------------|
| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
| PAR TYPE D'OPERATIONS | Travaux : | 25,163 | 12,300 |
| | Traitement biologique | 3,548 | 2,140 |
| | Traitement physico-chimique | 2,343 | 1,527 |
| | Prétraitement | 11,224 | 5,722 |
| | Lutte pollution accidentelle* | 0,015 | 0,008 |
| | Recyclage intégral | 0,028 | 0,008 |
| | Opération collective | 0,479 | 0,133 |
| | Restructuration des réseaux | 0,423 | 0,275 |
| | Mise en place autosurveillance | 0,337 | 0,168 |
| | Technologie propre | 1,922 | 0,634 |
| | Travaux économies d'eau | 3,835 | 1,435 |
| | Autres travaux | 1,039 | 0,267 |
| | Etudes | 0,876 | 0,443 |
| | Assistance technique aux industriels | 0,450 | 0,152 |
| Autres | 0,304 | 0,205 | |
| TOTAL | 26,792 | 13,100 | |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde de certains dossiers

L'ACTION EN BREF

Les 86 dossiers d'investissement aidés par l'Agence en 2016 permettront d'éviter le rejet de :

9,9 kg/jour de composés organohalogénés absorbables sur charbon actif

2,6 kg/jour de métaux toxiques

4,683 kg/jour de matières oxydables

3,543 kg/jour de matières en suspension

195 kg/jour de matières azotées

65 kg/jour de matières phosphorées

Les participations financières 2016 par niveau de priorité

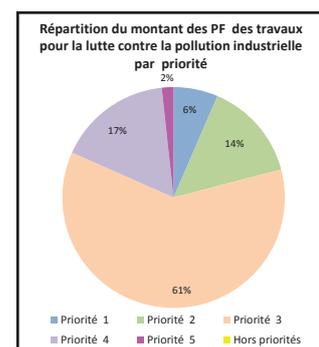
Les participations financières accordées en 2016 sont apportées en fonction des priorités d'intervention suivantes :

Opérations de lutte contre les pollutions toxiques

Opérations de lutte contre les pollutions classiques ou de gestion intégrée des eaux de temps de pluie par des techniques de stockage restitution situées :

- ▶ En zone de priorité 1 c'est-à-dire sur les masses d'eau échéance 2021 en bon état physico-chimique non atteint, sur les zones de priorités baignade ou sur les communes situées en zone de forte vulnérabilité des captages prioritaires ;
- ▶ En zone de priorité 2 c'est-à-dire sur les masses d'eau échéance 2027 en bon état physico-chimique non atteint ;
- ▶ En zone de priorité 3 c'est-à-dire sur les masses d'eau en bon état physicochimique atteint ou communes déclassées
- ▶ Ouvrages de lutte contre les pollutions accidentelles sans gestion intégrée des eaux de temps de pluie. Dans ce dernier cas, les demandes sont examinées en fin d'année et les participations financières attribuées en fonction des dotations disponibles.

| | | Données en M€ | |
|---|---|--|---------------|
| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
| PAR PRIORITE | Travaux : | 25,163 | 12,300 |
| | Lutte contre la pollution toxique | 2,029 | 0,796 |
| | Lutte contre la pollution classique zone priorité 1 | 4,890 | 1,776 |
| | Lutte contre la pollution classique zone priorité 2 | 14,496 | 7,476 |
| | Lutte contre la pollution classique zone priorité 3 | 3,397 | 2,043 |
| | Lutte contre les pollutions accidentelles | 0,350 | 0,210 |
| | Etudes | 0,876 | 0,443 |
| Assistance technique aux industriels | 0,450 | 0,152 | |
| Autres | 0,304 | 0,205 | |
| TOTAL | 26,792 | 13,100 | |



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE

› Les interventions de l'Agence en 2016

Dans le cadre de la lutte contre la pollution par les activités économiques, l'Agence a financé plus de 130 dossiers dont 86 dossiers d'investissements.

Les investissements se sont essentiellement portés en 2016 sur la mise en place de dispositifs de prétraitement avec près de la moitié des participations financières accordées.

APPEL A PROJETS GESTION INTEGREE ET PREVENTIVE DES EAUX PLUVIALES

En 2016, l'Agence a lancé un appel à projets « gestion intégrée et préventive des eaux pluviales » dans le domaine industriel qui avait pour objectif la promotion des pratiques vertueuses de gestion préventive et intégrée des eaux pluviales dans le domaine des activités économiques, c'est-à-dire :

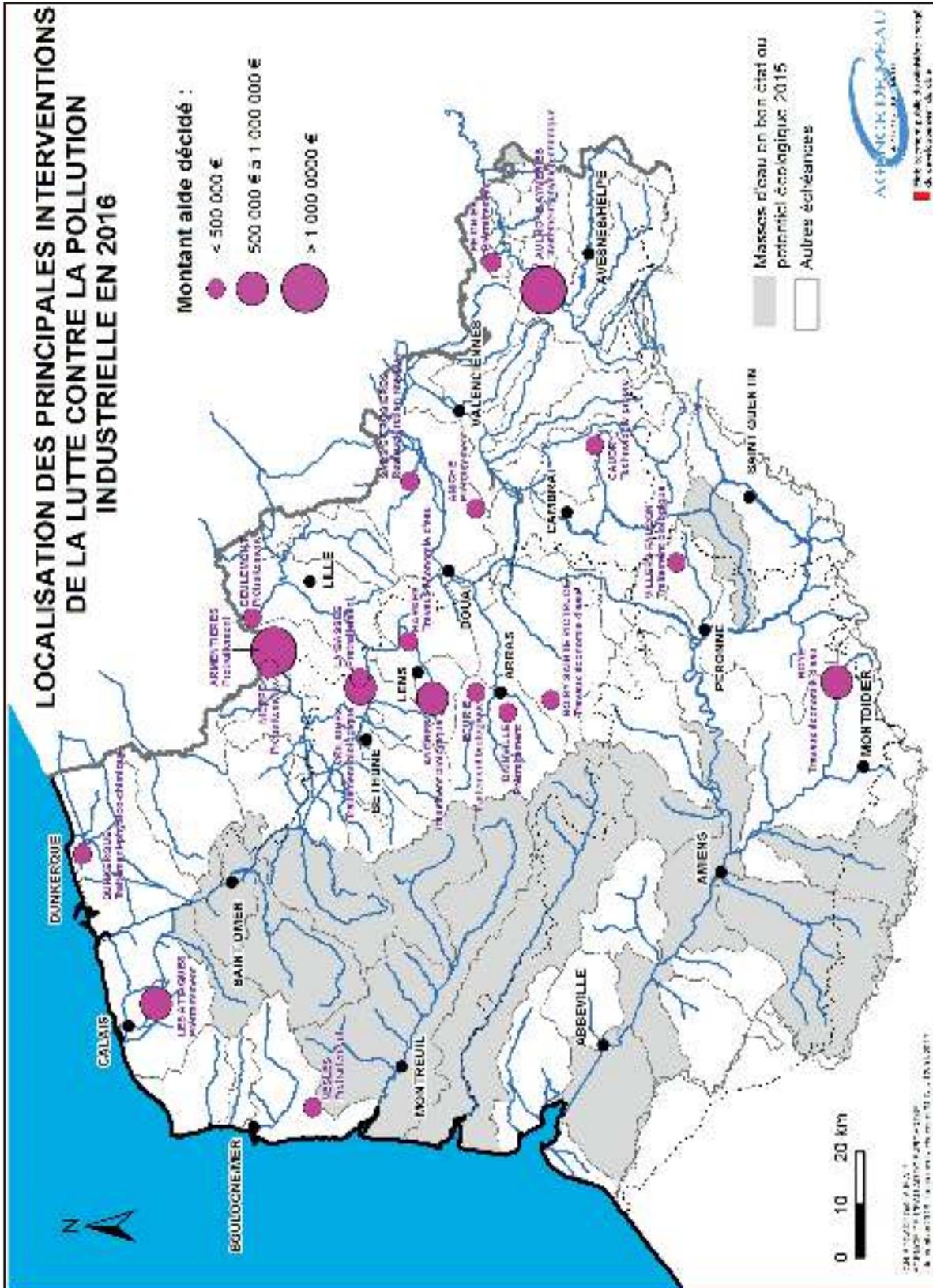
- ▶ *d'éviter, réduire voire supprimer les eaux de ruissellement admises dans les réseaux d'assainissement unitaires afin de diminuer les rejets au milieu naturel via les déversoirs d'orage ;*
- ▶ *de limiter les débits et volumes d'eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel.*

Dans le domaine des activités industrielles, tertiaires ou commerciales, les surfaces imperméabilisées (toitures, stockages, parkings...) sont généralement importantes mais actuellement peu prises en compte par les gestionnaires alors que leur impact peut être notable sur le milieu ou sur le système d'assainissement et certaines contraintes spécifiques doivent être considérées (risques de pollutions accidentelles...)

La promotion de ces opérations a été possible grâce à des actions de communication de terrain avec les partenaires de l'agence (DREAL, ADOPTA, S3PI...)

Au final, en 2016, 20 dossiers ont été financés. Ils vont permettre de gérer les eaux pluviales sur plus de 41,5 Ha et plus de 8 500 m³/an d'eaux pluviales seront recyclées.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE

› L'impact environnemental des dossiers aidés en 2016

COB 2013-2018

Demande chimique en oxygène

Rapport entre la quantité annuelle (KG/an) de DCO (Demande Chimique en Oxygène) rejetée dans le milieu par les industriels l'année N-1 sur la quantité rejetée l'année N-2. Une diminution de la pollution se traduira par un rapport inférieur à 1.

Cible

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------|------|------|------|------|------|
| <1 | <1 | <1 | <1 | <1 | <1 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|------|------|
| 1,01 | 0,87 | 0,39 | 1,00 | | |



› Les études de recherche de substances dangereuses pour l'eau (RSDE)

La démarche de recherche de substances dangereuses pour l'eau, initiée en 2009 afin de quantifier les micropolluants dans les rejets industriels s'est poursuivie en 2016 avec le financement de :

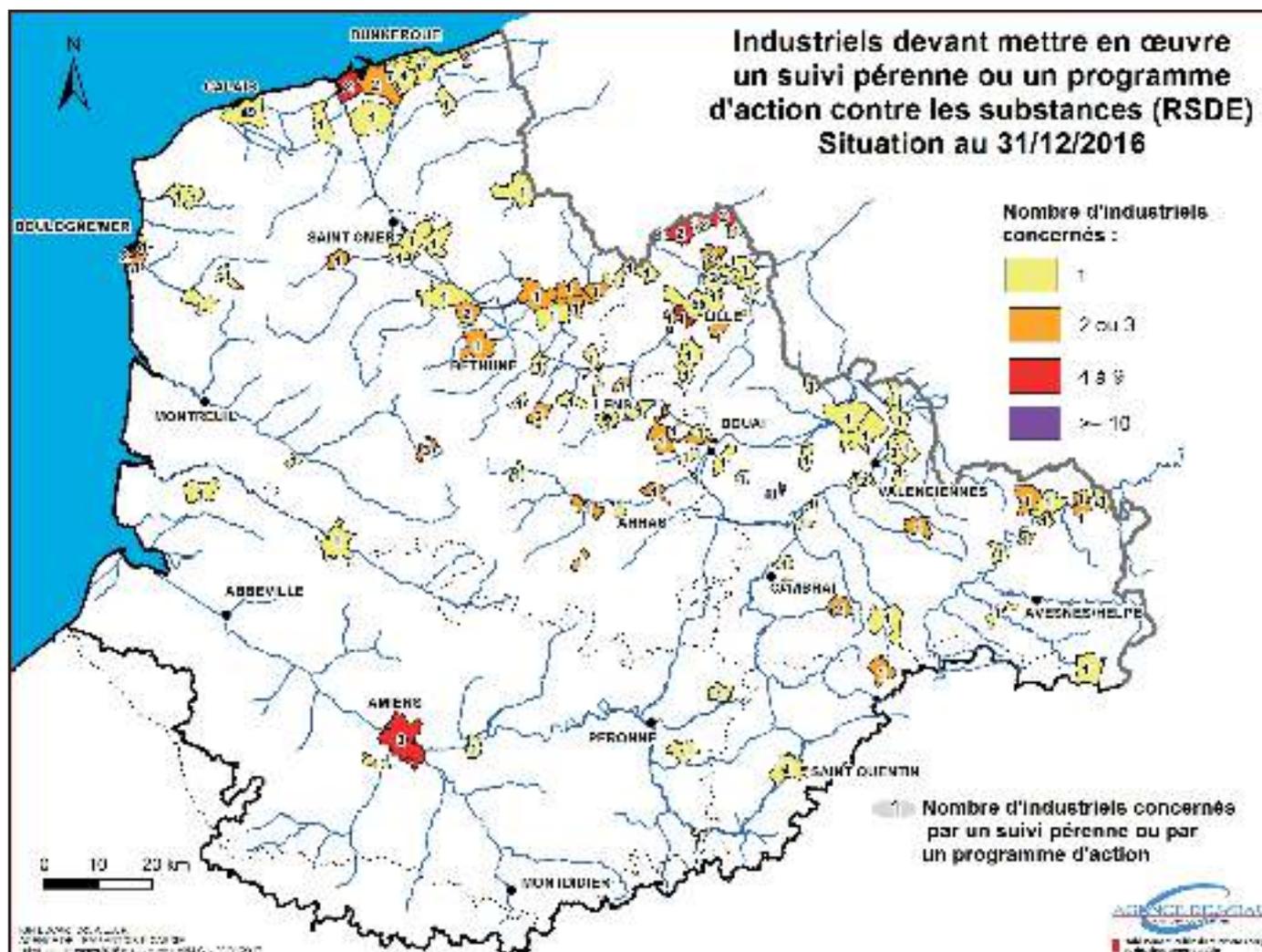
- ▶ 3 nouvelles campagnes RSDE pour des établissements non concernés jusqu'alors,
- ▶ 2 études technico-économiques préalables à la mise en place d'un programme de réduction des substances.

Sur le bassin, 437 industriels doivent réaliser une campagne de recherche de substances. Au 31/12/2016 :

- ▶ 437 campagnes sont en cours de réalisation et bénéficient d'une aide de l'Agence,
- ▶ 310 résultats sont disponibles,
- ▶ 155 établissements sont en suivi pérenne,
- ▶ 46 établissements doivent mettre en place un plan d'actions.

Il est à noter que peu d'industriels sollicitent l'Agence pour des programmes d'investissements conséquents de lutte contre ces substances. Pour un certain nombre d'entre eux, l'expertise et la connaissance sont internes et ne passent pas par une prestation finançable par l'Agence. De même, un certain nombre de mesures sont prises pour limiter l'émission de micropolluants sans investissements conséquents (choix de matières premières, modification des procédés de production, ségrégation des flux contaminés et envoi en destruction, suppression des productions les plus polluantes...)

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE



➤ Les opérations collectives

Les opérations collectives visent à lutter contre les pollutions dispersées générées par les petites entreprises et l'artisanat.

En 2016, la politique « opérations collectives » par branche d'activité menée par l'Agence s'est traduite par le versement d'aides auprès :

- ▶ de pressings (15 dossiers – 0,126 M€)
- ▶ de peintres en bâtiment (3 dossiers – 0,007 M€)

Des aides ont également été versées à hauteur de 0,201 M€ aux chambres des métiers et d'agriculture du Nord-Pas-de-Calais et de la Somme pour l'animation de cette politique.

Les conventions de partenariat avec les chambres des métiers et de l'artisanat du Nord-Pas-de-Calais et de la Somme ont été renouvelées jusque la fin du Xème Programme d'interventions. Elles prévoient dans le cadre de ces opérations collectives, que les chambres des métiers et de l'artisanat assurent l'accompagnement des professionnels (informations, visites et diagnostics, montage des dossiers) et des collectivités, et mettent en place des actions de formation.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE

Une nouvelle opération collective à destination des PME du secteur de la pisciculture est par ailleurs déployée jusque fin 2018 dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de progrès pour la pisciculture.

Elle vise spécifiquement les 13 établissements jugés à impact significatif sur le milieu naturel qui pourront bénéficier de financements avantageux pour la réutilisation de diagnostics et de programmes d'actions pour les travaux de maîtrise des pollutions ou de restauration de la continuité écologique dans le cadre du régime européen notifié n°45426.

A noter que le dynamisme en termes de nombre de dossiers observés au niveau des opérations collectives à destination des pressings s'explique par l'obligation réglementaire faite aux pressings d'abandonner progressivement l'utilisation de perchloroéthylène d'ici à 2022.



Pisciculture à Etrun (62)

| | Investissement | | Animation | |
|-----------------|-------------------------|--|--|--|
| | Nombre d'établissements | Montant de l'aide financière accordée (M€) | Nombre d'opérations collectives engagées | Montant de l'aide financière accordée (M€) |
| en 2013 | 9 | 0,049 | 5 | 0,127 |
| en 2014 | 33 | 0,224 | 1 | 0,004 |
| en 2015 | 16 | 0,125 | 3 | 0,099 |
| en 2016 | 18 | 0,133 | 3 | 0,201 |
| en 2017 | | | | |
| en 2018 | | | | |
| TOTAL | 76 | 0,531 | 12 | 0,431 |
| Objectif | 100 | | 8 | |

➤ Les sites et sols pollués

| | Aides de l'agence aux Etudes | | Aides de l'agence aux Travaux | |
|--|---|---------------------------------|---|---------------------------------|
| | Nombre de sites & sols pollués hors sites | Montant de l'aide (AP décidées) | Nombre de sites & sols pollués hors sites | Montant de l'aide (AP décidées) |
| TOTAL 9e Programme | 124 | 0,490 | 6 | 2,150 |
| en 2013 | 3 | 0,057 | 1 | 0,025 |
| en 2014 | 1 | 0,113 | 0 | 0,000 |
| en 2015 | 1 | 0,015 | 1 | 0,026 |
| en 2016 | 3 | 0,025 | 0 | 0,000 |
| en 2017 | | | | |
| en 2018 | | | | |
| TOTAL | 8 | 0,210 | 2 | 0,051 |
| Objectif : sites aidés au cours du Xème programme | 15 | | 5 | |

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

› Les participations financières accordées en 2016 par types d'interventions

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 10,407 | 8,622 |
| <i>PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE)</i> | 0,280 | 0,280 |
| <i>PCEA - Autres dossiers (Ex PVE)</i> | 5,570 | 5,570 |
| PEA | 0,305 | 0,305 |
| MAEC | 1,000 | 1,000 |
| <i>Phytosanitaires non agricoles</i> | 2,189 | 0,856 |
| <i>Actions agricoles dans les ORQUES</i> | 1,026 | 0,608 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,036 | 0,003 |
| Etudes : | 4,609 | 1,976 |
| <i>Pollutions diffuses</i> | 3,843 | 1,577 |
| <i>Soutien agriculture bio et agroforesterie</i> | 0,284 | 0,071 |
| <i>Maintien agriculture en zones humides</i> | 0,483 | 0,328 |
| Animation : | 2,631 | 1,200 |
| <i>Pollutions diffuses</i> | 0,374 | 0,184 |
| <i>Soutien agriculture bio et agroforesterie</i> | 2,035 | 0,861 |
| <i>Maintien agriculture en zones humides</i> | 0,221 | 0,155 |
| Actions de communication : | 0,149 | 0,084 |
| <i>Pollutions diffuses</i> | 0,101 | 0,051 |
| <i>Soutien agriculture bio et agroforesterie</i> | 0,048 | 0,034 |
| TOTAL | 17,797 | 11,882 |

L'ACTION EN BREF

1 M€ de subventions engagées dans le cadre des Mesures Agro Environnementales et Climatiques.

78 dossiers d'aides aux collectivités pour une réduction ou une suppression de l'usage de produits phytosanitaires, représentant un total de 2 M€ de subventions

› Les aides dans le cadre du plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE) est un dispositif entré en vigueur au 01/01/2015 qui se substitue au Plan Végétal pour l'Environnement (PVE) et au Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage (PMBE).

Le nombre d'exploitations aidées dans le cadre du PVE puis du PCAE (hors partie mise aux normes – Ex PMBE) est repris dans le tableau ci-dessous.

| | PVE (jusqu'à fin 2014) puis PCAE hors partie mises aux normes (à partir de 2015) : nombre d'exploitations aidées par l'ensemble des financeurs | PVE (jusqu'à fin 2014) puis PCAE hors partie mise aux normes (à partir de 2015) : nombre d'exploitations aidées avec une participation financière de l'Agence | |
|--------------|--|---|------------|
| | | réalisations | prévisions |
| En 2013 | 315 | 109 | 65 |
| En 2014 | 120 | 61 | 65 |
| En 2015 | 206 | 97 | 65 |
| En 2016 | 766 | 340 | 65 |
| En 2017 | | | 65 |
| En 2018 | | | 75 |
| TOTAL | 1407 | 607 | 400 |
| Objectif | | 400 | |



L'augmentation du nombre de dossiers est liée à un dispositif qui atteint son rythme de croisière après son lancement en 2015, à des taux attractifs en Nord-Pas de Calais qui aboutissent à des subventions de 80 % pour certains dossiers (de fait le Nord Pas de Calais représente 90% des participations financières de l'Agence en 2016) et à un nombre plus important d'appels à projets (4 en 2016 au lieu de 2 en 2015, en lien avec Ecophyto II qui correspond à 136 dossiers PCAE financés par l'Agence pour un total de plus de 1,8 M€).

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

› Les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC)

Les aides accordées au titre du deuxième pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) sont aujourd'hui sous l'autorité des Régions. Les Programmes de Développement Rural (PDR) pour le Nord-Pas de Calais et la Picardie, qui constituent la déclinaison locale de ce deuxième pilier de la PAC, ont été validés par la Commission Européenne en 2015.

Au sein de ces PDR, l'Agence soutient en particulier les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques, qui permettent d'accompagner les agriculteurs dans leurs démarches de changements de pratiques culturales.

| Nombre d'hectares de SAU aidés via les MAE/MAEC et le PEA par l'ensemble des financeurs | |
|---|---------------|
| En 2013 | 19 524 |
| En 2014 | 5 229 |
| En 2015 | * |
| En 2016 | * |
| En 2017 | |
| En 2018 | |
| TOTAL | 24 753 |
| Objectif | |

| COB 2013-2018 | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| MAEC ou programmes spécifiques | | | | | |
| Surfaces agricoles utiles faisant l'objet de mesures agroenvironnementales ou d'un programme spécifique, ayant bénéficié d'une aide de l'Agence, dont surfaces consacrées à l'agriculture biologique, en hectares, chaque année | | | | | |
| Cible SAU (en hectares) | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 5 000 | 1 000 | 4 000 | 7 000 | 8 000 | 10 000 |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| 4 700 | 3 135 | * | * | | |
| 40 | 103 | * | * | | |
| dont agri-bio | | | | | |

* Les engagements PEA sont terminés depuis fin 2014 et les données relatives aux MAEC 2015 et 2016 ne sont pas disponibles au moment de la conception de ce document.

› Appel à projets agriculture biologique

L'Agence de l'eau Artois-Picardie a lancé en 2014, des appels à projets destinés à soutenir des initiatives de développement de l'agriculture biologique dans les zones à enjeu eau potable.

Les aides attribuées sont complémentaires aux dispositifs existants et doivent permettre de donner plus d'impact et d'amplitude à des projets d'envergure régionale et/ou présentant un caractère pilote très innovant pour le développement de l'agriculture biologique.

En 2016, l'Agence a soutenu 17 dossiers (études et travaux) dans le cadre de cet appel à projets, en engageant un total de 1,140M€ (à noter que certains dossiers émergent en type d'intervention « actions agricoles dans les ORQUE »).

› Ecophyto II

Suite au lancement du Plan Ecophyto II national à l'automne 2015, les redevances additionnelles permettent aux Agences de financer des actions supplémentaires ou nouvelles visant la réduction des produits phytosanitaires. Pour Artois-Picardie, ce sont 3 M€ annuels qui ont été ajoutés à la dotation « Lutte contre les pollutions diffuses » de l'Agence de 2016 à 2018. En 2016, cette enveloppe supplémentaire a finalement été portée à 3,3 M€ afin de soutenir :

- ▶ 136 dossiers à hauteur de 1,8 M€ lors des appels à projets PCAE, pour des types de dossiers qui n'étaient pas aidés par l'Agence les années précédentes ;
- ▶ 41 dossiers à hauteur de 1,5 M€ via un appel à projets expérimental et spécifique à l'Agence.

L'objectif de l'appel à projets de l'Agence était de faire émerger de nouveaux partenaires et de donner plus d'impact à des projets collectifs pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Les maîtres d'ouvrage concernés rassemblent aussi bien des groupes d'agriculteurs que des acteurs économiques, des collectivités ou des organismes de développement agricoles.

LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

EXEMPLE D'UN DOSSIER AIDE PAR L'AGENCE DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJET ECOPHYTO II EN 2016

A l'heure actuelle, les applications de la télédétection concernent essentiellement la modulation de la fertilisation azotée, la prévision de rendement et l'irrigation mais très peu le désherbage. Or selon certains instituts de recherche, la discrimination entre culture et adventices par imagerie aboutirait à une application localisée des herbicides, ce qui permettrait de réduire leur usage de 20 à 80 % selon les situations.

Au vu des enjeux, la Chambre d'agriculture de la Somme a proposé un projet visant à mettre au point un nouvel outil de décision pour le désherbage grâce à de nouveaux outils d'interprétation d'images. Il s'agit de :

- ▶ *développer une méthode de localisation et de caractérisation des adventices par l'interprétation d'images issues de la télédétection ;*
- ▶ *traduire ces images en préconisations cartographiées ;*
- ▶ *proposer des stratégies de désherbage différenciées ;*
- ▶ *quantifier les économies financières et l'impact environnemental de ces nouvelles pratiques.*

Déposé dans le cadre de l'appel à projets Ecophyto II de l'Agence, ce projet associe pour une durée de trois ans des acteurs professionnels (Team 3, OP-L Vert, UNILET) et universitaires (ISA, ISEN). Le budget global est de 0,239 M€ et le soutien financier de l'Agence se monte à 0,120 €.



LE PETIT CYCLE DE L'EAU - LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

› L'évolution des ventes globales de produits phytosanitaires

| | en Kg | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
| Quantité de substances toxiques, très toxiques, cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (substances avec un taux de RPD <u>max</u> : T, T+ et CMR) | 419 369 | 522 096 | 642 927 | 1 500 832 |
| Quantité de substances dangereuses pour l'environnement, sauf celles d'entre elles relevant de la famille chimique minérale (substances avec un taux de RPD <u>médian</u> : actuellement N org) | 2 991 639 | 3 644 626 | 5 424 037 | 2 191 955 |
| Quantité de substances dangereuses pour l'environnement relevant de la famille chimique minérale (substances avec un taux de RPD <u>min</u> : actuellement N min) | 18 654 | 19 393 | 23 027 | 18 411 |
| TOTAL | 3 429 662 | 4 186 115 | 6 089 991 | 3 711 198 |

Le législateur a mis en place en 2015 l'élargissement de l'assiette et une hausse des taux de redevances pour pollutions diffuses de certaines substances, ce qui avait mécaniquement entraîné un effet de sur-achat en 2014 et 2015 en vue de stockage. Cet effet de sur-achat a été constaté sur chacun des 6 bassins métropolitains.

› La lutte contre l'utilisation des pesticides à usage non agricoles

La lutte contre la pollution des ressources en eau par les pesticides non agricoles est un enjeu important, étant donné que l'utilisation de ces produits en milieu urbain, sur des sols imperméabilisés, impacte très rapidement en tant que polluant le cycle de l'eau.

C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, l'Agence encourage les communes à s'engager via la signature d'une charte d'entretien de leurs espaces publics, dans des démarches de réduction plus ou moins fortes (niveau 1 à 4), voire de suppression (niveau 5) des traitements phytosanitaires.

En 2016, 58 nouvelles communes ont contractualisé un engagement, dont 25 au niveau 5, ce qui porte à 282 le nombre total de communes engagées au 31/12/2016 sur le bassin Artois-Picardie.

Pour accompagner les communes engagées dans la démarche, l'Agence a, en 2016, attribué 0,659 M€ de participations financières en vue de former et sensibiliser les agents municipaux, mais également de permettre l'acquisition de matériels alternatifs à l'usage de produits phytosanitaires tels que des désherbeurs thermiques ou mécaniques.

Avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2017 de l'interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytosanitaires (sauf pour l'entretien des cimetières, terrains de sports et de loisirs, ainsi que pour la voirie difficile d'accès), l'Agence a fait évoluer son dispositif d'aide afin d'accompagner les communes qui souhaiteraient s'engager vers les objectifs encore plus ambitieux que sont l'abandon total des produits phytosanitaires, et la prise en compte de la biodiversité.



Signature d'une charte d'entretien des espaces publics avec la communauté de communes Pévèle-Carembault le 8 septembre 2016

L'ACTION INTERNATIONALE

› Les participations financières accordées en 2016

Données en M€

| Type d'interventions | Montant total des travaux | Montant des participations financières Agence |
|-------------------------------------|---------------------------|---|
| X330 - Coopération décentralisée | 2,924 | 1,175 |
| X331 - Coopération institutionnelle | 0,606 | 0,176 |
| TOTAL | 3,531 | 1,352 |

LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE

Les Agences de l'eau diffusent le modèle de gestion intégrée et solidaire de Bassin auprès des nombreux pays qui souhaitent s'en inspirer et l'adapter, en nouant des partenariats avec des organismes de bassin étrangers, et en participant à de grandes manifestations internationales ou européennes sur le thème de la gestion de l'eau..

› Les jumelages noués entre l'Agence et des organismes de Bassin étrangers

A fin 2016, l'Agence de l'eau Artois-Picardie compte 11 jumelages en cours dont 5 sont actifs avec les pays suivants : le Maroc, la Pologne, la Bulgarie (bassin est égéen), la Moldavie, et le Pérou.

| | Nombre de jumelages en cours | Nombre de jumelages nouveaux décidés | Nombre de visites ou missions effectuées dans le cadre d'un jumelage |
|-----------------|------------------------------|---|--|
| | 8 au 31/12/2012 | | |
| En 2013 | 8 | 2 | 5 |
| En 2014 | 10 | 0 | 4 |
| En 2015 | 10 | 0 | 5 |
| En 2016 | 11 | 1 | 5 |
| En 2017 | | | |
| En 2018 | | | |
| Total | | | 19 |
| Objectif | 11 à fin 2018 | 1 nouveau jumelage par an pour 2013, 2014 et 2015 | 5 visites par an soit 30 visites sur la période du Xe PI |

5 visites se sont tenues en 2016 dans le cadre des jumelages :

- ▶ *Jumelage du Parlement des Jeunes du Bassin Artois Picardie avec la Bulgarie : Ecole écologique en France aux vacances de Pâques, Ecole écologique en Bulgarie aux vacances d'été,*
- ▶ *Mission en Pologne : Renouvellement de l'accord de coopération,*
- ▶ *Mission en Moldavie : Reprise de contact en vue du renouvellement de l'accord de coopération,*
- ▶ *Mission au Maroc : Signature d'un accord de coopération avec le bassin du Sébou,*
- ▶ *Accord jeunesse Escaut/Sébou.*

L'ACTION EN BREF

11 jumelages de coopération internationale dont 5 actifs au 31/12/2016



Signature de l'accord de coopération avec le bassin du Sébou le 9 novembre 2016 au cours de la COP 22 à Marrakech



Renouvellement de l'accord de coopération avec la Bulgarie, le 20 octobre 2016 au cours de l'EURO-RIOB à Lourdes

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

La politique d'action internationale menée par l'Agence de l'eau est légitimée en ce qui concerne la coopération décentralisée par la loi OUDIN-SANTINI du 9 février 2005, qui permet aux Agences de l'eau de consacrer jusqu'à 1% des recettes issues des redevances, pour des aides d'urgence ou des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ceci représente entre 0,50€ et 0,75€ par an et par ménage sur la facture d'eau.

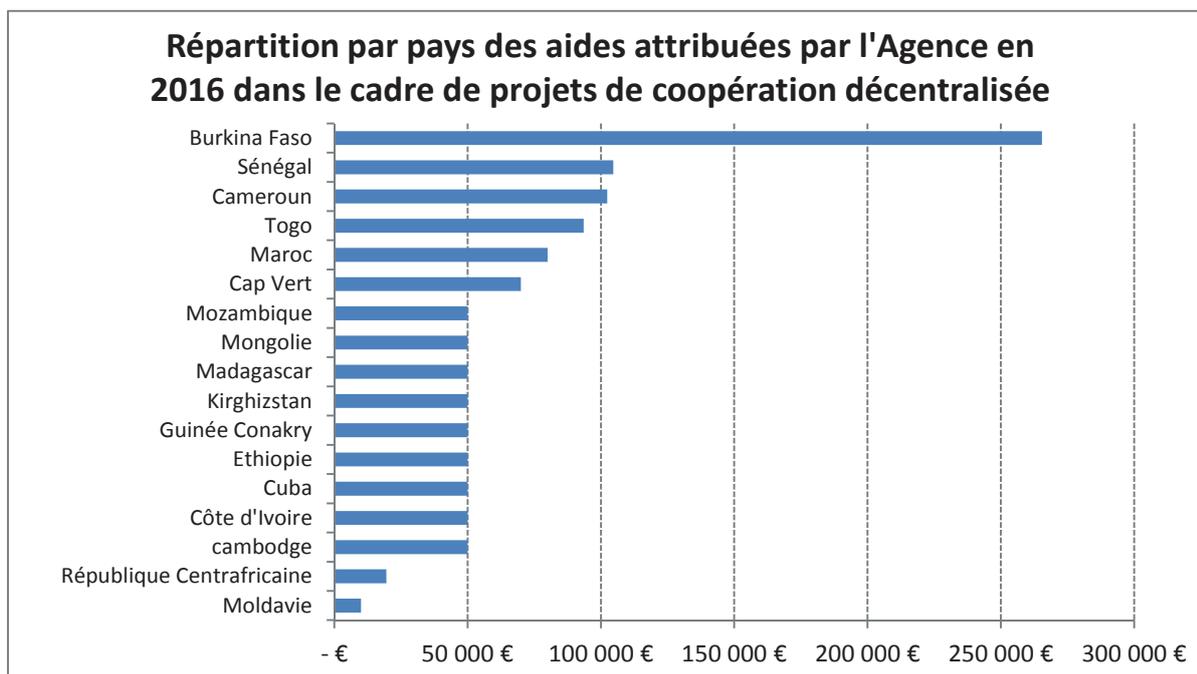
› Les opérations financées par l'Agence en 2016

En 2016, l'Agence a accordé 1,175 M€ d'aides financières pour la réalisation au sein de 17 pays différents situés sur 3 continents de différents projets parmi lesquels :

- ▶ *La création ou la rénovation de puits ou de forages permettant de garantir un accès à une eau saine même en période de sécheresse ; amélioration des conditions d'accès à l'eau potable*
- ▶ *La réhabilitation de réservoirs d'eau de pluie*
- ▶ *L'installation de latrines, WC ou extension du réseau d'assainissement*
- ▶ *La sensibilisation des populations locales aux règles d'hygiène et au respect de l'environnement*
- ▶ *La formation de responsables pour la gestion de l'eau et l'entretien des infrastructures*
- ▶ *La sensibilisation des responsables locaux et institutionnels autour du principe de la méthanisation*
- ▶ *Le développement de système de traitement des eaux, simples et peu onéreux adaptés aux paramètres du pays (station d'épuration par phyto-épuration, biodigesteur)*

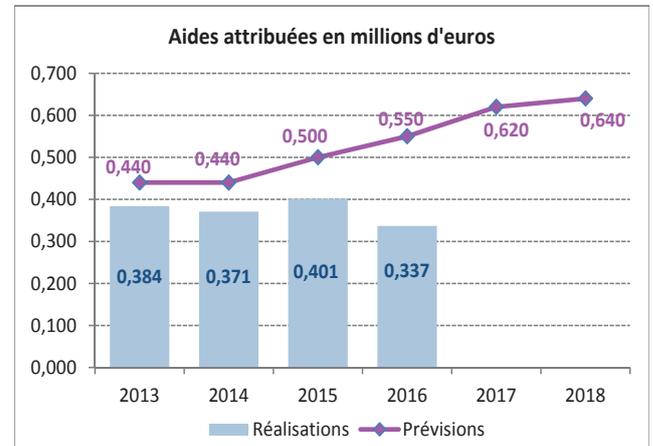
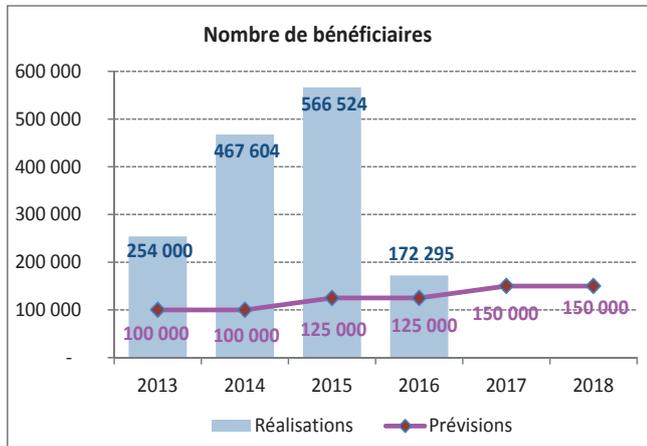
L'ACTION EN BREF

31 dossiers de coopération décentralisée aidée en 2016 qui permettront à 172 000 personnes de bénéficier d'un accès à l'assainissement et à 435 000 personnes de bénéficier d'un accès à l'eau

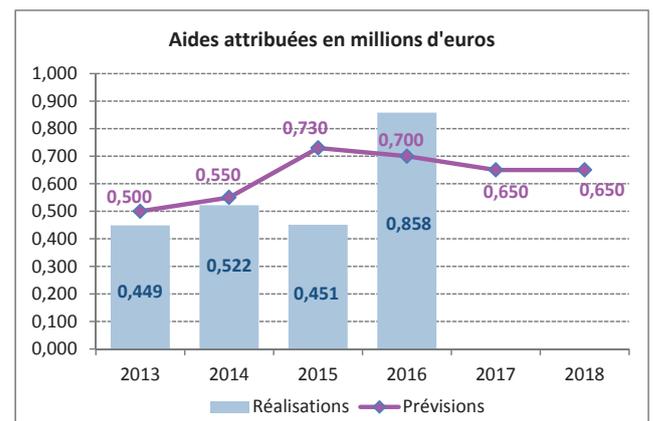
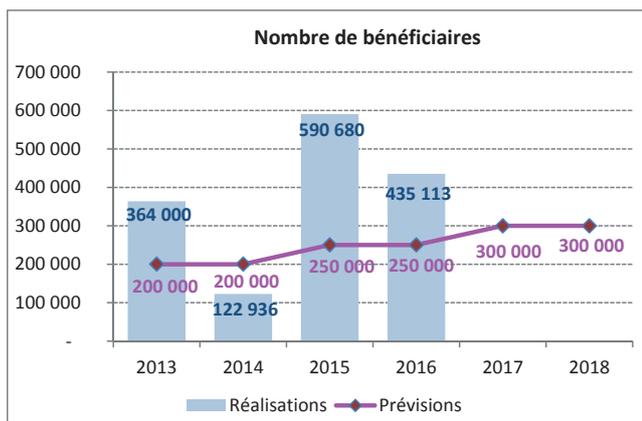


L'ACTION INTERNATIONALE

➤ Les actions en faveur de l'assainissement en chiffres



➤ Les actions en faveur de l'eau potable en chiffres



EXEMPLE D'UN DOSSIER AIDE EN 2016

Amélioration des conditions de scolarisation au travers de l'amélioration de l'hygiène, sensibilisation à l'eau et à l'environnement dans la région de Saint Louis et de Matam au Sénégal

Ce projet aborde l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène au sein de 5 écoles, dans un premier temps et il permet aux villages concernés d'être équipés d'une borne fontaine par la même occasion.

Ayant identifié que l'inaccessibilité à l'assainissement en milieu scolaire a des répercussions directes sur le taux de fréquentation des écoles, notamment des filles, l'association « Le Partenariat », association œuvrant dans le secteur depuis déjà 15 ans, a priorisé cette action, aussi vitale que l'accès à l'enseignement.

Le projet se décompose ainsi:

- ▶ La construction de 2 micro-forages et l'aménagement de 15 points d'eau protégés (dont 1 dans chaque école) pour l'accès à l'eau potable,
- ▶ L'accompagnement pour la construction de 4 latrines dans chaque école, afin de prévenir les contaminations bactériologiques des points d'eau.

Ce projet devrait permettre à environ 480 élèves, 20 enseignants et 1000 villageois de bénéficier d'un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement et à l'hygiène pour les élèves et leurs enseignants.

Il est également prévu que ces aménagements soient complétés par une sensibilisation à l'hygiène dans les écoles et les villages, et une formation des comités de gestion des eaux.

L'intérêt pour les populations et l'amélioration des conditions d'accès à l'enseignement a conduit l'Agence à soutenir ce projet à hauteur de 100 000€, en cofinancement avec l'Agence Française de développement (58 081€) et le Conseil Régional (6 000€).



LE PRIX DE L'EAU

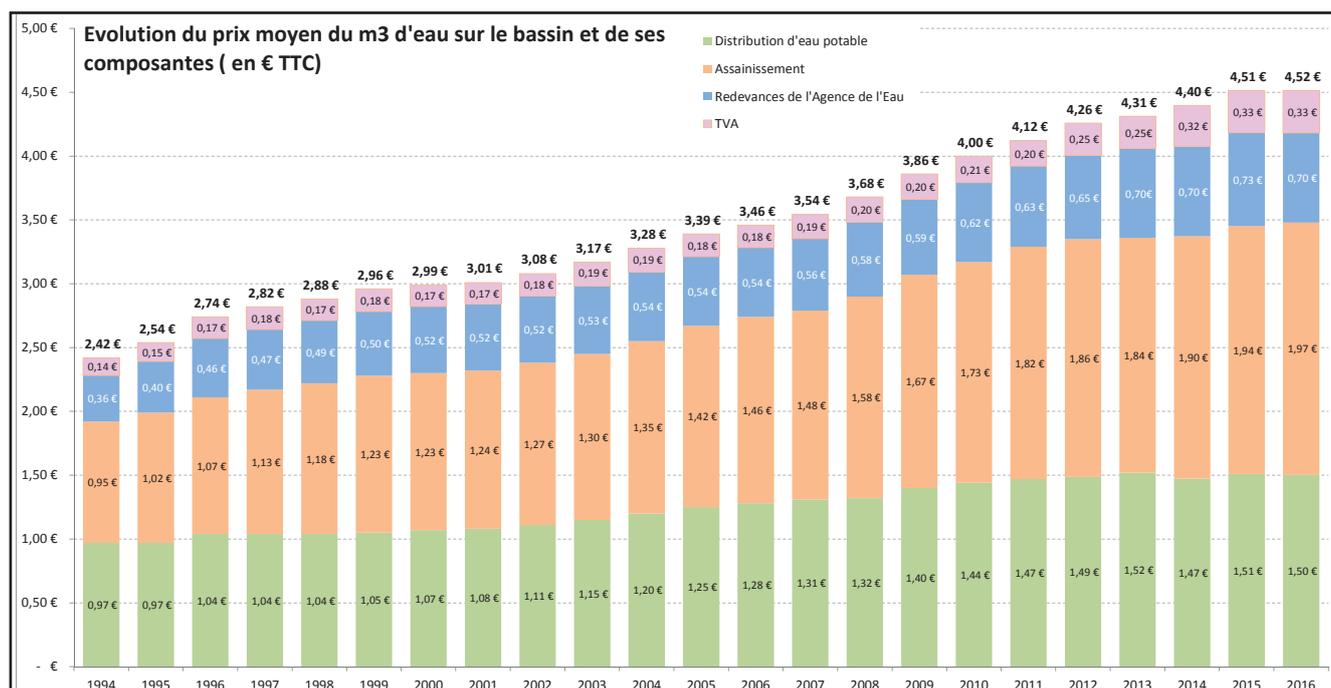
Comme chaque année depuis 1994 (année de la mise en place de l'observatoire du prix et des services de l'eau), l'Agence rend compte de l'évolution du prix moyen de l'eau sur le bassin. L'objet de l'enquête est de recueillir la composition et le montant de la facture d'eau pour une consommation annuelle moyenne d'un ménage.

➤ Taux de réponse et représentativité

L'Agence demande chaque année à l'ensemble des communes du bassin de lui communiquer la tarification applicable aux services de l'eau sur leur territoire.

En 2016, 2 113 communes ont envoyé des données permettant à l'enquête « observatoire du prix de l'eau » de couvrir 97% de la population du bassin, un chiffre en hausse de 4 points par rapport à 2015.

➤ Le prix moyen des services de l'eau et de l'assainissement sur le bassin Artois-Picardie en 2016



En 2016, le prix moyen des services de l'eau et de l'assainissement par m³ pour le bassin est de 4,52 € TTC, soit une augmentation de 0,13 % par rapport à 2015 (à comparer à une inflation de 0,20% sur la même période).

Cette augmentation du prix des services de l'eau trouve son origine dans une hausse du coût des services d'assainissement, partiellement compensée par une diminution du coût moyen de la part distribution et de la part redevances.

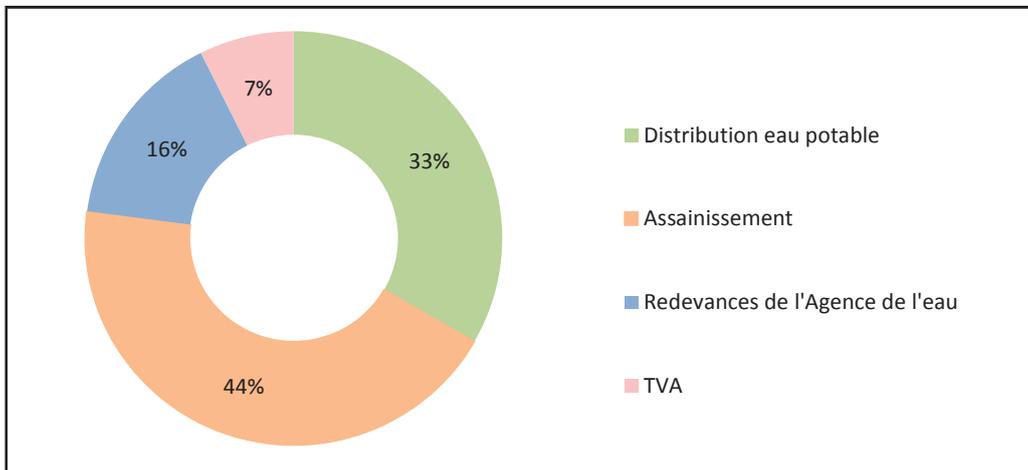


Château d'eau d'Ecourt Saint-Quentin (62)

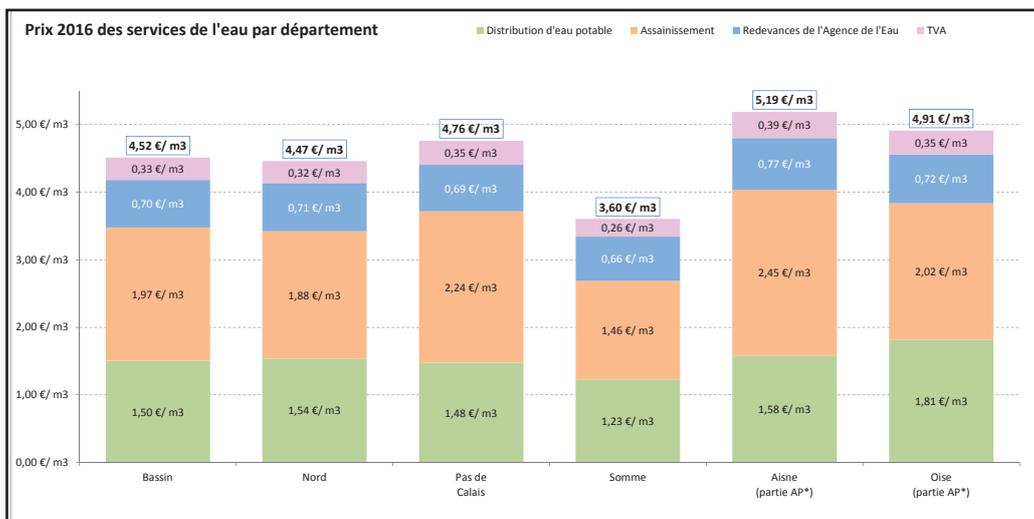
› Poids des composantes du prix de l'eau dans le bassin Artois-Picardie en 2016

Le prix des services de l'eau est majoritairement constitué de 4 composantes :

- ▶ La part assainissement qui représente la majeure partie du prix des services de l'eau et dont le poids relatif tend à augmenter sur le long terme. Cette évolution résulte des investissements pluriannuels qui ont été engagés afin de répondre aux nouvelles réglementations en matière de traitement des effluents avec notamment la prise en charge obligatoire de l'azote et du phosphore (Directives ERU 1998/2000/2005),
- ▶ La part distribution de l'eau potable, dont le poids relatif diminue régulièrement dans le prix total de l'eau,
- ▶ La part redevances de l'Agence de l'eau stable dans le temps,
- ▶ La part TVA qui a augmenté au 1er janvier 2014 avec le passage de 7% à 10% de la TVA sur la part assainissement.



› Décomposition et comparaison du prix moyen des services de l'eau et de l'assainissement sur les départements du bassin



* Pour la partie appartenant au bassin Artois-Picardie uniquement. Données non représentatives de l'ensemble du département.

LE PRIX DE L'EAU

› Évolution de la facture du prix des services de l'eau et de l'assainissement des ménages

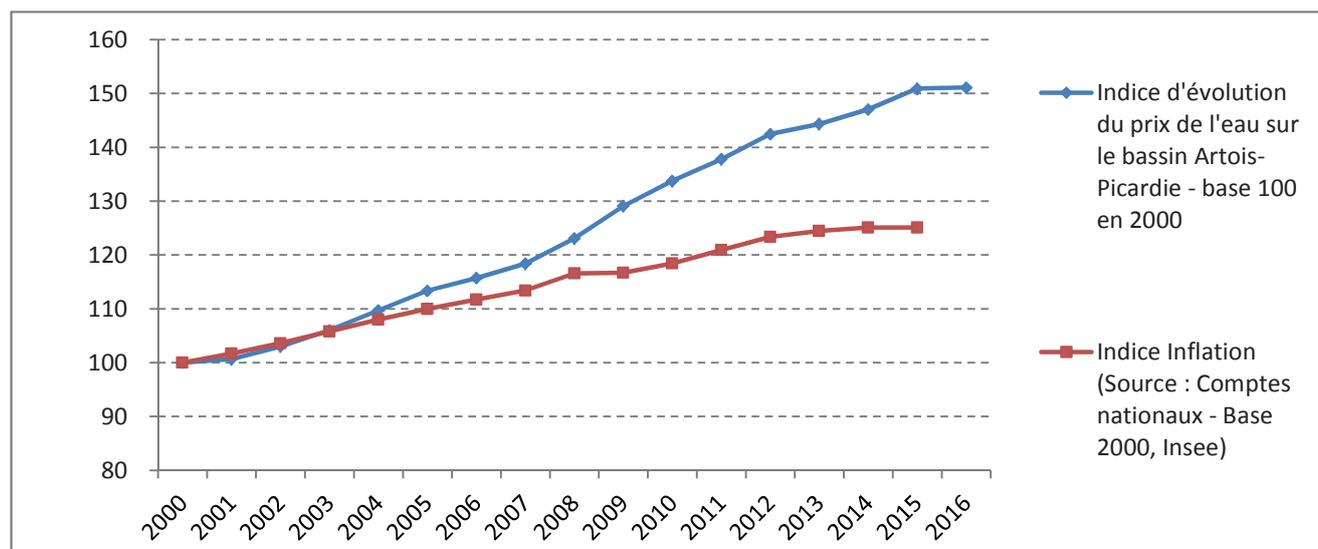
Pour 2016, la facture standard annuelle des services de l'eau et de l'assainissement d'un ménage du Bassin Artois-Picardie s'établit à 542,18 € pour 120 m³ consommés*. Cela représente 1,30 % du budget moyen d'un ménage.

Toutefois, le prix de l'eau est ressenti différemment en fonction du nombre de personnes d'un ménage. C'est pourquoi, afin de mieux mesurer ce que la facture d'eau et d'assainissement représente dans le budget de chacun, une étude de la facture d'eau a été effectuée selon la composition du ménage.

Ainsi, une personne vivant seule devrait recevoir une facture moyenne de 173 € TTC en 2016 pour 30 m³ consommés. Cela représente un coût ressenti de 5,77 € TTC par m³ soit 1,25 € de plus que le prix moyen des services de l'eau.

De la même manière, elle a montré qu'une famille nombreuse (2 adultes + 4 enfants), dont la consommation estimée est de 175 m³ devrait recevoir une facture moyenne de 767,80 € TTC pour l'année 2016, soit 4,39 € TTC par m³. Le prix ressenti est ici inférieur au prix moyen des services de l'eau de 0,13 € par m³.

A titre d'information, est présentée ci-dessous l'évolution, sur la période 2000-2016, du prix des services de l'eau en comparaison avec l'inflation générale des prix.



*La consommation standard est fixée par l'INSEE à 120 m³ par an et par foyer. Il s'agit là d'une consommation de référence nationale pour un "abonné domestique" (représentant un ménage de 3 à 4 personnes). C'est ainsi une moyenne sur l'ensemble du territoire métropolitain qui n'est pas forcément représentative des spécificités locales.

LES REDEVANCES

Les redevances des Agences de l'eau sont perçues auprès des usagers (collectivités, consommateurs, activités économiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement pour financer les actions de protection de l'eau et des milieux aquatiques.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a instauré 7 types de redevances (pollution de l'eau, prélèvement sur la ressource en eau, modernisation des réseaux de collecte, stockage d'eau en période d'étiage, obstacle sur les cours d'eau, pollutions diffuses et protection du milieu aquatique) qui visent à établir une tarification incitative pour chaque type d'usage de l'eau afin d'orienter le comportement des usagers dans le sens d'une réduction des pollutions et des pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. Pour chacune des redevances, la LEMA définit le cadre d'application (assujettis, exonérés), les modalités de calcul de l'assiette, en fixe le seuil de perception et le tarif plafond.

La loi de finances initiale pour 2012 porte de nouvelles dispositions sur ces tarifs plafonds avec pour objectifs de rendre la tarification plus incitative pour certaines redevances et réduire le déséquilibre de contribution entre catégories d'usagers.

Les tarifs appliqués tenant compte de ces nouvelles orientations ont été adoptés par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 19 Octobre 2012, après avis conforme du Comité de Bassin pour le Xème Programme d'Intervention 2013-2018.

En 2015, une révision de programme a été engagée sur la base de nouvelles prévisions de recettes de redevances élaborées à partir des données d'assiettes constatées sur les années d'activité 2008 à 2013. Le dispositif tarifaire et de zonage a été révisé par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 16 octobre 2015, après avis conforme du Comité de Bassin pour la période 2016-2018 du Xème programme d'intervention.

En 2016, la liste des communes situées dans la zone à enjeu eau potable et donc concernées par un zonage à taux majoré

de redevance pour prélèvement sur la ressource en eau a été adaptée pour tenir compte des communes nouvellement créées (délibération n°16-A-028 du Conseil d'Administration du 17 juin 2016).



LES REDEVANCES

› La campagne 2016

COB 2013-2018

Téledéclaration des redevances

Mesurer le taux d'utilisation de la procédure dématérialisée des redevances, hors redevance pour pollution diffuse (RPD)

Cible (en %)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 45 | 47 | 49 | 51 | 53 | 55 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|------|------|
| 51,4 | 54,2 | 57,1 | 62,9 | | |

En 2016, 3 341 formulaires de déclaration des différentes redevances ont été adressés aux interlocuteurs du bassin au titre de leur activité 2015 (hors redevance pour pollutions diffuses). Seulement 13 formulaires n'ont pas été retournés après les phases de relance, de mise en demeure et de notification de l'imposition d'office.

Dans le bassin Artois-Picardie, près de 63 % de ces formulaires ont été complétés via le portail de télédéclaration commun aux 6 agences de l'eau. Le montant télédéclaré représente de l'ordre de 60 % du montant de redevances de l'année d'activité 2015 (hors pollutions diffuses).

L'instruction des déclarations a été réalisée tout au long de l'année pour assurer les recettes de l'établissement et des autres agences de l'eau, s'agissant de la redevance pour pollutions diffuses.

En effet, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie assure la gestion de l'ensemble du processus de liquidation et de recouvrement de la redevance pour pollutions diffuses pour le compte des six agences et de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB).

En 2016, les engagements pris dans le cadre de la gestion mutualisée de la redevance pour pollutions diffuses vis-à-vis des autres agences et de l'AFB ont été respectés.

Le rapportage spécifique figure en page 96 du compte rendu d'activité.

› Les recettes sur l'exercice budgétaire 2016

COB 2013-2018

Recettes réelles de redevances sous plafond

(En encaissements)

Cible (en M€)

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 127,83 | 127,62 | 144,66 | 148,07 | 146,75 | 145,10 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------------|----------------|----------------|----------------|------|------|
| 128,812 | 133,696 | 148,234 | 135,221 | | |

COB 2013-2018

Taux de réalisation des recettes de redevances

(En émissions)

Cible (en %) avec une tolérance de + ou - 5%

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|--------------|-------------|-------------|------|------|
| 102,5 | 101,5 | 99,8 | 95,7 | | |

A NOTER : Les recettes de redevances présentées ci-contre sont exprimées en encaissements, déduction faite de la contribution AFB (10,271 M€), du reversement RPD Ecophyto (3,182 M€) et des majorations pour paiements tardifs (0,117 M€).

LES REDEVANCES

› Les recettes sur l'exercice budgétaire 2016 comptabilisées en encaissements

Les émissions de recettes de redevances se répartissent de la façon suivante en 2016 :

| Redevances du bassin Artois-Picardie | Montants encaissés en M€ |
|---|--------------------------|
| Redevances pour prélèvement sur la ressource en eau | 20,973 |
| Refroidissement industriel | 0,004 |
| Alimentation d'un canal | 0,022 |
| Autres usages économiques | 3,085 |
| Alimentation en eau potable | 17,504 |
| Irrigation | 0,358 |
| Redevances pour pollution de l'eau | 75,392 |
| Industries | 6,214 |
| Usagers domestiques et assimilés | 68,988 |
| Elevages | 0,190 |
| Redevances pour modernisation des réseaux de collecte | 40,858 |
| Assujettis à la redevance pour pollution non domestique | 1,585 |
| Assujettis à la redevance pour pollution domestique | 39,273 |
| Redevance pour pollutions diffuses | 11,163 |
| Fraction perçue au titre de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie | 7,981 |
| Fraction perçue au titre de l'ONEMA | 3,182 |
| Redevance pour protection du milieu aquatique | 0,405 |
| Redevance pour obstacle sur les cours d'eau | 0,001 |
| TOTAL GENERAL | 148,792 |

Le budget de recettes de redevances (hors part AFB de la redevance pour pollutions diffuses) s'élève à 145,61 M€ ; il est atteint donc à près de 96 % du budget prévisionnel, soit dans la cible 95-105%.

Le montant de majoration pour paiement tardif s'élève à 0,117 M€.

LES REDEVANCES

› L'évolution des assiettes et des montants de redevances

Les données chiffrées ont été extraites en mars 2017 et sont susceptibles d'évoluer.

REDEVANCE POUR PRELEVEMENT POUR LA RESSOURCE EN EAU

Dans le bassin, la quasi-totalité des assiettes de redevances est déterminée par mesure. En effet, 99,71 % des points de prélèvement sont équipés d'un dispositif de comptage.

COB 2013-2018

Taux de points de prélèvements équipés d'instruments de mesures

L'objectif poursuivi est defaibiliser les assiettes en redevances en diminuant la part des redevances calculées au forfait en incitant les redevables à suivre leurs prélèvements.

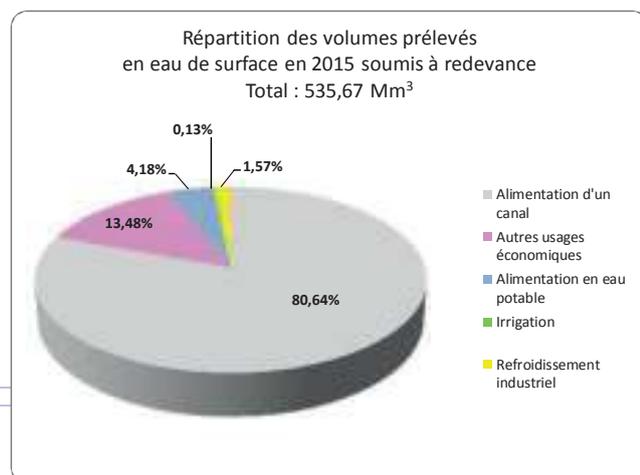
Cible

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|
| Points équipés | 3100 | 3100 | 3100 | 3100 | 3100 | 3100 |
| Points totaux | 3265 | 3265 | 3265 | 3265 | 3265 | 3265 |
| Pourcentage | 95 | 95 | 95 | 95 | 95 | 95 |

Réalisation

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|------|------|
| Points équipés | 3269 | 3280 | 3275 | 3147 | | |
| Points totaux | 3283 | 3292 | 3289 | 3156 | | |
| Pourcentage | 99,57 | 99,64 | 99,57 | 99,71 | | |

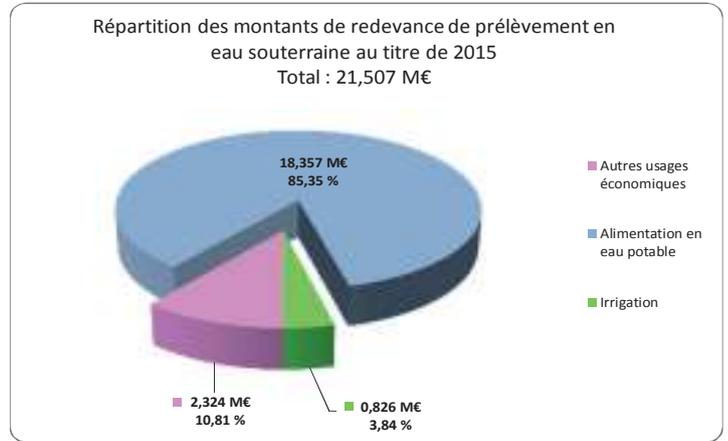
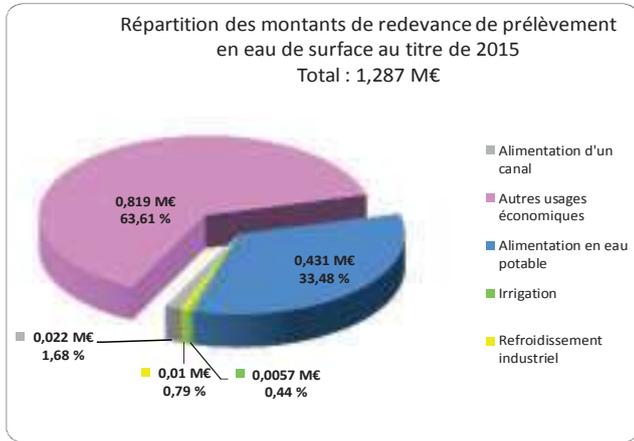
En 2015, les volumes prélevés soumis à redevance représentent plus de 920 Mm³ et se répartissent comme suit :



Globalement, les volumes prélevés sur le bassin sont légèrement en baisse entre les années d'activité 2008 et 2015. Au total en 2015 ont été soumis à redevance plus de 535 Mm³ d'eau de surface prélevée, principalement pour l'alimentation des canaux (pour plus de 80 % des volumes), et plus de 392 Mm³ d'eau souterraine prélevée, principalement pour l'alimentation en eau potable (pour plus de 72 % des volumes).

LES REDEVANCES

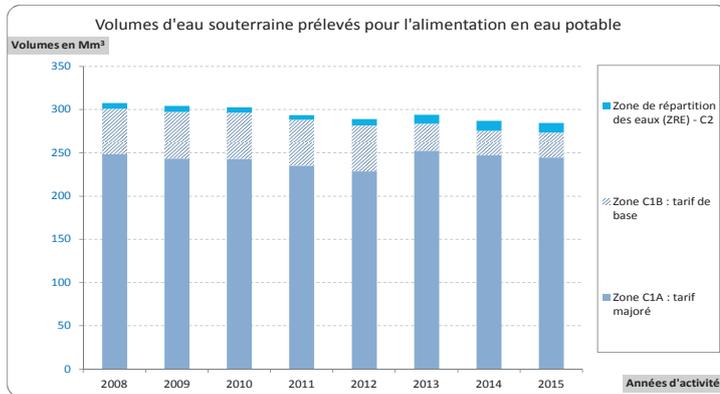
Les montants de redevance perçus au titre du prélèvement représentent près de 23 M€ et se répartissent comme suit :



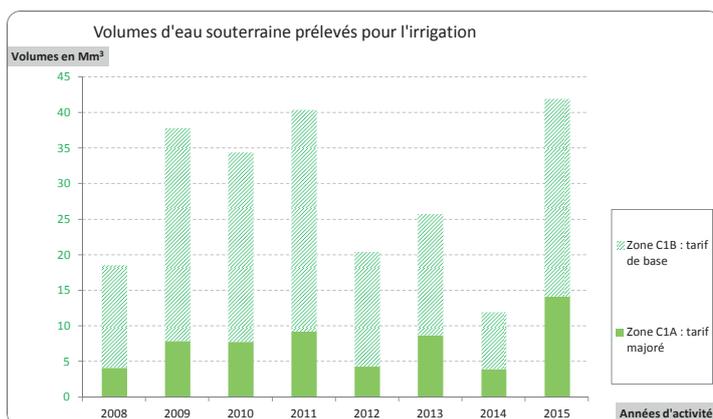
La répartition des montants de redevance selon l'usage de l'eau prélevée ne suit pas la répartition des volumes prélevés facturés. Cela s'explique par les tarifs de redevance qui diffèrent fortement selon l'usage auquel l'eau prélevée est destinée, en cohérence avec les plafonds fixés par le code de l'environnement mais aussi en fonction du lieu de prélèvement. Le prélèvement d'eau souterraine pour l'usage d'alimentation en eau potable et les autres usages économiques est réalisé principalement en zone majorée et en proportion plus importante pour l'usage d'alimentation en eau potable.

L'évolution des volumes prélevés soumis à redevance est différente selon l'usage et la nature de l'eau prélevée.

Variations observées sur les volumes d'eau souterraine prélevés



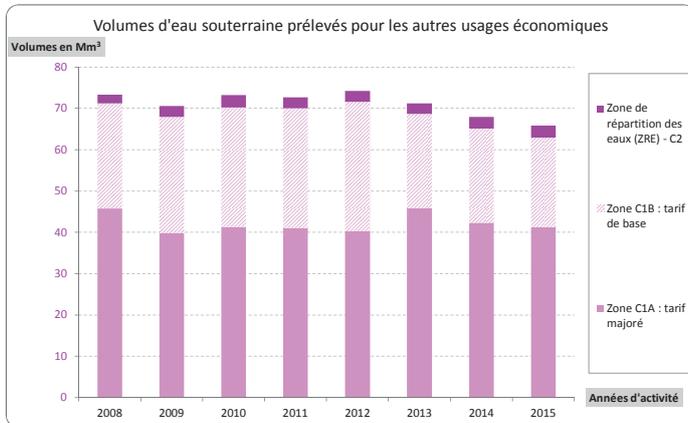
Les volumes d'eau souterraine prélevés pour l'alimentation en eau potable sont en baisse d'un peu plus de 1 % par an sur la période 2008-2015.



Les volumes d'eau souterraine prélevés pour l'irrigation sont variables d'une année sur l'autre car les besoins sont liés aux conditions climatiques.

L'année 2015 a été marquée par un besoin très important en irrigation.

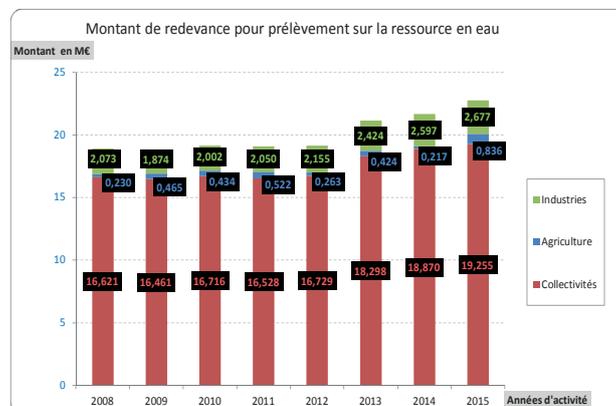
LES REDEVANCES



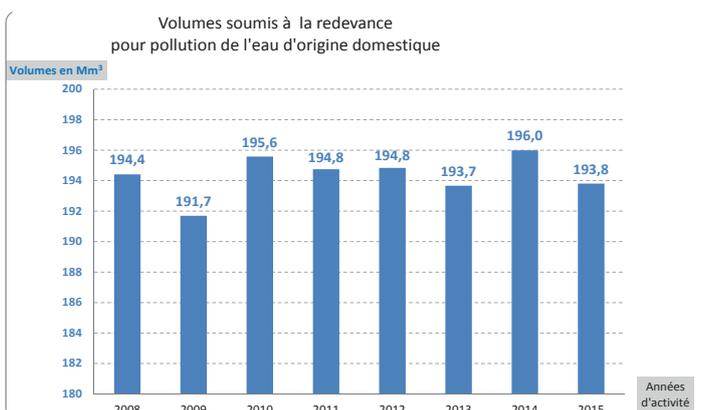
Les volumes d'eau souterraine prélevés pour les autres usages économiques sont en baisse de 1,4 % par an en moyenne sur la période 2008-2015, avec une chute plus marquée depuis l'année d'activité 2013

En 2013, la modification de répartition des volumes prélevés entre les zones à tarif majoré (C1A) et à tarif de base (C1B), constatée pour tous les usages, s'explique par le changement intervenu dans le dispositif de zonage du X^{ème} Programme d'Intervention, en vigueur à compter de l'année d'activité 2013. La zone à tarif majoré correspond aux communes constituant l'aire d'alimentation des captages de plus de 500 000 m³/an.

Cette évolution du zonage, couplée à l'augmentation des tarifs votés pour le X^{ème} Programme d'Intervention, a entraîné une augmentation du montant de redevance perçu au titre du prélèvement à compter de l'année d'activité 2013 (à partir de laquelle la Loi de Finances 2012 a relevé les tarifs plafonds des tarifs pour toutes les catégories d'usages).

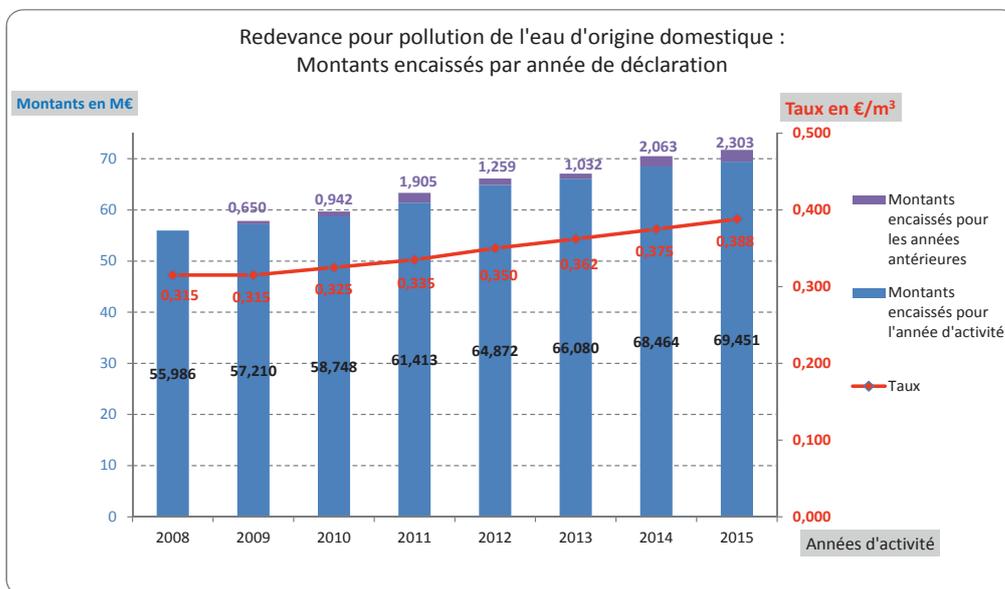


REDEVANCES POUR POLLUTION DE L'EAU ET MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE DES REJETS D'ORIGINE DOMESTIQUE



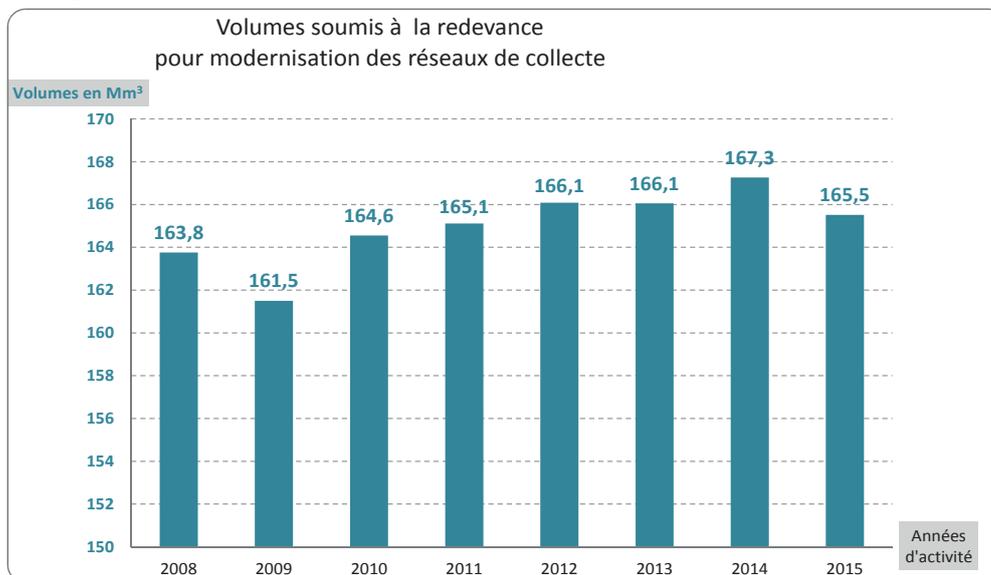
Les assiettes de redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique des années 2008 et 2015 sont quasiment identiques mais on constate sur la période des variations annuelles importantes qui s'expliquent par des décalages de facturation opérés par les exploitants des services d'eau.

LES REDEVANCES



Les montants de redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique par année de déclaration (correspondant aux montants encaissés par les exploitants des services d'eau potable sur l'année d'activité et pouvant concerner également des facturations des années antérieures) sont en augmentation de plus de 4 % par an en moyenne entre 2008 et 2015.

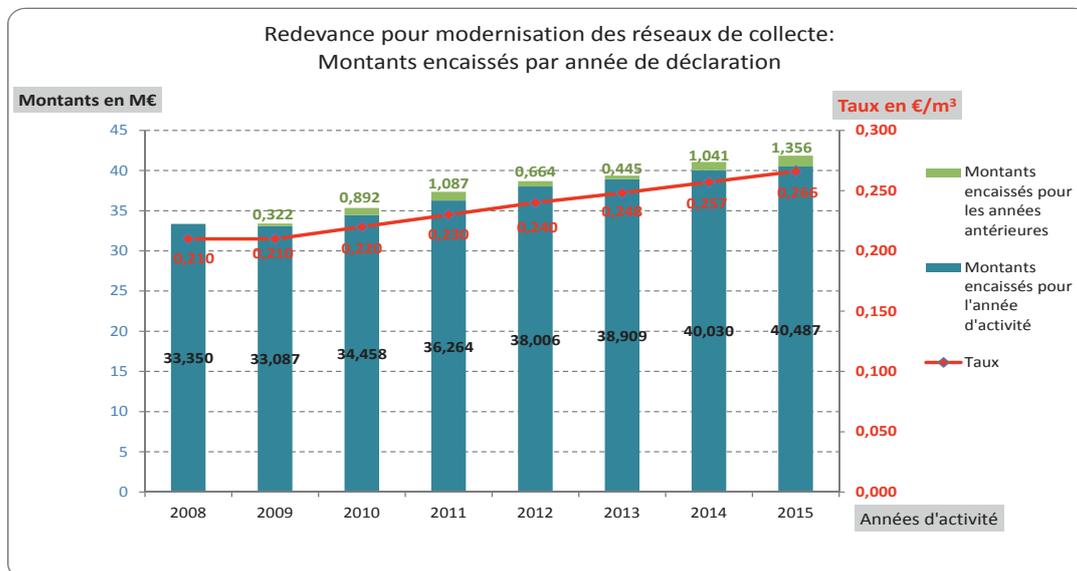
Les variations sont liées à l'augmentation des tarifs et au niveau d'encaissement des redevances par les exploitants sur l'année d'activité concernée mais également sur les années de facturation antérieures.



Les volumes de redevance pour modernisation des réseaux de collecte sont en progression entre 2008 et 2014 de près de 0,4 % par an en moyenne. Cette évolution est liée à la création et l'extension des réseaux d'assainissement collectif.

A noter les variations annuelles entre 2008 et 2010 qui s'expliquent par les décalages de facturation, à l'identique de ceux observés au titre de la redevance de pollution domestique.

LES REDEVANCES



Les montants de redevance pour modernisation des réseaux de collecte par année de déclaration (correspondant aux montants encaissés par les exploitants des services d'eau potable et d'assainissement sur l'année d'activité et pouvant concerner également des facturations des années antérieures) sont en augmentation sur la période de près de 4 % par an en moyenne.

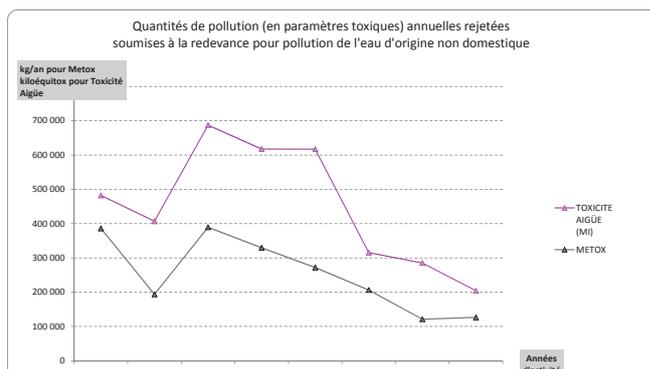
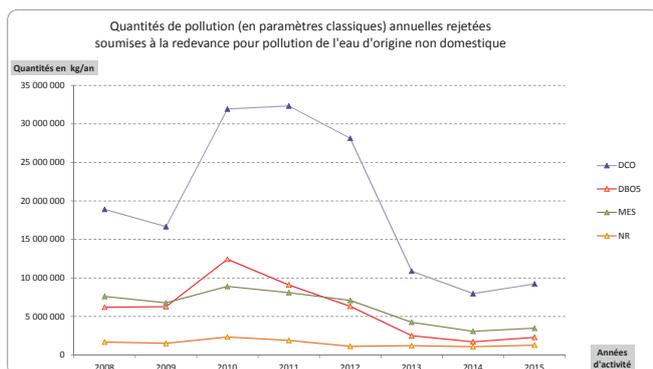
Les variations sont liées à l'augmentation des tarifs et au niveau d'encaissement des redevances par les exploitants sur l'année d'activité concernée mais également sur les années de facturation antérieures.

REDEVANCES POUR POLLUTION DE L'EAU ET MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE DES REJETS D'ORIGINE NON DOMESTIQUE

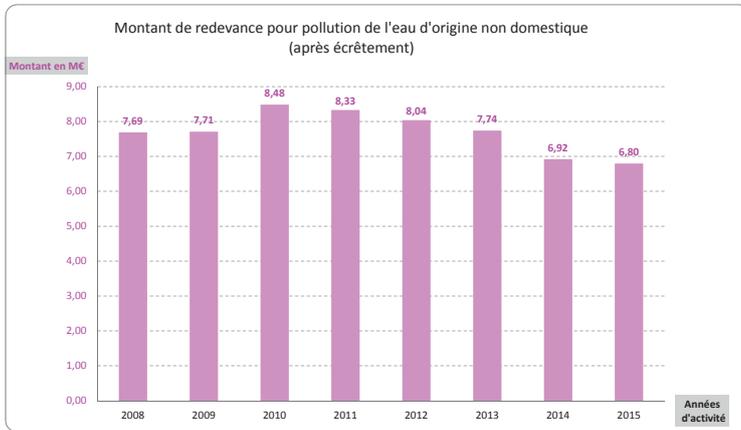
REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU D'ORIGINE NON DOMESTIQUE

On constate pour l'ensemble des paramètres (classiques : MES, DCO, DBO, NR – ou toxiques : METOX, Toxicité aiguë - MI) :

- ▶ une augmentation de l'assiette entre 2009 et 2010 liée à la modification du mode de détermination de la pollution évitée par les ouvrages épuratoires.
- ▶ une baisse de l'assiette à compter de l'année d'activité 2013 liée à l'application des résultats du suivi régulier des rejets pour les établissements industriels représentant une part importante des pollutions rejetées (cf. bilan du suivi régulier des rejets ci-dessous).

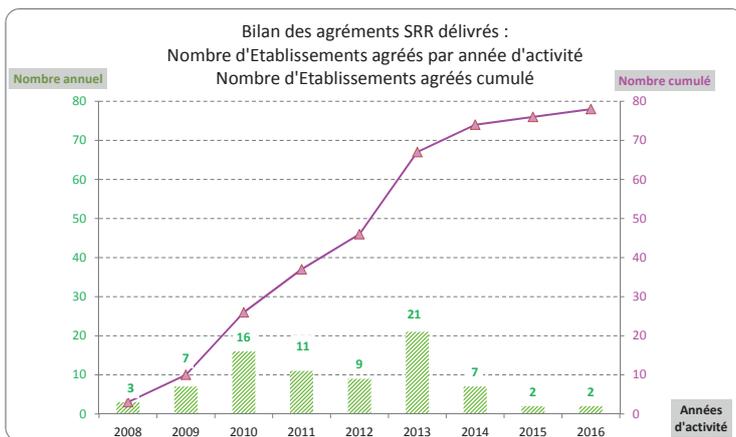


LES REDEVANCES



Les variations du montant de la redevance suivent les évolutions d'assiettes exposées ci-dessus.

Sur la période 2008-2012, l'augmentation de redevance est plafonnée à 20 % par an, la référence étant la redevance au titre de 2007 (article 100 de la LEMA).



BILAN DU SUIVI REGULIER DES REJETS (SRR)

78 agréments du dispositif de suivi régulier des rejets ont été délivrés depuis 2008.

Un site industriel agréé étant fermé, le nombre d'agréments valide en 2016 est de 77.

L'augmentation du nombre d'agréments délivrés pour les années d'activité 2010 et 2013 est liée à l'application de dispositions législatives et réglementaires qui incitent les établissements industriels à mettre en place un suivi régulier de leurs rejets pour le calcul de leur redevance :

- ▶ fin du dispositif transitoire de calcul de la pollution évitée par reconduction des coefficients de dépollution du système ante-LEMA à compter de l'année d'activité 2010,
- ▶ suppression du plafonnement de l'augmentation des redevances (20 % par an par rapport à la redevance de référence 2007) à compter de l'année d'activité 2013.

Après 2013, le nombre d'agréments délivrés diminue fortement ; les sites qui sont assujettis réglementairement au SRR ayant obtenu l'agrément.

En 2016, 31 agréments ont été amendés pour tenir compte de la réalité des rejets (nouveau point, évolution des flux de pollution rejetés impactant les fréquences d'analyse ...).

LES REDEVANCES

Au titre de l'année d'activité 2015 :

- ▶ la redevance a été établie sur la base des résultats du suivi régulier des rejets pour plus de 20 % des établissements industriels redevables, pour un objectif de 13 % fixé dans le cadre du Xème Programme d'Intervention.
- ▶ le montant de la redevance pour pollution de l'eau des établissements agréés pour le suivi régulier des rejets représente près de 60 % du montant de la recette globale. 7 sites ont une redevance inférieure au seuil de perception.
- ▶ 35 diagnostics de fonctionnement du dispositif ont été réalisés pour vérifier sa conformité avec les modalités initiales d'agrément et valider les données du suivi transmises pour le calcul de la redevance pour pollution de l'eau. L'évaluation, à la charge du redevable, doit être effectuée par un organisme habilité au moins une fois tous les deux ans.

COB 2013-2018

Taux d'établissements industriels mesurant leurs rejets polluants

Indicateurs d'objectifs permettant de suivre l'ampleur du travail d'instruction des services redevances des Agences de l'eau ou des prestataires associés, pour calculer au plus juste la pollution rejetée dans le milieu naturel.

Cible en %

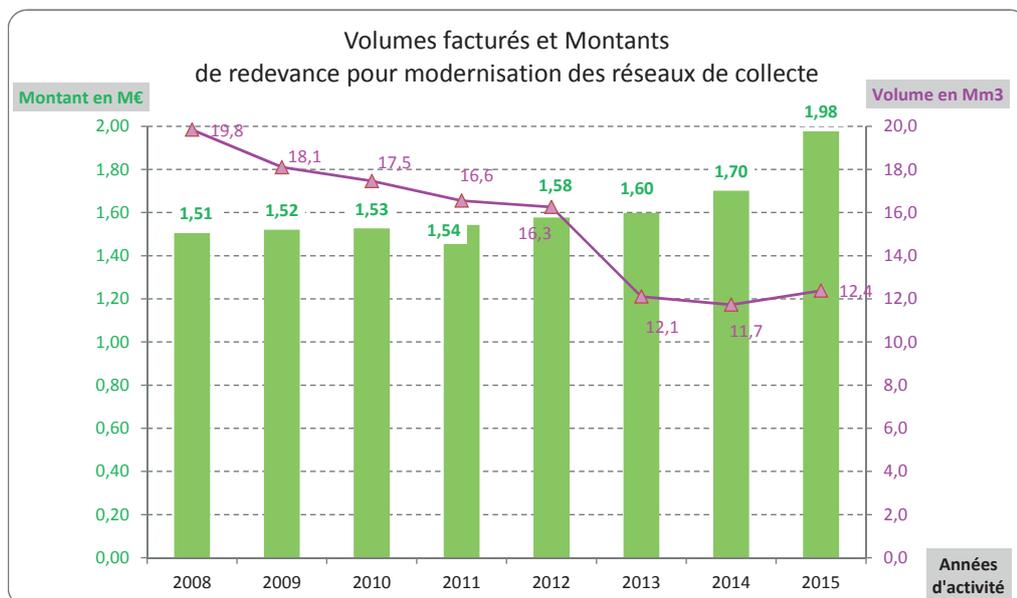
| | | | | | | |
|--|-----|-------|------|-------|-------|-----|
| Nbre éta industriels mesurant leurs rejets (SRR) | 44 | 50 | 55 | 60 | 62 | 66 |
| Nbre éta industriels redevables directs | 440 | 440 | 440 | 440 | 440 | 440 |
| Pourcentage | 10 | 11,36 | 12,5 | 13,64 | 14,09 | 15 |

Réalisation

| | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|--|--|
| Nbre éta industriels mesurant leurs rejets (SRR) | 46 | 63 | 66 | 67 | | |
| Nbre éta industriels redevables directs | 378 | 357 | 348 | 329 | | |
| Pourcentage | 12,17 | 17,65 | 18,97 | 20,36 | | |

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Nbre éta industriels mesurant leurs rejets (SRR) | 44 | 50 | 55 | 60 | 62 | 66 |
| Nbre éta industriels redevables directs | 440 | 440 | 440 | 440 | 440 | 440 |
| Pourcentage | 10 | 11,36 | 12,5 | 13,64 | 14,09 | 15 |
| Nbre éta industriels mesurant leurs rejets (SRR) | 46 | 63 | 66 | 67 | | |
| Nbre éta industriels redevables directs | 378 | 357 | 348 | 329 | | |
| Pourcentage | 12,17 | 17,65 | 18,97 | 20,36 | | |

REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE



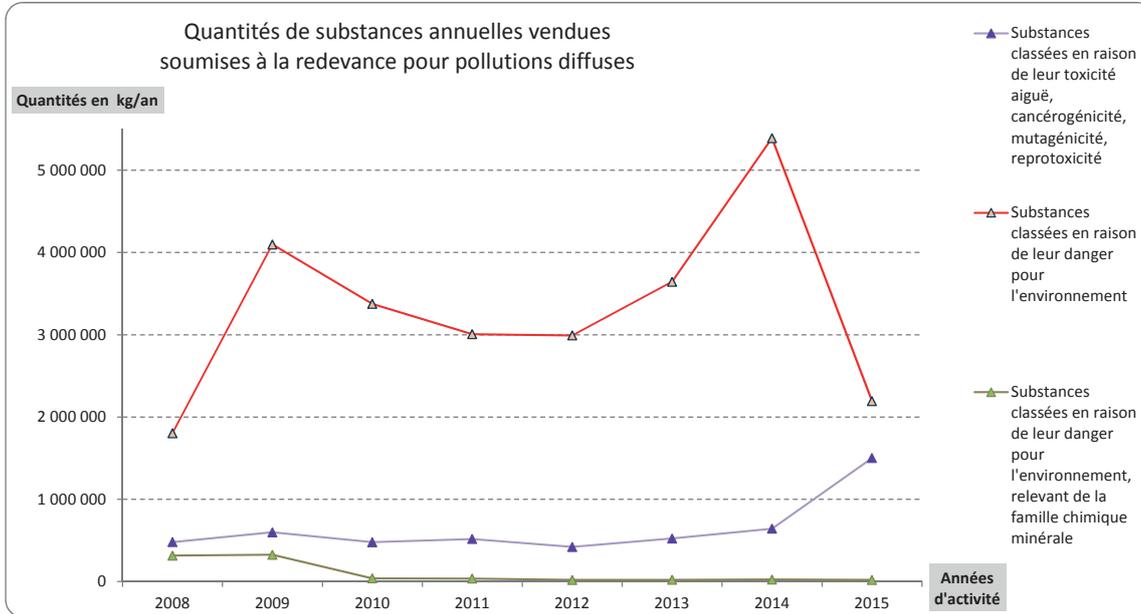
Les volumes facturés sont en baisse sur la période 2008-2013, par l'effet du déracordement de certains industriels qui ont mis en place sur site un dispositif épuratoire afin de rejeter leurs effluents directement au milieu naturel.

Les volumes facturés sont globalement constants sur la période 2013-2015.

Les montants de redevance sont relativement stables sur la période 2008-2012 puis en forte augmentation sur 2013 à 2015 en raison de la hausse du tarif (plus importante à compter de 2013) et de l'arrêt du dispositif de plafonnement de la redevance en vigueur (appliquée jusqu'à l'année d'activité 2012 incluse).

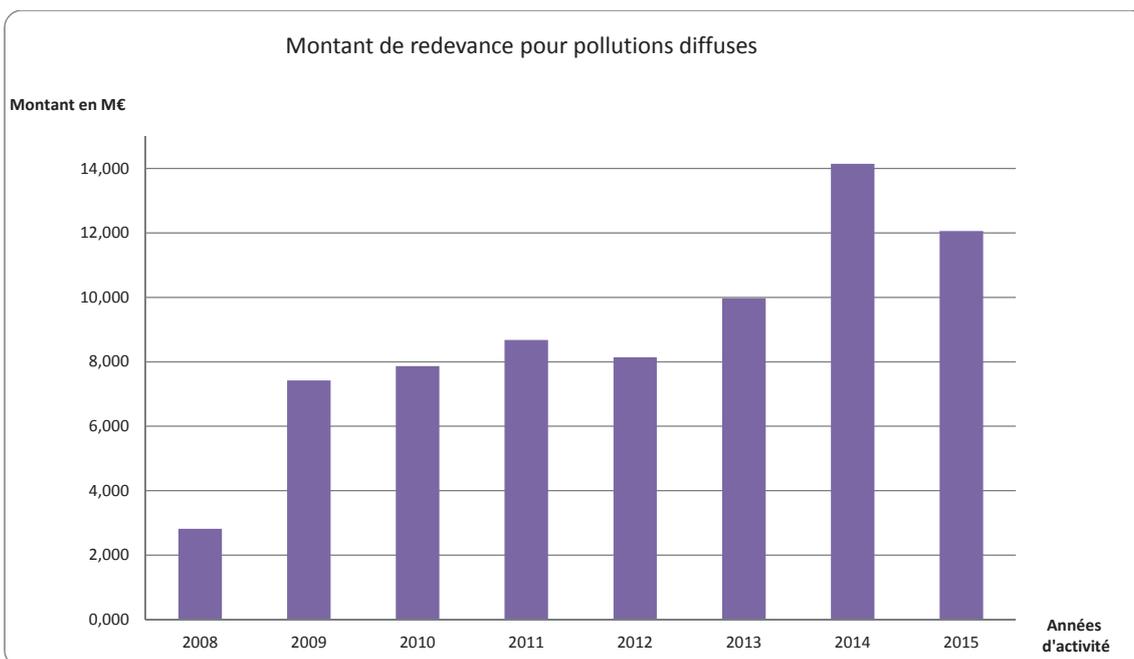
LES REDEVANCES

REDEVANCE POUR POLLUTIONS DIFFUSES



Les assiettes de redevance pour pollutions diffuses varient de façon très différenciée en fonction de la catégorie de substances. Chaque année, le classement de certaines substances classées évolue. En 2015, l'arrêté a intégré toutes les substances dites « CMR2 » (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques) dans la catégorie au taux le plus élevé. Ce qui a produit, par effet d'anticipation, une augmentation des achats de produits phytopharmaceutiques contenant ces substances en fin d'année 2014, alors qu'elles étaient encore classées dans la catégorie « substances dangereuses ». S'en est logiquement ensuivie en 2015 une baisse des ventes des produits de cette catégorie ainsi qu'une augmentation des ventes de produits contenant des substances toxiques, en raison de l'élargissement de l'assiette.

Cet élargissement a produit une incidence mécanique sur les recettes.



LES REDEVANCES

› Le contrôle des redevances

Les redevances sont établies sur la base d'informations déclarées par les redevables et/ou sur les éléments directement évalués ou mesurés par l'Agence et ses mandataires.

Afin de s'assurer du respect des textes en vigueur, de sécuriser la liquidation des redevances et de garantir l'application du principe d'égalité des redevables devant l'impôt, des contrôles sont réalisés en tenant compte du délai de reprise légal.

Ceux-ci consistent à vérifier sur justificatifs les éléments déclarés et à réaliser les éventuels redressements correspondants.

Une méthodologie commune aux 6 agences de l'eau a été élaborée et validée en 2010 par le Groupe de Travail National Redevances.

Les contrôles peuvent être réalisés selon différentes modalités :

- ▶ *des contrôles sur pièces, portant sur une année d'activité et réalisés par les agents en charge de l'instruction des dossiers de redevances,*
- ▶ *des contrôles sur place, portant sur plusieurs années d'activité et réalisés par les inspecteurs du service redevances ou par des mandataires de l'Agence.*

Pour la période du Xème Programme d'Intervention, un indicateur national a été défini pour évaluer l'activité de contrôle au travers du montant de redevances contrôlé par année d'activité et du nombre de redevables contrôlés.

Un objectif de 5 % de contrôles (sur pièces et sur place) en montant de redevance et en nombre de redevables a été fixé pour l'Agence par année d'activité. L'atteinte de cet objectif doit être constatée pour l'année d'activité pour laquelle le délai de reprise est écoulé.

Un plan de contrôles établi pour une période de 3 ans permet de garantir le respect de ces engagements. Ce plan précise les critères de sélection des établissements soumis au contrôle et définit, par redevance, le nombre de dossiers et le volume financier de redevance à contrôler afin d'atteindre les cibles annuelles fixées.

Les contrôles réalisés en 2016 selon le plan 2016-2018 ont concerné les années d'activité comprises entre 2013 et 2015. Le plan prévisionnel est adapté afin de tenir compte d'événements juridiques intervenus depuis la définition des listes de contribuables initialement ciblés ainsi que d'anomalies lors de l'instruction des déclarations plus récentes.

› Le bilan des contrôles réalisés de 2013 à 2015 au titre de l'année d'activité 2013

En 2017, l'indicateur de performance peut être évalué pour l'année d'activité 2013. Le délai de reprise des redevances est expiré à fin 2016 ; celles-ci ne peuvent plus faire l'objet de rectifications.

Le bilan des contrôles notifiés entre 2014 et 2016 sur les redevances au titre de l'année d'activité 2013 indique qu'environ **9,7 %** des redevables et **10,5 %** du montant total de redevance facturé ont été contrôlés (cf. tableau ci-après).

L'Agence respecte donc pleinement les objectifs de contrôle fixés.

COB réalisé 2016 : Taux de redevables contrôlés : 9,5%

COB réalisé 2016 : Taux de redevances contrôlées : 10,5%

LES REDEVANCES

| | | Année d'activité 2013 |
|-----------------------|---|-----------------------|
| Indicateur du Xème PI | Montant de redevances en € (a) | 146 617 285 |
| | Montant de redevances contrôlé cumulé en € (c) | 15 323 478 |
| | Taux de contrôle en montant de redevance (=c/a) | 10,45% |
| | Taux de contrôle-cible | 5% |
| | Nombre de redevables (b) | 4 568 |
| | Nombre de redevables contrôlés cumulé (d) | 442 |
| | Taux de contrôle en nombre de redevables (=d/b) | 9,68% |
| | Taux de contrôle-cible | 5% |

Les objectifs annuels fixés à 5 % du nombre de redevables et 5 % du montant de redevance ont donc été atteints pour l'année d'activité 2013.

Sur cette même année d'activité 2013, un bilan des rectifications opérées à l'issue des contrôles peut également être réalisé :

| | Usages non domestiques | | Usages domestiques | | Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau | | | Redevance pour Pollutions Diffuses |
|--|------------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--|-----------|---------------|------------------------------------|
| | Pollution de l'eau | Modernisation des réseaux de collecte | Pollution de l'eau | Modernisation des réseaux de collecte | Irrigation | Industrie | Collectivités | |
| Nombre de dossiers contrôlés | 70 | 37 | 51 | 15 | 58 | 39 | 39 | 16 |
| Nombre de dossiers contrôlés avec écart qui donnent lieu à rectification | 36 | 22 | 33 | 7 | 0 | 6 | 2 | 14 |
| Montant total des rectifications en faveur du redevable (€) | 134 955 | 14 047 | 169 455 | 52 753 | 0 | 4 143 | 141 | 16 087 |
| % de rectification en faveur du redevable en montant de redevance | 1,76% | 0,89% | 0,20% | 0,10% | 0% | 0,17% | 0,001% | 0,16% |
| Montant total des rectifications en faveur de l'agence (€) | 50 772 | 24 281 | 26 578 | 378 923 | 0 | 761 | 681 | 12 136 |
| % de rectification en faveur de l'agence en montant de redevance | 0,66% | 1,53% | 0,03% | 0,75% | 0% | 0,03% | 0,004% | 0,12% |

En 2016, les montants des rectifications suite à contrôle sont faibles au regard des montants de redevances perçus. Mais ces contrôles sont indispensables pour s'assurer du respect des textes en vigueur, de la sécurisation de la liquidation des redevances et de la garantie de l'application du principe d'égalité des redevables devant l'impôt.

➤ La recherche de nouveaux redevables nationaux

Dans le but d'assurer l'exhaustivité du rôle des redevables, une activité de recherche de nouveaux redevables est également pratiquée.

Concernant la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, la recherche est réalisée à partir des déclarations de forages émanant des Directions Départementales des Territoires (DDT). 14 agréments d'installations de comptage pour la prise en compte des volumes mesurés dans le calcul de la redevance ont été prononcés en 2016.

Concernant les redevances pour pollution de l'eau d'origine non domestique et pour modernisation des réseaux de collecte, 18 nouveaux établissements ont fait l'objet d'une première consultation. Les éléments transmis sont en cours d'instruction.

LES REDEVANCES

› Implication au niveau national

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie assure le pilotage du groupe national redevances qui s'est réuni à deux reprises en 2016 pour poursuivre les travaux d'harmonisation et de mutualisation des redevances ainsi que pour mener des réflexions sur la simplification et la fiabilisation du dispositif redevances. Les travaux se sont notamment traduits par :

- ▶ *l'élaboration d'un complément au guide fiscal des agences de l'eau pour l'application de l'article L213-11-11 du code de l'environnement qui permet d'accorder des remises gracieuses de pénalités en dehors des considérations de gêne ou indigence, notions difficilement applicables aux redevables,*
- ▶ *une méthodologie commune de traitement des conséquences des fusions de communes qui se multiplient (zonages des redevances, limites de bassin),*
- ▶ *la définition d'axes de simplification de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique ; ces simplifications doivent bénéficier aux usagers et aux agences et améliorer la lisibilité du système,*
- ▶ *la rédaction de documents harmonisés relatifs à la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site (CCTP et dossier de demande d'habilitation) portant à la fois sur les dispositifs de Suivi Régulier des Rejets de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique et les dispositifs de mesure des volumes prélevés dans le cadre de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau,*
- ▶ *l'élaboration d'un calendrier de dématérialisation des formulaires de déclarations de redevances qui sera mis en œuvre progressivement d'ici 2018, par agence et par redevance.*

› la gestion mutualisée pour les pollutions diffuses

En 2016, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (AEAP) a assuré la gestion mutualisée de l'ensemble du processus de liquidation et de recouvrement de la redevance pour pollutions diffuses (solde au titre de l'année 2015 et acompte au titre de l'année 2016) pour le compte des six agences, a procédé au reversement de la part qui revient à chacune des cinq autres agences et a reversé à l'Onema la fraction de la redevance qui lui est affectée au titre du plan écofito 2018.

L'observatoire des ventes

Tous les distributeurs à des utilisateurs professionnels ont transmis leur registre annuel des ventes, nécessaire à la spatialisation des données relatives à la pression « pesticides » sur le milieu naturel. Les données de traçabilité collectées représentent 99% des substances toxiques, 97% des substances dangereuses et 95 % des substances minérales.

Recherche et mise à jour du rôle

732 nouveaux contribuables, concernés par l'activité de vente/achat de produits phytopharmaceutiques en 2015, ont été identifiés.

Le fichier a été complété dans l'année grâce aux déclarations spontanées.

La prestation de surveillance, confiée à la société Altarès, a permis de réaliser les déclarations de créances pour 39 établissements en procédure collective ou cessation d'activité sur l'année d'activité 2016, représentant un montant total de redevance de 13 943 €.

Information et consultation des déclarants

La procédure de déclaration est réalisée via le site « Redevance Phyto & Traçabilité des ventes » qui alimente ensuite la BNV-D (Banque Nationale des Ventes réalisées par les Distributeurs de produits phytosanitaires).

Courant Février, l'AEAP a informé les 5 036 contribuables connus de l'ouverture des téléservices avec mention du couple identifiant/mot de passe nécessaire à leur connexion. Une plaquette descriptive de la procédure de déclaration a été jointe à l'envoi.

Objectif:

Collecter les données nécessaires
à la traçabilité des ventes des produits
phytopharmaceutiques

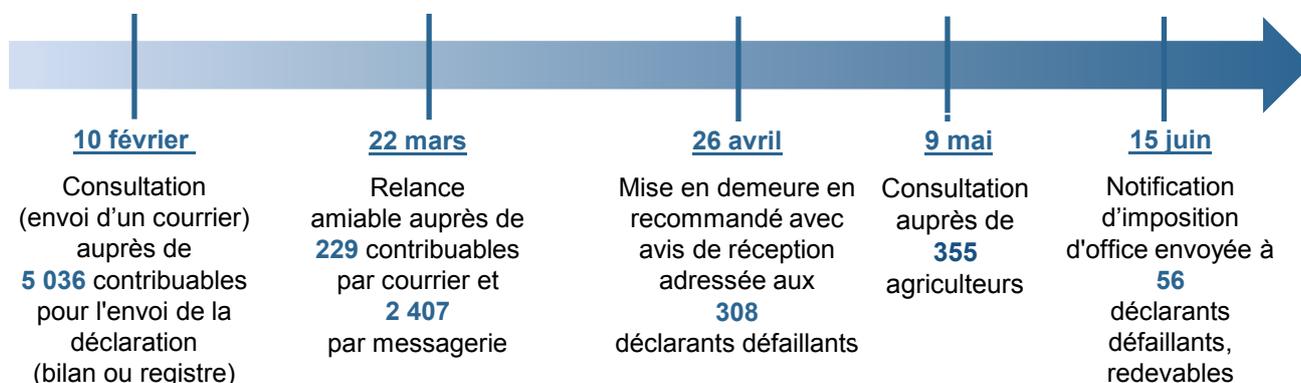
Objectif:

Garantir l'exhaustivité du rôle et
l'égalité de traitement devant l'impôt.

Objectif:

Adresser les informations nécessaires
aux redevables pour leur permettre de
déclarer les éléments d'assiette de la
redevance dans les délais légaux

LES REDEVANCES



Au final : 5 473 déclarations reçues sur les 5 594 interlocuteurs concernés, soit un taux de retour de 98 %.

Traitement des demandes d'information

L'AEAP a mis en place deux outils pour favoriser les échanges d'information avec les déclarants : une boîte mail dédiée à l'activité et une plateforme téléphonique ouverte toute l'année, 5 jours sur 7 de 9h à 17h pour répondre à leurs interrogations et les assister dans la procédure de télédéclaration.

La boîte mail permet aux déclarants d'exprimer une problématique, de transmettre une information ou une déclaration rectificative.

1 754 messages ont été recensés et pris en charge.

Concernant la plateforme téléphonique spécialement mise en place à cet effet, 13 personnes de la direction déléguée redevances de l'AEAP ont été mobilisées pour faire face aux afflux d'appels aux périodes de déclarations (février-mars) et consécutifs à l'envoi d'une information ou d'un courrier de l'agence.

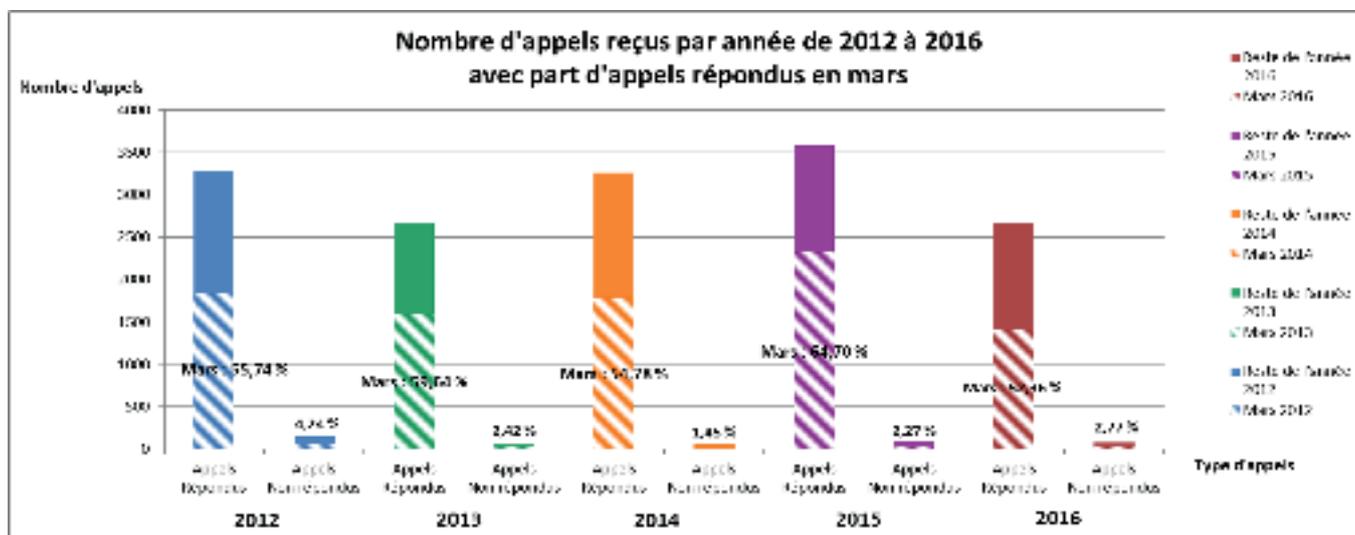
En 2016, 2 738 appels ont été recensés, soit 25 % de moins qu'en 2015.

Chaque année, le pic d'appels reçus est enregistré au mois de mars, particulièrement dans les 15 jours qui précèdent l'échéance légale de retour de déclaration.

Plus de 97 % des appels reçus ont été pris en charge immédiatement via la plateforme.



LES REDEVANCES



Calcul, validation des assiettes

Des contrôles de cohérence des éléments déclarés d'une année sur l'autre sont réalisés avant validation et émission du titre de recette.

En cas d'écart significatif ou d'anomalie potentielle, l'AEAP prend contact avec le déclarant pour valider les données transmises ; notamment lorsqu'il est suspecté une erreur sur les quantités déclarées.

Emission des titres de recette

**Au total, ont été émis :
5 149 titres correspondant :**

- ▶ au solde de la redevance 2015
- ▶ à l'acompte 2016 (à noter qu'un acompte n'est pas émis lorsque son montant est inférieur à 1 000€.)

Ainsi, ces titres de recettes correspondant à plus de 143,6 M€ ont été émis auprès de 3 984 redevables.

60 titres rectificatifs de redevance sur les années antérieures à 2015 ont été émis : 0,166 M€ correspondant à des réductions de redevance et 0,716 M€ relatifs à des compléments d'émission.

Perception de la redevance

Au 19 décembre 2016, date du bilan réalisé pour le reversement du solde aux agences des sommes à reverser, le taux de recouvrement, toutes agences confondues, était de près de 99,5 %.

Objectif :

Valider les assiettes de redevances dans le respect de l'égalité de traitement devant l'impôt

Objectif :

Respecter le calendrier d'émission des titres de recette calé sur les échéances de reversement à IAFB et aux autres agences

Objectif :

Assurer la perception de la redevance afin de garantir le reversement aux agences et à l'AFB de la part qui leur revient sur l'année budgétaire 2016

LES REDEVANCES

Reversement des sommes perçues

L'AEAP a procédé au reversement :

▶ à l'AFB de la fraction qui lui est affectée, en date du 27 juin, déduction faite des frais d'assiette et de recouvrement,

▶ aux Agences de l'eau :

- d'un acompte en date du 21 septembre 2016,

- du solde en date du 20 décembre 2016, tenant compte des opérations éventuelles (encaissements, rectifications ...) liées aux années d'activité antérieures.

Les objectifs en terme de reversement des sommes perçues pour le compte des agences et de l'AFB ont été atteints.



BILAN DU REVERSEMENT - Année 2016 (situation au 19 décembre 2016) - Montants en euros

| | AFB | ADOUR-GARONNE | ARTOIS-PICARDIE | LOIRE-BRETAGNE | RHIN-MEUSE | RHONE-MEDITERRANNEE ET CORSE | SEINE-NORMANDIE | TOTAL | |
|-----------------------------|--|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------|----------------|---------------|
| EMISSIONS | Prises en charge | 23 690 047,00 | 11 176 729,00 | 40 385 150,31 | 5 676 590,00 | 21 475 086,00 | 42 685 507,00 | 145 089 109,31 | |
| | Majorations pour retard de paiement | 73 513,00 | 3 518,00 | 25 238,00 | 653,00 | 6 254,00 | 10 144,00 | 119 320,00 | |
| | Total des prises en charge | 23 763 560,00 | 11 180 247,00 | 40 410 388,31 | 5 677 243,00 | 21 481 340,00 | 42 695 651,00 | 145 208 429,31 | |
| | Réductions | 24 974,00 | 12 573,00 | 241 314,00 | 1 225,00 | 163 647,00 | 27 032,00 | 470 765,00 | |
| | Remises gracieuses de pénalités accordées | 264,00 | 0,00 | 15 723,00 | 0,00 | 0,00 | 1 006,00 | 16 993,00 | |
| | Admissions en non-valeur | 1 416,00 | 0,00 | 388,00 | 0,00 | 329,00 | 109,00 | 2 242,00 | |
| | Prises en charge nettes | 23 736 906,00 | 11 167 674,00 | 40 152 963,31 | 5 676 018,00 | 21 317 364,00 | 42 667 504,00 | 144 718 429,31 | |
| Part AFB | 6 678 900,00 | 3 181 600,00 | 11 373 400,00 | 1 615 400,00 | 6 043 400,00 | 12 107 300,00 | 41 000 000,00 | | |
| Part Agence de l'eau | 17 058 006,00 | 7 986 074,00 | 28 779 563,31 | 4 060 618,00 | 15 273 964,00 | 30 560 204,00 | 103 718 429,31 | | |
| ENCAISSEMENTS | 23 449 582,00 | 11 161 144,00 | 39 928 570,81 | 5 676 018,00 | 21 210 686,88 | 42 499 472,50 | 143 925 474,19 | | |
| REVERSEMENTS | Reversement net à l'AFB | 40 549 000 | | | | | | 40 549 000,00 | |
| | Acomptes versés en septembre 2016 | | 15 000 000,00 | | 25 000 000,00 | 3 000 000,00 | 14 000 000,00 | 27 000 000,00 | 84 000 000,00 |
| | Solde net reversé en décembre 2016 | | 1 586 204,50 | | 3 241 063,93 | 1 015 951,20 | 1 000 446,72 | 3 057 858,60 | 9 901 524,95 |
| | Frais d'assiette et de recouvrement (1,1%) | 451 000,00 | 184 477,50 | | 314 106,88 | 44 666,80 | 166 840,16 | 334 313,90 | 1 495 405,24 |
| | Restes à recouvrer | | 287 324,00 | 6 530,00 | 224 392,50 | 0,00 | 106 677,12 | 168 031,50 | 792 955,12 |

LES REDEVANCES

Traitement des demandes de remises, des réclamations et des contentieux

Sur les 13 demandes de remises gracieuses de redevance ou de pénalités, une seule remise gracieuse pour retard de déclaration a été accordée, à titre exceptionnel, pour un montant total de 21 €.

Aucun contentieux n'est à signaler à ce jour.

Contrôle des déclarations

Les contrôles portent sur la procédure de perception et de reversement de la redevance, et par incidence sur l'aspect traçabilité des ventes (via l'existence et la tenue des documents réglementaires : registres des ventes/achats et bilans annuels).

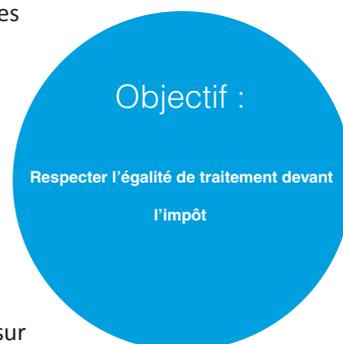
L'objectif est de contrôler, pour chaque produit distribué (ou ayant fait l'objet d'un achat à l'étranger), les quantités en L ou en kg qui ont été déclarées ou à détecter les éventuelles omissions de déclaration.

Le marché de contrôle, ayant vocation à couvrir le territoire métropolitain a été renouvelé en avril 2016 et a été de nouveau attribué à la société DELOITTE.

En 2016, 50 redevables ont fait l'objet d'un contrôle portant sur deux années d'activité : 20 sur les années 2013 et 2014 et 30 les années 2014 et 2015.

L'activité de contrôle est évaluée au travers des taux de contrôle par année d'activité, établis en montant de redevance et en nombre de dossiers redevables.

Le bilan définitif est réalisé pour l'année de redevance dont le délai de reprise est expiré.



| | Adour-Garonne | Artois-Picardie | Loire-Bretagne | Rhône-Méditerranée Corse | Rhin-Meuse | Seine-Normandie | TOTAL | |
|---|---------------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Montant de redevance (C) | 19 795 824 € | 9 969 562 € | 28 963 389 € | 16 135 401 € | 4 196 260 € | 29 008 614 € | 108 069 050 € | |
| Montant de redevance contrôlé (A) | 1 743 599 € | 1 310 635 € | 2 098 780 € | 1 572 107 € | 679 583 € | 1 441 529 € | 8 846 233 € | |
| Taux de contrôle (A/C) | 8,81% | 13,15% | 7,25% | 9,74% | 16,19% | 4,97% | 8,19% | |
| Nombre de dossiers redevables (B) | 725 | 244 | 1303 | 705 | 246 | 687 | 3 910 | |
| Nombre de dossiers redevables contrôlés (D) | 19 | 16 | 29 | 15 | 10 | 15 | 104 | |
| Taux de contrôle (D/B) | 2,62% | 6,56% | 2,23% | 2,13% | 4,07% | 2,18% | 2,66% | |
| Montant des rectifications de redevance opérées (Nombre de dossiers redevables concernés) | Réductions | 17 612 € (10 dossiers) | 16 087 € (7 dossiers) | 6 722 € (11 dossiers) | 57 € (3 dossiers) | 518 € (4 dossiers) | 4 944 € (7 dossiers) | 45 940€ (3 dossiers) |
| | Emissions complémentaires | 45 939 € (7 dossiers) | 12 136 € (7 dossiers) | 194 492 € (11 dossiers) | 67 588 € (6 dossiers) | 5 628 € (4 dossiers) | 13 943 € (6 dossiers) | 339 726€ (41 dossiers) |

Le bilan des contrôles peut donc être réalisé sur l'année d'activité 2013 :

Le taux de contrôle, calculé sur l'année d'activité 2013, s'établit à 8,19 % en montant de redevance et 2,66 % en nombre de dossiers redevables.

Sur le montant total rectifié en faveur de l'Agence Loire-Bretagne (194 492 €), 163 867 € sont issus du contrôle d'une coopérative.

A noter que les rectifications en faveur des agences mentionnées ci-dessus ont été assorties des pénalités de contrôles prévues par le code de l'environnement (majoration de 10% et intérêts de retard).

LES REDEVANCES

Protocole de collaboration avec la Direction des enquêtes douanières

En novembre 2016, un protocole a été signé par les Directeurs généraux de la DED et de l'AEAP, afin de développer la coopération dans l'ensemble des domaines relevant de la lutte contre les pratiques d'importation illégales et frauduleuses de produits phytopharmaceutiques suivant les objectifs fixés par le plan Ecophyto.

Les informations transmises ont permis de consulter 355 agriculteurs ayant effectué des achats à l'étranger.

Au total, sur 576 agriculteurs consultés, 431 agriculteurs ont été redevables pour un montant de 473 780 €.

A titre de comparaison, pour l'année d'activité 2014, sur 60 agriculteurs consultés, 25 agriculteurs étaient redevables pour un montant total de 15 k€.

Evolution des outils informatiques

Les évolutions du site "redevance phyto et traçabilité" mises à disposition des usagers lors des précédentes campagnes leur ont offert, via une authentification permettant un profilage de leur déclaration, une navigation claire et l'accès aux informations de leur compte de déclarant.

La préparation de la campagne 2017 est donc logiquement axée sur l'amélioration de fonctionnalités mineures mais qui participent au bon guidage lors de la saisie des informations générales, des bilans et registres, et de leur envoi, notamment pour les agriculteurs dont le rôle est de 530 déclarants.

Des actions de consolidation de la qualité des données de la BNV-D seront également menées : création d'indicateurs de statuts des données, contrôles de cohérence interannuels des quantités.

Gouvernance

L'AEAP a participé au GT redevance, instance nationale d'orientation stratégique, et au Comité de pilotage « gouvernance des données ».

Ce chantier a pour objectif la publication des données et leur accès par le public. Une réflexion sur la préfiguration du projet a été initiée, avec pour thèmes principaux : les instances, la nature et la qualité des données à diffuser, la cartographie et la consultation des acteurs.

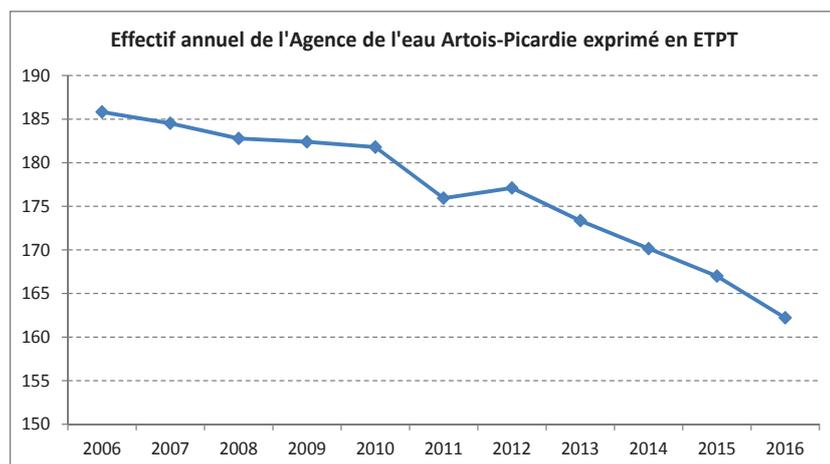
Une première échéance de publication de données a été définie pour 2017.



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

DES MOYENS HUMAINS EN CONSTANTE DIMINUTION

Les effectifs de l'eau Artois-Picardie, dont l'historique est retracé dans le graphique ci-dessous, sont en diminution de plus de 20 Equivalents Temps Plein Travaillés (ETPT) ces 10 dernières années.



Le plafond fixé pour les Agences de l'eau est depuis 2015 soumis à une double limite, d'une part en ETP et d'autre part en ETPT. Pour l'Agence de l'eau Artois-Picardie ces limites s'établissent à 157,6 ETP au 31/12/2016 et 162,2 ETPT pour l'année 2016.

Le plafond a été respecté en termes d'ETPT avec une consommation de 162,2 ETPT mais il a, suite à l'obtention d'une autorisation exceptionnelle du Contrôle Financier, été légèrement dépassé en termes d'ETP avec 157,7 ETP au 31 décembre.

En termes de mobilité, l'année 2016 a vu l'organisation d'une nouvelle bourse aux postes.

Au cours des 6 dernières années, parmi les **164** agents en CDI (contractuels ou fonctionnaires) présents à fin 2016 :

- ▶ 21 agents ont été recrutés,
- ▶ 58 agents ont connu au moins une mobilité interne suite à une réorganisation,
- ▶ 6 agents ont connu une mobilité interne hors réorganisation et hors primo-recrutement.

En 2016, compte tenu de ces mouvements, le taux global de mobilité s'établit ainsi à 50%. Hors réorganisation, ce taux est de 16 %.

Dans un souci constant d'efficacité de l'action publique, il est impératif de miser sur l'adaptation des métiers et l'évolution des compétences en interne et en externe. A ce titre, la formation des agents constitue un outil fort de gestion des ressources humaines. En 2016, 694 jours de formation ont été dispensés, ce qui est supérieur à l'objectif de 650 jours fixé pour cette année.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

COB 2013-2018

Taux de mobilité interne

Part d'agents en CDI présents au 31/12/N ayant moins de 6 ans d'ancienneté dans leur poste actuel (hors mouvements liés aux réorganisations pour les données 2013 à 2015, avec mouvements liés aux réorganisations pour les données de 2016 à 2018)

Cible en %

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------|------|------|------|------|------|
| 20 | 19 | 18 | 25 | 25 | 25 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------|------|------|------|------|------|
| 21 | 19 | 16 | 50 | | |

Nombre de jours de formation

Cible

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------|------|------|------|------|------|
| 650 | 650 | 650 | 650 | 650 | 650 |

Réalisation

| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------|------|------|------|------|------|
| 488 | 567 | 717 | 694 | | |



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› La répartition des effectifs selon les items de l'annexe B du contrat d'objectif

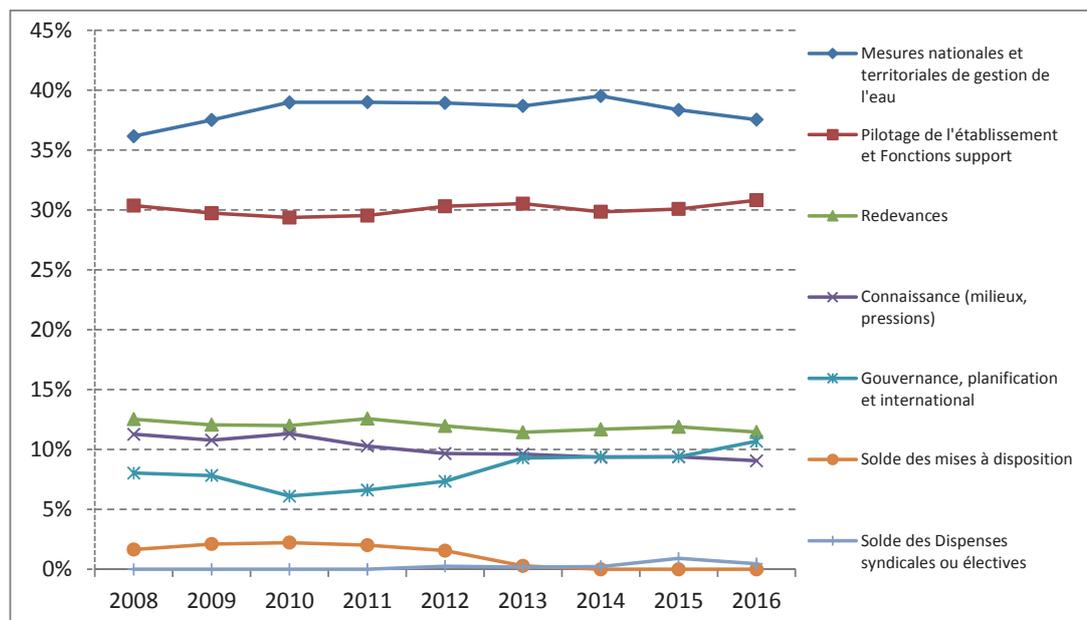
Les effectifs de l'agence se répartissent entre différents métiers, selon une ventilation exposée dans le tableau ci-après, dénommé annexe B. Il s'agit d'une ventilation au réel des effectifs des agences de l'eau selon une méthodologie commune distinguant 18 activités et 7 missions. Elle est incrémentée chaque année après réalisation d'une enquête interne.

Données déclaratives réelles

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|----------------|--------|--------|
| MISSION | ETPT | ETPT | ETPT | ETPT |
| Gouvernance, planification et international | | 14,69 | 14,26 | 11,11 | 11,64 | 13,02 | 16,11 | 15,96 | 15,68 | 17,34 |
| - Fonctionnement institutionnel | | 3,05 | 2,66 | 2,64 | 3,19 | 3,87 | 3,70 | 3,80 | 3,77 | 4,58 |
| - DCE (SDAGE, pgme de mesures, pgme de surveillance, districts internationaux) | | 9,36 | 9,00 | 6,00 | 5,34 | 5,14 | 8,27 | 7,46 | 7,28 | 8,62 |
| - Elaboration et suivi des SAGE | | 1,27 | 1,08 | 0,49 | 1,55 | 1,96 | 2,47 | 2,90 | 2,95 | 2,05 |
| - Action internationale hors districts internationaux | | 1,02 | 1,52 | 1,99 | 1,56 | 2,05 | 1,67 | 1,81 | 1,69 | 2,09 |
| Connaissance (milieux, pressions) | | 20,61 | 19,67 | 20,57 | 18,09 | 17,11 | 16,66 | 15,91 | 15,67 | 14,69 |
| - Réseaux de mesure et gestion des données | | 10,87 | 10,19 | 11,10 | 11,29 | 11,56 | 12,86 | 12,09 | 11,86 | 10,64 |
| - Etudes générales, connaissance | | 9,74 | 9,48 | 9,48 | 6,80 | 5,55 | 3,80 | 3,82 | 3,81 | 4,05 |
| Mesures nationales et territoriales de gestion de l'eau | | 66,08 | 68,41 | 70,86 | 68,60 | 68,93 | 67,07 | 67,24 | 64,04 | 60,88 |
| - Pilotage des aides | | 5,86 | 5,93 | 6,84 | 9,32 | 11,00 | 8,07 | 6,44 | 6,47 | 6,35 |
| - Animation pour la réalisation des politiques nationales et territoriales de gestion de l'eau | | 21,61 | 22,16 | 23,77 | 22,14 | 19,98 | 19,44 | 18,96 | 17,26 | 15,79 |
| - Attribution des aides des politiques nationales et territoriales | 181,52 | 38,61 | 40,33 | 40,26 | 37,14 | 37,95 | 39,56 | 41,84 | 40,31 | 38,74 |
| Redevances | | 22,90 | 22,00 | 21,82 | 22,12 | 21,18 | 19,82 | 19,89 | 19,86 | 18,57 |
| - Définition des référentiels et gestion du rôle | | 2,08 | 3,08 | 3,04 | 2,39 | 3,41 | 2,83 | 2,89 | 3,28 | 2,81 |
| - Instruction et recouvrement des redevances, contrôle et audit | | 20,83 | 18,91 | 18,78 | 16,41 | 13,69 | 11,11 | 10,44 | 10,19 | 9,49 |
| - Perception pour les 6 bassins de la Redevance de Pollutions Diffuses | | | | | 3,32 | 4,08 | 5,88 | 6,56 | 6,38 | 6,27 |
| Pilotage de l'établissement et Fonctions support | | 55,50 | 54,23 | 53,39 | 51,94 | 53,67 | 52,91 | 50,77 | 50,22 | 49,97 |
| - Pilotage de l'établissement | | 9,54 | 9,20 | 10,04 | 10,79 | 10,11 | 9,22 | 9,53 | 7,69 | 7,34 |
| - Budget, suivi financier et exécution comptable | | 9,11 | 8,25 | 7,94 | 8,81 | 8,66 | 9,20 | 8,08 | 7,52 | 9,66 |
| - Affaires générales | | 13,34 | 13,41 | 12,96 | 12,37 | 12,60 | 12,05 | 10,45 | 11,43 | 11,00 |
| - Information, Communication, Documentation | | 11,46 | 11,50 | 11,22 | 9,89 | 9,86 | 10,58 | 11,10 | 11,74 | 10,24 |
| - GRH | | 6,57 | 6,15 | 5,91 | 6,12 | 6,52 | 6,59 | 7,00 | 6,69 | 6,27 |
| - Informatique et systèmes d'information | | 5,48 | 5,73 | 5,32 | 3,96 | 5,92 | 5,27 | 4,61 | 5,16 | 5,46 |
| Solde des mises à disposition | 3 | 3,00 | 3,83 | 4,04 | 3,54 | 2,75 | 0,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Solde des Dispenses syndicales ou électives | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,44 | 0,31 | 0,38 | 1,52 | 0,75 |
| TOTAL GENERAL | 184,52 | 182,77 | 182,40 | 181,79 | 175,93 | 177,10 | 173,37 | 170,15 | 166,99 | 162,20 |
| TOTAL DU PLAFOND AUTORISE EN ETPT | 185 | 184,4 | 184 | 183 | 181 | 179 | Plafond en ETP | Plafond en ETP | 167 | 162,2 |

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

L'évolution de la part relative en ETPT pour chacune des 7 missions de l'annexe B est exposée ci-dessous :



Ceci se traduit de manière détaillée par mission de la façon suivante :

▶ Mesures nationales et territoriales de gestion de l'eau

Cœur de métier de l'agence, la gestion des aides attribuées par l'Agence est la mission qui emploie le plus d'ETPT parmi les 7 missions identifiées dans l'annexe B (37,53% des ETPT totaux en 2016, soit 60,88 ETPT). Les effectifs affectés à cette mission sont toutefois en diminution de 3,16 ETPT en 2016 par rapport à 2015.

Cette évolution s'explique notamment par le départ en retraite non remplacé de 2 agents, dont l'impact avait été pris en compte dans le cadre de la réorganisation de juillet 2015.

▶ Pilotage de l'établissement et fonctions support

Cette mission regroupe la Direction Générale, le secrétaire général, le service des ressources humaines, le service des moyens généraux, le service juridique et marchés publics, le service de communication et information, une partie du service comptabilité et de l'Agence comptable, le service informatique pour la partie infrastructure, la qualité et l'activité contrôle de gestion.

Cette mission représente 30,8% des ETPT totaux (soit 49,97 ETPT) en 2016, et sa part relative est constante sur la période 2008-2016. A noter que, l'Agence Artois-Picardie étant la plus petite des 6 Agences de l'eau, l'effet de taille est impactant et implique que cette mission soit en proportion beaucoup plus conséquente que dans les Agences aux effectifs plus élevés. En effet, il est impossible pour un établissement de petite taille de bénéficier des mêmes économies d'échelles au niveau des fonctions supports que dans les plus grandes structures.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

► Les Redevances

Autre cœur de métier de l'Agence, l'instruction, le recouvrement et la perception des redevances représente en 2016 11,4% des effectifs totaux de l'Agence (soit 18,57 ETPT), ce qui est en baisse par rapport à 2015 (19,86 ETPT). Cette diminution s'explique en grande partie par une réorganisation courant 2016 du secrétariat redevances, ainsi que par un recours moins important aux CDD.

A noter que les effectifs dédiés aux redevances sont en décroissance légère mais constante depuis 2008, hormis 2 légères inflexions, une en 2011 et une en 2014 dues au soutien du service informatique pour respectivement la mise en œuvre de la perception de la Redevance pour Pollutions Diffuses et la mise en œuvre de la dématérialisation.

En 2016, à effectif moindre par rapport à 2008 (-4,3 ETPT, soit 19% de moins), l'Agence a su percevoir la totalité de la redevance pour pollutions diffuses (acompte + solde) pour les 6 bassins, tout en continuant à gérer les redevances propres au bassin Artois Picardie.

► La Connaissance

Élément indispensable permettant entre autre que l'Agence soit en mesure de calibrer les Programmes de Mesures inhérents aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau, la mission de connaissance, qui regroupe les activités liées aux réseaux de mesures, gestion des données et études générales, est assurée par 14,69 ETPT en 2016, soit 9% des effectifs totaux.

La diminution constatée de 5,9 ETPT entre 2010 et 2016 est le résultat de la réorganisation de 2011 qui, en regroupant des agents en charge de cette mission auparavant disséminés dans plusieurs services, a permis de gagner en efficacité. La réorganisation de juillet 2015 a permis de poursuivre l'optimisation des moyens alloués à cette activité.

A noter que, l'Agence de l'eau Artois-Picardie est la seule à disposer de stations de mesures lui permettant d'analyser elle-même la qualité des eaux de ses cours d'eau.

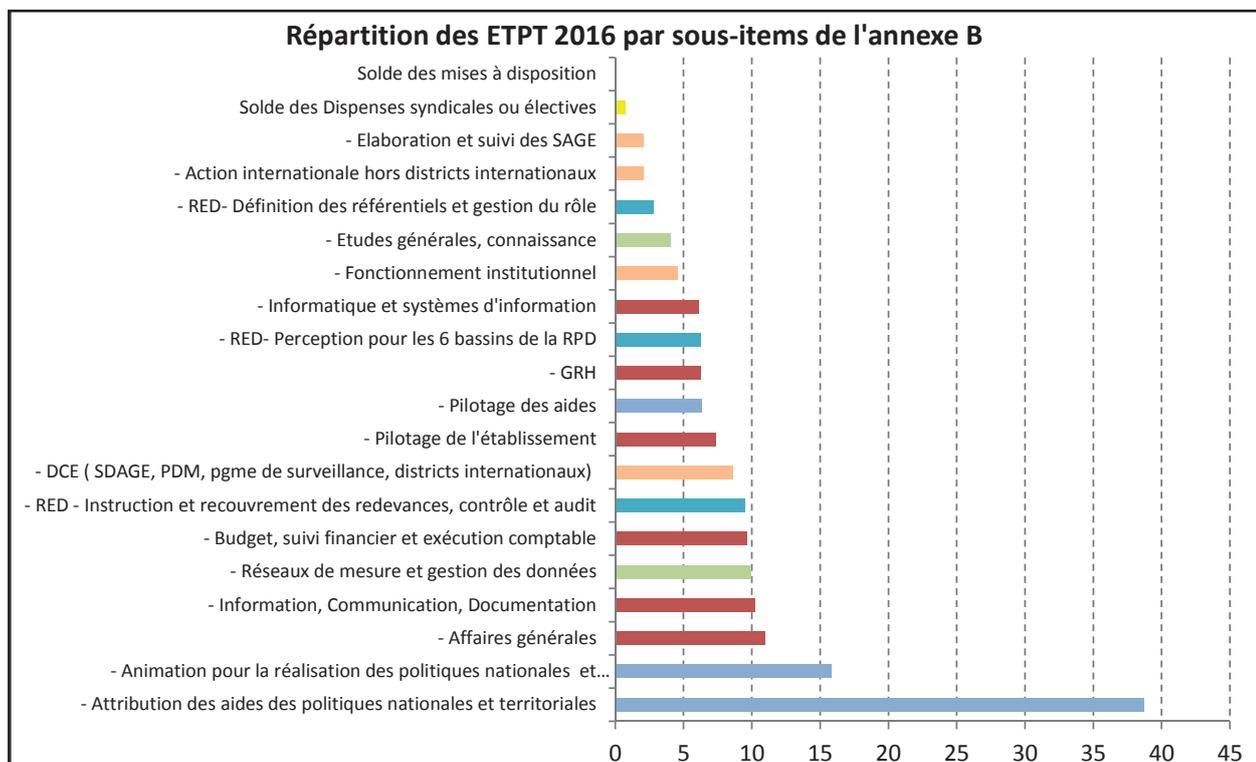
► Gouvernance, Planification et International

Regroupant les relations institutionnelles (fonctionnement institutionnel et action internationale), les activités structurantes de la mise en place de la DCE, ainsi que l'élaboration et le suivi des SAGE, cette mission représente en 2016 10,7% des effectifs totaux de l'Agence (soit 17,34 ETPT), un chiffre en augmentation par rapport à 2015. Cette évolution est liée à trois facteurs :

- la reprise de l'activité action internationale mise en veille quelques mois fin 2015 suite au départ de l'expert international le temps de réattribuer les tâches afférentes auprès d'autres agents,
- le recrutement d'un CDD pour la réalisation d'une étude juridique sur le SDAGE,
- le retour de congés parental courant 2015 d'un agent en charge du fonctionnement institutionnel.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

La part relative en ETPT 2016 de chacune des 18 activités de l'annexe B est exposée ci-dessous :



Par ailleurs, il est à noter qu'en 2016 pas moins de 5,05 ETPT (informaticiens, chargés d'interventions, inspecteurs redevances, ..) ont été consacrés à l'élaboration, l'adéquation ou à l'optimisation d'outils informatiques mutualisés à 2, 3 ou à 6 agences :

- ▶ 2,25 ETPT pour le logiciel de comptabilité GBCP (QUALIAC),
- ▶ 1,22 ETPT pour les activités de dématérialisation,
- ▶ 1,08 ETPT pour Aramis, outil de gestion des redevances,
- ▶ 0,30 ETPT pour les activités RH (paie et GPEEC),
- ▶ 0,10 ETPT pour Maeva, marché de téléphonie mobile et d'internet,
- ▶ 0,10 ETPT pour le cadre de cohérence des systèmes d'information.

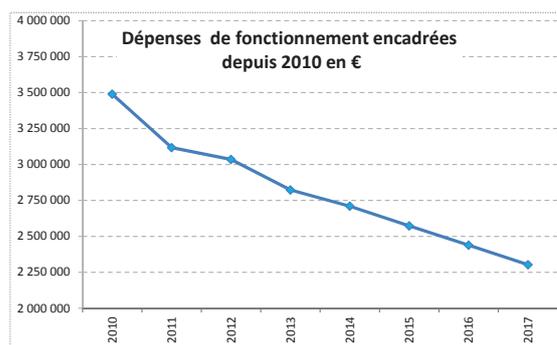


LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ENCADRÉES

De même que les moyens humains, les moyens financiers alloués aux Agences de l'eau pour leur fonctionnement ont été revus à la baisse dans le cadre de la Réforme Générale des Politiques Publique (RGPP) puis dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP).

| COB 2013-2018 | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|
| Niveau des dépenses de fonctionnement encadrées | | | | | |
| Evolution BP année N/BP année N-1 | | | | | |
| Cible (en %) | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| -7 | -4 | -4 | ND | ND | ND |
| Réalisation | | | | | |
| 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| -7 | -4 | -5 | -5 | | |



Concrètement, une partie des dépenses de fonctionnement des Agences de l'eau sont encadrées depuis l'exercice 2011.

Dans un premier temps l'état a imposé une diminution de telle sorte qu'en 3 ans que le budget primitif concernant les dépenses de fonctionnement diminue de 10% par rapport aux dépenses constatées au compte financier 2009. L'état a ensuite imposé que le budget primitif 2013 des dépenses de fonctionnement connaisse une diminution de 7% par rapport au budget primitif 2012, puis que le budget primitif 2014 soit de 4% inférieur au budget primitif 2013.

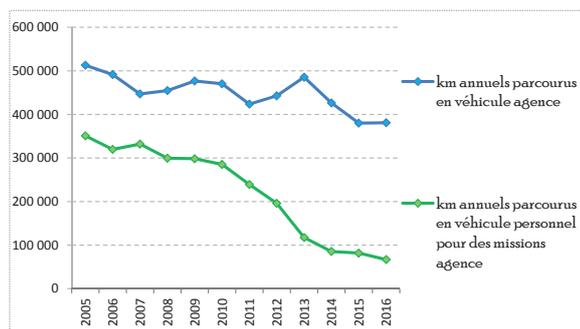
La lettre de cadrage du budget pluriannuel 2015-2017 du Premier Ministre en date du 7 mai 2014 impose désormais une diminution de 5% par an à compter du budget 2015.

Le respect de cette lettre de cadrage a conduit l'Agence à aller au-delà de la cible approuvée en Conseil d'Administration en 2013, qui était initialement inscrite dans son contrat d'objectif. A la révision de ce dernier à mi 2016, les cibles de cet indicateur ont été ajustées en conséquence.

Entre le budget 2010 et le budget 2017 voté en 2016, ce sont au total 34% de dépenses de fonctionnement qui ont été réduites grâce notamment à :

- ▶ La renégociation des tarifs et ajustement au plus juste des prestations fournies, dans le cadre du renouvellement des marchés lors de leur arrivée à échéance.
- ▶ L'adaptation des méthodes de travail (utilisation accrue de la visioconférence, dématérialisation des procédures et documents...)
- ▶ L'optimisation du parc de véhicules Agence et réduction des frais de missions résultants de l'utilisation de véhicules personnels.
- ▶ La priorité donnée aux logiciels libres permettant de réduire les frais liés aux licences.

Le niveau plancher est désormais atteint. Il sera désormais très difficile de poursuivre les économies tout en restant efficient.



Un exemple concret d'action ayant permis d'économiser sur les frais de fonctionnement : la réduction des km parcourus en véhicules personnels et l'optimisation du parc automobile de l'Agence

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

LES MOYENS INFORMATIQUES

› Déploiement d'un nouveau site internet

Le nouveau site internet de l'agence de l'eau, baptisé TEO, est en ligne depuis le 4 juillet 2016. Ce site est revu de fond en comble et repose sur un standard de développement de site WEB : DRUPAL. Son ergonomie est particulièrement soignée afin d'être utilisable sur tous types de support (ordinateur, tablette, téléphone portable).

L'ACTION EN BREF

Création et mise en ligne d'un nouveau site internet

Renforcement de la cybersécurité et sensibilisation du personnel



› Mise en œuvre du décret Gestion Budgétaire et comptable

Un logiciel commun aux 6 agences a été retenu fin 2015 (QUALIAC). Il est opérationnel depuis le 1er janvier 2017 à l'Agence Seine-Normandie.

La date de mise en production du logiciel pour les Agences Artois-Picardie, Adour-Garonne et Loire-Bretagne, initialement prévue au 1er janvier 2017 a dû être repoussée au 1er janvier 2018.

Les 2 dernières Agences suivront ultérieurement.

En l'attente de la mise en service de cet outil commun, les logiciels actuels ont été aménagés afin de permettre un suivi de la comptabilité en mode GBCP.

› Osmose

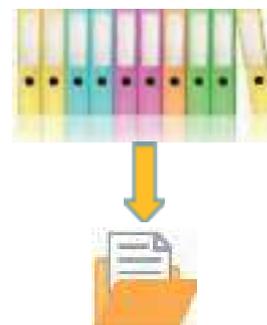
L'outil national de la mise en œuvre de la DCE entre dans une deuxième phase (dite cycle 2). Les besoins relatifs à la thématique protection des captages contre les pollutions diffuses et autres étapes d'avancement de la démarche de protection ont été exprimés. Les référentiels de ce cycle 2 sont entérinés.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› La dématérialisation

En 2016 une première expérimentation a été menée sur la dématérialisation des demandes de participations financières, à l'occasion de l'appel à projets sur la réduction des fuites dans les réseaux. Il s'agit pour les maitres d'ouvrage de pouvoir adresser par messagerie électronique une demande d'aide sous format Excel, intégrable au système informatique de l'Agence.

L'avantage de ce procédé est d'éviter une ressaisie de certaines données qui peut être source d'erreur, de faire gagner du temps aux instructeurs sur la partie « administrative » et surtout d'obtenir de la part des maitres d'ouvrage un dossier complet afin d'éviter de devoir fournir des éléments complémentaires à posteriori.



Les demandes de participations financières dématérialisées mises en œuvre en 2016 sont :

- ▶ *appels à projets (agriculture biologique, fuites, eaux pluviales industrie),*
- ▶ *réseaux d'assainissement,*
- ▶ *industries*

Cette expérimentation a été bien suivie par les maitres d'ouvrage car 70% des dossiers de l'appel à projets sont parvenus par ce biais.

Un retour d'expériences a été fait sur les points à améliorer et a permis de développer plusieurs autres thématiques qui feront l'objet en 2017 de cette procédure de dématérialisation, soit de façon facultative (réseaux d'assainissement, stations d'épuration, industrie...), soit de façon obligatoire (appel à projets fuites, chartes d'entretien des espaces publics).

› Renouvellement complet de l'infrastructure technique

La dématérialisation et l'archivage électronique à venir s'appuieront sur une infrastructure (réseau, stockage, et serveur) complètement renouvelée en 10 mois.

› Sécurité du système d'information

Le taux de couverture requis par la politique de sécurité du système d'information de l'Etat atteint 55%. Des séances de sensibilisation à la cybersécurité ont été dispensées à l'ensemble des agents en juillet et en septembre. Nos outils de protection ont été renforcés : dispositif de bacs à sable pour les virus, sécurisation des téléphones portables. Le site distant de stockage facilitant la reprise d'activités est complètement opérationnel.

› Les actions à venir

Les actions à venir porteront sur :

- ▶ *classification de données*
- ▶ *audit de sécurité*
- ▶ *traitement des incidents*
- ▶ *gestion de la sécurité dans les projets*
- ▶ *gestion des biens*

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

UN MODE DE FONCTIONNEMENT CERTIFIE

COB 2013-2018

Renouvellement des certifications ISO 9001, ISO 14 001 et OHSAS 18 001

Prévisions

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|-------|----------------|-------|-------|----------------|-------|
| ISO 9001 | suivi | renouvellement | suivi | suivi | renouvellement | suivi |
| ISO 14 001 | suivi | renouvellement | suivi | suivi | renouvellement | suivi |
| OHSAS 18 001 | suivi | renouvellement | suivi | suivi | renouvellement | suivi |

Réalisations

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|--------------|-------|----------------------|---------------------|---------------------|------|------|
| ISO 9001 | suivi | certificat renouvelé | certificat maintenu | certificat maintenu | | |
| ISO 14 001 | suivi | certificat renouvelé | certificat maintenu | certificat maintenu | | |
| OHSAS 18 001 | suivi | certificat renouvelé | certificat maintenu | certificat maintenu | | |

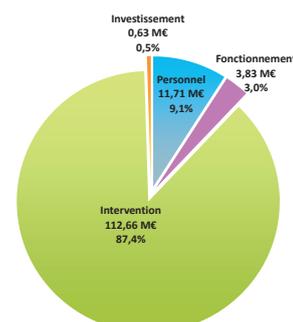
LE BILAN FINANCIER

Préambule : L'exercice 2016 est la première année de l'application pleine et entière du décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP). La mise en place de cette nouvelle norme comptable modifie profondément la présentation du compte financier par rapport aux comptes financiers présentés antérieurement.

LES ENGAGEMENTS JURIDIQUES : 128,83 M€

Le Compte Financier 2016 est construit sur la base du Xème Programme d'Intervention (2013-2018). Le total des engagements juridiques est de 128,83 M€ dont 11,71 M€ pour l'enveloppe « personnel » ; 3,83 M€ pour l'enveloppe « fonctionnement » ; 112,66 M€ pour l'enveloppe « intervention » et 0,63 M€ pour l'enveloppe « investissement ».

| ENGAGEMENTS JURIDIQUES | COMPTE FINANCIER 2016 | BUDGET RECTIF N° 2016 | CONSOMMATION | | COMPTE FINANCIER 2015 |
|------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| | EN M€ | EN M€ | BR n°1 2016 % | CF 2016 % | EN M€ |
| Personnel | 11,71 | 12,13 | 98,53 % | 9,09 % | 11,75 |
| Fonctionnement | 3,83 | 3,83 | 98,86 % | 2,97 % | 3,59 |
| Intervention | 112,66 | 124,10 | 99,74 % | 87,45 % | 118,10 |
| Investissement | 0,63 | 1,46 | 43,16 % | 0,49 % | 0,82 |
| TOTAL | 128,83 | 141,92 | 99,29 % | 100,00 % | 133,26 |



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› Enveloppe personnel : 11,71 M€

Cette enveloppe intègre l'ensemble des charges de personnel et les impôts, taxes liées au personnel.

Pour l'exercice 2016, le montant des engagements juridiques (EJ) relatif aux charges de personnel, aux impôts et taxes liés au personnel s'élève à 11,71 M€ soit 96,53 % des autorisations d'engagements (AE) ouvertes. Le montant des engagements juridiques est en légère baisse par rapport à 2015 (- 0,04 M€) soit une variation de - 0,34 %.

› Enveloppe fonctionnement : 3,83 M€

Cette enveloppe regroupe l'ensemble de dépenses inhérentes au fonctionnement de l'établissement (achats de fournitures, prestations de maintenance et d'entretien, prestations diverses, eau, électricité, etc...).

En 2016, le montant des engagements juridiques (EJ) s'élève à 3,83 M€, soit 99,85 % des AE ouvertes. Ce montant est en hausse de 0,51 M€ par rapport à 2015 soit 15% et s'explique essentiellement par la comptabilisation d'engagements pluriannuels pour la période 2016 à 2019 pour la fourniture de gaz naturel au siège de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, 0,13 M€, ainsi que la location et la maintenance du matériel de reprographie, 0,15 M€.

› Enveloppe intervention : 112,66 M€

Cette enveloppe regroupe l'ensemble des engagements relatifs aux domaines d'intervention de l'Agence tels que les ouvrages d'épuration publics et privés, les réseaux d'assainissement, la lutte contre la pollution d'origine agricole, la réalisation d'opérations d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée et de gestion de la biodiversité, la connaissance environnementale et la contribution à l'Agence Française pour la Biodiversité.

En 2016, les Engagements Juridiques (EJ) de la masse intervention s'établissent à hauteur de 112,66 M€ soit 90,74% des AE ouvertes. Ce taux d'exécution s'explique par :

- ▶ *Des sollicitations des maîtres d'ouvrages inférieures aux autorisations d'engagements ouvertes sur les thématiques de la gestion des eaux pluviales, des réseaux d'assainissement et également de la politique partenariale dans les domaines de l'assainissement non collectif et du raccordement aux réseaux publics de collecte. Tous ces dispositifs d'intervention sont repris sur les destinations « 11 – Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées », 10,77 M€ d'EJ pour 15,42 M€ d'AE ouvertes soit 69,84 %, et « 12 – Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées », 25,88 M€ d'EJ pour 29,50 M€ d'AE ouvertes soit 87,73%.*
- ▶ *Une consommation moindre que celle prévue pour le soutien aux politiques publiques regroupées sur les destinations 31 – Etudes générales, 32 – Connaissance environnementale, 34 – Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement et 49- Dépenses courantes liées aux interventions. Au total, ces destinations totalisent 2,03 M€ d'EJ pour 3,44 M€ d'AE ouvertes.*

La contribution à l'Agence Française de la Biodiversité (destination 50 – AFB), fixée à 11,09 M€ lors du vote du Budget Initial 2016 puis modifiée par l'arrêté du 17 juin 2016 à 10,27 M€.

Pour rappel, l'enveloppe intervention ne présente pas les sommes financières prévues au titre des avances remboursables et convertibles, dorénavant considérées comme des opérations non budgétaires. Par ailleurs, le reversement de la fraction de la redevance pour pollutions diffuses, auparavant comptabilisé comme opération budgétaire, est désormais comptabilisé comme opération pour compte de tiers.

› Enveloppe investissement : 0,63 M€

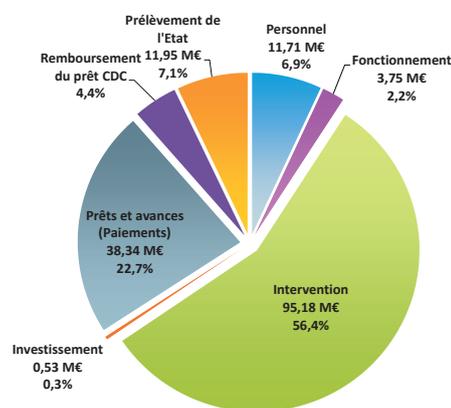
Pour l'exercice 2016, les engagements juridiques de l'enveloppe « Investissement » ont atteint 0,63 M€ soit 42,94% des autorisations d'engagement. Ce faible niveau de consommation s'explique par le déploiement initialement prévu au 1er Janvier 2017 du nouveau logiciel de comptabilité dans le cadre du passage à la nouvelle Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP) dont la prestation n'a pu être réalisée en totalité et qui est reporté au 1er Janvier 2018.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

LES DEPENSES TOTALES 2016 : 168,85 M€

Taux d'exécution des dépenses : 91,3 %

| Les dépenses totales 2016 | COMPTE FINANCIER 2016 | | BUDGET RECTIF. 1 2016 | |
|---------------------------------|-----------------------|----------------|-----------------------|----------------|
| | EN M€ | % | EN M€ | % |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Personnel | 11,71 | 6,94% | 12,13 | 6,55% |
| Fonctionnement | 3,75 | 2,22% | 3,10 | 1,84% |
| Investissement | 0,53 | 0,31% | 1,48 | 0,87% |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Prêts et avances (Paiements) | 38,34 | 22,71% | 37,46 | 22,18% |
| Intervention | 95,18 | 56,37% | 110,72 | 65,16% |
| Prélèvement de l'Etat | 11,95 | 7,08% | 11,86 | 7,03% |
| Remboursement du prêt CDC | 4,40 | 2,55% | 4,40 | 2,55% |
| TOTAL | 168,85 | 100,00% | 164,08 | 100,00% |



Les dépenses budgétaires

➤ Enveloppe personnel : 11,71 M€

Les charges de personnel et les impôts, taxes liées au personnel s'élèvent à 11,71 M€ soit 10,53 % des dépenses budgétaires.

Les charges de personnel et les impôts, taxes liées au personnel baissent de 0,03 M€ (11,71 M€ en 2016 contre 11,74 M€ en 2015) soit -0,25%. L'effectif au 31 décembre 2016 s'établit à 162,2 ETPT en 2016 (-4,8 ETP par rapport à 2015).

Les crédits de paiement liés à la masse personnel ont été consommés à hauteur de 96,5% (11,71 M€ de paiement pour une enveloppe en crédits de paiement de 12,13 M€).

Outre les traditionnelles hausses des taux, plafonds et avancements du personnel contractuel et fonctionnaire (glissement vieillesse technicité positif), l'année 2016 a été marquée essentiellement par une augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires annoncée le 17 mars 2016 par la ministre de la fonction publique et applicable aux agents contractuels de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (+ 0,60 % en juillet 2016 et + 0,60% en février 2017).

Les impôts et taxes liés au personnel s'élèvent à 1,01 M€ en 2016 et sont quasi-stable par rapport à l'exercice précédent (1,03 M€ en 2015).

➤ Enveloppe fonctionnement : 3,75 M€

Les dépenses courantes encadrées et non encadrées (hors charges de personnel) s'élèvent à 3,75 M€ soit 3,37 % des dépenses budgétaires

Les dépenses courantes encadrées (hors charges de personnel) : 2,20 M€

La lettre de cadrage du Premier Ministre du 7 mai 2014 adressée au Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie Durable a fixé les objectifs de réduction des dépenses publiques pour les trois prochaines années (- 5,00% en 2015, - 10,00% en 2016 et - 15,00% en 2017) par rapport au Budget Initial 2014.

Le compte financier 2016 fait apparaître une hausse de 2,80 % (2,20 M€ en 2016 contre 2,14 M€ en 2015) des dépenses de fonctionnement encadrées par rapport à l'exercice précédent. Néanmoins, le montant total des dépenses encadrées respect le plafond fixé lors de l'élaboration du budget initial 2016 (2,48 M€).

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

Les dépenses courantes non encadrées : 1,55 M€

Elles sont constituées principalement des réductions de redevances (0,97 M€) et de charges financières (0,57 M€) relatives aux remboursements des intérêts de l'emprunt CDC de 40 M€ contracté sur l'exercice 2012.

› Enveloppe intervention : 95,18 M€

Les dépenses d'intervention s'élèvent à 95,18 M€ soit 85,62 % des dépenses budgétaires totales.

Elles intègrent :

- ▶ *les dépenses spécifiques liées aux redevances et aux interventions (2,26 M€)*
- ▶ *les subventions et les dépenses d'interventions directes de l'Agence dans le cadre des programmes d'intervention (82,65 M€)*
- ▶ *la contribution à l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) (10,27 M€).*

Les crédits ouverts au budget rectificatif n°1 2016, 110,72 M€ ont été consommés à hauteur de 85,96 %. Ce niveau de consommation résulte :

- ▶ *Des délais de réalisations de travaux plus élevés par rapport à ceux prévus notamment sur la destination 11 – Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées*
- ▶ *Des retards de paiement liés à la mise en place de nouveaux dispositifs d'aides sur la destination 18 – Lutte contre la pollution d'origine agricole*
- ▶ *Des niveaux de réalisations inférieurs à ceux prévus au titre de la politique partenariale de l'Agence de L'Eau Artois Picardie dans les domaines de l'assainissement non collectif (destination 11 – Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées) et du raccordement aux réseaux publics de collecte (destination 12 – Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées).*

› Enveloppe investissement : 0,53 M€

Les crédits de paiement affectés à l'enveloppe « Investissement » représentent 0,48 % des dépenses budgétaires. Leur montant s'élève à 0,53 M€ en 2016 contre 0,82 M€ en 2015 soit une diminution de 35,36 %.

Au cours de l'exercice, 37,06 % des crédits de paiement de cette enveloppe ont été consommés.

Les immobilisations reprises dans les dépenses courantes (0,51 M€) sont principalement constituées des achats et des développements de logiciels (0,32 M€), des acquisitions de matériels informatiques (0,05 M€), de transport (0,11 M€), mobilier (0,01 M€) et d'outillage (0,02 M€).

Les charges d'interventions directes de l'Agence : 0,02 M€

Les charges d'interventions directes de l'Agence (0,02 M€) portent sur l'acquisition et l'échange d'une parcelle.

Les dépenses non budgétaires

A compter de l'exercice 2016 et en application du décret GBCP du 07 novembre 2012, ces opérations ne nécessitent plus d'inscription d'autorisations d'engagement, ni de crédits de paiement mais sont inscrites pour information au budget initial et au compte financier.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› Les paiements des prêts et avances sans intérêts d'intervention : 38,34 M€

| IMPUTATION | COMPTE FINANCIER 2016 EN M€ | BUDGET RECTIF. N°1 2016 en M€ | CONSOMMATION BR. n°1 2016 | CF 2015 |
|------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------|
| Avances remboursables | 36,83 | 36,91 | 102,6 % | 33,12 |
| Avances convertibles en subvention | 1,51 | 1,54 | 98,05 % | 2,67 |
| TOTAL | 38,34 | 37,45 | 102,4 % | 35,79 |

Les avances remboursables et avances convertibles sont attribuées dans les domaines d'intervention relatifs aux ouvrages d'épuration publics et privés, aux réseaux d'assainissement ainsi que pour des opérations d'amélioration de la qualité de l'eau potable distribuée et de gestion quantitative de la ressource en eau.

Les avances remboursables et convertibles totalisent 38,34 M€ des paiements en 2016, soit 102,4 % du montant inscrit pour information dans le Budget Rectificatif n°1 2016. Ce montant est en hausse de 7,1% par rapport à l'exercice 2015 dont les paiements s'élevaient à 35,79 M€.

Cette augmentation est la conséquence de la modification décidée lors du Conseil d'Administration du 17 juin 2016 sur les modalités de paiements des dossiers de plus de 0,15 M€ pour le financement des stations d'épuration, de la gestion des eaux pluviales, des réseaux d'assainissement, de la gestion quantitative de la ressource et de l'eau potable.

› Le remboursement du prêt CDC : 7,39 M€

En 2012, l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE a contracté un emprunt de 40 M€ à la Caisse des Dépôts et Consignations sur une durée maximale de 8 ans avec un différé d'amortissement de 3 ans pour les besoins de financement de dossiers liés à la création ou à la mise en conformité de stations d'épuration des collectivités et impactant les paiements de l'année 2012 et les deux premières années du Xème Programme d'Intervention.

En 2016, l'Agence a procédé au remboursement des troisièmes et quatrièmes échéances pour un montant total de 7,39 M€.

› La contribution exceptionnelle à l'effort de redressement des comptes publics au bénéfice de l'état : 11,95 M€

Afin d'associer les opérateurs de l'État à l'effort de redressement des comptes publics, les autorités de tutelles ont demandé aux Agences de l'Eau d'inscrire dans leurs budgets initiaux 2015, 2016 et 2017 un prélèvement annuel de 175 M€ au bénéfice de l'État.

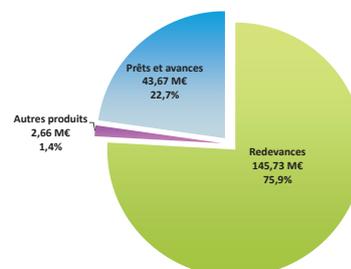
Pour réaliser le paiement de ce prélèvement exceptionnel et sur la base de la répartition de l'arrêté du 17 juin 2016 relatif à la mise en œuvre du prélèvement prévu à l'article 32 de la loi de finances pour 2015, une somme de 11,95 M€ a été prélevée sur la trésorerie au titre de l'exercice 2016.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

LES RECETTES TOTALES 2016

Taux d'exécution des recettes : 100,8 %

| Les recettes totales 2016 | COMPTE FINANCIER 2016 | | BUDGET RECTIF. N°1 2016 | |
|-----------------------------------|-----------------------|----------------|-------------------------|-----------------|
| | EN M€ | % | EN M€ | % |
| Recettes budgétaires | | | | |
| Redevances | 145,73 | 75,88% | 151,76 | 70,60% |
| Autres produits | 2,66 | 1,38% | 2,33 | 1,22% |
| Recettes non budgétaires | | | | |
| Prêts et avances (Remboursements) | 43,67 | 22,74% | 35,41 | 10,12% |
| TOTAL | 192,06 | 100,00% | 190,50 | 100,30 % |



➤ Les recettes budgétaires

L'ensemble des recettes budgétaires s'élève à 148,39 M€ contre 154,09 M€ au budget rectificatif n°1 de l'exercice 2016. L'essentiel des recettes provient de la perception de redevances (145,73 M€).

Le tableau et graphiques ci-dessous fait apparaître la ventilation des recettes de l'Agence de l'eau ARTOIS – PICARDIE :

| RECETTES | COMPTE FINANCIER 2016 EN M€ | BUDGET RECTIF. N°1 2016 EN M€ | CONSOMMATION BR N°1 2016 | CF 2016 |
|-----------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------|
| Redevances | 145,73 | 151,76 | 96,08 % | 98,21 % |
| Autres recettes | 2,66 | 2,33 | 114,16 % | 1,79 % |
| TOTAL | 148,39 | 154,09 | 98,30 % | 100,00% |

➤ Le produit des redevances : 145,73 M€

L'Agence de l'eau Artois-Picardie perçoit des produits de redevances liés à la pollution de l'eau, à la modernisation des réseaux de collecte, à la pollution diffuse, au prélèvement sur la ressource en eau, pour obstacle sur cours d'eau et pour protection du milieu aquatique.

Le produit des redevances encaissées sur l'exercice 2016 s'élève à 145,73 M€ soit 96 % des recettes de redevances inscrites au budget rectifié 2016 (151,76 M€).

Il est à noter une plus-value de 2,54 M€ sur les produits de redevances pour pollutions diffuses (7,98 M€ encaissés et 5,44 M€ inscrits au budget rectifié 2016). Les prévisions inscrites au budget initial 2016 ont été évaluées selon l'hypothèse d'une diminution importante d'achats de produits phytopharmaceutiques compte tenu du montant important des redevances perçues en 2015 (10,84 M€). Pour l'exercice 2016, l'agence constate une baisse moins importante que prévue sur les ventes de produits phytopharmaceutiques.

Les autres diminutions sont essentiellement liées d'une part, à une reprogrammation des émissions de redevances en fin d'exercice afin d'optimiser le niveau de trésorerie de l'Agence de l'eau ARTOIS-PICARDIE et d'autre part, à la stabilisation des taux de redevances en vigueur jusqu'à la fin du Xème programme d'intervention.

Enfin, il est à souligner que la part AFB de la redevance pour pollutions diffuses – Bassin ARTOIS – PICARDIE (3,18 M€ pour l'exercice 2016) est dorénavant comptabilisée en opération au nom et pour le compte de tiers et n'émarge plus au budget de l'Agence mais fait l'objet d'une information dans le tableau d'équilibre financier.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› Les produits financiers exceptionnels et recettes diverses : 2,66 M€

L'année 2016 a été marquée essentiellement par une augmentation des recettes liées à la subvention perçue par l'agence du Fonds Européen de Développement Economique et Régional (FEDER) pour les travaux de rétablissement de la continuité écologique sur le bassin de la Canche (+ 0,41 M€ en 2016 par rapport à l'exercice 2015).

Il est à noter, compte tenu du montant plus important encaissé, une hausse (+ 0,19 M€) des produits perçus par l'agence au titre des frais de gestion pour la perception de la redevance pour pollutions diffuses pour l'ensemble des Agences de l'eau (1,50 M€ en 2016 contre 1,31 M€ en 2015).

Les recettes non budgétaires

A compter de l'exercice 2016 et en application du décret GBCP du 07 novembre 2012, ces opérations sont inscrites pour information au budget initial et au compte financier.

› Les remboursements des prêts et avances sans intérêts d'intervention : 43,65 M€

En 2016, ces remboursements se sont élevés à 43,65 M€ contre 43,09 M€ en 2015 soit une augmentation de 1,34%. Les encaissements réalisés durant l'année résultent à 70 % du remboursement des avances sans intérêt d'interventions et 30 % ont été convertis en subvention si les objectifs en matière d'impact sur le milieu naturel sont respectés où en avances. Ils se répartissent comme suit :

- ▶ les remboursements des prêts et avances d'interventions : 30,23 M€
- ▶ les conversions d'avances en subventions : 13,44 M€

Il est à souligner le niveau important des conversions d'avances en subvention pour les industriels et collectivités locales compte tenu d'une transformation de 6,21 M€ en avance remboursable d'une l'opération de neutralisation des effluents issus d'une unité de production de colorants chimiques située à Calais. Cette transformation initialement prévue à la fin de l'exercice précédent a été retardée suite à la réception tardive des documents techniques permettant d'apprécier l'atteinte des objectifs fixés en matière environnementale.

› Le remboursement des prêts au personnel : 0,02 M€

Les agences de l'eau accordaient antérieurement au personnel des prêts sociaux d'aide à la construction, à l'aménagement des constructions et à l'acquisition de véhicules personnels.

Depuis l'exercice 2010, ce dispositif a été abandonné et aucun nouveau prêt n'a été accordé au personnel de l'Agence de l'eau ARTOIS - PICARDIE. Néanmoins, les prêts accordés antérieurement continuent à être remboursés conformément aux échéanciers initialement prévus.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› Les opérations gérées au nom et pour le compte de tiers

Depuis l'année 2011, l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE a été désignée pour la perception de la redevance pour pollutions diffuses pour les autres bassins métropolitains réalisée pour le compte d'autrui. Un prélèvement annuel sur le produit de cette redevance a été effectué au profit de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB). Ce prélèvement plafonné à 41 millions d'euros est réparti entre les 6 Agences de l'eau proportionnellement au produit annuel qu'elles tirent de cette redevance.

Pour 2016, les montants encaissés pour le compte d'autrui relatifs aux redevances pour pollutions diffuses se décomposent comme suit:

Pour les décaissements : 136,14 M€

- ▶ pour le bassin ADOUR–GARONNE: 16,92 M€
- ▶ pour le bassin RHIN–MEUSE: 4,20 M€
- ▶ pour le bassin LOIRE–BRETAGNE: 28,48 M€
- ▶ pour le bassin RHÔNE–MEDITERRANEE et CORSE: 15,19 M€
- ▶ pour le bassin SEINE–NORMANDIE : 30,35 M€
- ▶ pour l'Agence Française de la Biodiversité: 41,00 M€

Pour les encaissements : 136,83 M€

- ▶ pour le bassin ADOUR–GARONNE: 17,09 M€
- ▶ pour le bassin RHIN–MEUSE: 4,07 M€
- ▶ pour le bassin LOIRE–BRETAGNE: 28,78 M€
- ▶ pour le bassin RHÔNE–MEDITERRANEE et CORSE: 15,39 M€
- ▶ pour le bassin SEINE–NORMANDIE: 30,50 M€
- ▶ pour l'Agence Française de la Biodiversité: 41,00 M€

Il est à souligner que les émissions de titres ont été réalisées en compte de classe 4 et ne sont donc pas comptabilisées comme des recettes budgétaires mais inscrites pour information au tableau 4 – « Equilibre Financier ». Elles ont été reversées, après encaissement, à chacune des Agences concernées déduction faite de 41 M€ reversés directement à l'AFB et après déduction de 1,1 % de frais de gestion.

› Les charges et produits comptables calculés

Dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP), certaines opérations antérieurement inscrites au budget initial, en dépenses et recettes, ne font plus l'objet d'inscription de crédits de paiement. Ces opérations sont comptabilisées directement en comptabilité générale par l'agent comptable et participe au calcul du résultat de l'exercice.

Les charges comptables calculées : 2,55 M€

Pour l'exercice 2016, elles sont principalement constituées des dotations aux amortissements et provisions (1,07 M€), des admissions en non valeurs (0,79 M€) et de charges à payer (0,61 M€).

Les produits comptables calculés : 0,81 M€

Ces produits sont constitués essentiellement de reprises sur provisions pour dépréciation des créances contentieuses (0,80 M€).

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

EQUILIBRE FINANCIER

› Solde budgétaire : 37,22 M€

Le solde budgétaire est un solde intermédiaire de trésorerie qui valorise le flux généré par les opérations d'ordre budgétaire. Le Compte Financier fait apparaître un solde budgétaire excédentaire de 37,22 M€. Une partie de cet excédent est utilisée d'une part, pour financer le décalage de flux de trésorerie liés aux opérations non budgétaires (versement de nouveaux prêts ou remboursement d'emprunt, financer le décalage de flux de trésorerie liées aux opérations au nom et pour le compte de tiers) et d'autre part, pour effectuer le paiement relatif à la contribution exceptionnelle à l'effort de redressement des comptes publics au bénéfice de l'État.

› Résultat de l'exercice : 36,91 M€

Le compte de résultat décrit l'activité annuelle de l'établissement. Il récapitule les produits et les charges de l'exercice et fait apparaître, par différence, le bénéfice ou la perte de l'exercice. L'exécution du Compte Financier 2016 dégage un résultat excédentaire de 36,91 M€.

› Variation du fonds de roulement : + 23,53 M€ (apport)

L'établissement dégage un bénéfice d'exploitation pour l'année 2016 de 36,91 M€ contre 5,23 M€ en 2015 et une capacité d'autofinancement (CAF) de 37,18 M€.

Le fonds de roulement représente le surplus financier, non employé dans le cycle d'investissement, cumulé par l'établissement depuis sa création. Il s'établit en fin d'année 2016 à 65,81 M€ contre 42,28 M€ en fin 2015, soit une augmentation de 23,53 M€ et l'équivalent de 4,67 mois de dépenses totales de l'année 2016.

Par ailleurs, une partie de ce montant financier (3,21 M€) est affectée au financement des opérations courantes afin de couvrir le décalage dans le temps entre les encaissements et les décaissements. Il représente ce que l'on appelle communément le besoin en fonds de roulement (BFR). Le solde (FR : 65,81 M€ - BFR : 3,21 M€), non employé dans le cycle d'exploitation, représente la trésorerie disponible au 31 décembre 2016, soit 62,60 M€.

L'apport supplémentaire sur le fonds de roulement est lié à la consommation à 86% de l'enveloppe « Intervention ». Cette enveloppe intègre essentiellement les subventions attribuées dans le cadre des Programmes d'Intervention dont les paiements réalisés sont moins élevés que ceux prévus au budget initial 2016.

Si l'on considère le niveau total des restes à payer, en avances et subventions sur les décisions de participations financières des Programmes d'Intervention, celui-ci s'établit à 282,08 M€ en 2016 contre 249,58 M€ en 2015 soit une augmentation de 32,50 M€ soit +13%. Ce niveau de restes à payer est le plus élevé constaté depuis le début du Xème Programme d'Intervention et fera l'objet de larges paiements prévus dès 2017 (177,68 M€ prévus sur l'enveloppe « Intervention » et sur les paiements des avances contre 133,52 M€ inscrits sur le Compte Financier 2016).



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

➤ Trésorerie : 62,60 M€

En fin d'exercice, la trésorerie, quant à elle atteint 62,60 M€ soit 4,45 mois de dépenses 2016.

Ce niveau de trésorerie est également impacté par la hausse du niveau des restes à payer. Le Budget Initial 2017 présente une baisse de la trésorerie de 22,94 M€.

L'évolution de la trésorerie est représentée sur les graphiques suivants :

➤ Engagements hors bilan : 209,76 M€ dont 131,82 M€ de subventions



Ces engagements sont constitués de participations financières sous forme de subventions et d'avances attribuées dans le cadre des programmes d'intervention.

Pour les subventions, le niveau des engagements hors bilan à fin 2016 s'établit à 131,82 M€ soit une augmentation de 8,7 M€, +7%, par rapport à 2015.

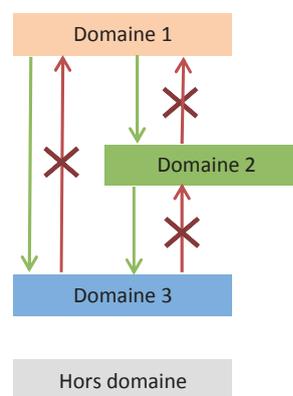
LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME DU X^{ÈME} PROGRAMME D'INTERVENTION EN 2016

Le X^{ème} Programme d'Intervention 2013-2018 a été adopté par le Comité de Bassin et le Conseil d'Administration du 19 Octobre 2012 puis révisé par le Comité de Bassin et le Conseil d'Administration du 16 Octobre 2015. Le X^{ème} programme de l'Agence de l'eau Artois Picardie, comme celui des autres Agences de l'eau est, en termes de dépenses, encadré financièrement dans chacun des 3 domaines définis par la Direction de l'Eau et de la Biodiversité. Ces domaines se caractérisent par une fongibilité asymétrique entre eux, c'est-à-dire qu'il est permis de réaffecter des dotations initialement prévues pour le domaine 1 vers le domaine 2 ou 3, et du domaine 2 vers le domaine 3, sans que l'inverse ne soit possible (cf. schéma ci-contre). Cette nouveauté par rapport au 9^{ème} programme restreint quelque peu la souplesse d'utilisation des dotations d'intervention entre différentes lignes de programme.

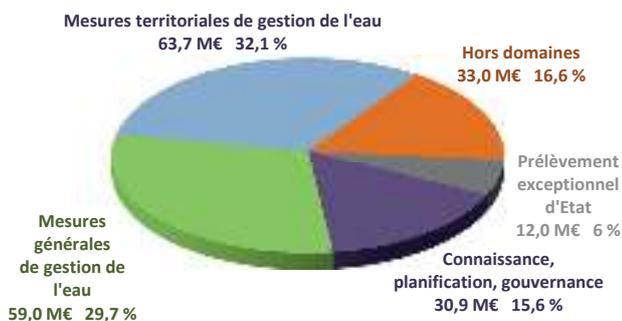
En 2016, les engagements totaux (domaines et hors domaines) ont atteint 198,583 M€, représentant 92,4% des dotations ouvertes. Les aides décidées (hors dépenses courantes et prélèvement exceptionnel de l'Etat) ont porté sur un volume financier de 160,185 M€.

La répartition des engagements durant l'année par domaine et par nature d'aide s'établit comme suit :

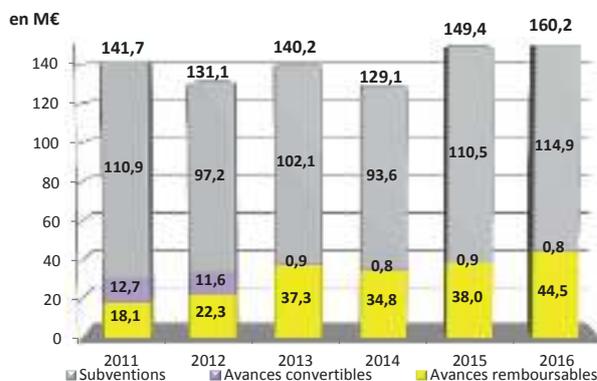


- Transfert de dotations possible
- ~~X~~ Transfert de dotations impossible

Ventilation des engagements 2016 par Domaines



Ventilation des décisions par type d'aide
(hors dépenses courantes et prélèvement exceptionnel d'Etat)



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

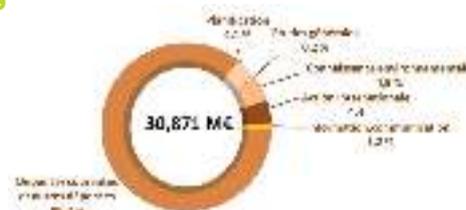
› Domaine 1 : Connaissance, planification, gouvernance : 30,871 M€

Les études générales, la connaissance environnementale, la communication et la planification ont été aidées à hauteur de 3,221 M€ d'aides en 2016.

L'Agence a également consacré 1,352 M€ à destination de l'action internationale.

Les dépenses courantes et autres dépenses de l'établissement s'élèvent à 26,299 M€.

Cette catégorie de dépenses prend en compte le remboursement, en 2016, de 7,972 M€ du prêt contracté en 2012 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations afin de financer une partie des projets de mise à niveau des stations d'épuration publiques au regard de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines.



› Domaine 2 : Mesures générales de gestion de l'eau : 58,991 M€

Les installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées (hors eaux pluviales) ont bénéficié de décisions d'aides à hauteur de 18,610 M€, et les décisions consacrées aux réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées ont porté sur 32,170 M€.

Les aides de l'Agence consacrées aux interventions liées à l'eau potable ont atteint 7,276 M€ en 2016.



Les participations financières consacrées à l'assistance technique auprès des collectivités, industries et agriculteurs ont porté sur un volume de 0,935 M€ en 2016.

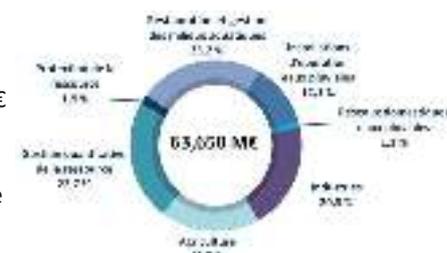
› Domaine 3 : Mesures territoriales de gestion de l'eau : 63,650 M€

Les aides aux interventions portant sur les eaux pluviales se sont portées à 7,704 M€ pour les installations de traitement et à 0,661 M€ pour les réseaux d'assainissement.

Les aides pour la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles se sont élevées à 12,948 M€.

Les participations financières relatives à la lutte contre la pollution d'origine agricole ont atteint 11,882 M€ en 2016.

Les actions relatives à la gestion quantitative, la protection de la ressource et la restauration des milieux aquatiques ont été soutenues financièrement par l'Agence à hauteur de 30,456 M€ en 2016, poursuivant ainsi la montée en puissance portée par le Xème Programme d'Intervention :



- ▶ Les aides décidées à destination de la restauration et de la gestion des milieux aquatiques ont atteint 14,771 M€.
- ▶ Les aides décidées à destination de la gestion quantitative de la ressource se sont élevées à 14,466 M€ en 2016 avec l'appel à projet « fuites »
- ▶ Les aides décidées dans le domaine de la protection de la ressource en eau se sont élevées à 1,219 M€ en 2016.

LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION

› Hors domaines : primes de performance épuratoire et contribution à l'ONEMA : 42,310 M€

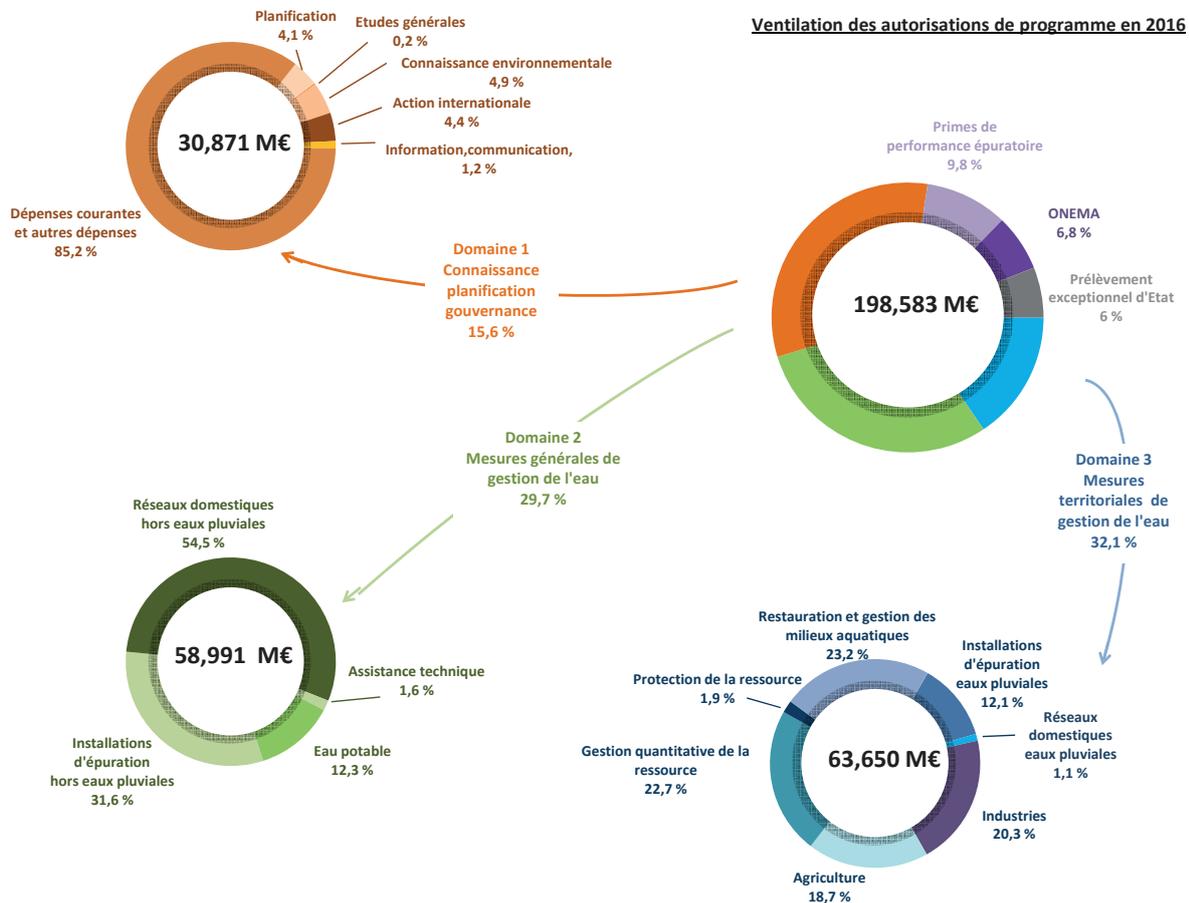
Les engagements consacrés à l'aide à la performance épuratoire se sont élevés à 19,518 M€. La contribution de l'Agence à l'ONEMA a été en 2016 de 13,454 M€ : 10,272 M€ via le fonds de concours, et 3,182 M€ via le reversement de la Redevance Pollutions Diffuses (RPD) pour le programme Ecophyto.

› Le prélèvement exceptionnel de l'Etat en 2016 : 11,954 M€

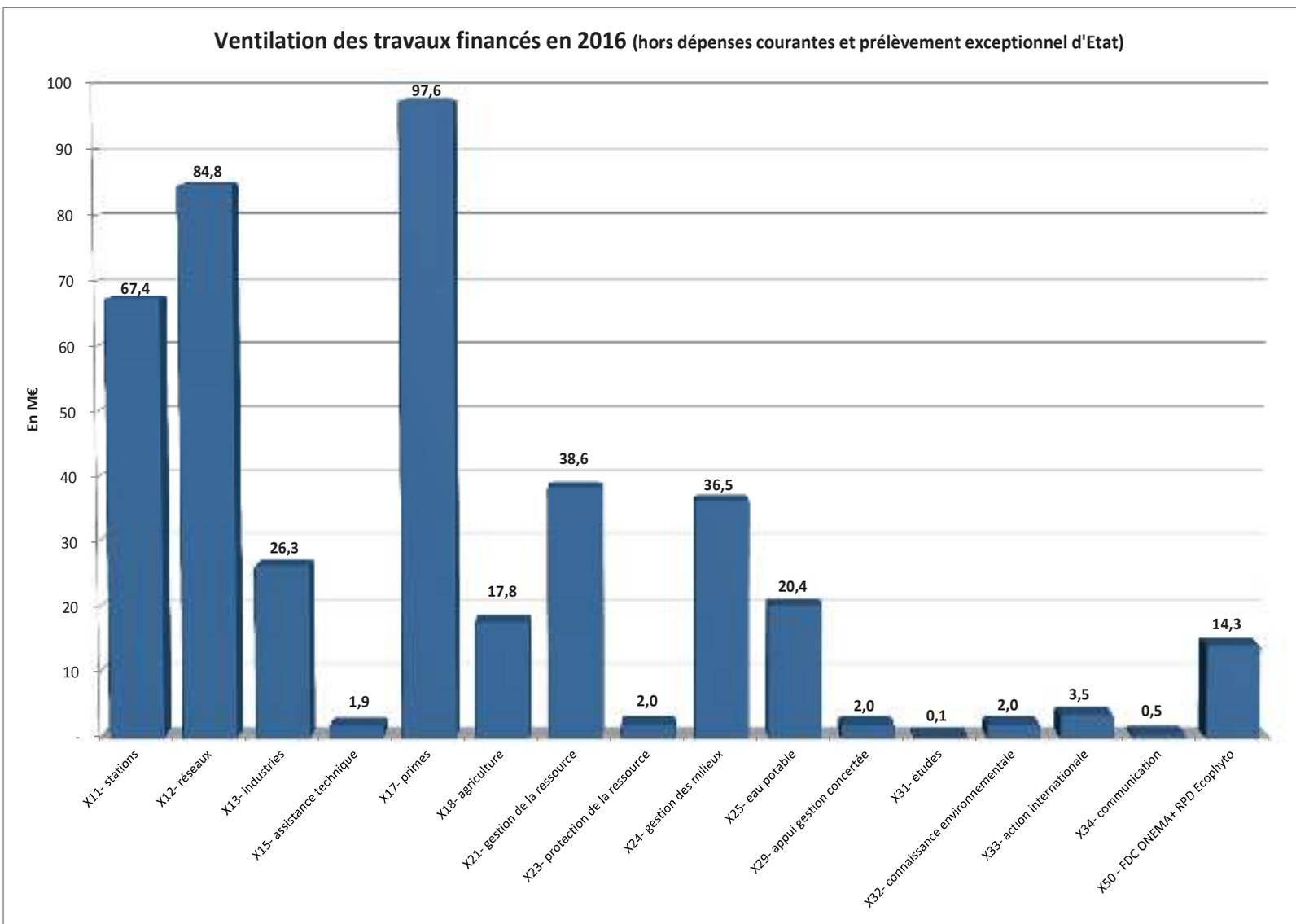
Afin d'associer les opérateurs de l'Etat à l'effort de redressement des comptes publics, les autorités de tutelle ont demandé aux Agences de l'Eau d'inscrire dans leurs budgets initiaux 2015 à 2017 un prélèvement annuel de 175 M€ au bénéfice de l'Etat.

Pour l'Agence de l'eau Artois Picardie le prélèvement exceptionnel s'élève à 11,954 M€ en 2016.

› Synoptique des Autorisations de Programme décidées en 2016



LES MOYENS A DISPOSITION ET LEUR OPTIMISATION



GLOSSAIRE

> A

| | |
|--------|--|
| ADOPTA | Association pour le Développement Opérationnel et la Promotion des Techniques Alternatives en matière d'eaux pluviales |
| AE | Autorisation d'Engagement |
| AFB | Agence Française pour la Biodiversité |
| AMEVA | AMEnagement et Valorisation du bassin de la Somme |
| ANC | Assainissement Non Collectif |
| ARS | Agence Régionale de Santé |

> B

| | |
|-------|---|
| BI | Budget Initial |
| BNV-D | Banque Nationale des Ventes réalisées par les Distributeurs de produits phytosanitaires |
| BRGM | Bureau de Recherches Géologiques et Minières |
| BSR | Bassin de Stockage-Restitution |
| BTS | Brevet de Technicien Supérieur |

> C

| | |
|----------|---|
| CA | Conseil d'Administration |
| CB | Comité de Bassin |
| CCTP | Cahier des Clauses Techniques et Particulières |
| CDC | Caisse des Dépôts et Consignation |
| CDD | Contrat à Durée Déterminée |
| CDI | Contrat à Durée Indéterminée |
| CEREMA | Centre d'études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement |
| CGEDD | Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable |
| CLE | Commission Locale de l'Eau |
| CNRS | Centre National de la Recherche Scientifique |
| COB | Contrat d'Objectifs |
| CODERST | COMité DÉpartemental des Risques Sanitaires et Technologiques |
| COGEPOMI | COMité de GEstion des POissons Migrateurs |
| COP | Conference Of Parties |
| CPIE | Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement |
| CUA | Communauté Urbaine d'Arras |

> D

| | |
|-------|---|
| DBO | Demande Biologique en Oxygène |
| DCE | Directive Cadre sur l'Eau |
| DCO | Demande Chimique en Oxygène |
| DDTM | Direction Départementale des Territoires et de la Mer |
| DED | Direction des Enquêtes Douanières |
| DREAL | Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement |
| DUP | Déclaration d'Utilité Publique |

> E

| | |
|------|--|
| Eh | Equivalent Habitant |
| EJ | Engagement Juridique |
| EPCI | Etablissement Public de Coopération Intercommunale |
| ERU | Eaux Résiduaires Urbaines |
| ES | Economique et Social |
| ETP | Equivalent Temps Plein |
| ETPT | Equivalent Temps Plein Travaillés |

> F

| | |
|-------|---|
| FEDER | Fonds Européen de Développement Economique Régional |
| FNDAE | Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau |

> G

| | |
|--------|--|
| GABNOR | Groupement des Agriculteurs Biologiques du NORd |
| GBCP | Gestion Budgétaire et Comptable Publique |
| GEMAPI | GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations |
| GPEEC | Gestion Prévisionnel des Emplois Et des Compétences |
| GT | Groupe de Travail |

> I

| | |
|---------|---|
| IFREMER | Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER |
| INERIS | Institut National de l'Environnement Industriels et des RISques |
| INSEE | Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques |
| IRSTEA | Institut national de Recherche en Sciences et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture |
| ISA | Institut Supérieur d'Agriculture |
| ISEN | Institut Supérieur de l'Electronique et du Numérique |

> L

| | |
|------|--|
| LEMA | Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques |
| LNE | Laboratoire National de métrologie et d'Essais |

GLOSSAIRE

> M

| | |
|-------|--|
| MAEC | Mesure Agro-Environnementale et Climatique |
| MAP | Modernisation de l'Action Publique |
| MAS | Manuel d'AutoSurveillance |
| MES | Matières En Suspension |
| METOX | MEtaux TOXiques |
| MI | Matières Inhibitrices |
| MISEN | Mission Inter-Service de l'Eau et de la Nature |
| MNT | Modèle Numérique de Terrain |

> N

| | |
|-------|---|
| NOTRE | Nouvelle Organisation Territoriale de la REpublique |
| NR | Azote réduit |

> O

| | |
|--------|--|
| ORQUE | Opérations de Reconquête de la QUalité des Eaux |
| OSMOSE | Outil national pour le Suivi des Mesures Opérationnelles Sur l'Eau |
| OTEU | Ouvrage de Transfert des Eaux Usées |

> P

| | |
|------|---|
| P | Phosphore |
| PAC | Politique Agricole Commune |
| PAMM | Plan d'Actions pour le Milieu Marin |
| PAOT | Plan d'Actions Opérationnel Territorialisé |
| PAPI | Programme d'Action et de Prévention des Inondations |
| PCAE | Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles |
| PDM | Programme de Mesures |
| PDR | Programme de Développement Rural |
| PEA | Plan Eau et Agriculture |
| PLU | Plan Local d'Urbanisme |
| PMBE | Plan de Modernisation des bâtiments d'élevage |
| PPC | Programme Pluriannuel Concerté |
| PVE | Plan Végétal pour l'Environnement |

> Q

| | |
|---------|---|
| QUASPER | QUantification, Analyse et Suivi des Processus ERosifs sur le bassin versant de la Canche |
|---------|---|

> R

| | |
|-------|--|
| RGPP | Réforme Générale des Politiques Publiques |
| RH | Ressources Humaines |
| ROLNP | Réseau d'Observation du Littoral Normand et Picard |
| RPD | Redevance Pollutions Diffuses |
| RRPC | Raccordement au Réseau Public de Collecte |
| RSDE | Recherche de Substances Dangereuses pour l'Eau |

> S

| | |
|----------|--|
| S | Scientifique |
| SAFER | Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural |
| SAGE | Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux |
| SANDRE | Service d'Administration National des Données et Référentiels sur l'Eau |
| SATEGE | Service d'Assistance TEchnique à la Gestion des Epandages |
| SATEP | Service d'Assistance Technique à la gestion de l'Eau Potable |
| SATESE | Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Epuraton |
| SCOT | Schéma de COhérence Territoriale |
| SDAGE | Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux |
| SHOM | Service Hydrographique et Océanographique de la Marine |
| SIAEP | Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable |
| SISPEA | Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement |
| SLGRI | Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation |
| SMAECE | Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Entretien des Cours d'Eau |
| SMAGE | Syndicat Mixte pour l'Aménagement et la Gestion des Eaux |
| SOCLE | Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau |
| SMBS | Syndicat Mixte de la Baie de Somme |
| SPSI | Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière |
| SRADDET | Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Equité des Territoires |
| SRR | Suivi Régulier des Rejets |
| STB | Secrétariat Technique de Bassin |
| STEP | STation d'EPuration |
| SYCLOE | SYstème de Connaissance et de LOralisation des Epandages |
| SYMCEA | Syndicat Mixte Canche Et Affluents |
| SYMSAGEB | SYndicat Mixte pour le SAGE du Boulonnais |
| SYMSAGEL | SYndicat Mixte pour le SAGE de la Lys |
| SYMVAHEM | SYndicat Mixte de la VALée de la HEM |

> T

| | |
|-----|----------------------|
| TVB | Trame Verte et Bleue |
|-----|----------------------|

> U

| | |
|--------|--|
| USAN | Union des Syndicats d'Assainissement du Nord |
| UNILET | Union Nationale Interprofessionnelle des LEGumes Transformés |

> Z

| | |
|-----|------------------------------|
| ZAC | Zone d'Aménagement Concerté |
| ZEC | Zone d'Expansion des Crues |
| ZEE | Zone à Enjeu Environnemental |
| ZES | Zone à Enjeu Sanitaire |

ANNEXES PAR DEPARTEMENT

| | |
|---------------------------------|-----|
| Département de l'Aisne | 129 |
| Département du Nord | 140 |
| Département de l'Oise | 151 |
| Département du Pas-de-Calais .. | 162 |
| Département de la Somme | 173 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE
L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)LA GOUVERNANCE DE LA
POLITIQUE DE L'EAU› Participations financières engagées dans le cadre
de l'élaboration et du suivi des SAGE

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes* | -0,002 | -0,001 |
| Autres : | 0,104 | 0,066 |
| <i>Animation</i> | 0,081 | 0,054 |
| <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,023 | 0,012 |
| TOTAL | 0,102 | 0,065 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre
de la connaissance environnementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
|--------------------------|---------------------|---|
| Eaux souterraines | 0,007 | 0,007 |
| Eaux de surface | 0,048 | 0,048 |
| Eaux littorales | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,055 | 0,055 |

› Participations financières accordées dans le cadre
de la restauration de la continuité écologique

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Animation territoriale dédiée | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,000 | 0,000 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'entretien et de la restauration des cours d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------------|---------------------|--|
| Travaux* | -0,023 | -0,011 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,015 | 0,004 |
| <i>Animation*</i> | <i>-0,002</i> | <i>-0,001</i> |
| <i>Financement d'emplois</i> | <i>0,016</i> | <i>0,005</i> |
| <i>Action de communication</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | -0,008 | -0,007 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre du curage des sédiments toxiques

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,000 | 0,000 |

› Participations financières accordées dans le cadre des zones humides

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,273 | 0,124 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,015 | 0,009 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Animation</i> | <i>0,013</i> | <i>0,009</i> |
| <i>Action de communication</i> | <i>0,002</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres interventions</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | 0,287 | 0,134 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre l'érosion

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,004 | 0,002 |
| Etudes* | -0,005 | 0,006 |
| Animation | 0,000 | 0,000 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | -0,002 | 0,008 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les inondations

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,077 | 0,008 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,077 | 0,008 |

› Participations financières accordées dans le cadre de la protection des eaux souterraines

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres : | -0,009 | -0,006 |
| Acquisition foncière | 0,000 | 0,000 |
| Aide à la rédaction et au suivi des procédures | 0,000 | 0,000 |
| Animation | 0,000 | 0,000 |
| Procédure de périmètre de protection* | -0,009 | -0,006 |
| TOTAL | -0,009 | -0,006 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre de l'alimentation en eau potable

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 1,169 | 0,192 |
| Unités de traitement* | -0,004 | -0,002 |
| Travaux d'interconnexion | 0,000 | 0,000 |
| Achat de forages | 0,000 | 0,000 |
| Création de réservoirs de stockage | 0,000 | 0,000 |
| Travaux d'adduction | 0,000 | 0,000 |
| Pose compteurs sectoriels | 0,000 | 0,000 |
| Télésurveillance | 0,000 | 0,000 |
| Réhabilitations de réservoirs de stockage | 1,073 | 0,123 |
| Acquisition matériel de recherche de fuites | 0,100 | 0,070 |
| Autres travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,087 | 0,037 |
| SATEP (cf. Assistance technique départementale) | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 1,256 | 0,228 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre du raccordement au réseau public de collecte

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,408 | 0,187 |
| TOTAL | 0,408 | 0,187 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des réseaux d'assainissement

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 2,953 | 1,207 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | 1,977 | 0,861 |
| <i>Réseaux amélioration</i> | 0,416 | 0,174 |
| <i>Réseaux OTEU</i> | 0,470 | 0,135 |
| <i>Elimination eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,090 | 0,036 |
| <i>Branchements sous domaine public</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,065 | 0,033 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 3,018 | 1,239 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Opérations financées au taux de la zone 1 : | -0,182 | -0,086 |
| <i>Travaux*</i> | -0,182 | -0,086 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 2 : | 1,920 | 0,825 |
| <i>Travaux</i> | 1,855 | 0,793 |
| <i>Etudes</i> | 0,065 | 0,033 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 3 : | 1,280 | 0,499 |
| <i>Travaux</i> | 1,280 | 0,499 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 3,018 | 1,239 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE
L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des stations d'épuration

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | -0,004 | -0,002 |
| <i>Amélioration de stations</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Création de stations</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Remplacement de stations</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Traitement/stockage des boues</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Mise en place autosurveillance*</i> | <i>-0,004</i> | <i>-0,002</i> |
| Etudes | 0,076 | 0,026 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,072 | 0,025 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Priorité 2 : | 0,072 | 0,025 |
| <i>Travaux*</i> | <i>-0,004</i> | <i>-0,002</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,076</i> | <i>0,026</i> |
| <i>Autres</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Priorité 3 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Etudes</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | 0,072 | 0,025 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|-----------------------|---|--|--------------|
| PAR TYPE D'OPERATIONS | LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 0,150 | 0,075 |
| | <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Bassins de pollution</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,150 | 0,075 |
| | <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| | LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| | TOTAL | 0,150 | 0,075 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|----------------------|---------------------|--|--------------|
| PAR PRIORITE | Priorité 1 : | 0,150 | 0,075 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,150 | 0,075 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 2 : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 3 : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,150 | 0,075 | |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'assistance technique départementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,017 | 0,002 |
| SATESE | 0,134 | 0,017 |
| SATEP | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,151 | 0,019 |

› Participations financières accordées dans le cadre de l'aide à la performance épuratoire

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Prime | 3,790 | 0,758 |
| TOTAL | 3,790 | 0,758 |

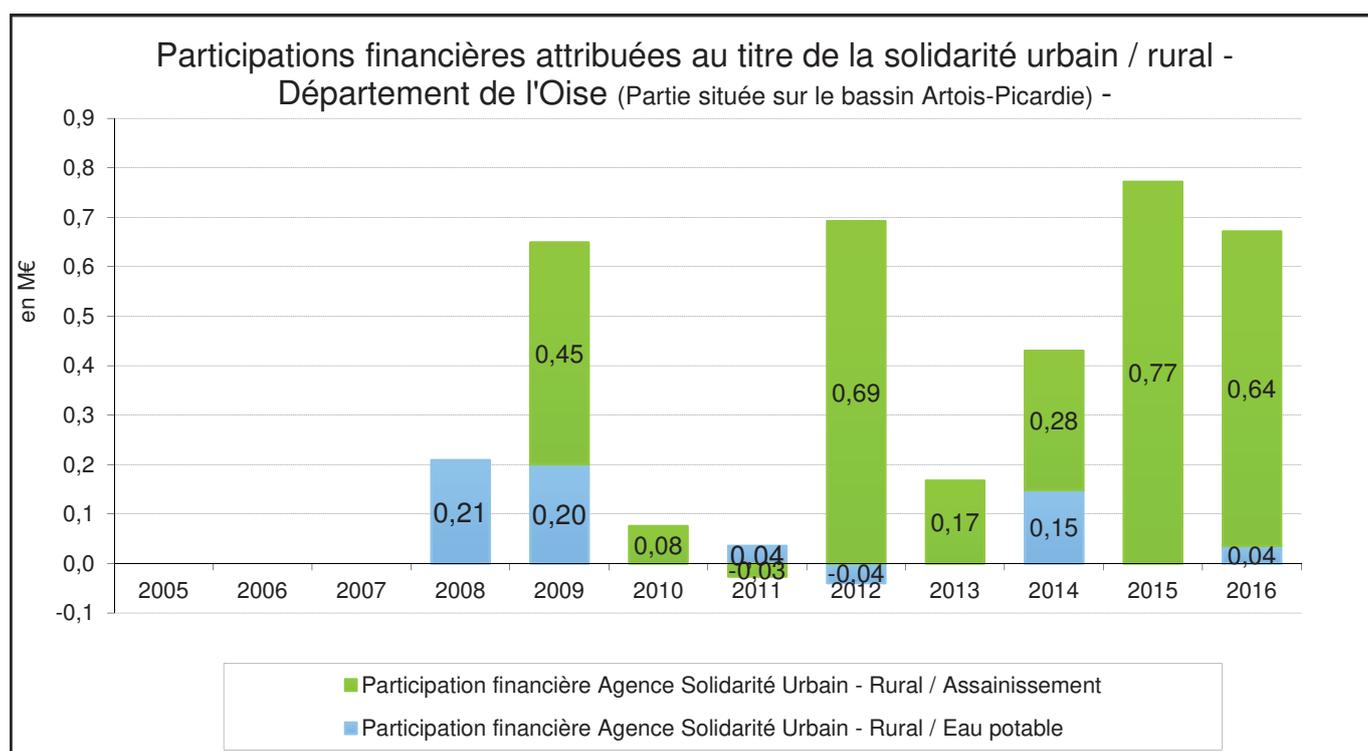
› Participations financières accordées dans le cadre de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,077 | 0,030 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | <i>0,077</i> | <i>0,030</i> |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes | 0,027 | 0,010 |
| TOTAL | 0,104 | 0,040 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la solidarité urbain-rural



› Participations financières accordées dans le cadre des économies d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 0,970 | 0,459 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | 0,572 | 0,194 |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | 0,308 | 0,200 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 210</i> | -0,010 | -0,005 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 252</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | 0,100 | 0,070 |
| Etudes : | 0,069 | 0,028 |
| <i>Etudes - LP 210*</i> | -0,018 | -0,009 |
| <i>Etudes - LP 252</i> | 0,087 | 0,037 |
| TOTAL | 1,039 | 0,487 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

** Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions industrielles

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 0,280 | 0,072 |
| <i>Traitement biologique</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Traitement physico-chimique</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Prétraitement</i> | 0,275 | 0,070 |
| <i>Lutte pollution accidentelle</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recyclage intégral</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Opération collective</i> | 0,004 | 0,003 |
| <i>Recyclage partiel</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Restructuration réseaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Technologie propre</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux économies d'eau</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Assistance technique aux industriels | 0,021 | 0,007 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,301 | 0,079 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 0,280 | 0,072 |
| <i>Lutte contre la pollution toxique</i> | 0,004 | 0,003 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 1</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 2</i> | 0,275 | 0,070 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 3</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Lutte contre les pollutions accidentelles</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Assistance technique aux industriels | 0,021 | 0,007 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,301 | 0,079 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L' AISNE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions diffuses

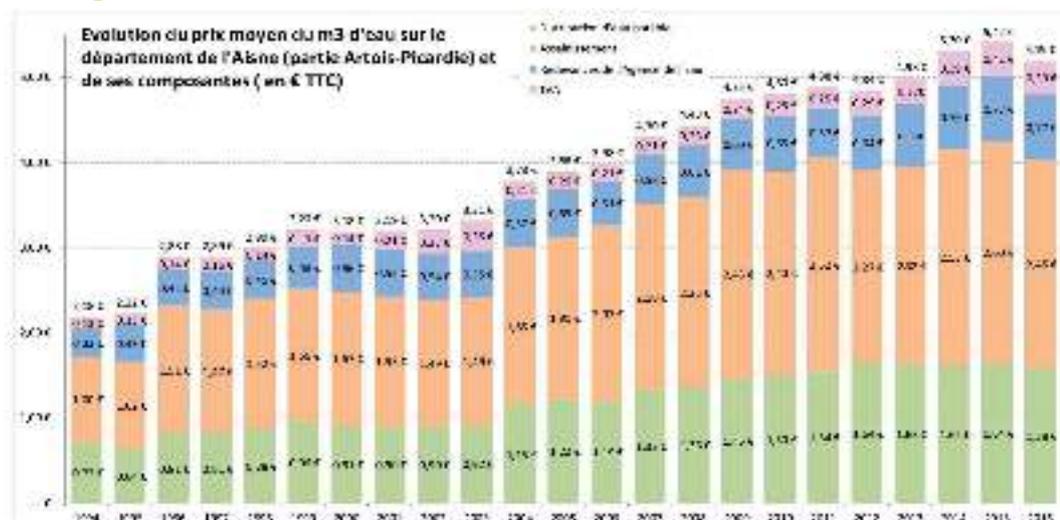
Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 0,131 | 0,118 |
| PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE) | 0,000 | 0,000 |
| PCEA - Autres dossiers (Ex PVE) | 0,074 | 0,074 |
| PEA | 0,022 | 0,022 |
| MAEC | 0,000 | 0,000 |
| Phytosanitaires non agricoles | 0,013 | 0,006 |
| Actions agricoles dans les ORQUES | 0,023 | 0,016 |
| Autres interventions | 0,000 | 0,000 |
| Etudes : | 0,048 | 0,016 |
| Pollutions diffuses | 0,048 | 0,016 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Animation : | -0,011 | -0,009 |
| Pollutions diffuses | 0,000 | 0,000 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie* | -0,011 | -0,009 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication : | 0,000 | 0,000 |
| Pollutions diffuses | 0,000 | 0,000 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,168 | 0,125 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

LE PRIX DE L'EAU

› L'évolution du prix des services de l'eau sur le département de l'Aisne



ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORDLA GOUVERNANCE DE LA
POLITIQUE DE L'EAU› Participations financières engagées dans le
cadre de l'élaboration et du suivi des SAGE

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,109 | 0,054 |
| Autres : | 0,510 | 0,366 |
| <i>Animation</i> | <i>0,501</i> | <i>0,361</i> |
| <i>Actions de communication</i> | <i>0,009</i> | <i>0,005</i> |
| <i>Autres interventions</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | 0,619 | 0,420 |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le
cadre de la connaissance environnementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
|--------------------------|---------------------|---|
| Eaux souterraines | 0,047 | 0,047 |
| Eaux de surface | 0,352 | 0,342 |
| Eaux littorales | 0,505 | 0,252 |
| TOTAL | 0,904 | 0,642 |

› Participations financières accordées dans
le cadre de la restauration de la continuité
écologique

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,604 | 0,376 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | <i>0,014</i> | <i>0,014</i> |
| Etudes | 0,061 | 0,049 |
| Animation territoriale dédiée | 0,170 | 0,116 |
| TOTAL | 0,835 | 0,541 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de l'entretien et de la restauration des cours d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,497 | 1,226 |
| Etudes | 0,833 | 0,380 |
| Autres | 0,294 | 0,185 |
| <i>Animation</i> | <i>0,248</i> | <i>0,170</i> |
| <i>Financement d'emplois</i> | <i>0,047</i> | <i>0,015</i> |
| <i>Action de communication</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | 3,624 | 1,791 |

› Participations financières accordées dans le cadre du curage des sédiments toxiques

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux* | -0,104 | -0,097 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | -0,104 | -0,097 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre des zones humides

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,488 | 0,228 |
| Etudes | 0,738 | 0,176 |
| Autres | 0,367 | 0,160 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | <i>0,279</i> | <i>0,099</i> |
| <i>Animation</i> | <i>0,088</i> | <i>0,061</i> |
| <i>Action de communication</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres interventions</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| TOTAL | 1,593 | 0,564 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre l'érosion

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|------------------------|---------------------|--|
| Travaux* | -0,003 | -0,003 |
| Etudes | 0,087 | 0,044 |
| Animation | 0,155 | 0,066 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,240 | 0,107 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les inondations

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 1,689 | 0,597 |
| Etudes | 1,028 | 0,358 |
| Acquisitions foncières* | -0,003 | -0,001 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 2,714 | 0,954 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre de la protection des eaux souterraines

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux* | 0,027 | -0,007 |
| Etudes | 0,045 | 0,032 |
| Autres : | 0,513 | 0,385 |
| Acquisition foncière | 0,000 | 0,000 |
| Aide à la rédaction et au suivi des procédures | 0,066 | 0,066 |
| Animation | 0,290 | 0,209 |
| Procédure de périmètre de protection | 0,157 | 0,110 |
| TOTAL | 0,585 | 0,409 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le
cadre de l'alimentation en eau potable

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 2,893 | 0,767 |
| <i>Unités de traitement</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux d'interconnexion</i> | 1,645 | 0,380 |
| <i>Achat de forages</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Création de réservoirs de stockage</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux d'adduction</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Pose compteurs sectoriels</i> | 0,042 | 0,029 |
| <i>Télésurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Réhabilitations de réservoirs de stockage</i> | 0,699 | 0,061 |
| <i>Acquisition matériel de recherche de fuites</i> | 0,107 | 0,017 |
| <i>Autres travaux</i> | 0,401 | 0,281 |
| Etudes | 0,792 | 0,105 |
| SATEP (cf. Assistance technique départementale) | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,120 | 0,020 |
| TOTAL | 3,805 | 0,892 |

› Participations financières accordées dans le
cadre du raccordement au réseau public de
collecte

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 1,725 | 0,719 |
| TOTAL | 1,725 | 0,719 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre des réseaux d'assainissement

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 27,636 | 8,413 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | 9,522 | 3,016 |
| <i>Réseaux amélioration</i> | 14,699 | 3,846 |
| <i>Réseaux OTEU</i> | 3,400 | 1,555 |
| <i>Elimination eaux claires parasites*</i> | -0,428 | -0,171 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,327 | 0,116 |
| <i>Branchements sous domaine public</i> | 0,116 | 0,051 |
| Etudes | 0,719 | 0,266 |
| Autres* | 0,146 | 0,065 |
| TOTAL | 28,501 | 8,744 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Opérations financées au taux de la zone 1 : | 3,847 | 1,176 |
| <i>Travaux</i> | 3,796 | 1,150 |
| <i>Etudes</i> | 0,051 | 0,025 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 2 : | 23,387 | 7,035 |
| <i>Travaux</i> | 22,573 | 6,729 |
| <i>Etudes</i> | 0,668 | 0,241 |
| <i>Autres</i> | 0,146 | 0,065 |
| Opérations financées au taux de la zone 3 : | 1,267 | 0,533 |
| <i>Travaux</i> | 1,267 | 0,533 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 28,501 | 8,744 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre des stations d'épuration

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux : | 11,971 | 5,241 |
| <i>Amélioration de stations</i> | 2,875 | 1,358 |
| <i>Création de stations</i> | 6,423 | 3,051 |
| <i>Remplacement de stations</i> | 0,951 | 0,438 |
| <i>Traitement/stockage des boues</i> | 1,722 | 0,394 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,069 | 0,011 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 12,040 | 5,253 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 12,040 | 5,253 |
| <i>Travaux</i> | 11,971 | 5,241 |
| <i>Etudes</i> | 0,069 | 0,011 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 3 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 12,040 | 5,253 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 18,272 | 3,067 |
| <i>Gestion des eaux de pluie urbaines*</i> | 4,152 | -0,006 |
| <i>Bassins de pollution</i> | 13,732 | 2,988 |
| <i>Etudes</i> | 0,443 | 0,075 |
| <i>Actions de communication*</i> | -0,056 | 0,010 |
| LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,574 | 0,365 |
| <i>Amélioration des réseaux</i> | -0,006 | 0,046 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,580 | 0,319 |
| TOTAL | 18,846 | 3,432 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde dossiers

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | -0,164 | -0,047 |
| <i>Travaux*</i> | -0,164 | -0,047 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 18,597 | 3,191 |
| <i>Travaux</i> | 18,210 | 3,106 |
| <i>Etudes</i> | 0,443 | 0,075 |
| <i>Autres*</i> | -0,056 | 0,010 |
| Priorité 3 : | 0,412 | 0,288 |
| <i>Travaux</i> | 0,412 | 0,288 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 18,846 | 3,432 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde dossiers

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de l'assistance technique départementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,228 | 0,171 |
| SATESE | 0,028 | 0,014 |
| SATEP | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,256 | 0,185 |

› Participations financières accordées dans le cadre de l'aide à la performance épuratoire

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Prime | 58,548 | 11,710 |
| TOTAL | 58,548 | 11,710 |

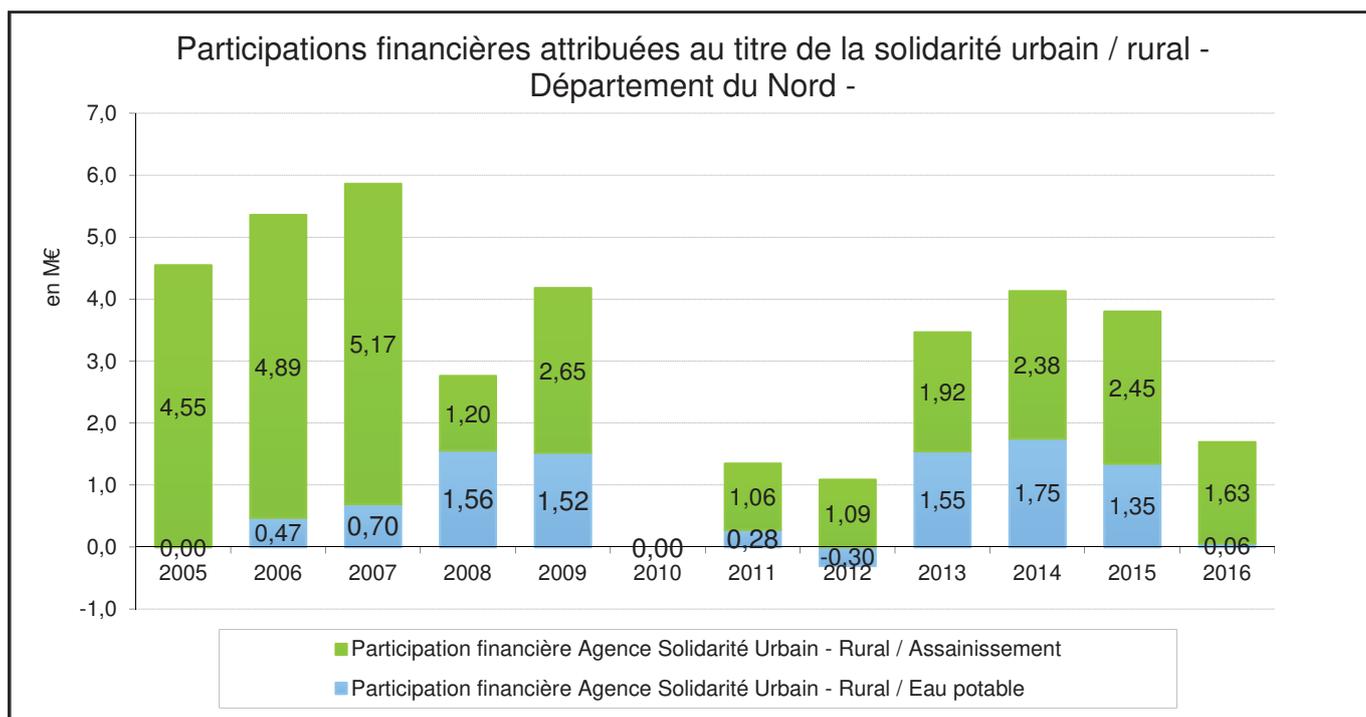
› Participations financières accordées dans le cadre de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 1,203 | 0,510 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | 1,203 | 0,510 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 1,203 | 0,510 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de la solidarité urbain-rural



› Participations financières accordées dans le cadre des économies d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 18,091 | 6,503 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | 0,057 | 0,040 |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | 17,485 | 6,137 |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel* - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel* - LP 252</i> | 0,443 | 0,310 |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | 0,107 | 0,017 |
| Etudes : | 0,112 | 0,079 |
| <i>Etudes - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes - LP 252</i> | 0,112 | 0,079 |
| TOTAL | 18,203 | 6,582 |

* Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU NORD

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions industrielles

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 12,355 | 6,950 |
| <i>Traitement biologique</i> | 0,298 | 0,172 |
| <i>Traitement physico-chimique</i> | 2,343 | 1,527 |
| <i>Prétraitement</i> | 6,489 | 4,066 |
| <i>Lutte pollution accidentelle</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recyclage intégral</i> | 0,028 | 0,008 |
| <i>Opération collective</i> | 0,305 | 0,088 |
| <i>Recyclage partiel</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,272 | 0,136 |
| <i>Restructuration réseaux</i> | 0,423 | 0,275 |
| <i>Technologie propre</i> | 1,240 | 0,446 |
| <i>Travaux économies d'eau</i> | 0,057 | 0,040 |
| <i>Autres travaux</i> | 0,902 | 0,193 |
| Etudes | 0,602 | 0,301 |
| Assistance technique aux industriels | 0,182 | 0,065 |
| Autres | 0,161 | 0,116 |
| TOTAL | 13,300 | 7,432 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 12,355 | 6,950 |
| <i>Lutte contre la pollution toxique</i> | 1,173 | 0,563 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 1</i> | 1,248 | 0,524 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 2</i> | 7,569 | 4,345 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 3</i> | 2,000 | 1,300 |
| <i>Lutte contre les pollutions accidentelles</i> | 0,364 | 0,218 |
| Etudes | 0,602 | 0,301 |
| Assistance technique aux industriels | 0,182 | 0,065 |
| Autres | 0,161 | 0,116 |
| TOTAL | 13,300 | 7,432 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU NORD

Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions diffuses

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 4,278 | 3,537 |
| PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE) | 0,000 | 0,000 |
| PCEA - Autres dossiers (Ex PVE) | 2,500 | 2,500 |
| PEA | 0,043 | 0,043 |
| MAEC | 0,500 | 0,500 |
| Phytosanitaires non agricoles | 1,131 | 0,455 |
| Actions agricoles dans les ORQUES | 0,105 | 0,039 |
| Autres interventions | 0,000 | 0,000 |
| Etudes : | 1,003 | 0,466 |
| Pollutions diffuses | 0,990 | 0,457 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,013 | 0,009 |
| Animation : | 1,396 | 0,618 |
| Pollutions diffuses | 0,051 | 0,025 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 1,166 | 0,467 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,179 | 0,125 |
| Actions de communication : | 0,022 | 0,015 |
| Pollutions diffuses | 0,000 | 0,000 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,022 | 0,015 |
| TOTAL | 6,699 | 4,636 |

LE PRIX DE L'EAU

L'évolution du prix des services de l'eau sur le département du Nord



ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE
L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)LA GOUVERNANCE DE LA
POLITIQUE DE L'EAU› Participations financières engagées dans le cadre
de l'élaboration et du suivi des SAGE

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,020 | 0,010 |
| Autres : | 0,038 | 0,025 |
| <i>Animation</i> | <i>0,036</i> | <i>0,024</i> |
| <i>Actions de communication</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres interventions</i> | <i>0,002</i> | <i>0,001</i> |
| TOTAL | 0,058 | 0,035 |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre
de la connaissance environnementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
|--------------------------|---------------------|---|
| Eaux souterraines | 0,004 | 0,004 |
| Eaux de surface | 0,032 | 0,032 |
| Eaux littorales | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,036 | 0,036 |

› Participations financières accordées dans le cadre
de la restauration de la continuité écologique

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Animation territoriale dédiée | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,000 | 0,000 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'entretien et de la restauration des cours d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,003 | 0,002 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| <i>Animation*</i> | -0,002 | -0,001 |
| <i>Financement d'emplois</i> | 0,001 | 0,001 |
| <i>Action de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,003 | 0,002 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre du curage des sédiments toxiques

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,000 | 0,000 |

› Participations financières accordées dans le cadre des zones humides

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,010 | 0,006 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Animation</i> | 0,008 | 0,006 |
| <i>Action de communication</i> | 0,002 | 0,000 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,010 | 0,006 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre l'érosion

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,002 | 0,001 |
| Etudes* ** | -0,001 | 0,008 |
| Animation | 0,000 | 0,000 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,001 | 0,009 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

** Le montant plus élevé en participations financières qu'en travaux résulte de l'annulation et/ou de la réduction pour solde de certains dossiers décidés en 2013 et 2014.

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les inondations

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,050 | 0,005 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,050 | 0,005 |

› Participations financières accordées dans le cadre de la protection des eaux souterraines

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres : | 0,000 | 0,000 |
| Acquisition foncière | 0,000 | 0,000 |
| Aide à la rédaction et au suivi des procédures | 0,000 | 0,000 |
| Animation | 0,000 | 0,000 |
| Procédure de périmètre de protection | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,000 | 0,000 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre de l'alimentation en eau potable

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 0,239 | 0,096 |
| Unités de traitement | 0,000 | 0,000 |
| Travaux d'interconnexion | 0,000 | 0,000 |
| Achat de forages | 0,000 | 0,000 |
| Création de réservoirs de stockage | 0,000 | 0,000 |
| Travaux d'adduction | 0,231 | 0,092 |
| Pose compteurs sectoriels | 0,000 | 0,000 |
| Télésurveillance | 0,008 | 0,003 |
| Réhabilitations de réservoirs de stockage | 0,000 | 0,000 |
| Acquisition matériel de recherche de fuites | 0,000 | 0,000 |
| Autres travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,118 | 0,063 |
| SATEP (cf. Assistance technique départementale) | 0,025 | 0,002 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,381 | 0,161 |

› Participations financières accordées dans le cadre du raccordement au réseau public de collecte

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,144 | 0,072 |
| TOTAL | 0,144 | 0,072 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des réseaux d'assainissement

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 3,870 | 1,740 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | 3,465 | 1,509 |
| <i>Réseaux amélioration</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Réseaux OTEU</i> | 0,405 | 0,231 |
| <i>Elimination eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Branchements sous domaine public</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,008 | 0,004 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 3,879 | 1,744 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Opérations financées au taux de la zone 1 : | 1,132 | 0,409 |
| <i>Travaux</i> | 1,132 | 0,409 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 2 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 3 : | 2,746 | 1,335 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,008 | 0,004 |
| <i>Autres</i> | 2,738 | 1,331 |
| TOTAL | 3,879 | 1,744 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des stations d'épuration

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux : | 1,179 | 0,653 |
| <i>Amélioration de stations</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Création de stations</i> | 1,179 | 0,653 |
| <i>Remplacement de stations</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Traitement/stockage des boues</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 1,179 | 0,653 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 3 : | 1,179 | 0,653 |
| <i>Travaux</i> | 1,179 | 0,653 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 1,179 | 0,653 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|-----------------------|---|--|---------------|
| PAR TYPE D'OPERATIONS | LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | -0,002 | -0,001 |
| | <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Bassins de pollution</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes*</i> | -0,002 | -0,001 |
| | <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| | LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| | TOTAL | -0,002 | -0,001 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde dossiers

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|----------------------|---------------------|--|---------------|
| PAR PRIORITE | Priorité 1 : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 2 : | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 3 : | -0,002 | -0,001 |
| | <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Etudes*</i> | -0,002 | -0,001 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | -0,002 | -0,001 | |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde dossiers

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'assistance technique départementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,000 | 0,000 |
| SATESE | 0,143 | 0,020 |
| SATEP | 0,025 | 0,002 |
| TOTAL | 0,168 | 0,022 |

› Participations financières accordées dans le cadre de l'aide à la performance épuratoire

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Prime | 0,426 | 0,085 |
| TOTAL | 0,426 | 0,085 |

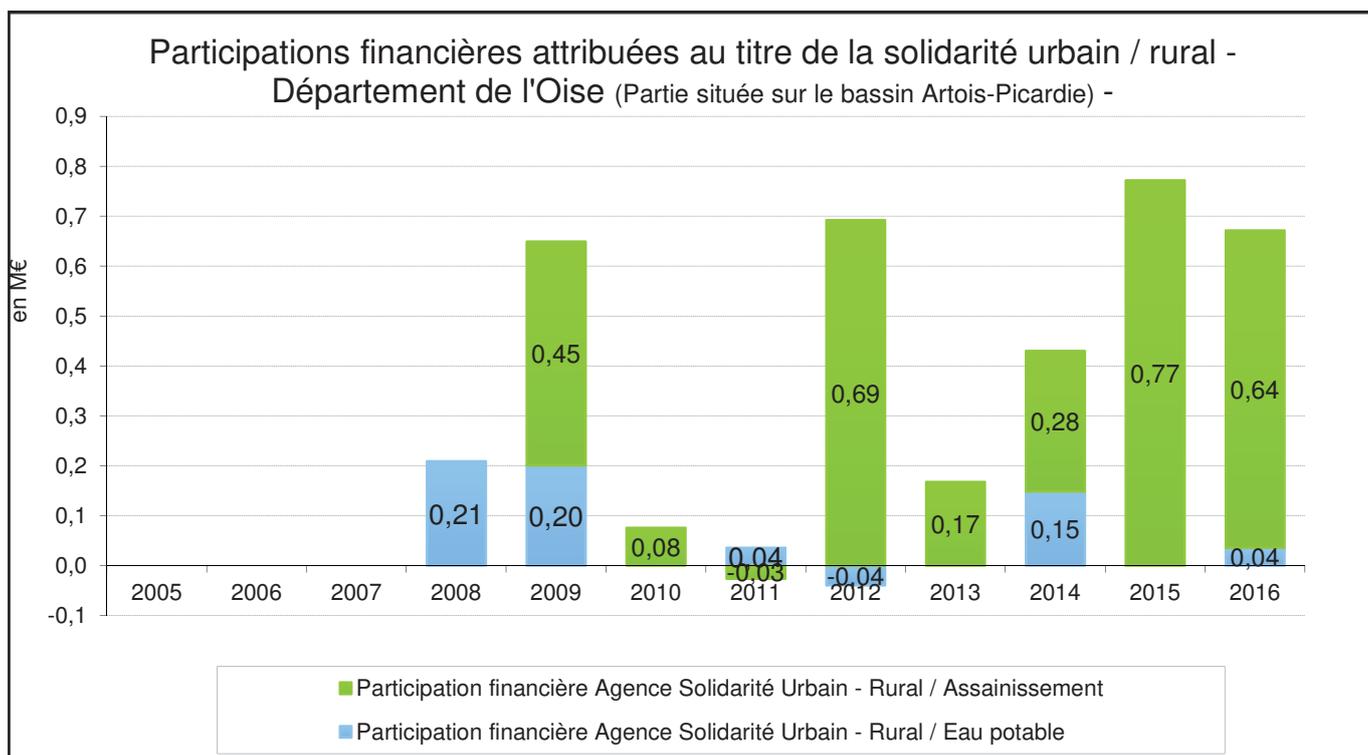
› Participations financières accordées dans le cadre de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,132 | 0,056 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | <i>0,132</i> | <i>0,056</i> |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,132 | 0,056 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la solidarité urbain-rural



› Participations financières accordées dans le cadre des économies d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel* - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel* - LP 252</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes : | 0,142 | 0,072 |
| <i>Etudes - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes - LP 252</i> | 0,142 | 0,072 |
| TOTAL | 0,142 | 0,072 |

* Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE
L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions industrielles

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Traitement biologique</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Traitement physico-chimique</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Prétraitement</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Lutte pollution accidentelle</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Recyclage intégral</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Opération collective</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Recyclage partiel</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Restructuration réseaux</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Technologie propre</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Travaux économies d'eau</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres travaux</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Assistance technique aux industriels | 0,014 | 0,004 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,014 | 0,004 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Lutte contre la pollution toxique</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 1</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 2</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 3</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Lutte contre les pollutions accidentelles</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Assistance technique aux industriels | 0,014 | 0,004 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,014 | 0,004 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE L'OISE (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions diffuses

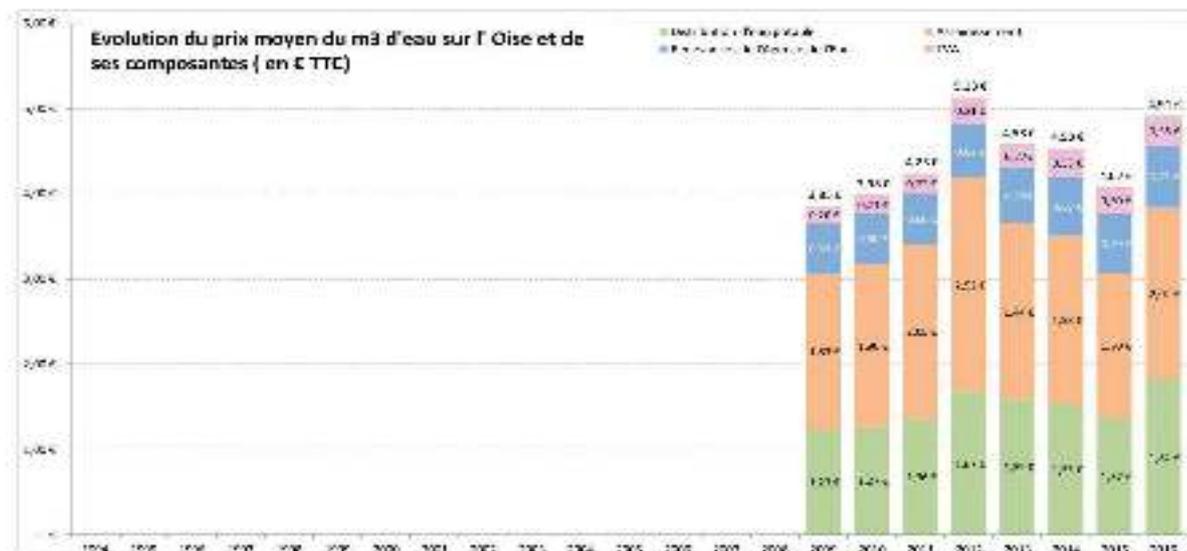
Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 0,022 | 0,022 |
| PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE) | 0,000 | 0,000 |
| PCEA - Autres dossiers (Ex PVE) | 0,015 | 0,015 |
| PEA | 0,007 | 0,007 |
| MAEC | 0,000 | 0,000 |
| Phytosanitaires non agricoles | 0,000 | 0,000 |
| Actions agricoles dans les ORQUES | 0,000 | 0,000 |
| Autres interventions | 0,000 | 0,000 |
| Etudes : | -0,012 | -0,005 |
| Pollutions diffuses* | -0,012 | -0,005 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Animation : | 0,202 | 0,098 |
| Pollutions diffuses | 0,202 | 0,098 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication : | 0,000 | 0,000 |
| Pollutions diffuses | 0,000 | 0,000 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,212 | 0,114 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

LE PRIX DE L'EAU

› L'évolution du prix des services de l'eau sur le département de l'Oise



ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAISLA GOUVERNANCE DE LA
POLITIQUE DE L'EAU› Participations financières engagées dans le cadre
de l'élaboration et du suivi des SAGE

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,127 | 0,063 |
| Autres : | 0,592 | 0,422 |
| <i>Animation</i> | <i>0,590</i> | <i>0,422</i> |
| <i>Actions de communication</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Autres interventions</i> | <i>0,001</i> | <i>0,001</i> |
| TOTAL | 0,718 | 0,485 |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre
de la connaissance environnementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
|--------------------------|---------------------|---|
| Eaux souterraines | 0,041 | 0,041 |
| Eaux de surface | 0,302 | 0,296 |
| Eaux littorales | 0,249 | 0,126 |
| TOTAL | 0,591 | 0,463 |

› Participations financières accordées dans le cadre
de la restauration de la continuité écologique

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 1,529 | 1,159 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | <i>0,378</i> | <i>0,378</i> |
| Etudes | 1,470 | 0,892 |
| Animation territoriale dédiée | 0,130 | 0,096 |
| TOTAL | 3,129 | 2,147 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de l'entretien et de la restauration des cours d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,538 | 1,262 |
| Etudes | 0,024 | 0,012 |
| Autres | 0,255 | 0,153 |
| <i>Animation</i> | 0,236 | 0,147 |
| <i>Financement d'emplois</i> | 0,019 | 0,006 |
| <i>Action de communication*</i> | -0,001 | 0,000 |
| TOTAL | 2,818 | 1,426 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre du curage des sédiments toxiques

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,937 | 0,292 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,937 | 0,292 |

› Participations financières accordées dans le cadre des zones humides

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,403 | 1,083 |
| Etudes | 0,289 | 0,131 |
| Autres | 1,647 | 0,695 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | 1,281 | 0,493 |
| <i>Animation</i> | 0,364 | 0,202 |
| <i>Action de communication</i> | 0,002 | 0,000 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 4,340 | 1,909 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre l'érosion

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|-------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 1,477 | 0,878 |
| Etudes | 0,317 | 0,212 |
| Animation | 0,282 | 0,187 |
| Acquisitions foncières* | -0,008 | -0,003 |
| TOTAL | 2,068 | 1,274 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les inondations

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,784 | 0,188 |
| Etudes | 1,101 | 0,169 |
| Acquisitions foncières | 0,496 | 0,112 |
| Actions de communication | 0,055 | 0,010 |
| TOTAL | 2,436 | 0,479 |

› Participations financières accordées dans le cadre de la protection des eaux souterraines

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,165 | 0,069 |
| Etudes | 0,135 | 0,089 |
| Autres : | 0,639 | 0,348 |
| <i>Acquisition foncière</i> | 0,309 | 0,137 |
| <i>Aide à la rédaction et au suivi des procédures</i> | 0,017 | 0,017 |
| <i>Animation</i> | 0,262 | 0,169 |
| <i>Procédure de périmètre de protection</i> | 0,050 | 0,026 |
| TOTAL | 0,939 | 0,506 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre de l'alimentation en eau potable

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 7,770 | 3,333 |
| Unités de traitement | 0,020 | 0,010 |
| Travaux d'interconnexion | 1,790 | 0,524 |
| Achat de forages | 1,543 | 1,200 |
| Création de réservoirs de stockage | 0,000 | 0,000 |
| Travaux d'adduction | 0,700 | 0,272 |
| Pose compteurs sectoriels | 1,140 | 0,711 |
| Télésurveillance | 0,044 | 0,017 |
| Réhabilitations de réservoirs de stockage | 2,394 | 0,494 |
| Acquisition matériel de recherche de fuites | -0,033 | -0,015 |
| Autres travaux | 0,171 | 0,119 |
| Etudes | 1,812 | 0,728 |
| SATEP (cf. Assistance technique départementale) | 0,029 | 0,015 |
| Actions de communication* | -0,004 | 0,000 |
| TOTAL | 9,606 | 4,074 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

› Participations financières accordées dans le cadre du raccordement au réseau public de collecte

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,939 | 1,345 |
| TOTAL | 2,939 | 1,345 |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre des réseaux d'assainissement

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 27,559 | 11,363 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | 17,088 | 6,915 |
| <i>Réseaux amélioration</i> | 8,664 | 3,592 |
| <i>Réseaux OTEU</i> | 1,235 | 0,600 |
| <i>Elimination eaux claires parasites</i> | 0,529 | 0,238 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,051 | 0,021 |
| <i>Branchements sous domaine public*</i> | -0,009 | -0,004 |
| Etudes | 0,779 | 0,389 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 28,337 | 11,752 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Opérations financées au taux de la zone 1 : | 10,264 | 4,750 |
| <i>Travaux</i> | 9,593 | 4,415 |
| <i>Etudes</i> | 0,671 | 0,336 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 2 : | 13,906 | 5,194 |
| <i>Travaux</i> | 13,799 | 5,140 |
| <i>Etudes</i> | 0,107 | 0,054 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 3 : | 4,167 | 1,808 |
| <i>Travaux</i> | 4,167 | 1,808 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 28,337 | 11,752 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre des stations d'épuration

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|---------------------------------|--|--|--------------|
| PAR TYPE D'OPERATIONS | Travaux : | 5,282 | 2,725 |
| | <i>Amélioration de stations</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Création de stations</i> | 5,239 | 2,729 |
| | <i>Remplacement de stations</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Traitement/stockage des boues</i> | 0,000 | 0,000 |
| | <i>Mise en place autosurveillance*</i> | 0,043 | -0,004 |
| | Etudes | 0,104 | 0,014 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 | |
| TOTAL | 5,387 | 2,739 | |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières | |
|----------------------|---------------------|--|---------------|
| PAR PRIORITE | Priorité 1 : | 1,133 | 0,606 |
| | <i>Travaux</i> | 1,135 | 0,607 |
| | <i>Etudes</i> | -0,002 | -0,001 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 2 : | 0,028 | -0,022 |
| | <i>Travaux</i> | 0,016 | -0,028 |
| | <i>Etudes</i> | 0,012 | 0,006 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| | Priorité 3 : | 4,226 | 2,155 |
| | <i>Travaux</i> | 4,131 | 2,145 |
| | <i>Etudes</i> | 0,095 | 0,009 |
| | <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 5,387 | 2,739 | |

ANNEXE RELATIVE AU
DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 3,481 | 1,613 |
| <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 2,089 | 0,889 |
| <i>Bassins de pollution</i> | 0,817 | 0,487 |
| <i>Etudes</i> | 0,575 | 0,238 |
| <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,357 | 0,182 |
| <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,379 | 0,180 |
| <i>Etudes</i> | 0,058 | 0,029 |
| <i>Elimination des eaux claires parasites*</i> | -0,080 | -0,027 |
| TOTAL | 3,838 | 1,795 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde dossiers

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 1,261 | 0,682 |
| <i>Travaux</i> | 0,953 | 0,529 |
| <i>Etudes</i> | 0,308 | 0,154 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 2,577 | 1,113 |
| <i>Travaux</i> | 2,252 | 1,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,325 | 0,113 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 3 : | 0,000 | 0,000 |
| <i>Travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 3,838 | 1,795 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de l'assistance technique départementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,266 | 0,200 |
| SATESE | 0,154 | 0,077 |
| SATEP | 0,029 | 0,015 |
| TOTAL | 0,449 | 0,291 |

› Participations financières accordées dans le cadre de l'aide à la performance épuratoire

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Prime | 25,015 | 5,003 |
| TOTAL | 25,015 | 5,003 |

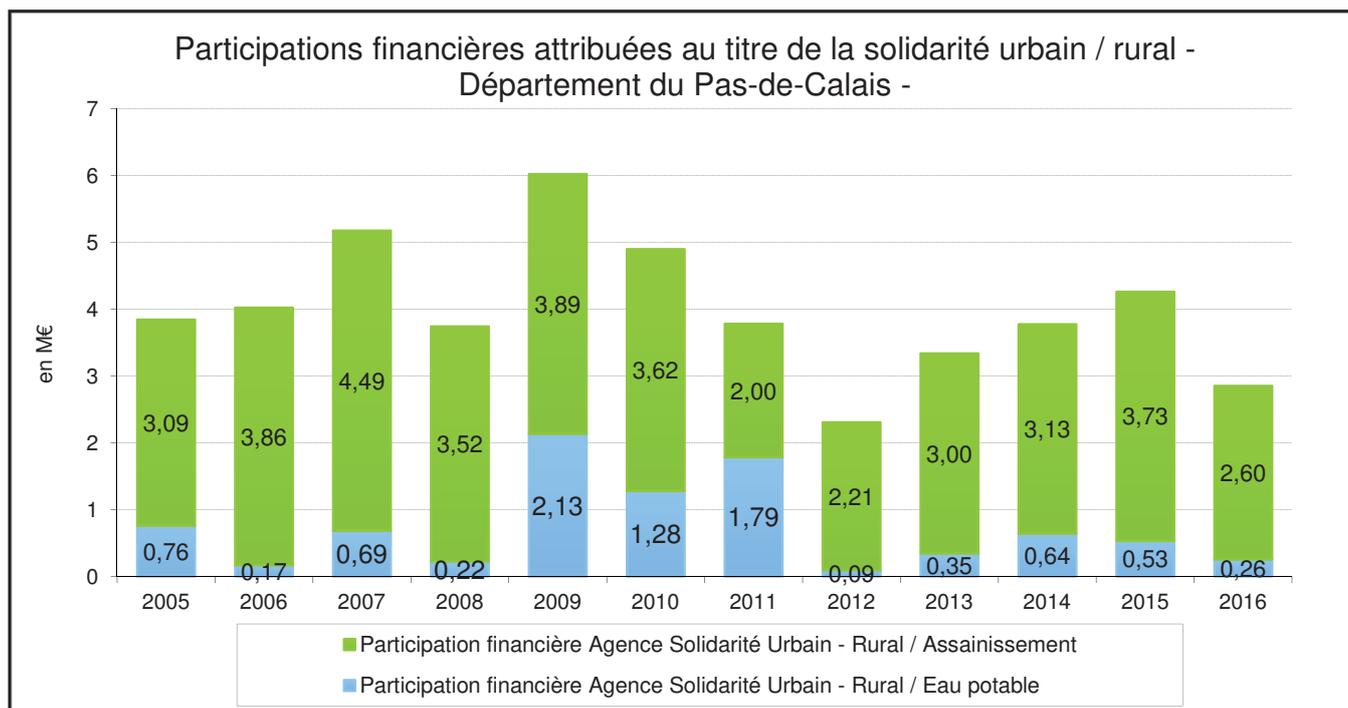
› Participations financières accordées dans le cadre de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 4,367 | 1,883 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | 4,367 | 1,883 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,057 | 0,029 |
| TOTAL | 4,424 | 1,912 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de la solidarité urbain-rural



› Participations financières accordées dans le cadre des économies d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 11,089 | 5,153 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | 1,436 | 0,835 |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | 8,374 | 3,502 |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 210</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 252</i> | 1,280 | 0,816 |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | -0,001 | -0,001 |
| Etudes : | 0,523 | 0,371 |
| <i>Etudes - LP 210*</i> | -0,014 | -0,007 |
| <i>Etudes - LP 252</i> | 0,538 | 0,379 |
| TOTAL | 11,612 | 5,524 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

** Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions industrielles

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 8,828 | 4,089 |
| <i>Traitement biologique</i> | 2,454 | 1,595 |
| <i>Traitement physico-chimique</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Prétraitement</i> | 4,179 | 1,434 |
| <i>Lutte pollution accidentelle*</i> | -0,008 | -0,008 |
| <i>Recyclage intégral</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Opération collective</i> | 0,096 | 0,026 |
| <i>Recyclage partiel</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Restructuration réseaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Technologie propre</i> | 0,533 | 0,132 |
| <i>Travaux économies d'eau</i> | 1,436 | 0,835 |
| <i>Autres travaux</i> | 0,136 | 0,074 |
| Etudes | 0,234 | 0,122 |
| Assistance technique aux industriels | 0,124 | 0,040 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 9,186 | 4,251 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 8,828 | 4,089 |
| <i>Lutte contre la pollution toxique</i> | 0,629 | 0,158 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 1</i> | 1,392 | 0,694 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 2</i> | 5,575 | 2,537 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 3</i> | 1,239 | 0,708 |
| <i>Lutte contre les pollutions accidentelles*</i> | -0,008 | -0,008 |
| Etudes | 0,234 | 0,122 |
| Assistance technique aux industriels | 0,124 | 0,040 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 9,186 | 4,251 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DU PAS DE CALAIS

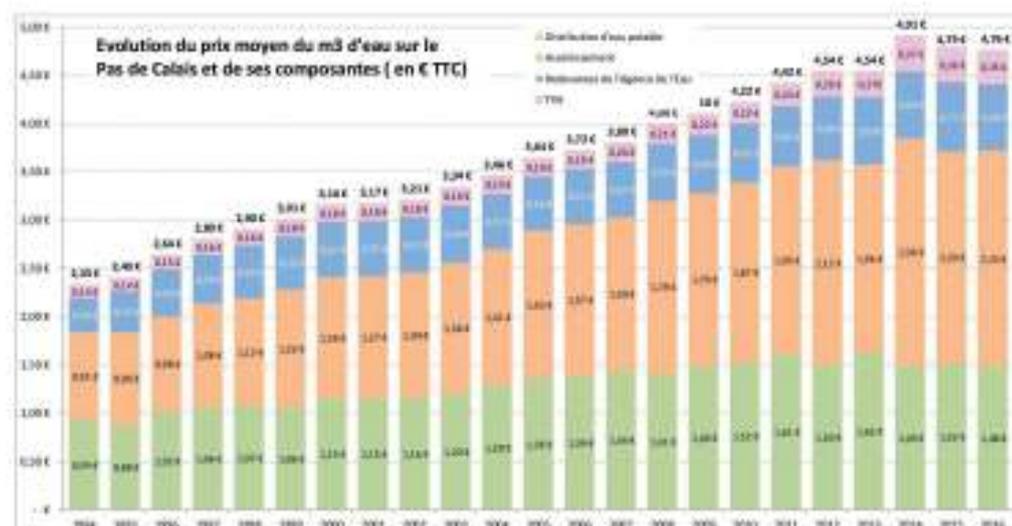
› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions diffuses

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 4,329 | 3,760 |
| PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE) | 0,000 | 0,000 |
| PCEA - Autres dossiers (Ex PVE) | 2,730 | 2,730 |
| PEA | 0,037 | 0,037 |
| MAEC | 0,500 | 0,500 |
| Phytosanitaires non agricoles | 0,635 | 0,255 |
| Actions agricoles dans les ORQUES | 0,427 | 0,237 |
| Autres interventions | 0,000 | 0,000 |
| Etudes : | 1,646 | 0,754 |
| Pollutions diffuses | 1,177 | 0,435 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,469 | 0,319 |
| Animation : | 0,640 | 0,404 |
| Pollutions diffuses | 0,089 | 0,044 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,509 | 0,330 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,042 | 0,030 |
| Actions de communication : | 0,103 | 0,057 |
| Pollutions diffuses | 0,076 | 0,038 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,026 | 0,018 |
| TOTAL | 6,718 | 4,974 |

LE PRIX DE L'EAU

› L'évolution du prix des services de l'eau sur le département du Pas-de-Calais



ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA
SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)LA GOUVERNANCE DE LA
POLITIQUE DE L'EAU› Participations financières engagées dans le cadre
de l'élaboration et du suivi des SAGE

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,091 | 0,045 |
| Autres : | 0,367 | 0,237 |
| <i>Animation</i> | 0,331 | 0,219 |
| <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,037 | 0,018 |
| TOTAL | 0,458 | 0,282 |

LE GRAND CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre
de la connaissance environnementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des autorisations de programme engagées |
|--------------------------|---------------------|---|
| Eaux souterraines | 0,035 | 0,035 |
| Eaux de surface | 0,256 | 0,252 |
| Eaux littorales | 0,100 | 0,044 |
| TOTAL | 0,391 | 0,331 |

› Participations financières accordées dans le cadre
de la restauration de la continuité écologique

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 0,204 | 0,168 |
| <i>dont Maîtrise d'ouvrage directe Agence</i> | 0,023 | 0,023 |
| Etudes | 0,000 | 0,000 |
| Animation territoriale dédiée | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,204 | 0,168 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'entretien et de la restauration des cours d'eau

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 2,882 | 0,985 |
| Etudes | 0,055 | 0,034 |
| Autres | 0,018 | 0,032 |
| <i>Animation**</i> | 0,007 | 0,028 |
| <i>Financement d'emplois</i> | 0,012 | 0,004 |
| <i>Action de communication*</i> | -0,001 | 0,000 |
| TOTAL | 2,955 | 1,052 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

** Le montant plus élevé en participations financières qu'en travaux résulte de l'annulation

› Participations financières accordées dans le cadre du curage des sédiments toxiques

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,019 | 0,015 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,019 | 0,015 |

› Participations financières accordées dans le cadre des zones humides

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 1,295 | 0,463 |
| Etudes | 0,113 | 0,046 |
| Autres | 1,567 | 0,696 |
| <i>Acquisition et veille foncière</i> | 1,486 | 0,649 |
| <i>Animation</i> | 0,065 | 0,045 |
| <i>Action de communication</i> | 0,016 | 0,002 |
| <i>Autres interventions</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 2,974 | 1,205 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre l'érosion

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|-------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,235 | 0,139 |
| Etudes* ** | -0,009 | 0,072 |
| Animation* | -0,021 | -0,012 |
| Acquisitions foncières* | -0,024 | -0,006 |
| TOTAL | 0,180 | 0,194 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

** Le montant plus élevé en participations financières qu'en travaux résulte de l'annulation et/ou de la réduction pour solde de certains dossiers décidés en 2013 et 2014.

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les inondations

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--------------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 5,094 | 0,580 |
| Acquisitions foncières | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 5,094 | 0,580 |

› Participations financières accordées dans le cadre de la protection des eaux souterraines

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 0,066 | 0,023 |
| Etudes | 0,205 | 0,144 |
| Autres : | 0,209 | 0,143 |
| Acquisition foncière | 0,000 | 0,000 |
| Aide à la rédaction et au suivi des procédures | 0,015 | 0,015 |
| Animation | 0,131 | 0,094 |
| Procédure de périmètre de protection | 0,063 | 0,034 |
| TOTAL | 0,480 | 0,309 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

LE PETIT CYCLE DE L'EAU

› Participations financières accordées dans le cadre de l'alimentation en eau potable

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux | 4,512 | 1,377 |
| Unités de traitement | 0,000 | 0,000 |
| Travaux d'interconnexion | 1,106 | 0,443 |
| Achat de forages | 0,000 | 0,000 |
| Création de réservoirs de stockage | 0,640 | 0,256 |
| Travaux d'adduction | 1,750 | 0,464 |
| Pose compteurs sectoriels | 0,139 | 0,093 |
| Télésurveillance | 0,000 | 0,000 |
| Réhabilitations de réservoirs de stockage | 0,876 | 0,121 |
| Acquisition matériel de recherche de fuites | 0,000 | 0,000 |
| Autres travaux* | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,793 | 0,542 |
| SATEP (cf. Assistance technique départementale) | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 5,305 | 1,920 |

› Participations financières accordées dans le cadre du raccordement au réseau public de collecte

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Travaux | 0,919 | 0,443 |
| TOTAL | 0,919 | 0,443 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des réseaux d'assainissement

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 13,415 | 5,727 |
| <i>Réseaux extension de collecte</i> | 6,982 | 2,532 |
| <i>Réseaux amélioration</i> | 5,666 | 2,798 |
| <i>Réseaux OTEU</i> | 0,767 | 0,397 |
| <i>Elimination eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Branchements sous domaine public</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,434 | 0,196 |
| Autres | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 13,849 | 5,923 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Opérations financées au taux de la zone 1 : | 1,523 | 0,758 |
| <i>Travaux</i> | 1,441 | 0,717 |
| <i>Etudes</i> | 0,082 | 0,041 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 2 : | 1,763 | 0,838 |
| <i>Travaux</i> | 1,763 | 0,838 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Opérations financées au taux de la zone 3 : | 10,563 | 4,327 |
| <i>Travaux</i> | 10,212 | 4,172 |
| <i>Etudes</i> | 0,352 | 0,155 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 13,849 | 5,923 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre des stations d'épuration

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---------------------------------------|---------------------|--|
| Travaux : | 13,330 | 6,291 |
| <i>Amélioration de stations</i> | 1,716 | 0,643 |
| <i>Création de stations</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Remplacement de stations</i> | 8,414 | 4,755 |
| <i>Traitement/stockage des boues</i> | 3,200 | 0,893 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,449 | 0,186 |
| Actions de communication | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 13,778 | 6,476 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Priorité 1 : | 5,324 | 3,019 |
| <i>Travaux</i> | 5,027 | 2,906 |
| <i>Etudes</i> | 0,297 | 0,113 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 2 : | 1,831 | 0,918 |
| <i>Travaux</i> | 1,831 | 0,918 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| Priorité 3 : | 6,623 | 2,539 |
| <i>Travaux</i> | 6,472 | 2,466 |
| <i>Etudes</i> | 0,152 | 0,073 |
| <i>Autres</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 13,778 | 6,476 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 5,244 | 2,950 |
| <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 3,192 | 1,961 |
| <i>Bassins de pollution</i> | 1,875 | 0,900 |
| <i>Etudes</i> | 0,177 | 0,089 |
| <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,190 | 0,114 |
| <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,190 | 0,114 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 5,434 | 3,064 |

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| LP 115 - Traitement des eaux pluviales : | 5,244 | 2,950 |
| <i>Gestion des eaux de pluie urbaines</i> | 3,192 | 1,961 |
| <i>Bassins de pollution</i> | 1,875 | 0,900 |
| <i>Etudes</i> | 0,177 | 0,089 |
| <i>Actions de communication</i> | 0,000 | 0,000 |
| LP 124 - Réseaux eaux pluviales : | 0,190 | 0,114 |
| <i>Amélioration des réseaux</i> | 0,190 | 0,114 |
| <i>Etudes</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Elimination des eaux claires parasites</i> | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 5,434 | 3,064 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de l'assistance technique départementale

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| SATEGE | 0,210 | 0,148 |
| SATESE | 0,269 | 0,135 |
| SATEP | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 0,479 | 0,282 |

› Participations financières accordées dans le cadre de l'aide à la performance épuratoire

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|----------------------|---------------------|--|
| Prime | 9,813 | 1,963 |
| TOTAL | 9,813 | 1,963 |

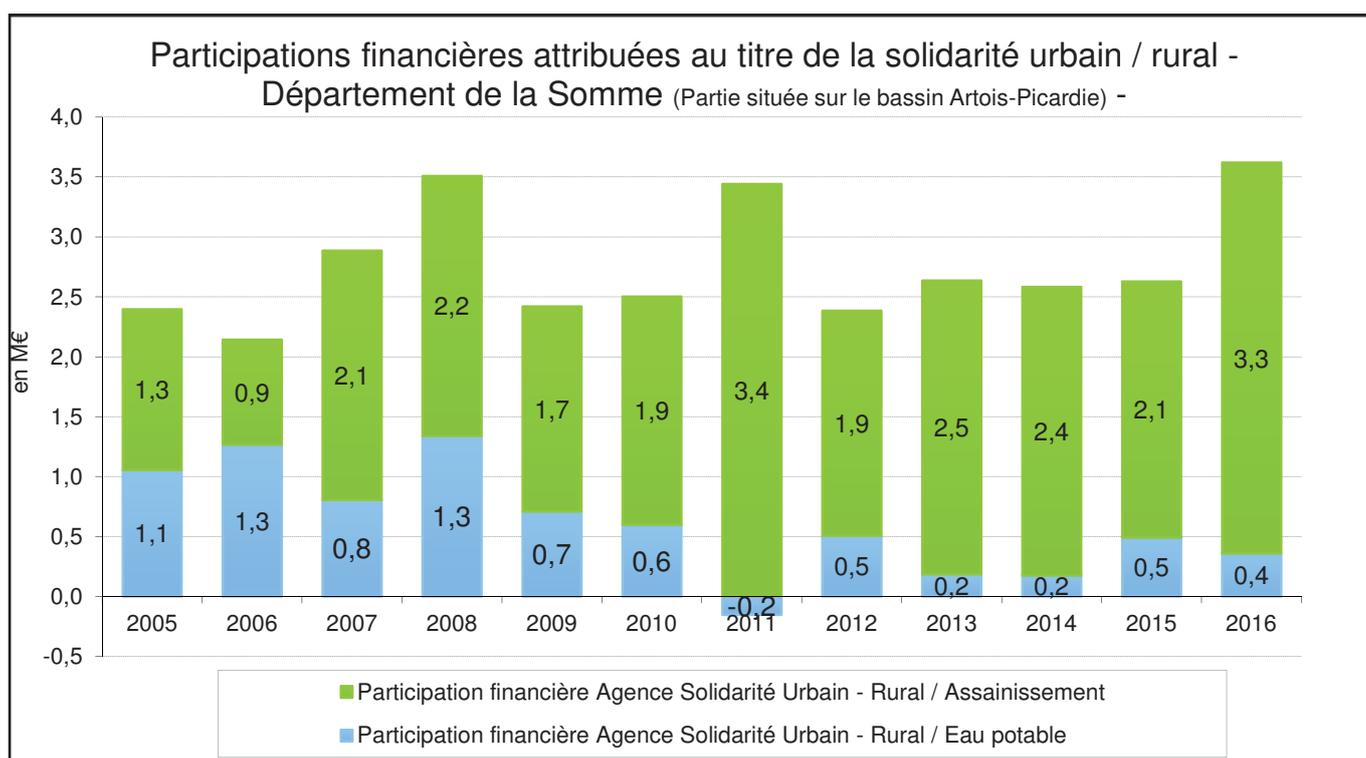
› Participations financières accordées dans le cadre de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux | 2,198 | 0,940 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage privée</i> | 2,033 | 0,863 |
| <i>dont ANC Maîtrise d'ouvrage publique</i> | 0,165 | 0,076 |
| Etudes | 0,015 | 0,007 |
| TOTAL | 2,213 | 0,947 |

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la solidarité urbain-rural



› Participations financières accordées dans le cadre des économies d'eau

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 14,361 | 5,116 |
| <i>Economies d'eau en industrie - LP 132</i> | <i>2,342</i> | <i>0,560</i> |
| <i>Economies d'eau - LP 210</i> | <i>10,412</i> | <i>3,865</i> |
| <i>Renouvellement de réseau eau potable - LP 210</i> | <i>1,467</i> | <i>0,597</i> |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 210</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| <i>Recherche de fuites et achat matériel** - LP 252</i> | <i>0,139</i> | <i>0,093</i> |
| <i>Economies d'eau - LP 252</i> | <i>0,000</i> | <i>0,000</i> |
| Etudes : | 0,773 | 0,542 |
| <i>Etudes - LP 210*</i> | <i>-0,016</i> | <i>-0,008</i> |
| <i>Etudes - LP 252</i> | <i>0,788</i> | <i>0,550</i> |
| TOTAL | 15,134 | 5,658 |

* Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réduction pour solde

** Le matériel nécessaire comprend les compteurs sectoriels et les prélocalisateurs acoustiques

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions industrielles

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 3,700 | 1,189 |
| <i>Traitement biologique</i> | 0,796 | 0,372 |
| <i>Traitement physico-chimique</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Prétraitement</i> | 0,280 | 0,151 |
| <i>Lutte pollution accidentelle*</i> | -0,007 | -0,001 |
| <i>Recyclage intégral</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Opération collective</i> | 0,074 | 0,017 |
| <i>Recyclage partiel</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Mise en place autosurveillance</i> | 0,065 | 0,033 |
| <i>Restructuration réseaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| <i>Technologie propre</i> | 0,149 | 0,056 |
| <i>Travaux économies d'eau</i> | 2,342 | 0,560 |
| <i>Autres travaux</i> | 0,000 | 0,000 |
| Etudes | 0,040 | 0,020 |
| Assistance technique aux industriels | 0,109 | 0,035 |
| Autres | 0,143 | 0,089 |
| TOTAL | 3,992 | 1,333 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|--|---------------------|--|
| Travaux : | 3,700 | 1,189 |
| <i>Lutte contre la pollution toxique</i> | 0,223 | 0,073 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 1</i> | 2,250 | 0,558 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 2</i> | 1,076 | 0,524 |
| <i>Lutte contre la pollution classique zone priorité 3</i> | 0,158 | 0,035 |
| <i>Lutte contre les pollutions accidentelles*</i> | -0,007 | -0,001 |
| Etudes* | 0,040 | 0,020 |
| Assistance technique aux industriels | 0,109 | 0,035 |
| Autres | 0,143 | 0,089 |
| TOTAL | 3,992 | 1,333 |

*Les montants négatifs résultent des annulations et/ou réductions pour solde

ANNEXE RELATIVE AU DEPARTEMENT DE LA SOMME (PARTIE ARTOIS-PICARDIE)

› Participations financières accordées dans le cadre de la lutte contre les pollutions diffuses

Données en M€

| Type d'interventions | Montant des travaux | Montant des participations financières |
|---|---------------------|--|
| Travaux : | 1,647 | 1,186 |
| PCEA - Partie mise aux normes (Ex : PMBE) | 0,280 | 0,280 |
| PCEA - Autres dossiers (Ex PVE) | 0,252 | 0,252 |
| PEA | 0,196 | 0,196 |
| MAEC | 0,000 | 0,000 |
| Phytosanitaires non agricoles | 0,411 | 0,138 |
| Actions agricoles dans les ORQUES | 0,473 | 0,317 |
| Autres interventions | 0,036 | 0,003 |
| Etudes : | 1,924 | 0,744 |
| Pollutions diffuses | 1,640 | 0,673 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,284 | 0,071 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Animation : | 0,404 | 0,090 |
| Pollutions diffuses | 0,033 | 0,017 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,371 | 0,073 |
| Maintien agriculture en zones humides | 0,000 | 0,000 |
| Actions de communication : | 0,025 | 0,013 |
| Pollutions diffuses | 0,025 | 0,013 |
| Soutien agriculture bio et agroforesterie | 0,000 | 0,000 |
| TOTAL | 4,000 | 2,032 |

LE PRIX DE L'EAU

› L'évolution du prix des services de l'eau sur le département de la Somme

